

p.2: Les élections allemandes

L'importance de la bataille électorale qui va s'engager demain en Allemagne dépasse de beaucoup celle des multiples élections qui ont eu lieu l'année dernière.

Notons d'abord que le gouvernement actuel est résolu à ne pas s'incliner même si le résultat du scrutin ne lui apportait pas la majorité des voix.

J'Y SUIS, J'Y RESTE !

Dans cette éventualité, les dirigeants de Berlin commenceraient sans doute par s'efforcer d'élargir leur base parlementaire, mais même si les négociations avec les populistes ou avec le centre catholique n'aboutissaient pas, ils n'en resteraient pas moins au pouvoir, soit avec l'appui du vieux maréchal-président (qui leur permettrait de former un cinquième cabinet dit présidentiel), soit par un coup d'Etat camouflé (ainsi, par exemple, grâce à l'interdiction du parti communiste). Quoi qu'il advienne il n'y aura pas de changement *visible* et tous les "concentrationnistes" sont d'ailleurs d'accord pour dire que si la population a été appelée aux urnes, ce n'est pas pour qu'elle approuve ou désapprouve la composition du gouvernement, mais seulement pour qu'elle ait l'occasion de montrer, par l'octroi de ses suffrages, qu'elle veut (on ne dit pas même: "*si*" elle veut) "appuyer" ce gouvernement et "participer" à l'oeuvre de redressement national d'ores et déjà entreprise par lui. Le mot d'ordre que les "*big five*", c'est-à-dire MM. Hindenbourg, Hitler, Hugenberg, von Papen et Seldte, ont donnée [] pour les élections peut se résumer dans cette formule un peu simpliste: "Nous y sommes et nous y restons ! Voulez-vous y rester avec nous ?"

L'UNION DES COEURS

Les positions électorales sont donc prises et celle des partis gouvernementaux est très forte. L'aboutissement de la concentration nationale a eu des répercussions énormes. L'union des coeurs est chose faite: Les chemises brunes, les Casques d'acier et nombre d'autres associations nationalistes de moindre [s] importance - voire même ça et là la police et la Reichswehr - fraternisent. Depuis que le président Hindenbourg s'est décidé à "confier" la Chancellerie à Hitler, ce dernier est subitement devenu un homme "tout à fait bien". M. Hugenberg, chefs des nationaux-allemands qui, pour compenser quelque peu la rigidité de ses conceptions politiques, s'est adjoint l'ancien chancelier von Papen et le chef des Casques d'acier, M. Seldte, profitera du prestige de ses frères d'armes, ainsi que de la popularité des couleurs noir-blanc-rouge qu'il a prises pour enseigne de son parti élargi. Ses chances de succès augmentent d'ailleurs du fait que qu'il est assez raisonnable pour s'abstenir - du moins provisoirement - de toute propagande bruyante en faveur de la restauration des *Hohenzollern*. Quant à M. von Papen, il a résolument changé son fusil d'épaule. Lui qui, il n'y a guère moins de quatre mois, organisait la lutte à outrance contre les nazis, n'hésite pas à vanter les mérites "nationaux" de celui qui - après le stage piteux de M. von Schleicher - le remplaça à la Chancellerie...

L'ACTION COMBINÉE

Il est donc permis de dire que, dans le cadre de la concentration nationale, "il y en a pour tous les goûts" et ceux qui, par hasard, échapperaient à la propagande du parti national-socialiste *et* à celle du "front de combat noir-blanc-rouge" (telle est actuellement la dénomination exacte du clan des amis de M. Hugenberg) ne pourront guère se soustraire à l'ascendant que M. von Hindenbourg exerce sur tous les Allemands "bien-pensants", soit grâce à son titre de président de la République, soit grâce à celui d'ancien maréchal "en chef". N'oublions pas non plus qu'il y a environ quatre millions de jeunes gens qui voteront demain pour la première fois, et la jeunesse allemande incline plutôt vers la droite que vers la gauche (à moins qu'elle ne soit franchement communiste). N'oublions pas, enfin, que, parmi les six millions de votants inscrits qui n'ont jamais voté, il y a plus de bourgeois que de prolétaires et qu'il se peut fort bien qu'une partie d'entre eux soit "ramenée au bercail", puisque le cabinet concentrationniste se donne l'air d'un "Comité du Salut public"...

L'action des partis gouvernementaux vise donc, d'une part, à mobiliser les réserves "territoriales" d'électeurs et comme il ne s'agit pour eux que de gagner environ deux millions de voix (tout au plus trois millions si le pourcentage de la participation augmente très fortement) pour obtenir la majorité des voix, il est assez probable que les renforts bourgeois suffiront pour faire pencher la balance vers la droite.

Cependant, les nationalistes misent encore sur un autre tableau: ils ont déclenché une offensive de grand style contre le marxisme et la mise à la retraite brusquée des principaux fonctionnaires rouges et roses pourrait faire plus d'effet encore que toute la propagande électorale puisque les comparses, c'est-à-dire ceux qu'on appelle en Allemagne les "*Mitläufer*", sont toujours enclin à se tenir le plus près possible des assiettes-au-beurre. L'action combinée est d'ailleurs favorisée par le désarroi des adversaires du gouvernement dont les efforts s'éparpillent de plus en plus.

RESTRICTIONS MENTALES

Il est vrai que l'union nationale n'est pas complète. Hitler aimerait bien obtenir la majorité à lui seul pour pouvoir se libérer de la tutelle des nationalistes réactionnaires qui, dans le cabinet actuel, "encadrent ce révolutionnaire" en vue d'empêcher toute possibilité de "débordement social". MM. Hugenberg, von Papen et Seldte sont d'accord pour s'efforcer d'opposer au bloc inquiétant des nationaux-socialistes un "contrepoids" aussi massif que possible. Il aimeraient pouvoir rendre impossible à tout jamais la combinaison dite "noire-brune", c'est-à-dire la coalition entre les hitlériens et le centre catholique. D'autre part, un petit groupement s'est formé à l'abri des remparts concentrationnistes: le bloc dit chrétien-national, formé de l'ancien parti populaire, des chrétiens-sociaux (protestants), de la ligue des paysans, etc. Ce sont en quelque sorte des pêcheurs en eau trouble qui voudraient profiter de la "vogue" nationaliste pour effectuer un petit coup de filet parlementaire dont on ne sait pas trop s'il tournerait à l'avantage ou au détriment de ceux qui sont actuellement leurs défenseurs malgré eux. Il y a donc bien des luttes et des intrigues en perspective.

LES RETARDATAIRES

L'attitude du parti du centre catholique est quelque peu ambiguë. Il n'ose pas se prononcer franchement pour la droite ou pour la gauche et il "revalorise" subitement l'idée de juste milieu. Les "centristes" ne veulent pas passer pour des "arriérés" et ils professent à grands cris leur amour de la patrie et leur intransigeance nationale. Mais il leur est difficile de désavouer complètement les socialistes qui, il n'y a guère un an, étaient encore leurs alliés. Ils se bornent donc à parler d'un nouveau "*Kulturkampf*", ce qui veut dire: conflit entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel. Quant aux résultats de leur campagne, ils semblent assez douteux, car c'est la première fois depuis la guerre que le parti centriste se trouve nettement évincé du pouvoir ce qui pourrait bien causer de nombreuses défaillances électorales. Toutefois, s'il y a perte pour eux, elle ne sera pas très sensible parce qu'ils ont leurs partisans "bien en laisse" et aussi parce que les partis gouvernementaux ont agi à leur égard avec trop de rudesse (interdictions des journaux catholiques, bagarres à Krefeld et ailleurs, etc.).

LES DÉPOSSÉDÉS

Faut-il s'attendre à l'écrasement des socialistes ? La campagne antimarxiste aboutira-t-elle à des résultats décisifs ? Nous ne le croyons pas. A moins d'un miracle, il n'en sera pas ainsi. C'est qu'il n'y a pas deux marxismes, mais seulement un seul ! Depuis 1919, l'équilibre entre l'aile radicale (à savoir les communistes) et l'aile modérée (c'est-à-dire les social-démocrates qui, à un moment donné, s'appelaient même les socialistes majoritaires) a souvent oscillé, sans que le nombre total des marxistes des deux nuances ait toutefois sensiblement changé. Quatorze millions en 1919, ils étaient encore plus de treize millions au mois de novembre de 1932 et s'ils perdent du terrain, ce ne sera que petit à petit. Il semble hors de doute qu'il en cuira aux communistes d'avoir incendié le Reichstag et organisé des rixes en série. Mais les socialistes se maintiendront à peu près et l'on ne sait même pas s'ils ne seront pas plus nombreux après les élections qu'avant. Il se peut qu'ils remportent une dernière fois un succès "d'estime"...

Cependant, tous ces soubresauts ne serviront à rien: que les effectifs de l'opposition de gauche soient plus ou moins importants, qu'importe puisque la décadence et la déchéance sont définitives ? Les socialistes sont dépossédés et c'est bien pour toujours. La grève générale est irréalisable par ces temps de crise et de chômage et quant au recours à la violence, il ferait encore mieux l'affaire des hommes de droite en quête d'un prétexte qui leur permettrait de sévir sans ménagements...

RÉVOLUTION CONTINUE

Qu'on ne s'y trompe pas: les élections de demain ne sont qu'un épisode du bouleversement révolutionnaire qui a commencé l'année dernière et qui est loin de toucher à sa fin. Nous assistons à une révolution continue et le résultat desdites élections pourra tout au plus l'accélérer ou la retarder, mais non pas l'enrayer. Huit jours plus tard, c'est-à-dire le 12 mars, il y aura d'autres élections encore: les élections prussiennes et communales, mais leurs résultats ne seront, eux non plus, qu'un point de repère permettant d'apprécier l'état d'avancement des travaux de sape entrepris par les partis de droite en vue de provoquer l'effondrement des dernières fondations de la République de 1919-1920 dans le but de rendre possible la création du nouvel Etat de 1932-1933 dont il faut espérer qu'il ne ressemblera pas trop à ses prédécesseurs.

H.S.

p.3: Le coup de balai

Le sérieux coup de balai donné au communisme par le nouveau Chancelier allemand était la conséquence inéluctable de cette malencontreuse "alliance avec le diable" que tous les Gouvernements de l'Allemagne d'après guerre avaient conclue avec Moscou.

Si profond a été le désastre causé en Allemagne par cette impardonnable faiblesse des régimes précédents, qu'à Berlin, nombreux sont ceux qui redoutent qu'on s'arrête à mi-chemin sans avoir abouti à un nettoyage complet. En ce pays, en effet, la bolchévisation s'est effectuée aussi par "en haut", c'est-à-dire par les sphères dirigeantes et peu de jours encore avant l'incendie du Reichstag, le général von Seckt publiait une brochure insistant sur la nécessité du maintien à tout prix de l'alliance germano-soviétique.

Un des principaux leaders du parti catholique affirmait qu'en dépit de ces nombreux inconvénients la collaboration avec les Soviétiques lui paraissait nécessaire.

Quant au général von Schleicher, hier encore chancelier d'Empire, il en était partisan convaincu.

On cite le cas de familles allemandes très en vue dont certains membres se trouvent incorporés dans l'organisation soviétique de propagande et d'espionnage.

Il est donc permis d'affirmer que grâce à cette politique insensée, l'Allemagne était devenue le principal point d'appui du bolchévisme en Occident.

Sentant le terrain se dérober sous eux, les partis de gauche redoublent en ce moment d'efforts pour imposer leur révolution à l'Europe désemparée par la crise mondiale.

A l'appel du 19 février, lancé par le Bureau de l'Internationale socialiste à Zurich pour l'unité ouvrière, vient de répondre le journal communiste *l'Humanité*, du 5 mars, préconisant lui aussi, [] la formation du front unique entre socialistes et communistes. Moscou s'emparerait de la direction du mouvement pour y faire triompher la solution la plus violente.

Déjà le parti socialiste révolutionnaire d'Espagne vient d'adhérer en bloc au parti communiste.

Après cela, comment admettre avec un journal de notre ville qu'Hitler aurait tout fait pour étrangler la démocratie et le parlementarisme parce qu'il s'est permis d'ordonner des perquisitions au centre communiste de Berlin pour y saisir les documents de la III^e Internationale. Peut-on lui reprocher aussi d'avoir procédé à l'arrestation des grands chefs communistes et à la saisie des feuilles subversives ?

Il y a tout lieu au contraire de féliciter chaudement le nouvel élu du peuple allemand pour les mesures énergiques qu'il a eues, premier des chefs de gouvernements, il a eu le courage d'appliquer au mal qui ronge l'Europe.

Nous le félicitons aussi de la leçon de patriotisme et d'élémentaire bon sens qu'il vient de donner aux Herriot, aux MacDonald et autres équilibristes de la haute politique. Voici trop d'années que ces hommes d'Etat ménagent d'une façon lamentable les fauteurs du désordre et de la Révolution dans l'espoir assurément bien naïf de parvenir à les désarmer ou plutôt de les faire servir à leurs fins politiques.

En rompant en visière avec l'ennemi le plus redoutable de notre civilisation, Hitler accomplit en ce moment une oeuvre de salut public qui n'a que trop tardé, mais qui ne portera des fruits que dans la mesure où cet homme courageux autant qu'ardent saura se contenir dans de justes limites et ne pas compromettre par des gestes malencontreux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le résultat auquel il tend en ce moment.

Espérons en effet que le nouveau Chancelier sera le maître de maintenir entre Etats européens la paix durable qui est essentielle à la réussite de la croisade contre le bolchévisme moscoutaire.

Il importe de ne pas oublier que toute crise entre deux pays occidentaux ne peut que servir l'oeuvre destructrice de Moscou.

La doctrine léniniste n'est point opposée en effet aux guerres politiques. Elle s'efforcera, au contraire, de les transformer en guerres civiles, à l'exemple de ce qui s'est passé en Russie même.

La guerre entre Etats deviendrait donc le plus sûr véhicule du microbe soviétique, lequel s'est déjà infiltré dans nos pays à un point qui devient de jour en jour de plus en plus sensible.

Espérons que le récent élu de dix-sept millions de suffrages allemands, conscient de l'énorme responsabilité qui l'attend, justifiera l'espoir du monde en travaillant dans la mesure de ces forces au rapprochement des nations pour opposer au front commun formé actuellement entre socialistes et communistes, celui de tous les hommes pour lesquels le maintien de l'ordre et de la civilisation a conservé une signification.

Lucien CRAMER.

p.2: Est-ce faire de l'antisémitisme?...

Lorsque les politiciens de gauche arrivent à l'abîme vers lequel les a poussé une démagogie inhérente à leur état, ils s'écrient: "Le mur d'argent, citoyens..." Et c'est une nouvelle occasion d'attaquer la fortune qui se voit, l'argent qui produit, les biens qui servent le pays et qui ne peuvent passer les frontières.

Et l'autre fortune, l'anonyme, la vagabonde, celle qui provoque les guerres, celle qui finance les révolutions, celle qui fait et défait les Etats, qui passe les océans dans le bateau des *holdings* ou sur l'aile de la T.S.F. [???], celle qui, d'un coup de téléphone ou de trois mots en langage chiffré, peut jeter au chômage des millions d'ouvriers ?

De celle-ci, personne ne parle. Son mystère l'a rendue sacrée. Elle a cousu les bouches et lié les plumes. Elle a réduit en état de servilité les chefs politiques, rouges ou roses. Il y a trente ans, les meneurs socialistes étaient souvent patriotes et antisémites, ils n'avaient pas encore reçu les offres ou compris les menaces de l'internationale de l'or. Maintenant ils sont ses dévots, ses alliés ou ses esclaves.

Lorsque l'ouvrier s'inquiète, la presse de gauche, pour le rassurer, dénonce un Ford, un Deterding ou quelqu'autre magnat fabuleusement riche. C'est faire croire à l'ouvrier que ses misères proviennent uniquement de quelques hommes trop riches, hommes connus et nommés.

Mais ces grands capitaines ont produit quelque chose, leur prospérité a rejailli sur des milliers de travailleurs. Ces hommes se sont parfois trompés, ils n'ont pas toujours respecté leurs devoirs sociaux, mais ils ont créé, ils ont produit. Leur vie entière s'est déroulée dans le cadre visible d'une industrie, d'un commerce, sous le contrôle de mille yeux curieux et attentifs.

Pour ces hommes, les feuilles révolutionnaires n'ont que sarcasmes et insultes.

Il est vain de vouloir défendre tout bien spirituel ou matériel, rien ne se fera contre les pillards des richesses nationales ou particulières, tant qu'on aura pas consenti honnêtement à poser la question juive et à la résoudre, sana passions, mais rigoureusement.

Est-ce faire de l'antisémitisme que de *constater* que le super-capitalisme est juif, que la finance internationale est juive, que la race juive est prodigieusement armée pour le commerce de l'argent, pour la spéculation la plus monstrueuse et la plus subtile à la fois?

Est-ce faire de l'antisémitisme que de *constater* que quelques centaines de financiers juifs (aidés par une douzaine de chrétiens) détiennent le pouvoir sur le monde?

Est-ce faire de l'antisémitisme que de *constater* que la finance juive possède, ou "contrôle", comme on dit bien démocratiquement, les finances publiques des Etats, qu'elle a la haute main sur les ressources naturelles, les céréales, les matières premières, les mines, les chemins de fer, les transports maritimes, les industries, le commerce, les produits pharmaceutiques, la presse d'information, la publicité, les théâtres, les cinémas, les plaisirs?

Est-ce faire de l'antisémitisme que de *constater* que les partis de révolution sont généralement menés par des juifs, que les théoriciens du marxisme et de ses dérivés sont juifs, que *l'Humanité*, pour ne citer que ce journal, a été fondée par douze gros capitalistes juifs, que sans l'argent de Kuhn, Schiff, Loeb ou Warbourg, de New-[]York, jamais les idées de Lénine n'auraient pu trouver d'application pratique?

Est-ce faire de l'antisémitisme que de *constater* que les juifs forment une *race*, restée une, malgré les vicissitudes des siècles, malgré les divergences de foi ou l'absence de croyances, malgré les frontières, malgré les étiquettes facilement interchangeables?

Enfin est-ce faire de l'antisémitisme, est-ce vouloir allumer une guerre religieuse, comme le prétendent des feuilles imbéciles - dûment appointées pour l'être - que de s'opposer aux menées de cette *race*, que de vouloir défendre ce qui nous reste de patriotisme, de souveraineté, d'honneur et de fierté? que de vouloir reprendre ce que des étrangers nous ont enlevé?

Contre les financiers qui mènent le monde, la presse bolchéviste et socialiste ne dit mot. Domestiquée, elle marche servilement aux ordres de ses maîtres. Ses rédacteurs les plus insolents sont toujours encadrés par des congénères des grands flibustiers internationaux.

Les maîtres juifs de la Russie peuvent fusiller les ouvriers par centaines de mille, la presse marxiste reste muette ou, plus souvent, elle encourage les fusilleurs. Mais, si un étudiant yiddisch [sic] est bâtonné en Pologne, si des Hitlériens ferment les grands bazars juifs de Francfort, si des patriotes roumains s'avisent de vouloir appliquer le *numerus clausus*, aussitôt les journaux rouges vocifèrent, les hyènes bolchévistes et les chacals socialistes font entendre un concert de hurlements, discrètement orchestré par les financiers qui mènent le monde et accompagnés en sourdine par une presse vénale et vendue qui crie hypocritement à la guerre de religion...

Parallèlement, la finance internationale menace le pays qui prétend échapper au grignotement. Ses finances publiques, son crédit, son économie, sa sécurité même, sont mis en péril.

Les Hébreux de l'antiquité ont élevé le Mur des Lamentations.

Les financiers juifs ont bâti le *Mur d'argent*. Mais, devant ce dernier, ce sont les aventuriers de gauche qui se frappent le coeur, jouent la comédie de l'affliction et se répandent en jérémiades hypocrites.
Qu'on ne s'y trompe pas: ces démagogues ne terminent pas leur carrière sans avoir trouvé le pont d'or qui leur permet de franchir le mur d'argent...
P.B.

p.3: Les "atrocités hitlériennes" et...les autres

Il n'est pas question ici d'excuser les violences ou les persécutions d'où qu'elles viennent, mais il convient de marquer toute l'hypocrisie, toute la bassesse d'une certaine presse tenue en laisse par la finance internationale et asservie par la publicité des grands bazars juifs qui, dans tous les pays, travaillent ouvertement à la ruine des classes moyennes et, par là, des nations elles-mêmes.

Chacun a pu constater quelle campagne forcenée menaient des revues illustrées - "Vu" pour ne citer que celle-ci - contre les hommes de la révolution nationale allemande. Photos outrageusement truquées, reportages confiés à des journalistes israélites, excitation à une nouvelle guerre- dite de droit - en réalité guerre de la ploutocratie universelle contre le pays qui a brisé les chaînes... Tout a été mis en oeuvre.

En Suisse, la plupart des journaux ont bien mérité les fructueux contrats de publicité qui viendront récompenser leur zèle.

*

* *

[critique de la *Tribune de Genève*, du *Travail*, du *Genevois*, du *Peuple genevois*]

*

* *

Les révolutions antimarxistes - qu'on les appelle comme on voudra - font toujours moins de victimes que les révolutions de gauche.

La révolution nazi [e], en trois mois, a provoqué moins de trois cents morts.

La révolution française en a fait quatre-vingt-dix mille, sans compter ceux que le militarisme jacobin a laissés sur tous les champs de bataille de l'Europe.

La révolution fasciste a coûté quelques centaines de victimes.

La révolution espagnole, depuis deux ans, baigne dans le sang.

La révolution russe a tué cinq millions d'êtres humains, ouvriers, soldats, prêtres et paysans. Elle en fait périr encore chaque jour.

En dix ans, les nazis ont perdu un millier de leurs camarades, assassinés, de nuit, par les bandes socialistes et communistes.

Les victimes sont, à quelques exceptions près, toujours à droite.

Massacre de Marseille, de la rue Damrémont, à Paris, meurtre de Saint-Pons, assassinats antifascistes en France, assassinats de Plateau et de Berger, secrétaires de l' "Action Française". Koutiepoïff, Petlioura, Bonsevi et des centaines d'autres, tous tués par des socialistes, des communistes et des anarchistes...

*

* *

Voyons un peu les pays dans lesquels la presse judéophile a su provoquer des explosions de colère contre Hitler et les dix-sept millions d'Allemands qui l'ont suivi.

En France, grands meetings. Sur les estrades voisinaient des évêques, des francs-maçons, des rabbins, des pasteurs, des libéraux, des communistes et M. Herriot.

Les radicaux et francs-maçons qui ont proclamé leur indignation se déclarent, à tout propos, les fils spirituels des "grands ancêtres", de ceux qui firent fonctionner jour et nuit la guillotine, de ceux qui fusillèrent les Lyonnais.

Que sont les bastonnades de Francfort auprès des noyades de Nantes et des massacres de Septembre ? Que sont les expropriations et les proscriptions du III^e Reich à côté de celles qu'édicte la III^e République contre les congrégations ?

Par des lois, on dépouilla les communautés religieuses de plusieurs milliards, escroqués par des politiciens radicaux à leur seul profit.

A la tribune politique, il y avait aussi des libéraux, dont les ancêtres versaillais ont fusillé, par dizaine de mille, les partisans de la Commune de Paris. Les hitlériens n'ont pas encore, que nous sachions, tué des enfants. En France, on a assassiné Philippe Daudet, par haine de son père et un enfant du même âge (14 ans), le petit Pichon, a été tué à coups de pied, au bord d'un trottoir, par un gardien de la paix !

Le gouvernement français fait un pont d'or au Juif communiste Einstein; pendant ce temps, le grand savant Branly, catholique il est vrai, végète dans son laboratoire délabré.

*

* *

En Espagne, on vient de dépouiller et d'expulser le clergé, on incendie les églises - des trésors d'art - et des maisons particulières. Tous les jours, des bombes éclatent. On s'entretue au nom de la Fraternité.

Les radicaux-socialistes qui "gouvernent" l'Espagne protestent parce qu'on expulse les marxistes. Eux, ils font périr à petit feu leurs ennemis politiques. Ainsi, le Dr Albinana, chef de l'opposition, a été envoyé à Las Hurles pour y agoniser.

En Allemagne, on brûle des livres. En Espagne, à Casa-Viejas, la police a brûlé vifs vingt paysans - dont une femme - et en tue quatre cents autres, dans la montagne, à coups de carabine !

*

* *

En Angleterre, vertueuse indignation du Parlement ! De ce Parlement qui a permis que l'Irlande fût semée de potences ! De ce Parlement qui a décrété la guerre des Boers, au cours de laquelle la moitié de ce peuple indomptable fut froidement exterminée - femmes et enfants compris - pour la possession de quelques mines de diamants !...

Et les Indes ! Et la guerre de l'opium en Chine ! Et la colonisation par la mitrailleuse ! Et tout le reste !...

Les mêmes Anglais qui méprisent les peuples de couleur et pourchassent - sagement - les communistes, ne tolèrent pas qu'un autre pays écarte de ses affaires nationales les marxistes et le peuple juif.

*

* *

Mais c'est aux Etats-Unis que les protestations contre le nouveau régime ont été les plus violentes et les plus scandaleusement hypocrites aussi.

U.S.A.! Le pays où quelques dizaines de gangsters font la loi, veut donner des leçons à un régime qui a plus de dix-sept millions d'hommes - ouvriers paysans, intellectuels, paysans [répétition!] - derrière lui.

U.S.A.! Le pays où, sous l'oeil complice des autorités, s'organisent de véritables chasses à courre contre des nègres, qui sont lynchés, pendus, grillés !

Le pays où on garde un Tom Mooney pendant quinze ans en prison, le condamnant à mort tous les mois pour finir par le reconnaître innocent !

Un journaliste américain, Emmanuel H. Lavine, vient de publier un livre aux Editions de la N.R.F., "Le troisième degré". Il raconte comment la police américaine obtient des aveux: pendant des heures, des policiers frappent à coup de matraque le prévenu. Lorsque les agents n'en peuvent plus et que la victime ne consent pas à se reconnaître coupable, qu'elle le soit ou non, on fait venir un dentiste qui perfore les dents et scie la mâchoire...

Le "troisième degré", qui constitue la base même des méthodes policières américaines, est appliqué chaque jour aux Etats-Unis, et ailleurs aussi.

Voilà ce qui se passe dans un pays où le rabbin Newmann et ses congénères prêchent la guerre sainte contre Hitler, guerre à laquelle ils enverront d'autres hommes se faire tuer, guerre pendant laquelle, une fois de plus, ils rempliront leurs coffres.

*

* *

Avant de crier leur haine pour le régime hitlérien, avant de stigmatiser les persécutions hitlériennes, les bastonnades, les crimes des S.A., les camps de travail, le boycott des grands magasins juifs et les expulsions de marxistes, que ces hypocrites nous parlent donc des massacres soviétiques, des bandes d'enfants affamés dont les soviets se débarrassent à l'aide de mitrailleuses, des bagnes glacés de Solowki, des persécutions anglaises et américaines et des grillades de M. Azana.

B.

p.1: L'Union Nationale et l'étranger

[...]

Avec le concours des ouvriers, Mussolini et Hitler ont lutté victorieusement contre les parasites. C'est assez pour qu'on leur rende hommage.

Les radicaux nous demandent si nous approuvons "le bain de sang" que vient de prendre l'Allemagne, "ces suicides forcés, ces exécutions sans jugement, l'assassinat de chefs catholiques", et si nous persistons "à vouloir remplacer notre régime suisse par celui-là".

Nous demandons à notre tour aux radicaux s'ils approuvent le bain de sang du 6 février, les suicides forcés de Stavisky et de Prince, les exécutions par crainte de jugement et les assassinats maçonniques ?

Les régimes autoritaires nécessitent parfois des châtiments foudroyants et atroces.

Mais les vieilles démocraties pourries s'accoutument fort bien des complots ténébreux, des meurtres camouflés et de l'impunité des coupables.

Nous n'avons pas à imiter l'étranger.

Le fédéralisme saura bien nous protéger contre les excès des dictatures, et le corporatisme, à lui seul, réussira à nous délivrer de l'illusion démocratique.

Georges Oltramare.

p.3: Une lettre d'Hitler (Adolphe) au Conseil d'Etat genevois

Berlin, le 25 février 1933

Chers et féaux vassaux,

Bravo ! J'ai appris avec une joie profonde et trois mois de retard que vous aviez tenté et réussi un magnifique acte patriotique.

Mais votre action ne doit pas s'arrêter là.

Vous me demandez, par un émissaire discret et chevelu, de nouvelles instructions. Les voici, et que notre vieux Gott vous permette de les appliquer.

Vous interdirez tout d'abord le port du nez busqué. Le nez busqué, bossu, crochu ou en bec de corbin est un ornement provocateur. Vous chargerez un menuisier spécialiste de raboter ces nez révolutionnaires. Les nez qui refuseront de se soumettre seront passés par les armes.

Vous mettrez ensuite en garde votre docile population contre les dangers que présente le vêtement civil. Vous lui rappellerez qu'en de certaines circonstances, ceux qui portent des habits disparates sont plus exposés que les citoyens conscients qui revêtent le pantalon d'ordonnance et la vareuse N° 3. Par conséquent, vous mettrez en vente, avec obligation d'achat, un nombre d'uniformes égal à celui des habitants mâles, du berceau à 120 ans. Vous distribuerez aussi des fusils et des fusils-mitrailleurs. Quand tout le monde sera vêtu et armé, vous constituerez des groupes, que vous appellerez bataillons, et des sous-groupes, les compagnies. Vous préciserez bien qu'il s'agit non pas d'une militarisation, mais d'une oeuvre esthétique. Tous les jours, entre 8 et 21 heures, vous ferez manoeuvrer votre population et vous lui apprendrez le maniement d'arme. Chaque mois vous procéderez aux manoeuvres d'ensemble. La moitié de vos hommes sera placée d'un côté de la ville, et l'autre moitié à l'opposé. Vous ferez alors effectuer des tirs d'essais, puis vous enterrerez les morts avec les honneurs qui leurs sont dus. Vous pourrez, pour donner de l'attrait à la cérémonie, mettre le feu à quelques bâtiments qui hébergèrent, autrefois, les satanés bandits révolutionnaires.

Comme de juste, vous interdirez l'usage, sur votre territoire, de la presse d'imprimerie. Il faut que, dans l'espace de cinq années - c'est mon plan quinquennal - vos sujets aient désappris à lire. La lecture, voilà l'origine de nos maux. Abonnés aux joies paisibles du tir fauchant, vos serfs n'auront plus besoin d'intellectuels. C'est le bonheur des enfants et la tranquillité des gouvernements.

Vous ferez enfin élever une bonne douzaine de statues à la gloire de mon ami Georg Oltrmarsohn, juif convert au troisième Reich, statues qui le représenteront en pied ou à mi-corps. Ces statues seront déclarées miraculeuses par votre bien-aimé clergé. Elles guériront des écrouelles, de la rougeole, du mal de Naples, de la piachaudis et de l'outre-cuidance.

J'aurais encore mille autres conseils profitables à vous donner, mais votre émissaire ne me remet qu'une obole de 400,000 marks. Pour le prix, je ne puis faire plus; veuillez vous en souvenir.

Poussons ensemble un triple hoch ! (Maurice) en l'honneur de la liberté et de la repopulation.

Je vous salue.

Mon salut est à vous (prix 3 marks 75).

Votre Adolphe pour la vie.

[pas signé]

p.4: A Genève. Une interview sensationnelle du Dr Goebbels. [? ? ? :point d'exclamation ou pas ?]

Le petit Dr Goebbels, ministre de la propagande nazi, a tenu à venir "soi-même" assister à l'assemblée de la S. d. N., à Genève.

Contrairement à la rumeur publique, M. Goebbels n'est pas descendu dans un palace. Il a simplement loué une mansarde au rez-de-chaussée des moineaux de la vieille bohème monmartroise. ça fait, paraît-il, très prolétarien et c'est, comme on dit en langage hitlérien, du vrai socialisme de fait.

Cependant le Herr Doktor a le sens de la publicité et connaît les usages. Il a donc prié la presse internationale à un thé dans les salons de l'Hôtel de Carlton. Le reporter de la *Bise* n'a heureusement pas été oublié dans la liste des invitations. J'ai répondu avec tant d'empressement à l'invitation individuelle sur carton brun à croix gammée que je me trouvais être le premier grand journaliste sur les lieux.

Le ministre de la propagande nazi fut très touché par ce zèle; il me fit l'honneur de me tendre une main loyale bien qu'un tantinet tâchée de sang, et me permit de la baiser... à la française.

La glace étant rompue, je manifeste le désir d'interviewer l'hôte célèbre de la capitale des Nations. Entendu, répond aimablement le "camarade" Goebbels, mais à l'issue du thé, dans ma mansarde.

A l'heure convenue je pénètre dans l'antre hitlérien. Le Dr Goebbels me reçoit avec cordialité. Petit, mince, la tête ornée d'une couronne de scalps juifs, Goebbels sourit au milieu de douze géants aryens cent pour cent, bottés et armés jusqu'aux dents.

- N'ayez pas peur, cher monsieur, ce n'est pas une garde de corps, mais un conseil de techniciens.

A demi-rassuré, j'exécute un impeccable salut à la romaine en claquant les talons énergiquement et en criant:

Harus ! Heil Hitler ! J'ajoute même, par excès de politesse: Heil Goebbels ! Puis sans autre préambule j'accable de questions ce "cher ministre" de la propagande qui daigne me répondre sur le ton le plus amical.

- *Que pensez-vous de la S. d. N. ?*

- *On a dit que je l'avais comparée à un chenil où les représentants de la France, des bandits, et les délégués d'Etats nègres devraient être traités comme de vulgaires criminels si l'on s'en tenait au bon droit allemand.*

C'est une pure calomnie. Je tiens au contraire la S. d. N. en très haute estime et je considère votre délégué suisse M. Motta, comme le meilleur et le plus avisé des amis.

- *L'Allemagne hitlérienne est-elle belliqueuse ?*

- *Pas le moins du monde ! Nous voulons l'égalité des armements... pour la paix; nous voulons la domination aryenne par la paix; tous nos efforts tendent à la paix. Hitler est notre dieu, la Paix notre déesse.*

Nous avons établi un régime de démocratie élevée au sein de laquelle le gouvernement autoritaire s'exerce en vertu d'un mandat du peuple, mais sans son contrôle. C'est une nécessité pour le maintien de la paix intérieure.

Les camps de concentration ne sont point des centres de torture, comme on le prétend odieusement, mais des centres de rééducation où l'on interne les mauvais citoyens; communistes, socialistes, catholiques, juifs, tous éléments dépourvus d'esprit social auxquels nous nous efforçons, à coups de matraque si c'est nécessaire et au besoin avec une balle dans la peau, d'inculquer les grands principes aryens de travail, de paix et de fraternité. De ces éléments inutiles nous voulons faire, coûte que coûte, des bons aryens, fidèles serviteurs de la paix.

Si nous avons supprimé la liberté de la presse, c'est parce qu'elle était exclusivement destructive et constituait un péril pour la nation et pour la paix.

Quant aux atrocités que l'on nous reproche, ainsi que l'incendie du Reichstag par les nazis c'est une inqualifiable invention des Juifs et des marxistes. Nous avons simplement supprimé quelques marxistes, quelques juifs et quelques catholiques pour leur apprendre à vivre en paix.

Voulez-vous encore une preuve péremptoire de notre ardent volonté de paix. Sachez que j'ai moi-même réglé l'ordonnance de la Grande Semaine de la Danse allemande qui va s'ouvrir à Berlin le 15 octobre. Au cours de cette cérémonie chorégraphique et aryenne on créera des "dances de marche" qui s'exécuteront sur les airs militaires par les "chemises brunes". Je note en passant que ces airs sont tous pacifiques et aryens.

Et maintenant j'espère, Monsieur le reporter de la Bise que vous êtes rassuré, autant que M. Motta, sur le pacifisme des intentions hitlériennes.

Dites bien que les incidents de frontières et les manoeuvres des troupes d'assaut près de la Suisse n'ont pas d'autre but que de distraire les chemises brunes et de les empêcher de prendre goût à la guerre.

Du reste les Hitlériens ne se battent que contre des gens désarmés, c'est pourquoi nous sommes partisans du désarmement.

Et maintenant, allez en paix et que notre Dieu de paix vous bénisse:

C'est sur ces paroles réconfortantes que je pris congé du Dr Goebbels, en lui souhaitant, à mon tour, la paix de l'âme et de la conscience.

[pas signé]

p.5: Renaissance d'une race. Le bon arien

La Chancellerie d'Etat nous communique une copie du décret adressé par M. Hitler (Adolf-Isaac-Moïse) aux populations ariennes du continent. Ce décret définit d'une manière précises les caractères du bon Arien, et nous avons pensé qu'il pouvait intéresser nos lecteurs, mais surtout nos rédacteurs, qui ne sont pas bons à grand-chose.

Moi, Hitler (Adolf, Isaac, Moïse), par la grâce des dieux germains, chancelier du Reich et vacciné contre la rage, décrète:

- 1) Le bon Arien a une stature qui varie de 0 m. 20 (dès la naissance) à 1 m. 98 (âge mûr);
- 2) Ses cheveux sont blancs, bruns, châains, noirs, blancs, mais pas tout à la fois; les teintures n'entrent pas en ligne de compte;
- 3) Il a le nez en pied de marmite (ça, c'est pour M. Fabre. *Réd.*) norvégienne, c'est-à-dire légèrement busqué et rectiligne, la narine droite munie d'une soupape de sûreté, la narine gauche ornée d'une croix gammée, le bout gonflé comme le sein d'une fille du Rhin (tiens, ce n'est plus pour M. Fabre; dommage. *Réd.*);
- 4) Il a la bouche cousue;
- 5) Ses yeux sont bleus et amovibles; les yeux au beurre noir sont la caractéristique des races méditerranéennes; en aucun cas, le bouillon ne sera considéré comme un bon Arien, malgré ses yeux tendres et humides;
- 6) Le bon Arien n'a ni oreilles, ni coeur, ni estomac; il a les foies blancs, le rein navigable et fortifié;
- 7) Le bon Arien tient ses mains dans les poches des autres;
- 8) Ses doigts de pied sont alignés au garde-à-vous et séparés par un intervalle maximum de dix centimètres;
- 9) Le bon Arien montre sa langue à tout le monde; c'est la langue allemande. Si, par malheur, le bon Arien parlait français, il le ferait en allemand;
- 10) Le bon Arien se reconnaît surtout à la forme de son nombril; celui-ci doit présenter la figure Hindenbourg; le portrait de Hitler se trouve dans une autre partie du bon Arien, partie que l'on ne montre que dans la plus stricte intimité et dans la vénération la plus absolue.

Fait et donné à Berlin, le 32 XIII 1933.

Pour Hitler:

Le médecin-traitant: *Sonderegger*.

[pas signé]

Bulletin: Hitler chancelier

Lundi matin, Hindenburg a nommé Adolf Hitler chancelier du Reich.

Cette nomination sanctionne officiellement la réconciliation du vieux président du Reich avec le chef des nationaux-socialistes auquel il a tant hésité à confier le pouvoir. Mais ce que les négociations directes n'avaient pas réussi, au cours de ces derniers mois, ni la fantastique avancée électorale des nazis en 1932, la diplomatie de M. von Papen, chargé par Hindenburg de résoudre la crise ministérielle ouverte par la démission de von Schleicher, l'a obtenu.

Le président Hindenburg n'attendait pas le moment opportun pour rappeler von Papen, dont il ne s'était séparé qu'avec regret, parce qu'il n'était plus possible de faire autrement, celui-ci n'ayant, pour le soutenir devant le Parlement et l'opinion, que la mince cohorte des nationaux-allemands. De von Schleicher, le président a reçu la démission, samedi, avec un cœur léger. On peut dire qu'il l'a poussé dehors, en refusant de lui accorder les garanties élémentaires de stabilité qu'il ne ménageait pas, naguère, à von Papen. Il y avait longtemps, d'ailleurs, que von Papen, chargé de mission par Hindenburg dont il était resté l'homme de confiance, cherchait un successeur au général. Comment l'homme attaqué si furieusement par les nazis, à l'époque où il était chancelier, dirigea-t-il ses manœuvres du côté d'Hitler ? Mystère des nécessités de la restauration impériale, servie avec zèle par von Papen, ami de l'ex-kronprinz. Tous les efforts pour trouver une coalition gouvernementale favorable à cette solution ayant échoué, il ne restait plus qu'à jouer la carte Hitler. Les Hohenzollern encourageaient ouvertement la chose; plusieurs des membres de l'ex-famille impériale participent au mouvement national-socialiste et multiplient les gestes sympathiques à l'égard de celui-ci. Les dernières élections au Reichstag ont prouvé qu'en écartant du pouvoir le parti hitlérien, on l'usait, non au profit des droites, mais du communisme. Mieux valait utiliser ce mouvement que favoriser son effritement dans ces conditions. Pour avoir une garantie contre les excès démagogiques des nationaux-socialistes, il fallait rétablir le front de Harzburg, amener les nazis au pouvoir sous le contrôle des nationaux-allemands.

C'est avec cette idée que von Papen entra en négociations avec ses anciens adversaires. Hitler ne laissa pas tomber cette chance inouïe de renouvellement qui s'offrait à lui, à une heure où rester inactif pouvait précipiter son déclin. Il promit tout ce qu'on voulut, et donna même des gages tangibles de sa bonne volonté, comme la manifestation anticomuniste de la Bülowplatz.

Le chancelier Hitler prend la tête d'un cabinet d'extrême droite, dont la composition, inspirés par Hindenburg, est d'une couleur violemment réactionnaire. Von Papen y trône aux côtés d'Hitler, dont il est le vice-chancelier, et du chef des monarchistes Hugenberg, auquel est confié le portefeuille de l'économie. Les hobereaux chers à von Papen et à Hindenburg y sont en bonne place et les "von" retentissent comme aux plus beaux temps du cabinet des barons: le comte Schwerin von Krosigk a les finances, Elz von Hubenach les postes et communications, le général von Blomberg la Reichswehr, von Neurath les affaires étrangères. Du côté national-socialiste, c'est l'ultra-réactionnaire Frick, le dictateur de la Thuringe, qui obtient le portefeuille de l'Intérieur et Goering le ministère de l'Air. Pour couronner dignement ce cabinet Hitler, Franz Seldte, le chef des Casques d'Acier, aura le ministère du travail.

S'il y avait eu un commissariat chargé de la surveillance de la Constitution républicaine de Weimar, le prince Eitel-Friedrich, à défaut du kronprinz, eût paru tout désigné !

La *Germania* écrivait, à la chute du cabinet Schleicher:

" Ce que nous avons vu depuis quelques mois n'est plus un régime autoritaire. C'est un régime de coterie, qui laisse l'impression que le peuple et la politique allemande sont devenus la propriété d'une famille."

Il n'est pas difficile de deviner quelle est cette famille.

H.S.

Bulletin: Le troisième Reich

Hitler est à la Wilhelmstrasse et le Reichstag est menacé d'une prochaine dissolution. Le nouveau chancelier du Reich ne peut gouverner avec le Reichstag sans l'appui du Centre qui lui donnerait la majorité nécessaire. Mais le Centre ne ressent aucun enthousiasme pour le ministère ultra-nationaliste, où dominant les hommes dont il s'est toujours méfié. La reconstitution du front de Harzburg, dont les nazis avaient proclamé la rupture, au temps du chancelier von Papen, n'est pas un bon stimulant pour le retour à la confiance, déjà fort mitigée, que le Centre pouvait placer dans les velléités constitutionnelles et la portée sociale du mouvement hitlérien. En dehors du Centre, il n'y a plus de majorité possible au Reichstag. C'est la raison qui peut pousser le cabinet hitlérien à dissoudre, une fois de plus, ce parlement qui n'a jamais le temps de se réunir. Hitler veut aussi exploiter son succès, dont il espère qu'il ramènera les foules d'électeurs qui s'étaient détournées de lui, après les échecs successifs qu'il essuya dans ses tentatives pour obtenir le pouvoir. Ne l'oublions pas, le troisième Reich est né avec l'avènement du chef national-socialiste à la chancellerie du Reich. Et son étoile, dont l'éclat faiblissait depuis les dernières élections, brille à nouveau de toute sa force.

Le 31 janvier a sonné l'heure des réalisations des promesses qui ont arraché des millions d'êtres à la démagogie d'extrême gauche pour les entraîner à la suite de l'homme au raglan et à la petite moustache, qui voulait assurer à chacun " du travail et du pain". Le troisième Reich qui doit rendre à l'Allemagne sa grandeur passée, la paix et le bonheur des peuples libres et prospères, a été instauré à l'instant où le maréchal-président von Hindenburg donnait le pouvoir à Hitler. Cette somme d'espoirs accumulés, on put l'évaluer dans la manifestation triomphale des partisans de Hitler qui, plusieurs heures durant, battit les portes du palais présidentiel et de la chancellerie, à la Wilhelmstrasse, dans la nuit du 31 janvier. Philippe Barrès qui a vu ce spectacle, le décrit dans le *Matin*:

"Avant le passage des premières troupes, les spectateurs, pour patienter, entonnaient le Deutschland über alles et le chant nazi. Alors, une fenêtre du palais présidentiel s'est éclairée et la carrure puissante du " vieil homme" Hindenburg est apparue noire sur un fond d'or.

" A l'arrivée des premiers drapeaux nationaux-socialistes, une autre fenêtre s'est éclairée, de même, et Hitler s'y est dressé.

" La foule riait, criait, chantait...De temps en temps, les grilles du palais s'ouvraient pour laisser passer de véritables brassées de petits bouquets à dix pfennigs, dons de modestes anonymes.

" A la fenêtre de Hitler, qui était ouverte, on faisait monter les bouquets de la rue avec des ficelles... Hitler, en jaquette noire, saluait sans arrêt et à demi noyé d'une émotion trop compréhensible, ne se rendait pas compte que sa manche était retroussée jusqu'au coude, laissant apparaître tout l'avant-bras de la chemise. Mais qu'importait ! Vers lui des milliers de mains, de pauvres mains saluaient, raidies, pâles sous la lueur des becs de gaz, se tendaient en une sorte de forêt et les admirables chœurs allemands faisaient monter vers les nuages les strophes de: Allemagne, réveille-toi !"

Mais, avec le troisième Reich, les responsabilités de Hitler ont commencé. Il sera contraint d'exécuter les grandes lignes de son programme, ou de s'en aller. L'une d'elles est la destruction du communisme, de la peste marxiste dénoncée avec tant de virulence par les doctrinaires du national-socialisme. C'est d'autant plus actuel que les bagarres causées par les communistes ont repris depuis lundi, le cabinet Hitler étant considéré par l'extrême gauche comme une provocation. De part et d'autre, il y eu des morts et des blessés. C'est un état de choses, permanent depuis des années en Allemagne, que les chefs nationaux-socialistes avaient promis de faire cesser, dès qu'ils seraient les maîtres. S'il ne tient pas sa promesse, Hitler sera rapidement discrédité. Mais l'opération ne sera pas facile. C'est qu'à côté des illuminations nationales-socialistes en l'honneur du "Führer" devenu chancelier, le Berlin rouge organise dans l'ombre une résistance qui sera féroce, si la méthode employée par Hitler et son ministre de l'Intérieur, Frick, n'en paralyse pas les moteurs à temps. Berlin dominé, les provinces resteront tranquilles. Mais une décision prise trop tard peut déclencher la révolution marxiste.

H.S.

Bulletin: Le communisme allemand aux abois

Voilà le Reichstag allemand dissous, et de nouvelles élections en perspective pour le début de mars. Il est clair, cependant, que la grande bataille ne se livrera pas sur le terrain électoral. Quelle que soit la réponse des urnes, Hitler et Hugenberg tiennent le pouvoir et ne le lâcheront pas. La lutte est engagée dès maintenant dans la rue entre fascistes et communistes. De toutes parts, des foyers de guerre civile se rallument. La situation est plus que jamais révolutionnaire et, selon le tour qu'elle prendra, l'attitude de Moscou peut devenir rapidement menaçante. Lénine et ses émules ont toujours fondé de grands espoirs sur l'Allemagne: si le fascisme parvient à s'établir solidement dans ce pays, ces espoirs sont fauchés et la révolution mondiale rentre décidément dans le domaine du mythe. Tout d'abord, Moscou a feint d'envisager avec détachement l'éventualité d'une dictature hitlérienne. Ordre fut donné aux communistes allemands de ne pas pousser la lutte à fond, de "laisser faire" le *Führer* pour qu'il s'use et se discrédite. Trotzky, en cela plus clairvoyant que Staline, comprit aussitôt la gravité du péril et préconisa la lutte à outrance. L'expérience italienne lui donne raison. Pendant des années, la presse d'extrême gauche a prédit la chute imminente de Mussolini, "dictateur d'opérette" et du régime fasciste. Or, ce régime, aujourd'hui, est plus solide que jamais, et seuls quelques rêveurs incorrigibles croient à la possibilité d'une revanche victorieuse de l'extrême gauche en Italie. Hitler, secondé par ses 300.000 chemises brunes et les troupes plus nombreuses encore du "Casque d'Acier", tient maintenant les postes de commande. Il dispose, pour écraser le communisme, de toutes les forces de l'Etat. Son discours de mercredi au micro annonce une détermination implacable. "Les communistes, déclare-t-il, appliquent une méthode de folie et sèment des idées empoisonnées. Si quatorze années de marxisme ont pu ruiner l'Allemagne, une seule année de bolchévisme suffirait à la détruire." Cela signifie que les organisations communistes seront dissoutes et leurs cadres dispersés. Or, sans organisations, sans parades, sans troupes de chocs et sans harangues, le communisme allemand ne serait bientôt plus que l'ombre de lui-même- qu'un souvenir. Il en resterait ce qu'il demeure de l'extrême gauche italienne: quelques tribuns exilés, aigris, incapables de soulever le poids de l'indifférence générale. Les chefs du bolchévisme allemand s'en rendent parfaitement compte. Ils ne partagent nullement l'optimisme de Moscou (dont il est fort possible, d'ailleurs, que les premières instructions aient été révisées). Ils se battent. Ils se sentent engagés dans une lutte à mort. C'est maintenant, et non pas dans cinq ou dix ans, que le sort de la révolution marxiste se décide. Si, dans les deux ou trois semaines qui viennent, elle doit capituler devant la dictature hitlérienne, son compte est réglé. Il faut donc s'attendre à voir sévir la guerre civile avec une extrême violence. L'issue n'en paraît pas douteuse. Par son arrivée au pouvoir, Hitler est revêtu, aux yeux d'un peuple naturellement discipliné, d'un prestige nouveau. On sait du reste qu'il n'est pas homme à se contenter des apparences de l'autorité. Un de ses lieutenants est au ministère de l'Intérieur, disposant ainsi de toute la police et du contrôle général de l'administration. Ce sont là des armes terribles et qui ne resteront pas sans usage. Moscou a choisi la violence et la révolution; la contre-révolution fasciste lui a répondu, dans la rue tout d'abord, et maintenant par la dictature. Celle-ci durera-t-elle ? - Assez, en tout cas, pour consommer la ruine du bolchévisme en Allemagne et préparer les voies de la restauration.

R.L.

Bulletin: Sous la tutelle des francs-maçons

Une dépêche de ce jour annonce que S.S. Pie XI a reçu en audience privée le ministre de Yougoslavie auprès du Vatican. Les conversations auraient eu traits aux incidents qui motivèrent la récente protestation des évêques yougoslaves.

La situation ne s'est guère améliorée au pays du roi Alexandre. Depuis le réveil des partis d'opposition, la dictature serbe n'est plus tranquille. Les mesures policières n'ont jamais été aussi fréquentes et le système des résidences forcées est appliqué aux dirigeants de l'opposition. Mgr Korochetz, le chef du parti populaire slovène, a dû quitter le couvent de Marianum, près de Lioubliana, pour se rendre dans une petite station balnéaire de la Serbie. D'autres chefs de ce parti, MM. Koulovets, ex-ministre, et Ogriek, M. Katélathek, ancien vice-président du parti croate, ont reçu l'ordre de résider dans les villes fixées par le gouvernement. Le Dr Matchek, qui dirige l'opposition croate, a été arrêté dans un restaurant de Zagreb et conduit, sous escorte policière, dans un lieu d'internement. Des peines d'emprisonnement ont frappé diverses personnalités de l'opposition. Chaque jour allonge la liste de ces mesures d'"ordre" qui ne peuvent que fortifier l'opposition au régime.

[...]

On reconnaît, dans ces originales paroles, l'écho des discussions d'un siècle de convents maçonniques. Les relations franco-yougoslaves ont ce résultat curieux de mettre les loges du royaume au même niveau spirituel que le Grand-Orient de France, inventeur et gardien du régime laïque auquel est redevable le beau gâchis actuel et la décadence de l'Occident.

H.S.

p.1: Faillite du marxisme

Quelques jours après son arrivée au pouvoir, Adolphe Hitler a proclamé: " Dans dix ans, il n'y aura plus trace de marxisme en Allemagne". Il y a dix ans, au lendemain de la marche sur Rome, Mussolini faisait la même proclamation. Toute l'extrême-gauche européenne l'accueillit par de violents sarcasmes. Il me souvient de m'être, à l'époque, entretenu de l'événement avec des chefs socialistes qui n'avaient pas l'habitude de prendre leurs désirs pour des réalités. Tous se gaussaient du "dictateur d'opérette" et ne voyaient dans sa bruyante aventure qu'un épisode sans lendemain. Ils étaient profondément imbus de cet évolutionnisme selon lequel, en vertu d'une loi biologique inévitable, la démocratie économique doit venir compléter et couronner la démocratie politique. La Révolution russe, pourtant, les avaient troublés en instaurant brutalement la dictature. Ils se rassuraient en pensant que c'était un régime de transition, rançon de l'absolutisme tsariste. Or, ce régime dure depuis plus de quinze ans, et son caractère tyrannique et policier n'a fait que se confirmer. Première déconvenue. La seconde fut la consolidation du régime fasciste et la réalisation totale de son programme antimarxiste. Un des bastions les plus puissants de la II^{me} Internationale s'effondrait. Entre temps, une brève expérience travailliste se terminait en Angleterre par un retentissant échec, suivi par une victoire massive des conservateurs. Il restait l'Allemagne, dernier espoir et suprême pensée... L'Allemagne, berceau du marxisme, terre promise de l'évolution socialiste, couvert d'un puissant réseau d'organisations politiques, syndicales, coopératives. C'est là le donjon du socialisme démocratique. Va-t-il tomber au pouvoir de l'ennemi ?

Instruits par l'expérience, les socialistes ont quitté le ton de la plaisanterie. Ils sentent que la menace de Hitler n'est pas vaine. Elle leur est venue comme un coup de massue. Ces derniers temps encore, et surtout après le départ de Gregor Strasser, ils pensaient que le nazisme était sur son déclin et qu'il allait se dissoudre d'élections en élections. Hitler, disaient-ils, n'arrivera pas à la majorité, et il a manqué l'heure de la dictature. Il se dégonfle. Si même il parvient à la chancellerie, ce ne sera plus qu'un pantin aux mains des hobereaux. A force d'articles et de discours, ils pensaient enfermer le "Führer" dans ce dilemme. Ils peinaient encore sur leurs démonstrations quand Hitler surgit à la barre ! Les sociologues marxistes essuient leurs lunettes. Ils n'avaient pas prévu cela. Ce n'est pas conforme à l'Evolution. Ce n'est pas "gründlich". C'est là pourtant ! La dictature est faite.

Elle s'est faite non seulement en dépit de la bureaucratie socialiste, mais en dépit d'un communisme fortement organisé. Ce n'est pas seulement l'Evolution qui est bousculée, c'est la Révolution qui a la corde au cou, et la corde se serre de jour en jour... Le marxisme est virtuellement écrasé sur toute la ligne, comme il l'a été en Italie. Le "Vorwärts" est suspendu; les bonzes de la socialdémocratie sont menacés d'un procès monstre, la Maison Rouge de Berlin est occupée. Un espoir encore: les élections du 5 mars. Les boute-feu du Grand Soir cherchent leur salut dans une manoeuvre électorale. Ils combinent un "front ouvrier" pour ne pas perdre leurs "restes". On ne vainc pas une dictature en pratiquant l'art d'accommoder les restes. Même s'ils arrivaient à leurs fins - empêcher la formation d'une majorité de droite - rien ne serait changé. Un des principaux lieutenants de Hitler, Freisler, l'a dit au correspondant du "Daily Telegraph": " Notre chef a déclaré qu'il ne quitterait pas son poste de chancelier. Si le peuple dit "non" le 5 mars, les 700.000 soldats de l'Armée brune et de la Reichswehr se battront pour le maintenir là où il est. Les forces du sang et de la destinée unies dans le parti national-socialiste sont invincibles."

Hitler est-il un grand génie politique, ou n'est-il qu'un médiocre aventurier ? Il possède, en tous cas, le tempérament d'un dictateur et une rare puissance d'organisation. Que von Papen ait ourdi l'intrigue qui lui valut le pouvoir, qu'il soit le Talleyrand du régime, cela ne change pas grand-chose à l'affaire. Ce qui prime en de telles tourmentes, c'est la volonté du chef. L'heure de l'intrigue peut revenir plus tard. D'ici là, les Talleyrand serviront, ou ils seront brisés. Le prestige du vieil Hindenburg lui-même pâlit devant l'étoile du "Führer".

On prêtait à Hitler une vanité mesquine. On croyait que, porté au pinacle, l'ancien peintre en bâtiment se laisserait griser par les honneurs et s'endormirait dans sa gloire. Il est même probable que ses alliés de droite l'ont jugé à cette aune. On s'est trompé. Hitler a déployé, dès son arrivée à la chancellerie, une prodigieuse activité. Il a donné le branle, sur tout le territoire du Reich, à la répression anticomuniste. Il a arraché la Prusse à la coalition de Weimar. Il a muselé la presse adverse. Et surtout, il place ses hommes de confiance aux postes stratégiques. Le correspondant berlinois du "Temps" déclare qu'en Prusse les hauts fonctionnaires hostiles au régime sont mis à pied. Cette mesure atteint même des hommes de droite: La "Deutsche Allgemeine Zeitung", qui est pourtant favorable au gouvernement, écrit que l'"assaut des postes commence à prendre des formes inquiétantes". On s'est trop pressé d'affirmer que Hitler était le prisonnier d'Hugenberg. Ce dernier, malgré sa puissance économique, n'est en politique qu'un "petit bourgeois" réactionnaire. Il n'a pas été forgé, comme Hitler et ses lieutenants, au feu de la guerre civile. Il ne dispose pas d'une organisation comparable à celle du

nazisme. Par ses subsides, l'industrie lourde a certainement contribué à la formation de l'énorme mécanisme hitlérien. Cela ne veut pas dire qu'elle en dispose à son gré. Le nazisme aspire à la totalité du pouvoir. Il y parviendra. L'"assaut de postes" se poursuivra méthodiquement. On peut être certain que le 5 mars déjà, les cadres de l'Allemagne hitlérienne seront assez puissants pour résister à toutes les pressions. Le nazisme ne fait pas dépendre son oeuvre d'un vote parlementaire, d'une "question de confiance". Il dérouté tous les stratèges de la lutte électorale. C'est une vague de fond.

Est-ce un bien ou un mal ? - C'est avant tout une sanction. A l'impuissance parlementaire, à l'anarchie des partis répond la dictature. Question de vie ou de mort: un peuple ne peut pas attendre indéfiniment d'être gouverné. Il ne peut tolérer indéfiniment la dispersion des responsabilités, les vaines palabres, le défilé des gouvernants provisoires, qui errent, pataugent et disparaissent. Il préfère aliéner ses libertés au profit d'un chef qui mette de l'ordre dans la maison. Le champ de la liberté ne s'accroît que dans la mesure où le commun accord des traditions et des convictions permet à l'autorité d'alléger son joug. Après trois-quarts de siècle de propagande, le marxisme n'a pas réussi à établir un tel accord. Il reste un germe de division et de guerre civile. L'effort de l'Allemagne nouvelle tend à l'éliminer complètement. Ce faisant, elle tombera, comme toute réaction, dans d'autres excès. Trouvera-t-elle finalement son équilibre ? On en peut douter, si l'on consulte la doctrine hitlérienne. Cette doctrine ne fut-elle qu'un instrument pour la conquête du pouvoir ? Sera-t-elle, chemin faisant et par les leçons de l'expérience, révisée, améliorée ? Souhaitons-le.

R.L.

Bulletin: Hitler et l'opposition

Des bruits alarmants ont circulé sur les intentions du chancelier Hitler d'exécuter la "marche sur Berlin" dont on parlait du temps où le mouvement national-socialiste était dans l'opposition. Hitler se trouvant à Berlin, et solidement installé dans son palais de la chancellerie, il ne pouvait être question que d'une concentration des sections d'assaut hitlériennes de province dans la capitale, pour appuyer le coup d'Etat en vue. Hitler aurait ainsi pu instaurer, sans danger immédiat, la dictature en contraignant le maréchal-président à démissionner.

La rumeur a été démentie. Il n'en reste pas moins qu'elle correspond à des craintes qui ne sont pas folles. La dictature hitlérienne, si elle n'est pas encore officiellement promulguée, est déjà effective. L'opposition est bridée de toutes façons. L'administration est épurée peu à peu des éléments marxistes qui la contaminaient. Le droit de réunion est réduit de jour en jour, la presse muselée - et l'Allemagne est en pleine période électorale. Le grand quotidien du Centre, la *Germania*, a été suspendu quelques jours pour avoir publié le manifeste du parti, à cause des attaques qu'il contenait à l'égard du gouvernement.

La social-démocratie lance des appels désespérés au front unique des marxistes, de la II^{me} ou III^{me} Internationale, contre Hitler. Elle fait défiler ses organisations à travers Berlin, pour se prouver à elle-même qu'elle existe encore, et que la capitale est toujours aux mains des rouges. Mais ces parades, sous le regard terne des schupos, auraient une prompt fin, le jour où Hitler se déciderait à prendre des mesures d'ordre plus général.

Le résultat des élections du 5 mars ne constitue même plus un espoir éventuel pour l'opposition. Les orateurs nationaux-socialistes qui ont présidé les meetings de ces derniers jours ont fait connaître la volonté du gouvernement de rester en fonctions, quelle que soit la future composition du Reichstag. Il est clair, d'ailleurs, que Hitler, disposant enfin du prestige moral et de la force que donne le pouvoir, ne va pas le lâcher. Ce serait décourager ses plus chauds partisans et avouer qu'il a été victime d'adversaires plus malins, en même temps qu'une humiliante capitulation devant les méthodes du parlementarisme. En adoptant ces dernières, pour être agréé du président von Hindenburg, Hitler a failli se compromettre irrémédiablement l'an passé. Il explique ce recours à des méthodes que sa doctrine rejette formellement en assurant que c'était là une tactique à laquelle il renoncerait aussitôt qu'elle lui aurait fait obtenir le pouvoir.

Il l'a maintenant. Ce n'est donc pas le moment de se laisser prendre dans les filets qu'il prétend avoir tendus à l'usage de ses adversaires.

[...]

Il y aurait une troisième solution [face à la poussée de fédéralisme dans les Länder de Sud] : c'est qu'il se servit d'une restauration des Wittelsbach comme d'un prétexte pour faire son coup d'Etat et détruire, avec ou sans le concours des Hohenzollern, les derniers vestiges de la démocratie weimarienne.

H.S.

p.1: Position du Centre allemand

La révolution hitlérienne - car il s'agit bien d'une révolution- met les catholiques allemands dans une situation particulièrement délicate. Tout d'abord, l'unitarisme raciste menace les Etats du Sud d'un complet asservissement à la Prusse. Dans un récent discours, le premier ministre bavarois, M.Held, a déclaré qu'il serait contraire à la Constitution de vouloir transformer ces Etats en provinces, comme il en a été question. Sans aucun doute, mais la dictature a précisément pour but d'enterrer la Constitution. Elle poursuivra donc la réalisation de son plan si elle ne rencontre pas une inflexible résistance. " A la base de l'hitlérisme, il y a la mystique unitaire du Parlement de 1848.", écrit M. Georges Suarez dans le "Temps". Cette remarque est fort juste. Par sa démagogie même, le racisme tient à la démocratie - à la "république une et indivisible"- beaucoup plus qu'il ne le croit. L'unité bismarkienne était un contrat entre les dynasties. L'unité hitlérienne est bien plus exigeante. Elle postule la disparition des Etats, leur fusion complète dans le "Troisième Reich". Cette fusion se ferait sous le signe de l'esprit prussien-allemand. Elle risquerait d'entraîner un nouveau "Kulturkampf", et, dans tous les cas, de restreindre la liberté d'action de l'Eglise. Ce risque est d'autant plus grave que les tendances anticatholiques du racisme se sont manifestées à maintes reprises et de manière fort agressive. Les responsabilités du pouvoir peuvent contraindre Hitler à les réfréner. Il ne le fera que si les catholiques l'y forcent par leur discipline, leur esprit de sacrifice et la puissance de leur organisation. La lutte sera longue et serrée. Elle s'engage dès maintenant contre les prétentions unitaires de la dictature.

Un autre point noir, c'est la position actuelle du Centre. Bien qu'il ait aussi participé à des coalitions de droite, il est considéré avant tout comme le "parti de soutien" de la coalition de Weimar. Comme tel, il est en butte à la haine tenace du racisme, qui l'accuse de s'être constamment associé à la gestion ruineuse de la socialdémocratie. La réponse à ce grief est aisée. Parti de minorité, le Centre, devait, par sa position même, se borner à limiter les dégâts. Il l'a fait avec constance et courage. Il a été, dans ces années tourmentées, un élément d'ordre et de stabilité. Alors que les partis de droite étaient impuissants, et que l'hitlérisme rugissait à peine, l'arbitrage du Centre a permis au pays de se maintenir dans un relatif équilibre. Bien des chefs socialistes, il convient de le reconnaître aussi, comprirent les nécessités de la situation et firent preuve de sagesse et de clairvoyance. Si Adolf Hitler était arrivé au pouvoir il y a dix ans, il serait maintenant usé et discrédité. Son prestige d'infailible "Führer" lui interdit de s'arrêter à de telles considérations. Il faut que le passé paraisse tout noir pour que les perspectives d'avenir soient plus radieuses. Ce ne sont encore que des perspectives....

Quoi qu'il en soit, l'ire des racistes se déchaîne maintenant contre le Centre. A la suite de la publication du manifeste des associations catholiques, la "Germania" a été suspendue pour trois jours; et cette mesure est étendue à tous les organes du parti du Centre en Prusse. A Lörrach, une assemblée électorale du Centre, où l'ancien ministre Stegerwald devait prendre la parole, a été sabotée au moyen de bombes lacrymogènes. Les épisodes de ce genre se multiplient. Il y a quelques jours encore, on pouvait croire que Hitler, au lendemain des élections du 5 mars, rechercherait l'appui du Centre au Reichstag. Il faut perdre cette illusion. Le rôle du Centre comme arbitre parlementaire est terminé. Il faisait partie du "système" que l'hitlérisme démolit. Si le "Führer" n'obtient pas la majorité, il s'en passera. Il proclamera la dictature qui, en fait, existe déjà.

[...]

Cela nous amène à considérer, d'une manière générale, la position politique des catholiques en Europe. Naguère ils étaient "la droite". Maintenant ils sont le plus souvent au centre. Au reste, ces étiquettes sont très discutables. Le changement indique du moins que, au rebours des vieux libéraux et par la hardiesse de leur action sociale, ils ont gardé ou repris contact avec la masse, de telle manière que souvent on les classe à gauche. En réalité, la tradition catholique est nettement distincte de tous les autres courants politiques ou sociaux. Elle garde toujours la même direction, tandis que ces courants dévient. La politique moderne depuis la Révolution française jusqu'à la grande guerre et la crise actuelle s'est faite en marge de la doctrine de l'Eglise, et le plus souvent contre ses enseignements. Si les partis catholiques, de par leur position "centriste" sur le terrain parlementaire, sont souvent appelés à faire partie de coalitions de "droite" ou de "gauche", ils n'en représentent pas moins - ils ne doivent jamais l'oublier - une tradition des valeurs qui échappent à cette classification et ne peuvent faire l'objet d'aucun compromis. Leur doctrine sociale, en particulier, est au point de convergence des aspirations du monde contemporain, révolté contre le libéralisme et pourtant rétif au communisme. En politique extérieure aussi, ils incarnent aussi, au-dessus de l'idolâtrie nationaliste et de l'internationalisme révolutionnaire, les hautes valeurs universelles de la chrétienté.

[...] La doctrine de combat qu'elle [la réaction hitlérienne] s'est donnée a été, dans une large mesure, dictée au jour le jour par les nécessités de l'agitation. Elle est farcie d'outrances et de puérités. S'il entreprenait de mettre en oeuvre, point par point, ce bric-à-brac idéologique, l'hitlérisme sombrerait à bref délai dans le ridicule. Force lui sera, sous les coups répétés de l'expérience, d'épurer et de compléter sa doctrine. Et c'est alors qu'il devra, bon gré mal gré, faire appel aux réserves spirituelles et morales que le catholicisme maintient envers et contre tout, et qui seules peuvent sauver de la catastrophe la société actuelle. C'est pourquoi, même à travers les vicissitudes cruelles de la politique, la mission des catholiques allemands nous paraît magnifique, et le rôle du Centre plus important encore que son rôle passé. Un système politique est fini. Les valeurs politiques et sociales du catholicisme demeurent. La crise elle-même les met sans cesse en relief. Elles répondent aux besoins de ce temps parce qu'elles prennent leur source dans les vérités éternelles.

R.L.

Bulletin: Guerre civile ?

Un acte de terrorisme a été commis dans la nuit de lundi à mardi contre le Reichstag. Le parlement a été détruit par un incendie. L'auteur de cet attentat, arrêté, a déclaré être un communiste hollandais. Les perquisitions faites par la police au siège du parti communiste, à Berlin, auraient amené la découverte de tout un plan de guerre civile, qui devait être mis en [à] exécution mardi. Les musées, les bâtiments gouvernementaux et les entreprises principales allaient subir un sort identique à celui du Reichstag.

Le gouvernement a immédiatement pris des mesures d'exception. Les journaux et imprimés communistes sont suspendus pour une durée de quatre semaines. Des arrestations préventives ont été opérées dans le groupe parlementaire communiste et dans les organisations rouges. Ces mesures ne font que généraliser celles dont la presse et le parti communistes ont été frappés, [] au cours des journées précédentes. Les interdictions de meetings et d'emblèmes, les suspensions de feuilles communistes ou socialistes pleuvent depuis que les nazis tiennent le pouvoir. C'est une vraie débauche d'arrêtés et de décrets: la censure n'a jamais été à pareille fête.

Un des coups les plus durs a été porté aux communistes par la fermeture de la maison Karl Liebknecht, leur centrale berlinoise. Cette atroce bâtisse était, avec les placards et les proclamations qui tapissaient ses murs extérieurs, un défi criard au national-socialisme. Les sections d'assaut hitlériennes avaient répondu, dernièrement, à ce défi, en organisant une manifestation à la Bülowplatz, où se trouve la maison Karl Liebknecht. Mais tant que celle-ci subsistait, Berlin conservait son caractère de ville rouge. En la fermant, le gouvernement a supprimé un repaire monstrueux, organisé pour la guerre civile et d'où serait parti, un jour ou l'autre, le signal de la révolution marxiste. Si les mesures qui ont frappé les communistes prussiens, après l'attentat de lundi, ont été aussi appliquées à la social-démocratie, c'est que les documents trouvés à la centrale rouge de la Bülowplatz auraient établi l'existence du front unique des marxistes en vue de la guerre civile. Quelle que soit la valeur de ces documents, le front unique n'est pas une invention des nazis. Les chefs socialistes ont réitéré, dès l'ouverture de la campagne électorale, leurs appels à l'unité ouvrière pour la lutte contre le gouvernement hitlérien.

Après les querelles sanglantes qui divisèrent la social-démocratie et le communisme allemand, les appels socialistes au front unique ne pouvaient que signifier une tentative désespérée de résistance à tout prix à la vague national-socialiste. La II^{me} Internationale se rendait si bien compte de la gravité de la situation qu'elle appuya l'appel de la social-démocratie par un ,message au prolétariat mondial.

Les affirmations solennelles du chancelier Hitler que le marxisme allait être extirpé de l'Allemagne ont affolé les partis qu'elles visaient. Au début, ils avaient peut-être espéré que Hitler atténuerait son programme sur ce point, et que les difficultés du pouvoir refroidiraient son absolutisme. Mais la présence, dans le cabinet Hitler, de réactionnaires et monarchistes comme von Papen ou Hugenberg tuait un pareil espoir dans l'oeuf. Car ces hommes n'avaient favorisé l'accession au pouvoir du chef national-socialiste que pour ce but: la destruction du marxisme. Aux côtés du chancelier, ils sauraient le pousser à l'accomplissement de promesses qui leur étaient aussi chères qu'aux dirigeants du national-socialisme et qui représentaient pour eux le seul élément intéressant, mais capital, du grand mouvement populaire dont ils avaient capté, au profit de leurs ambitions conservatrices, la violence inquiétante.

Comprenant qu'ils avaient affaire, cette fois, à une coalition impitoyable, les marxistes se trouvaient contraints d'agir vite. Le danger se précisait d'heure en heure. La création d'une police auxiliaire par le ministre nazi Goering, qui adjoignait simplement aux schupos les centaines de mille membres des sections d'assaut hitlériennes, dut contribuer à l'exaspération des marxistes. Habités à régner, par la terreur, dans la rue, ils voyaient la garde de celle-ci confiée à leurs pires ennemis, devenus les auxiliaires officiels de la police. Avant d'être frappé à mort, le terrorisme marxiste devait chercher à réagir violemment. L'incendie du Reichstag était-il le signal de cette lutte suprême pour échapper à la domination hitlérienne ? Si l'hypothèse se confirme, l'échec de cette tentative de guerre civile renforcera le gouvernement Hitler dans sa volonté d'en finir rapidement avec un marxisme aux abois.

H.S.

p.1: L'Allemagne exterminera-t-elle réellement le bolchévisme ?

(De notre correspondant à Berlin)

Depuis près de dix ans, l'Europe contemple dans l'inaction presque la plus complète les manoeuvres souterraines du bolchévisme, et ses derniers préparatifs pour porter le coup décisif qui doit, au fond, détruire l'humanité civilisée. Et cependant, cette Europe a été le témoin déjà d'un exemple sanglant dans le voisinage le plus proche. A-t-on déjà oublié les journées de Bela Kun en Hongrie ? Ne se souvient-on plus de Tibor Szamuely qui parcourait le pays avec son gibet ? Ne pense-t-on plus aux nombreux cadavres charriés par le Danube, de la garde rouge de Bela Kun qui, chaque nuit, noyait des victimes en les jetant du haut du pont aux chaînes de Budapest ? A-t-on oublié les massacres communistes en Hongrie et ne se rappelle-t-on pas que le délégué de Moscou à Munich, l'écrivain Toller, fit assassiner un otage ? L'Europe doit avoir la mémoire bien courte pour assister aussi apathiquement aux menées des agents moscovites et pour ne se défendre que là où elle est immédiatement menacée. Jamais il n'aurait dû être possible que le bolchévisme prit pied aussi fortement en Allemagne, qu'une maison de Karl Liebknecht fut édiflée à Berlin avec ses passages souterrains. Jamais il n'y aurait dû avoir de maison de Lénine à Königsberg. On connaît la situation en Russie soviétique. Le devoir de tout gouvernement européen est de se défendre contre la peste communiste. Aujourd'hui, on connaît les plans des communistes en Allemagne. Les accusations portées dernièrement devant le tribunal de Leipzig contre le gouvernement prussien de Braun par les délégués du ministère Papen acquièrent une nouvelle importance, et la responsabilité des gouvernements qui, soit en Prusse, soit en Allemagne, ont laissé les choses en arriver à un tel point, est fortement engagée.

Or, on publie maintenant des documents qui mettent en lumière les actes de terrorisme projeté par les bolchévistes. Ce que le ministre Goering a déjà communiqué est tellement incroyable que l'on comprend parfaitement les mesures prises contre les communistes. Il n'y a pas de doute que les partisans de Moscou étaient décidés à tenter le grand coup. Pour son bien, l'Allemagne a maintenant un gouvernement assez énergique et qui se sent assez fort pour livrer bataille au communisme jusqu'à l'extermination. Les associations nationales ont été mobilisées, pour que le gouvernement ne soit pas obligé, dans certains cas, de morceler les forces publiques dont il dispose, car le danger est loin d'être passé. Selon les documents saisis, le but principal de la terreur communiste était de déclencher le mouvement révolutionnaire sur plusieurs points à la fois, de manière à paralyser d'avance toute action de l'Etat. Sous ce rapport le communiqué du ministre Goering est intéressant: il a été établi, que dans la nuit du 5 au 6 mars, les communistes, revêtus d'uniforme des associations nationales, voulaient occuper Berlin. A l'aide de faux ordres de la police, des chefs nationaux-socialistes et du Casque d'acier, ils devaient provoquer certaines mesures telle que la sortie des autos blindées de la police qui auraient été attirées dans des pièges. On devait arrêter et même supprimer certaines personnalités, s'emparer de femmes et d'enfants comme otages, incendier des édifices publics, en un mot exercer la terreur rouge à la mode de Moscou.

Fait intéressant: les communistes avaient déjà annoncé cette action à l'étranger pour se créer un alibi. On lisait récemment dans un journal étranger que les nationaux-socialistes préparaient un coup de main à Berlin, qu'ils voulaient introduire dans la capitale 250.000 hommes des troupes d'assaut et occuper simultanément Munich avec 50.000 hommes. On sait maintenant quels étaient ces nationaux-socialistes dont parlait le journal. On voit maintenant comment était diffamée l'Allemagne à l'étranger et on comprend le décret du président du Reich contre la trahison et la propagation de fausses nouvelles.

Le gouvernement du Reich vient d'entamer une lutte décisive contre le communisme. Les mesures qu'il est contraint de prendre sont certainement exceptionnelles, mais elles sont aussi sûrement justifiées. Contre des despotes aussi impitoyables, l'humanité serait de la faiblesse. Si le bolchevisme [sic] se plaint maintenant à l'étranger de ce qu'on interdisse ses journaux, qu'on empêche sa propagande et qu'on arrête ses chefs, on ne peut que sourire de ses protestations, lorsqu'on connaît les méthodes de ce terrorisme qui hisse son drapeau sur des monceaux de cadavres. S'il réussissait à extirper le communisme de l'Allemagne, le gouvernement de Hitler aurait accompli un acte vraiment européen.

[pas signé]

Bulletin: Le programme de Hitler

Le chancelier Hitler a obtenu au Reichstag, par 441 voix contre 94, les pleins pouvoirs pour quatre ans. Non seulement le Centre, mais le parti populaire bavarois, le parti d'Etat et les chrétiens-sociaux ont voté la loi, à laquelle seuls les socialistes se sont opposés. Encore, cette opposition a-t-elle été singulièrement pâle. Effet de la terreur, sans doute. Les adversaires du fascisme italien trouvèrent pourtant, dans les mêmes circonstances, des accents d'une autre vigueur. Le vote des pleins pouvoirs à une pareille majorité dénote un réveil de l'esprit national dont il serait vain de vouloir nier la puissance. L'opinion européenne en est manifestement ébahie. Toute une presse, en effet, s'est appliquée à lui cacher la portée du mouvement hitlérien, et à caricaturer la personnalité de son chef. On n'a voulu voir dans le "Führer" qu'un Charlot nationaliste, un singe du "Duce", une sorte de baudruche qui devait se dégonfler au premier contact avec les responsabilités gouvernementales. Or, même si l'on pense le pire de sa personne et de son programme, il faut constater que Hitler aborde le pouvoir en chef habile et énergique. Ce meneur de foules sait parler en homme d'Etat.

La première partie du discours-programme est consacrée au "mensonge des responsabilités". Là-dessus, tous les partis sont d'accord; la seule différence consiste dans la vigueur de l'accent. Hitler fait ensuite le procès du marxisme en termes cinglants. Mais ce qui importe, c'est la position du chancelier sur des points où l'on pouvait croire - où l'on prédisait - qu'il serait contraint de faire des concessions capitales aux nationaux-allemands. Tout d'abord, la restauration monarchique. Hitler a déclaré, en termes catégoriques, qu'en présence de la misère du peuple, cette question ne pouvait être discutée, ni pour le Reich ni pour les Etats. Seuls, les nationaux-socialistes ont applaudi, et c'est un fait bien significatif. Le nazisme rejette la monarchie à l'arrière-plan. Si l'empereur, les rois et les princes veulent remonter sur leurs trônes, il leur faudra d'abord faire acte d'obédience à l'égard du "Führer". Cela ne correspond guère, à coup sûr, au sentiment de Hindenburg et Hugenberg...

Second point. Tandis que Hugenberg rêvait d'une féodalité capitaliste sous l'égide des Hohenzollern, Hitler met rudement l'accent sur le caractère social de son programme. "C'est dans le domaine de la vie économique, déclare-t-il, que porteront nos principaux efforts. Le peuple ne vit pas pour l'économie, l'économie n'existe pas pour le capital, mais le capital doit servir l'économie et l'économie doit servir le peuple." C'est l'arrêt de mort de la ploutocratie libérale. La propriété privée sera protégée, favorisée. Mais elle le sera aussi et d'abord contre l'accaparement ploutocratique et la spéculation. La concentration abusive et malsaine des richesses est directement visée. Sous ce rapport, Hitler suit les traces de Mussolini. Et quant à nous, dans ce domaine-là, nous ne pouvons que constater la concordance de son effort avec les enseignements de la sociologie chrétienne.

En politique extérieure, malgré quelques coups de griffes, Hitler s'est montré plus modéré qu'on ne s'y attendait communément. Il a plaidé la cause de la confiance internationale et de la réduction générale des armements. Il a loué la tentative que vient de faire le gouvernement britannique pour amener la conférence du désarmement à une solution rapide. Il s'est déclaré sans équivoque partisan de la quadruple entente européenne proposée par M. Mussolini et admise par l'Angleterre. Il a même proclamé la possibilité d'un accord avec la France, "si les gouvernements abordent mutuellement, dans un esprit généreux, les problèmes en suspens". - Qu'est-ce que Stresemann eût dit de plus ? Son discours, sans doute, aurait été plus subtil, plus sinueux, et il aurait confié le fond de sa pensée à son journal intime.

Le programme de Hitler n'a rien en soi d'alarmant, et il ouvre en bien des domaines des perspectives intéressantes. Ce que le monde attend du régime hitlérien, c'est qu'il mette fin aux honteux excès de quelques bandes nazistes déchaînées, qui gardent l'esprit et le goût de la guerre civile, alors qu'il s'agit d'instaurer un ordre national digne et durable.

R.L.

Bulletin: L'antisémitisme hitlérien

Il est difficile de se prononcer sur l'étendue des excès antisémites commis en Allemagne depuis l'instauration de la dictature hitlérienne. Cependant, des témoignages précis et indiscutables permettent d'affirmer qu'il y a une forte explosion de haine contre les Juifs et de graves sévices. Il fallait s'y attendre. Un des thèmes principaux de la démagogie raciste a été l'antisémitisme. Besoin pour la race germanique - si mélangée pourtant, comme toutes les "races" européennes - de se poser en s'opposant. La haine du Juif a été l'*ersatz* hitlérien de la haine communiste du "bourgeois". Nous n'approuvons ni l'une, ni l'autre. D'abord, parce que la charité chrétienne nous interdit d'épouser d'autre haine que celle du mal. Mais le Juif, c'est le mal ! diront quelques exaltés.

Diversion facile, qui permet à trop de chrétiens défaillants, à trop d'"aryens" tarés, de battre leur coulpe sur la poitrine d'autrui. D'autre part, nous ne saurions oublier que l'hitlérisme, par la voix de ses théoriciens, est allé jusqu'à réclamer la suppression de l'Ancien Testament, qu'il a manifesté contre la Croix une haine singulière, qu'il a traité la charité et la pitié de maladies sociales, et qu'à mainte reprise il s'est montré fortement hostile au catholicisme. Outrances, dira-t-on, que l'épreuve du pouvoir éliminera. Nous le voulons croire.

Est-ce à dire que certaines formes de l'influence juive - ploutocratiques ou révolutionnaires - ne soient funestes et qu'il ne faille les combattre ? Nullement. Mais cette "mise en place" doit se faire dans le cadre d'une réforme générale, sans que la haine y intervienne et sans que les personnes soient molestées. Les Juifs - ils ne sont pas les seuls - ont mis à profit les faiblesses et les tares de la société libérale pour accroître leur influence financière et politique. Ils apparaissent particulièrement redoutables à cause de leur savoir-faire, de leur souplesse, de leur subtilité. C'est qu'aussi bien ils nous arrivent d'Orient, triés par de lentes migrations. Ceux qui parviennent jusqu'à nous forment aisément dans nos pays une élite, qui a retenu la leçon de la misère et du malheur, et qui est fortement aguerrie. Joignez à cela qu'ils ne sont pas solidaires de nos destinées chrétiennes, et que depuis fort longtemps ils ont une place prépondérante dans le commerce de l'argent. Ces diverses circonstances, d'ordre religieux, racial, économique, social, etc., font que les Juifs ont pris dans nos sociétés occidentales, malgré leur nombre restreint, une influence excessive. L'économie libérale, par son "laissez faire", leur a ouvert toutes les voies. Elle a mis entre leurs mains l'arme redoutable de la société anonyme. Cette économie, antichrétienne et inhumaine, s'est doublée d'un relâchement politique qui a ouvert toutes les écluses de l'agitation révolutionnaire. La "volonté de puissance" d'Israël s'est aussi donné carrière dans cette direction. Le fondateur du communisme "scientifique" est un Juif. Les intellectuels juifs ont joué partout un rôle de premier plan dans l'organisation de la révolution sociale, dans la propagande d'extrême-gauche. Il demeure entendu qu'une foule de "chrétiens" ont pris les mêmes chemins, ont usé des mêmes armes que ces Juifs-là; et que d'autre part beaucoup de Juifs ne sont pour rien ni dans la ploutocratie ni dans la révolution. Mais, dans la ploutocratie comme dans la révolution, les Juifs ont émergé. A tel point qu'ils donnent souvent l'impression d'être les "maîtres du monde". De là est venue, et non pas seulement en Allemagne, la réaction antisémite.

Aux excès antisémites, les Juifs anglais et américains ont répondu par le boycott des produits allemands. Hitler réplique par le boycott des magasins juifs en Allemagne. D'autre part, les Juifs révolutionnaires s'efforcent d'ameuter l'opinion mondiale contre l'Allemagne hitlérienne. Le professeur Einstein, qui se laissait mettre complaisamment en vedette dans les manifestes du bolchévisme international, redécouvre soudain les épines de la dictature et les roses de la démocratie libérale.

Que peut-il sortir de cette lutte ? - L'hitlérisme s'y engage à fond, et il est solidement armé. En cherchant à le désarçonner, les Juifs ne feront que l'exaspérer, et que retarder une "normalisation" nécessaire.

Le fascisme a su éviter cet écueil. Il a opéré la "mise en place" des éléments juifs par une réorganisation générale de l'économie qui restreint considérablement le jeu de la ploutocratie, et par l'établissement d'une discipline politique qui coupe court à l'agitation révolutionnaire. Il n'a pas dénié aux Juifs le droit de vivre et d'agir dans les limites de cet ordre. On n'a pas entendu parler de persécutions sanglantes. C'est la bonne solution. C'est elle qui doit, après une lutte qu'on devrait s'efforcer de part et d'autre d'abrèger, prévaloir également en Allemagne.

R.L.

Bulletin: Le judaïsme contre l'Allemagne ?

Nous assistons en ce moment à une formidable levée de boucliers contre l'Allemagne. Les Juifs mettent en oeuvre toute l'influence dont ils disposent sur la grande presse et sur les agences - et ce n'est pas peu dire ! - pour tenter de désarçonner le "Führer". Nous avons dit déjà notre pensée sur les excès antisémites commis en Allemagne. Nous ne les approuvons d'aucune manière. Nous n'avons jamais admis, nous n'admettrons jamais qu'on moleste des hommes, qu'on leur fasse subir de graves sévices, parce qu'ils appartiennent à telle ou telle race. Le cardinal Verdier vient d'élever contre de tels agissements une juste protestation. Nous estimons qu'il est toujours possible, lorsque c'est nécessaire, de réduire l'influence financière ou politique des Juifs - quand elle nuit au bien commun et à l'ordre national - sans recourir à de telles violences. Il se trouve que le racisme allemand a fait de l'antisémitisme la "base sentimentale" de son programme. C'est une erreur que le fascisme italien a su éviter, tout en traçant en fait de justes limites à l'influence juive.

Nous pensons, cependant, qu'on se trompe lourdement en cherchant par tous les moyens à aggraver, à envenimer ce conflit. Il est clair qu'une bonne partie de la grande presse américaine, anglaise et française tente de mobiliser l'Internationale juive contre le nouveau régime allemand et cela pour des fins politiques qui n'ont pas de rapports avec les intérêts de l'humanité. Quand on persécutait les catholiques au Mexique et en Espagne, la plupart de ces journaux gardaient une étonnante discrétion. Ils faisaient, ou peu s'en faut, la conspiration du silence. Tels d'entre eux s'appliquaient même à démontrer, avec les précautions d'usage, qu'en somme les catholiques ne l'avaient pas volés ! Aujourd'hui, les colonnes du **Temps**, par exemple, sont encombrées d'une hâtive littérature qui tend à ameuter l'opinion mondiale contre l'Allemagne hitlérienne. On fait un sort aux moindres manifestations. C'est là un zèle fort remarquable, surtout si l'on considère la paralysie du **Temps**, et des journaux de ce genre dans tous les pays, vis-à-vis des ravages de la ploutocratie internationale où l'influence juive joue un rôle prépondérant. Mais tout s'explique si l'on se rappelle que la grande presse, à peu d'exceptions près, est étroitement liée à cette même ploutocratie.

Quoi qu'il en soit, c'est rendre un très mauvais service aux Juifs allemands eux-mêmes que de faire dépendre leur sort d'un combat sans merci entre le judaïsme international et la dictature hitlérienne. Plusieurs organisations juives d'Allemagne le déclarent de la manière la plus énergique et la plus explicite. L'Union des anciens combattants juifs du Reich entre autres, a adressé à l'ambassade des Etats-Unis à Berlin une lettre dont nous extrayons ce qui suit:

Nous avons eu connaissance de la propagande qui se fait dans votre pays contre les prétendues atrocités commises contre les Juifs en Allemagne. Nous considérons comme de notre devoir non seulement dans l'intérêt de la patrie, mais encore dans l'intérêt de la vérité, de dire notre avis sur ces événements. Des mauvais traitements ont été infligés, des excès ont été commis, et nous voulons moins que personne les minimiser. Mais de tels excès sont inséparables de tout bouleversement. Nous tenons à affirmer que dans tous les cas dont nous avons eu connaissance les autorités sont énergiquement intervenues contre tout excès, dans la mesure où leur intervention était possible.

La lettre conclut en "repoussant l'irresponsable campagne anti-allemande à laquelle se livrent à l'étranger de prétendus intellectuels juifs". On pourrait citer plusieurs documents analogues. Faites là-dedans la part d'un certain opportunisme. Il reste que les Juifs allemands ne désirent certainement pas que le conflit vienne à s'envenimer davantage.

Le boycottage des magasins juifs en Allemagne a été suspendu dimanche. Il reprendra aujourd'hui à 10 heures si, à l'étranger, les manifestations anti-allemandes continuent à se multiplier. Le gouvernement hitlérien ne tient évidemment pas à prolonger une lutte dont il entrevoit déjà les dures répercussions économiques. Le problème juif ne peut pas être résolu par la persécution. Mais si l'on prétend contraindre Hitler à "capituler devant l'opinion étrangère", selon l'expression du **Temps**, on ne réussira qu'à surexciter les passions. Et les Juifs tenus pour responsables de cette pression étrangère en pleine effervescence nationaliste, seront mis de jour en jour en plus pénible posture par le zèle excessif d'"amis" mal avisés.

R.L.

Bulletin: L'avenir du catholicisme en Allemagne

L'instauration de la dictature hitlérienne pose pour les catholiques allemands de graves problèmes, qui ont sans doute été examinés au cours de l'audience accordée mercredi matin par le Souverain Pontife à MM. von Papen et Goering. Parmi ces problèmes, se trouve celui du concordat du Reich. Les concordats de Prusse, de Bavière et de Bade, dont le cardinal Pacelli, l'actuel secrétaire d'Etat, fut l'artisan, tombaient sous la législation des Etats. L'oeuvre de centralisation entreprise par Hitler réduit à peu de choses les franchises des "pays" et rend nécessaire la conclusion d'un concordat pour l'ensemble du Reich. L'établissement d'un accord de cette importance exigera certainement de longs et laborieux pourparlers. Il ne faut donc pas s'attendre, au lendemain des premières conversations, à trouver dans la presse autre chose que des rumeurs incertaines. Le seul fait, d'ailleurs, que des conversations soient engagées suffit à exaspérer les habitués contempteurs d'Eglise. Déjà il flétrissent le prétendu asservissement du catholicisme à l'hitlérisme triomphant. Les mêmes calomnies ont été lancées à profusion à propos de l'attitude du Pape vis-à-vis du fascisme italien. Tantôt on défiait le "duce" de tenir tête à l'"obscurantisme" romain. Tantôt on soulignait les "défaites" du Pape. Aux yeux de ces brouillons, l'Eglise a toujours tort. Elle a tort quand elle est persécutée, parce que son existence seule est considérée comme une permanente provocation. Elle a tort aussi quand elle parvient à établir un "modus vivendi" avec un gouvernement quelconque. Le chancelier Hitler a fait, à l'adresse de l'Eglise, des déclarations conciliantes. Comment l'Eglise devait-elle y répondre ? Par une opposition sans merci ? On eût, aussitôt, dénoncé son "aveugle intransigeance". L'opposition politique a été levée, mais les droits des catholiques ont strictement réservés. Il n'apparaît pas, du reste, que le gouvernement veuille y porter atteinte. Dès lors, pourquoi l'Eglise resterait-elle sur pied de guerre vis-à-vis du nouveau régime ? - Pour les beaux yeux, sans doute, du marxisme, dont le dessein avoué a toujours été d'établir une Cité sans Dieu...Rome, nulle part, n'a jamais mis obstacle à la concorde, pour autant que les libertés religieuses ne fussent pas méconnues. Elle a fait la paix avec des régimes dont le passé était lourdement chargé d'erreurs et d'excès révolutionnaires, pourvu qu'enfin ils reconnussent les droits essentiels de la religion. Par contre, elle maintient irréductiblement son opposition partout où les gouvernements cherchent à détruire la foi, à déchristianiser le peuple.

La situation des catholiques allemands n'en reste pas moins très délicate. Ils ont joué un rôle politique considérable sous le régime de Weimar. Ils ont été, presque toujours, les arbitres. Les pleins pouvoirs accordés au "Führer" leur enlèvent cette position privilégiée. Leur concours ou leur opposition a perdu presque tout son poids. Que vont-ils faire ? On prête à M. von Papen, qui est lui-même catholique, l'intention de les rallier au parti hitlérien. Cette tentative apparaît pour le moins prématurée. Le conflit est trop proche, les ressentiments trop vifs de part et d'autre. En outre, les catholiques ne peuvent se rallier, sur le terrain politique, qu'à un programme qui ne blesse en rien leur doctrine. L'hitlérisme charrie bien des erreurs encore, et se porte à des violences dont les catholiques ne sauraient à aucun titre se rendre solidaires. Parviendra-t-il à s'épurer ? Certains indices permettent de l'espérer. Naguère, la croix gammée prétendait s'opposer à la Croix au nom d'une sorte d'idolâtrie raciste extrêmement pernicieuse. Le régime semble s'éloigner de ces nuées. La Ligue de Tannenberg, fondée par le général Ludendorff, a été interdite par le commissaire du gouvernement en Mecklemburg-Schwerin, parce qu'elle "heurte les sentiment religieux de la population et constitue de ce fait une menace pour l'ordre public." Or, la Ligue de Tannenberg, se réclamait d'une religion germanique violemment antichrétienne et antisémite. D'autre part, dans le domaine des moeurs, le gouvernement a entrepris une vigoureuse action d'assainissement. Ce sont des indices. Dans le domaine social, le programme naziste répond sur bien des points aux exigences de la sociologie chrétienne. Il est donc possible que, sans dissoudre leurs propres organisations politiques et sociales, les catholiques allemand puissent, dans un avenir relativement proche, collaborer à l'oeuvre du nouveau régime. Cela dépend surtout de ce dernier qui, mis à l'épreuve des responsabilités, devra abandonner ce qu'il y a d'erroné ou d'outrancier dans son programme. Saura-t-il s'y résoudre ? Nous le croyons. L'hitlérisme gouvernemental diffère déjà, à bien des égards, de l'hitlérisme d'opposition. D'ici quelques mois, ces dissemblances s'accroîtront à coup sûr. Le fascisme italien a suivi la même évolution depuis l'époque de ses *condottiere* déchaînés jusqu'à la ferme discipline actuelle.

R.L.

Editorial : Pauvre Hugenberg !

Lors de l'arrivée de Hitler au pouvoir, certains augures internationaux proclamèrent d'un ton péremptoire que le "Führer" était destiné à finir dans la poche de son allié Hugenberg. Cela ne pouvait faire un pli. Le "vieux routier" devait infailliblement rouler l'homme nouveau. Une fois de plus ces augures ont eu tort. Il n'est, du reste, que de rouvrir les grands journaux d'il y a cinq ou six mois pour se rendre compte qu'ils sont peuplés d'observateurs dont la sagacité est prise régulièrement en défaut. Obsédés par le jeu du parlementarisme et les calculs électoraux, ils méconnaissent les forces nouvelles et ne perçoivent même pas les remous qu'elles créent dans les masses. Tout habile qu'il soit, Hugenberg est trop l'homme de la vieille société pour se rendre maître des courants nouveaux. Ces hommes en qui survit l'esprit de l'ancien régime ont eu peine à comprendre que le Troisième Reich ne saurait pas une simple restauration. Force leur est bien, maintenant, de se rendre à l'évidence.

Une dépêche de Berlin nous dit que M. Hugenberg a été reçu par le chancelier Hitler. Pourquoi prend-on soin d'annoncer une entrevue du ministre avec son chef, alors qu'ils ont en relations quotidiennes ? - Parce que les nationaux-socialistes voudraient enlever à Hugenberg les ministères prussiens de l'économie et de l'agriculture. Prétexte: le leader national-allemand serait surmené... Mais Hugenberg se refuse à jouer le rôle du suicidé par persuasion. Il fait dire, par l'entremise de l'agence Tel Union, qu'il n'est pas du tout surchargé de travail par le cumul des ministères économiques dans le Reich et en Prusse. Il estime, au contraire, que la séparation de certains ressorts serait tout à fait nuisible au bon fonctionnement du travail ministériel, et qu'il ne peut en être sérieusement question.

Les choses en sont là. Le chancelier hésite à exécuter son allié d'hier. Mais la position de ce dernier faiblit de jour en jour. Toutes les organisations nationales-allemandes dans le Brunswick viennent de passer aux nationaux-socialistes. Les quatre députés de la Diète, les conseillers municipaux de la ville de Brunswick, les chefs des organisations agricoles et ouvrières, les groupements de jeunesse, tout le monde a abandonné le drapeau de Hugenberg pour la croix gammée. La Diète de Brunswick ne comprend plus, désormais, que des députés nazis. - La vieille garde est décimée. Et qui parle des Hohenzollern ?

R.L.

Bulletin: Les "fronts" nationalistes

Au lendemain de l'armistice, quand le "spartakisme" rouge menaçait de soviétiser l'Allemagne, la révolution couvait à Zurich et à Bâle. Les temps sont changés. C'est l'hitlérisme qui triomphe outre-Rhin, sur les ruines de la socialdémocratie et du communisme. Comme il fallait s'y attendre, l'effervescence nationaliste a gagné Zurich et sans doute la verrons-nous bientôt se manifester à Bâle. Il est inévitable que nous subissions ainsi le contrecoup de l'agitation politique et sociale qui règne chez nos grands voisins. La Suisse est au milieu de l'Europe un flot battu par les vents du large. Faut-il s'en lamenter ? Non, mais il importe de garder dans la tempête l'âme ferme et l'esprit clair. Un réveil énergique de l'esprit national suisse est au plus haut point souhaitable. Il importe cependant de veiller à ce que cet esprit ne soit pas altéré par des idéologies incompatibles avec le génie traditionnel de nos républiques. Sept "fronts" nationalistes viennent de surgir chez nos Confédérés alémaniques. Il sort de là un bruit de morgenstern et de halberdards qui est assez impressionnant. Quelque respect que nous ayons pour le passé héroïque de la Suisse, nous ne croyons point qu'il suffise de l'évoquer pour résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui devant nous. D'autre part, il est inquiétant de voir qu'aux antiques panoplies la croix gammée vienne bizarrement s'accrocher. M. Georges Oltramare, qui chante à pleine voix la louange des "fronts" dans le *Pilori*, ne paraît pas se douter du péril auquel ce mouvement nous expose.

[à propos du racisme et du mythe aryen..]

S'il était nécessaire, pour réveiller l'esprit helvétique, de donner dans de pareilles outrances, c'est qu'en vérité cet esprit-là serait terriblement malade. S'agit-il de restreindre l'influence des Juifs dans tels domaines où elle est manifestement abusive ? Nous sommes d'accord. Qu'on agisse, alors, non pas en vertu d'un "racisme" absurde, mais au nom du bien commun, et par des lois qui atteignent tous les abus.

[marxisme....]

Or, l'esprit de justice et d'ordre sont dans le christianisme, et non dans le racisme ou dans le nationalisme. Un des "fronts" se réclame bien de la Corporation. Il ne suffit pas de s'en réclamer. Nous savons à Genève, par l'exemple de l'U.D.E. et de l'Union Nationale, quels intérêts cherchent parfois à se dissimuler sous l'enseigne corporatiste. Nous ne sommes pas disposés à nous laisser duper. Si les "fronts" ne voient dans la corporation qu'une recette politique pour leurrer les masses, ils aboutiront à bref délai à un échec retentissant. Il faut agir. Il faut construire.

R.L.

Bulletin: Vers l'apaisement ?

Le concordat entre le Saint-Siège et l'Allemagne a été paraphé samedi à Rome. Bien que le texte officiel n'en soit pas encore connu, les commentaires de la presse vont déjà bon train. "Un fait est acquis, écrit la *Gazette*: le Vatican abandonne le Centre à son sort."

Notre confrère croit que la menace hitlérienne de créer une Eglise nationale allemande a pu alarmer le Saint-Siège: *N'est-il pas permis de croire que le Saint-Siège, qui a pour le schisme une répulsion toute particulière, a voulu à tout prix prévenir ce malheur ?...Ce qui est certain c'est que, sous l'influence d'un pape hautement conciliant, il a préféré, plutôt que de s'engager dans un conflit, s'adapter à une situation nouvelle pour sauver ce qui peut encore être sauvé.*

Il est certainement permis de croire... Car la mission de l'Eglise, c'est de préserver le troupeau dont elle a la garde de tous les périls qui le peuvent menacer. Nous ne pensons d'aucune manière que la majorité des catholiques allemands eussent prêté la main à un schisme nationaliste. Mais l'opinion est fiévreuse. La jeunesse surtout peut céder à un entraînement dont les conséquences seraient funestes. Si l'Eglise sacrifiait quelque chose d'essentiel, on pourrait certes dénoncer son opportunisme. Elle renonce simplement à demander le maintien d'un parti qui s'est lui-même dissous. Or, l'Eglise n'est en rien liée au sort d'un parti. Le régime des partis peut disparaître pour faire place à un ordre nouveau sans que la doctrine catholique en soit offusquée. Et cela, les catholiques allemands qui adhéraient au Centre le comprendront parfaitement. Un parti peut servir l'Eglise. Il ne saurait demander, si les circonstances exigent qu'il s'efface, que l'Eglise sacrifie des intérêts spirituels supérieurs pour assurer son maintien. Tous les catholiques l'entendent ainsi sans qu'il soit besoin d'insister. Cela ne signifie pas que le sacrifice du Centre ne puisse être singulièrement pénible au coeur de bien des catholiques.

Va-t-on vers l'apaisement ? Le chancelier Hitler, en tous cas, s'efforce de modérer l'action des éléments extrémistes. Déjà, au lendemain des événements de Munich, nous l'avons vu désavouer les excès commis. Depuis la dissolution du Centre, il a pris des mesures d'amnistie en faveur des ecclésiastiques arrêtés ces temps derniers pour des faits politiques, et il a autorisé la reconstitution de certaines organisations catholiques n'ayant pas de caractère politique et qui furent dissoutes par abus.

Le Temps écrit à propos du concordat:

"Il est dans les traditions du Saint-Siège d'adapter dans la mesure du possible sa politique à tous les régimes, quels qu'ils soient, établis dans les pays où l'Eglise a des intérêts religieux à défendre. Cela ne signifie pas que le Vatican apporte un appui moral à ces régimes, mais simplement qu'il s'efforce de s'accommoder de ce qui existe en sauvegardant ses propres intérêts."

Nous pouvons souscrire à cette opinion. L'Eglise n'entend pas imposer ou prescrire tel ou tel régime. Elle demande à tous de respecter les droits de la religion. Encore fait-elle preuve, en temps de crise politique, d'une patience qui laisse la porte ouverte à toute entente équitable. Le régime hitlérien vient d'en faire l'expérience. Si réellement il rend justice aux catholiques quant à leurs droits essentiels, pourquoi le Saint-Siège garderait-il contre lui une attitude de combat ? Le concordat est paraphé. Lorsqu'il sera définitivement conclu, et mis en oeuvre, nous pourrons juger de la bonne foi et de la bonne volonté du gouvernement du Reich.

Le Travail a cru triompher en soulignant ce qu'il prétend être nos variations concernant l'hitlérisme. A la pauvre argumentation de M. Ehrler, nous répondons simplement ceci: nous revendiquons le droit de juger diversement les actes divers du régime hitlérien. Nous approuvons ceci, nous réprouvons cela. Encore faut-il bien entendre que nous sommes tributaires d'une information souvent douteuse et contradictoire. Les doctrines du nazisme, au point de vue chrétien, nous paraissent dangereuses. Les actes du régime sont forts variables. Sur leur teneur même, nous n'avons que peu de données certaines. En présence de ce phénomène énorme et complexe qu'est la révolution hitlérienne, nous revendiquons le droit d'hésiter, de nous tromper parfois, de rectifier, de chercher à dégager le vrai du faux. Quand l'hitlérisme aura seize ans d'existence, comme le bolchévisme, les jugements seront plus assurés. De notre attitude, M. Ehrler croit pouvoir conclure que nous ne sommes pas des gens sûrs, et que le peuple aurait bien tort de nous faire confiance. Nous serions beaucoup moins sûrs si nous avions la prétention de formuler aujourd'hui un verdict définitif sur un régime qui est encore à pied d'oeuvre. Quant à la sécurité du socialisme, on peut toujours en demander des nouvelles aux ouvriers italiens et allemands.

R.L.

Bulletin: L'évolution du régime hitlérien

Lorsqu'on se trouve en présence d'un régime nouveau, issu d'un profond bouleversement politique et social, il faut se garder de tout verdict prématuré. Les arrêts purement doctrinaux, pour assurés qu'ils soient dans le principe, sont très souvent démentis par les faits. La révolution part d'une doctrine plus ou moins précise, plus ou moins cohérente. Plus chez les communistes, moins chez les fascistes, ces derniers se réclamant volontiers d'une sorte d'"empirisme organisateur". Cependant, fasciste ou communiste, la dictature ne dispose pas souverainement des hommes et des choses. Si roide qu'elle se veuille, elle est contrainte de compter avec des contingences plus fortes que les décrets. D'où il suit que, souvent, la dictature abandonne, de manière provisoire ou définitive, une partie de sa doctrine. Une révolution ne se développe pas comme un théorème de géométrie. Ceux qui partant de l'idéologie communiste, prédisaient dès 1918 la chute imminente des Soviets, avaient raison en théorie, mais ils comptaient sans l'opportunisme de Lénine et de Staline. Dans l'autre camp, au lendemain de l'aventure de Corfou, et à cent autres occasions, le fascisme a été proclamé moribond. C'est que, bien plus encore que les tsars rouges, le "Duce" sait retenir la leçon des faits et y conformer son action. Quant au "Führer", on a voulu dès l'abord lui dénier toute espèce de sagacité et de souplesse. Au gré de ses ennemis, ce n'était qu'une brute nationaliste et antisémite qui allait se casser la tête au prochain virage. Là encore, tout porte à croire qu'on s'est lourdement mépris.

Le régime hitlérien évolue.

"La révolution - a dit récemment le chancelier Hitler - n'est pas et ne saurait être durable. Il importe de canaliser le fleuve, devenu libre, de la révolution, dans le lit paisible et sûr de l'évolution."

Cela signifie: il y a un gouvernement, une autorité auquel les nazistes eux-mêmes, et surtout, doivent entière obéissance.

"L'autorité de l'Etat, écrit le *Temps*, est substituée en fait à l'autorité du parti et à la volonté du peuple. Les organisations et les membres du parti se voient interdire toute initiative, et c'est l'Etat, représenté par les fonctionnaires nationaux-socialistes, avec, au sommet, le "Führer" tout-puissant, qui dispose seul de l'autorité."

Le *Temps* pense qu'il n'était pas nécessaire de faire une révolution pour en arriver là. Bizarre conclusion ! Croit-on que la révolution nationale italienne ait une moindre portée historique parce que M. Mussolini a concentré dans ses mains tout le pouvoir politique ? Ce qu'il importe de savoir, c'est si le dictateur réalise, pour l'essentiel, le programme de la révolution. C'est le cas en Italie. La presse libérale, pendant des années, s'est entêtée à prédire la "normalisation" du régime, la proche restauration du parlementarisme, les retour au pouvoir des anciennes oligarchies politiques et économiques. Elle s'est totalement fourvoyée. Rien de semblable ne s'est produit.

Le *Temps* tombe sans doute dans la même erreur vis-à-vis de l'hitlérisme, lorsqu'il annonce gravement que les magnats et les hobereaux "exercent à Berlin une pression qui se révèle efficace dans les circonstances actuelles". A voir le sort qui a été fait à Hugenberg, on se prend à douter d'une pareille efficacité... Le langage que vient de tenir un des lieutenants du "Führer", le Dr Brückner, président supérieur de Haute-Silésie, à l'adresse des patrons et des industriels liés à la finance internationale, ne permet pas de penser que les magnats et les hobereaux aient grand pouvoir à Berlin. Le Dr Brückner s'est exprimé en ces termes:

"Ce sont eux qui ont préparé le terrain du marxisme. La vie de ces gens est une perpétuelle provocation. Quand ils viennent me voir, je leur condamne ma porte. Je n'ai pas besoin d'aller les trouver pour apprendre à connaître la misère qui règne en Haute-Silésie. Je renoncerais plutôt aux fonctions de président supérieur qu'à la lutte contre le capitalisme international."

A Beuthen, M. Brückner a déclaré:

"Les grands patrons de Haute-Silésie manquent d'esprit de sacrifice. Ce ne sont d'ailleurs que les directeurs d'entreprises subventionnées. Ce n'est pas avec des phrases nationales-socialistes qu'on viendra en aide à notre marche de l'Est. La conduite des patrons à l'égard des représentants de nos cellules ouvrières m'a interdit de leur faire l'honneur de les recevoir. Les nationaux-socialistes poursuivront la lutte jusqu'à ce qu'on réalise intégralement les vingt-cinq articles du programme du parti."

Le régime hitlérien évolue, mais sans quitter sa ligne, sans abandonner son programme.

R.L.

Bulletin: RACISME

Pour avoir le droit d'être fonctionnaire dans l'administration du troisième Reich, il faudra désormais prouver, non seulement que l'on est pas juif, mais que l'on a une ascendance aryenne. Malheur à vous si votre grand-père ou votre grand-mère fut de race juive, même s'ils se sont convertis ! Vous serez exclus des emplois d'Etat et, comme la plupart des professions libérales sont fermées aux israélites, comme les bons Aryens ne doivent plus, sous peine d'être suspects, trafiquer avec les juifs, il ne vous restera plus qu'à chercher le meilleur moyen de subsister, sans gagner de quoi vivre, sous le régime national-socialiste.

Hitler au pouvoir applique sa doctrine et la pousse jusqu'à ses plus absurdes conséquences. Mais le racisme, qui est l'un des principaux éléments de la doctrine nazi [], ne vise pas seulement à l'exclusion des juifs de la vie publique. Le racisme est basé, avant tout, sur la supériorité de la race germanique sur les autres. Pour être bien vu, il convient donc de se rapprocher autant que possible du dolychocéphale blond, aux yeux bleus, type idéal du Germain pur sang.

Un journal allemand recommandait aux hommes de bonne race d'éviter soigneusement les femmes méditerranéennes, définies comme étant de peau brune, de tronc long, de jambes courtes, de cheveux noirs et de lèvres charnues.

On aime à se représenter l'attitude d'un Goethe - dont les nazis célèbrent pieusement la mémoire - devant ces prétentions des Allemands de notre temps et le rire homérique avec lequel il eut accueilli leur tirade sur l'infériorité des races méditerranéennes; lui qui était allé boire aux sources de la civilisation gréco-latine, avec le ravissement d'un poète qui découvre la vie. Et qu'aurait pensé Frédéric-le-Grand - *der grosse Fritz* - de ce décret interdisant aux restaurants de porter un nom étranger sur leurs cartes, alors que, sous son règne, on ne parlait que français à la cour de Prusse, personne n'ignorant que le souverain tenait l'allemand pour une langue à l'usage de ses valets d'écurie ?

Mais l'esprit est mort dans l'Allemagne hitlérienne et la statue du poète Henri Heine, remise dans un hangar sur l'ordre du Sénat de Hambourg, n'avait plus rien à faire, dans ce morne troisième Reich qu'il eût criblé de ses flèches.

Avec des idées aussi arrêtées sur les vertus du sang germanique, de quel mépris les hitlériens ne couvrent-ils pas les races jaune et noire ! On se demande même pourquoi l'Allemagne tient tant à recouvrer ses colonies perdues. Que ferait l'Aryen au milieu de ces peuplades africaines ou asiatiques, et ne risquerait-il pas d'y corrompre ce sang germanique dont il est si fier ?

Le fascisme, qui a développé à un rare degré l'orgueil de la race chez les Italiens, n'a pas été jusque là. Il est vrai qu'il appartient aux catégories méditerranéennes, donc inférieures et évitables aux yeux des purs Aryens. Mais alors pourquoi ces blandices envers M. Mussolini, ces réceptions de "balillas" et d'"avangardistes" en Allemagne, c'est envoi d'un lion au Duce par la ville de Leipzig ? Pourquoi copier, en le vantant, le fascisme dans ce qu'il a fait de mieux au point de vue politique et économique, si l'on déclare ensuite que rien de bon ne peut venir de ceux qui habitent au bord de la Méditerranée ?

Vraiment, le racisme est une drôle de doctrine. M. Mussolini, qui ne doit pas mal s'amuser de ces folies de l'Allemagne hitlérienne, n'a jamais prescrit à ses fascistes de se garder des filles aux cheveux couleur de blé mûr et aux yeux d'azur. Il sait que le Germain viendra toujours à Rome, attiré par ce centre de la civilisation, mais que le Méditerranéen n'éprouve pas le besoin d'aller s'instruire aux bords de la Baltique ou de la mer du Nord. Le sable du Lido est tout de même plus intéressant à fouler que les dunes de Poméranie.

On est en droit de présumer que, dans l'Allemagne raciste, il n'y aura pas embouteillage de missionnaires. Quel Aryen voudra sacrifier sa vie et verser son noble sang pour le salut de peuplades inférieures ? L'ordre de prêcher l'Evangile à toutes les nations et de mettre toutes ses forces au service des ignorants et des païens, fussent-ils de peau jaune ou noire, ne peut être valablement compris par des racistes. Aussi n'y a-t-il pas de plus grande contradiction qu'entre leur doctrine et celle de l'Evangile. Celle-là est aussi éloignée de la Parole divine que la Croix du Christ l'est de la croix gammée.

H.S.

Bulletin: Le Concordat autrichien

Le Concordat entre le Saint-Siège et l'Autriche, signé l'an passé, et qui vient d'entrer en vigueur, est un document important. Il inscrit dans l'histoire, de même que la Constitution de l'Autriche nouvelle, la volonté des gouvernants de ce pays de restaurer un Etat chrétien. C'est un bel exemple donné aux nations déchristianisées qui, autrement favorisées que l'Autriche, au point de vue matériel, n'ont pas trouvé dans leur laïcisme de quoi restaurer leur autorité morale.

On pourrait également mettre en parallèle le présent concordat avec celui qui a été signé, en 1933, par l'Allemagne hitlérienne. Celle-ci s'est empressée de le trahir, au lendemain de son entrée en vigueur. Ainsi apparut très vite ce que beaucoup avaient craint: à savoir que les dirigeants du troisième Reich avaient simplement cherché à lier les catholiques à leur cause. Mais, au lieu de respecter le ministère du clergé, comme ils s'y étaient engagés, ils ont fait emprisonner ou condamner des prêtres qui n'avaient fait qu'user de leur droit en mettant les fidèles en garde contre les hérésies doctrinales qui sévissent en Allemagne, où un Rosenberg est chargé par Hitler de donner aux citoyens une conception du monde basée sur un paganisme ridicule!

Les évêques sont menacés, leurs relations avec le peuple catholique entravées. La presse et les associations catholiques sont supprimées ou ne peuvent fonctionner normalement, alors que la liberté dans le domaine religieux avait été solennellement garantie.

Le concordat autrichien ne laisse aucun de ces points: droit d'association, protection du clergé dans l'exercice de son ministère, liberté de la presse, dans l'ombre.

[..] Sur chacun, il apporte toute satisfaction à l'Eglise, en évitant la moindre équivoque. On sent que, cette fois, de part et d'autre, le concordat a été signé par des hommes sincères et n'ayant en vue que le bien spirituel de la nation en cause - et sachant, par là même, qu'ils assurent une base solide au nouvel Etat.

Des clauses capitales du concordat sont celles qui concernent l'enseignement et le mariage.

L'enseignement religieux est rendu obligatoire dans toutes les écoles. L'Eglise en est chargée (pour les catholiques, cela s'entend). Elle peut elle-même diriger ou fonder des écoles, en les confiant soit au clergé séculier, soit aux congrégations. Non seulement elle en a le droit, mais pour chaque maison d'enseignement entretenue par l'Eglise, elle recevra une subvention, dans la mesure où elle déchargera l'Etat de sa tâche enseignante.

Comme l'Italie, l'Autriche reconnaît au mariage contracté à l'église les effets civils. Plus besoin de la cérémonie surrogatoire devant l'officier d'état-civil ou le maire, instruments innocents d'une législation inique ! En ce qui concerne l'annulation ou la dispense matrimoniale, la compétence des tribunaux ecclésiastiques est également reconnue.

L'Etat autrichien protégera, en leur assurant une entière liberté, l'organisation et l'activité des associations ayant un but principalement religieux et se rattachant à l'Action catholique. (En Allemagne, on parle de supprimer l'Action catholique tenue pour suspecte au même rang que la franc-maçonnerie !)

Non seulement les associations de jeunesse catholiques (honnées par l'Allemagne hitlérienne) sont favorisées, mais l'Etat autrichien s'engage à veiller à l'éducation religieuse et morale, selon les principes de l'Eglise, des catholiques faisant partie d'organisations juvéniles instituées par l'Etat.

Au moment où le national-socialisme déclare la guerre à une presse catholique agonisante, le concordat autrichien précise qu'en Autriche la presse ne sera soumise à aucune limitation dans la défense de la doctrine catholique.

Si le concordat allemand ne vaut plus qu'on en parle, celui que le gouvernement Dollfuss a signé mérite d'être placé en tête des accords du même genre, passés ou présents.

H.S.

p.1: La lutte des Sans-Dieu en Allemagne

On sait que l'Allemagne a été, jusqu'à l'avènement du III^{me} Reich, une des terres d'élection de la propagande bolchéviste. Il y a donc un très grand intérêt, pour les pays qui sont aujourd'hui menacés par l'activité des agents et des entreprises chassées d'Allemagne, à étudier l'histoire du communisme dans ce pays. Nous nous bornerons ici à l'aspect religieux de cette lutte.

L'ampleur du mouvement antireligieux, s'il a d'abord surpris les Eglises, leur a bien vite fait comprendre la nécessité d'une riposte. Des centres d'étude et d'action se sont créés tant parmi les protestants que parmi les catholiques, et la lutte a été conduite en pleine harmonie entre les deux confessions.

Nous avons eu la bonne fortune d'entendre il y a quelques jours le Dr Algermissen, chargé par l'épiscopat allemand d'organiser la lutte contre les Sans-Dieu du côté catholique, faire à un cercle restreint d'auditeurs, une conférence sur les méthodes qu'il a plus que tout autre, contribué à mettre au point.

De 1919 à 1930, 286.000 catholiques et près de 2.124.000 protestants ont officiellement quitté leur Eglise pour passer à l'athéisme. Dans le même laps de temps, l'association des libres penseurs, fondée en 1905 par 12 personnes, voyait ses effectifs dépasser le demi-million: elle comptait, en 1918, 3.322 membres, et, en 1932, 920.000.

L'éclosion du bolchévisme a été favorisée par tout un ensemble de causes, dont le Dr Algermissen a énuméré les principales, et dont quelques-unes sont fort lointaines.

En substituant au théocentrisme du moyen-âge l'anthropocentrisme moderne, la Renaissance a préparé les voies à l'évolution qui, à travers le rationalisme du XVIII^{me} siècle et le matérialisme scientifique du XIX^{me}, devait amener la pensée humaine à renier le Christ d'abord, Dieu ensuite, pour aboutir à l'athéisme militant de Lénine. La crise sociale du siècle dernier, la guerre mondiale, la destruction de l'esprit familial, sont venues favoriser l'éclosion du bolchévisme.

Mais on se tromperait lourdement si l'on s'en tenait aux aspects extérieurs du bolchévisme et si l'on oubliait qu'il est avant tout une conception de la vie et du monde, une attitude de l'âme. Et c'est pourquoi l'on n'en viendra pas à bout par les seuls moyens de contrainte extérieure. Il faut changer les âmes, et c'est proprement la tâche de l'Eglise.

Sans doute, dans la lutte contre l'athéisme, il est désirable que l'Eglise et l'Etat collaborent. L'autorité civile peut empêcher la diffusion d'écrits antireligieux; il peut intervenir contre les agitateurs et les calomnieurs professionnels. D'autre part, l'Eglise doit s'occuper non seulement du salut individuel des âmes, mais de la rechristianisation du milieu social. Ce milieu est indifférent, lorsqu'il n'est pas hostile; il ignore Dieu ou le relègue à l'arrière-plan, lorsqu'il ne le combat pas ouvertement. Sur les places de nos cités modernes, on ne voit plus la statue du Saint Patron de la ville; les églises même qui faisaient le centre des cités médiévales, se dissimulent trop souvent aujourd'hui derrière une façade banale, tandis que s'affichent pompeusement, aux endroits les plus en vue, les théâtres, les banques, les cinémas.

Il faut refaire une ambiance chrétienne, afin que les âmes puissent y redevenir chrétiennes. Mais il faut aussi lutter contre les conditions économiques et sociales dont sont victimes un trop grand nombre de nos contemporains. La misère étouffe l'âme et ne laisse pas, ou ne laisse qu'exceptionnellement s'épanouir la vie de la grâce. L'Eglise le sait, qui pendant toute une partie de l'année liturgique fait répéter à ses prêtres la demande d'être préservés des dangers de la richesse et de la pauvreté...

Il est donc dans le rôle de l'Eglise de donner non pas des instructions politiques, mais des directives sur la manière d'envisager et de résoudre les problèmes sociaux. Et l'on peut se demander, avec quelque mélancolie, ce qui serait arrivé si les enseignements de l'encyclique *Quadragesimo anno* avaient été reçus et mis en pratique soixante ou quatre-vingts ans plus tôt. Il n'est pas téméraire d'affirmer que dans un monde régi par les principes sociaux de Léon XIII et de Pie XI, le communisme n'aurait pas pu se développer. Et l'on doit considérer la crise religieuse d'aujourd'hui beaucoup moins comme l'effet d'excitations haineuses et perfides que comme une crise de confiance: le peuple d'aujourd'hui se méfie de l'Eglise d'hier...

Parmi les circonstances qui ont favorisé en Allemagne l'extension de l'athéisme, il en est qui tiennent à l'organisation ecclésiastique elle-même. Le nombre des paroisses, dans les grandes villes, n'a pas augmenté assez rapidement pour suivre l'accroissement de la population. Certaines paroisses comptaient 10, 20, 40 et même 60.000 âmes. Dans ces conditions la paroisse ne peut plus jouer son rôle de grande famille, et l'individu s'y perd. Or, il ne faut pas oublier qu'en Allemagne, 90% des militants athées se recrutent parmi d'anciens croyants, déracinés de leur milieu et de leurs habitudes en quittant la campagne pour la ville.

Comment les chrétiens allemands s'y sont-ils pris pour lutter contre les Sans-Dieu?

Sur le terrain défensif, une série de moyens peuvent être employés. Lorsque, comme c'est le cas actuellement, l'Etat interdit la propagande des Sans-Dieu, la tâche de l'Eglise est facilitée. Mais lorsque toute liberté est laissée aux coryphées de l'athéisme, l'Eglise doit travailler à rendre leur action inefficace.

Supposons qu'une conférence antireligieuse ait été donnée, on ne la laissera pas sans réplique. Aussi, une quinzaine de jours plus tard, le sujet sera repris et réfuté dans toutes les églises, dans toutes les associations, par des sermons ou des causeries.

Les arguments principaux de l'attaque doivent être étudiés, tout d'abord dans les conférences d'ecclésiastiques, puis dans des conférences de laïques et d'ecclésiastiques. L'expérience a démontré maintes et maintes fois que la propagande athée redoute la contradiction.

Il faut disposer de tout un matériel apologétique, brochures, tracts, feuilles volantes, destiné, les uns aux dirigeants, les autres aux fidèles ou au grand public.

Mais l'Eglise a un travail autrement plus urgent que ce travail négatif de défense. Elle doit réveiller les esprits et les consciences, redonner à ses membres le sens de l'Eglise.

On a réorganisé les paroisses, en sorte qu'elles ne comptent pas plus de 5 à 6.000 âmes, exceptionnellement 8.000. Puis on a cherché à organiser dans chacune d'elles une cellule, composée tantôt de représentants de certains milieux seulement. L'essentiel est d'avoir des gens actifs et de bonne volonté.

Le cellule se réunit à date fixe. Les deux livres qui lui sont le plus utiles sont le catéchisme et le Nouveau Testament. La première tâche de l'ecclésiastique qui dirige le groupement est en effet de l'instruire, et les séances commencent toujours par l'explication de quelques questions de catéchisme. Puis vient un sujet d'actualité: la presse religieuse, la famille, etc., brièvement exposé par le prêtre; enfin on passe à la discussion et à l'échange d'idées et de vues pratiques.

Une fois un sujet bien préparé, on le traite dans une grande réunion populaire.

Les conférences et retraites fermées jouent aussi un rôle très important. Une de ces réunions a groupé, à Fribourg en Brisgau, plus de 300 prêtres et plus de 500 laïques, qui étudiaient, séparément, puis en commun, les sujets à l'ordre du jour.

On s'efforce aussi de faire connaître la bonne presse, les disques et les films religieux, d'utiliser la radio pour diffuser la propagande chrétienne.

Il importe naturellement de développer le côté religieux de la contre [-] offensive chrétienne. Nous avons mentionné les retraites, signalons encore les processions et les cultes de pénitence. Il aurait fallu plusieurs heures pour épuiser un aussi vaste sujet. Remercions le Dr Algermissen de tout ce qu'il a réussi à nous dire en si peu de temps. Nous en ferons notre profit en nous efforçant d'adapter à nos circonstances particulières et de répandre chez nous les méthodes qui ont déjà donné à nos frères d'Allemagne des résultats encourageants.

Dr René Warnery

p.1: Les Juifs et nous

[publication de la deuxième lettre de Paul Dreyfus, un paragraphe, puis:]

Néanmoins, dans la tourmente de ce temps, il est quelque chose qu'il faut dire à la *Nation juive*. Je considère qu'il est chimérique de poursuivre l'assimilation *complète* des Juifs. D'esprit et de sang, ils sont une *nation*. Comment leur en ferais-je grief? Mais j'estime qu'il est de mon devoir de leur dire: Prenez garde ! Deux Juifs célèbres, Bernard Lazare et Werner Sombart, témoignent du rôle très grand que jouent les Juifs dans la finance et dans la révolution internationales. Il ne s'agit pas là d'un rôle épisodique, comme celui d'un Arthur Meyer ou d'un Disraëli. Il s'agit d'une action puissante, massive, continue, qui procède dans les deux cas du même souci. Par le matérialisme de l'or, par le matérialisme révolutionnaire, ces Juifs pensent créer un univers où rien ne leur soit plus étranger, où leur "volonté de puissance" se donne libre cours. Chez Israël, comme dans toute nation, il y a des tendances impérialistes. Du fait de la dispersion, elles ne peuvent se manifester sur le plan territorial. Elles sont nécessairement internationales et l'on ne saurait nier qu'elles éclatent avec une singulière virulence dans la finance comme dans la révolution. Ce n'est pas là l'essence du judaïsme? Possible. Ce n'en est pas moins une manifestation de l'influence juive que nous avons le devoir de dénoncer, et contre laquelle les Juifs sensés doivent vigoureusement réagir

*

M. Dreyfus nous parle de certains Juifs "convertis". En même temps, avec une louable franchise, il déclare que ces conversions [s] étaient commandées par l'ambition de jouer un rôle politique prépondérant. Voilà qui est singulièrement inquiétant! On n'entre pas dans l'esprit de nos traditions par de telles manoeuvres. Je ne puis ici parler de Disraëli, faute d'une connaissance assez approfondie de son action. Mais je tiens Arthur Meyer pour un des fossoyeurs - sans doute inconscient - du royalisme français dont il avait fait une fadaise académique, un article de salon. (Je connais des Juifs véritablement convertis, et je doute que M. Dreyfus leur soit indulgent...) Si nous trouvons tant de Juifs dans le camp du matérialisme et de l'athéisme militants, ne sommes-nous pas fondés à croire que ceux-là veulent détruire la religion pour entrer de plain-pied dans les "rôles prépondérants" de la politique et du pouvoir, sans cette comédie de conversion dont M. Dreyfus nous parle? Nous sommes ici au coeur du problème, et je vais, sans doute, hérisser mon contradicteur...Je pense, en effet, que si les Juifs doivent être respectés dans leurs convictions religieuses et dans leur dignité humaine, il ne saurait être question d'aucune manière de leur confier les hauts postes du gouvernement en pays de chrétienté. Cela pour la simple raison, je le répète, qu'il leur est impossible de s'assimiler entièrement, quel que soit leur attachement à leur patrie d'adoption et leur loyalisme civique. Ils ont ailleurs un "foyer national", une patrie, ils ont leurs propres traditions. L'affreuse tourmente où l'Europe se débat, nous l'imputons à la déchristianisation de la société moderne. Il s'agit de rebâtir un ordre chrétien. Il va bien de soit que ce sont des chrétiens qui doivent prendre la direction de cette oeuvre rénovatrice.

Dans les voies de la finance internationale et de la révolution, un grand nombre de Juifs ont singulièrement compromis le destin de leur race, de leur nation. Cela explique la réaction antisémite, sans en justifier les erreurs ou les excès. La "mise au point" de l'influence juive est une nécessité absolue. Si les Juifs sensés refusent de le comprendre, je crains bien que le choc brutal des événements ne vienne ne les en instruire.

R.L.

Bulletin: EVANGELISATEURS

Dans les milieux protestants, on se préoccupe beaucoup de l'"évangélisation" des peuples foncièrement catholiques. La propagande des sectes vise, avec une tendresse particulière, l'Italie, la Belgique et l'Espagne. Dans ce dernier pays, l'avènement de la République et la séparation de l'Etat d'avec l'Eglise ont réveillé une vive espérance chez les "évangélisateurs". Nous en trouvons un écho enthousiaste dans une lettre de Mme Cadier, agente générale de la Mission française du Haut-Aragon à la *Semaine Religieuse*, publiée dans le dernier numéro de l'organe du Consistoire protestant. On pourrait trouver normal que cette dame se réjouît du prosélytisme des sectes protestantes dans l'Espagne catholique. Mais ladite dame se donne l'agrément de citer quelques appréciations de sectaires ibériques sur l'Eglise catholique, en y mêlant ses propres réflexions. Le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'elles sont dépourvues, les unes et les autres, de justesse et d'amabilité. Quelques-unes sont mêmes assez énormes et outrageantes pour le public auquel s'adresse la dame: car elles supposeraient chez le public une ignorance du catholicisme qui jurerait avec l'esprit "éclairé" et la "tolérance" dont se réclament les protestants de Genève.

Mais regardons - une seconde - les citations de Mme Cadier:

"Si l'Espagne méconnaît l'Evangile, c'est parce qu'elle l'ignore (Don Ramon Talbo)."

"Actuellement le culte chrétien tel qu'il est célébré dans l'Eglise romaine en Espagne est moins spiritualiste que celui des Musulmans qui, au moyen-âge, adoraient Dieu dans la mosquée de Cordoue! (Don Adolfo Araulo)."

"L'Eglise a le pouvoir de gagner le monde en perdant son âme; c'est ce qu'a fait l'Eglise romaine en Espagne (Don D. Mir)."

C'est à l'occasion du troisième Congrès évangélique espagnol que Mme Cadier déverse sur ses lecteurs genevois cette avalanche de lieux communs. A ce torrent des Pyrénées, elle ajoute le filet d'eau de ses félicitations à l'égard de la "poignée" d'hommes *"qui ont l'ambition sainte de faire régner le Christ vivant dans leur patrie bien-aimée, meurtrie par des siècles d'esclavage spirituel."*

Il faut avoir été protestant soi-même pour comprendre avec quelle ardeur des âmes peuvent préférer cet "esclavage spirituel" - qui est en réalité une splendide liberté, ordonnée sur la charité du Christ et l'autorité de la Parole divine - à l'anarchie spirituelle régnante [] dans le protestantisme.

Au Congrès évangélique d'Espagne, on nous avoue, en termes prudents, que la « poignée d'hommes » comprenait des représentants de huit à dix sectes différentes. C'est vrai que Don Samuel Vila (cité par Mme Cadier) profère : *« On nous reproche nos divisions : nous répondons que nous tenons à la liberté et à la sincérité et que la vérité spirituelle a des faces multiples. »* On va loin, et jusqu'au bolchévisme avec des principes de ce genre !

Nous répondrons à ces zélés propagateurs de l'Evangile réformé qu'il y a beaucoup de travail pour eux : non pas en Espagne, ni en Belgique, ni en Italie - où la connaissance de l'Evangile est inscrite dans chaque pierre des églises et des cathédrales catholiques - mais dans les pays où le protestantisme a eu tout loisir, pendant des siècles, de gagner les âmes au Christ. En Allemagne, par exemple, pays de Luther. A Genève, cité de Calvin, théocratie protestante du XVI^e au XVIII^e siècle.

Si les nations catholiques ont assumé des responsabilités dans le désordre contemporain, c'est parce qu'elles se sont écartées des principes catholiques. Mais que penser de l'Allemagne luthérienne où ce n'est pas seulement l'athéisme et l'apostasie qui travaillent à ébranler la foi, mais où le paganisme renaît, sous sa forme la plus brutale et la plus cynique ? Et où beaucoup de protestants aussi « sincères » que les autres regardent avec espoir du côté des évêques catholiques, élevant, contre les prétentions de l'Etat totalitaire, l'Evangile du Christ ?

H.S.

Bulletin: Où va le Troisième Reich ?

On est tenté de répondre : il ne va pas, il s'en va... Ne nous pressons pas de conclure. Suivre les événements, disait Péguy, c'est le meilleur moyen de se convaincre qu'ils ne nous suivent pas. Au lendemain de l'assassinat de Matteotti, toute la presse antifasciste sonna l'hallali de la dictature italienne. Depuis lors, faute d'événements sensationnels, les moindres incidents nous ramènent cette rengaine. Le régime des faisceaux est toujours debout. Qu'on l'admire ou qu'on l'abhorre, c'est un fait que nulle passion partisane ne modifiera. Hitler n'est pas Mussolini, nous dira-t-on, et l'Allemagne n'est pas l'Italie ! Bien entendu, mais il y a d'évidentes analogies. Si un régime aussi mou, aussi mal charpenté, aussi mal défendu que celui de Weimar a pu subsister pendant quatorze ans, il est difficile d'admettre qu'une dictature pourvue d'un formidable appareil policier puisse s'écrouler en quelques jours. Tout dépend de la trempe du chef ! Or, il ne semble pas douteux, aujourd'hui, que Hitler soit le maître de la situation. Un communiqué officiel déclare que « vingt-quatre heures ont suffi pour rétablir l'ordre et la tranquillité en Allemagne ».

L'effet de cette brutale « opération de nettoyage » sera-t-il durable ? Ou bien le complot noyé dans le sang répond-il à un profond mouvement d'opinion, qui bientôt provoquerait de nouveaux troubles ?

Il est manifeste que M. von Papen, par son discours de Marburg, a tenté d'émouvoir l'opinion, de la préparer aux événements qui allaient suivre. Il n'a pas trouvé d'échos. Il est même surprenant qu'un politique aussi averti ait tenté une manoeuvre pareille, qui ressemble à la frasque d'un écolier en l'absence du maître. Cette « contre-révolution » n'a été qu'une maladroite ébauche de coup d'Etat. Certains journaux veulent y voir un épisode de la lutte entre le clan Goering et le clan Goebbels. Cependant, on constate aujourd'hui que Goering et Goebbels rivalisent de zèle pour soutenir le chancelier... D'autres ont cru que la Reichswehr suivrait le général von Schleicher ; elle est maintenant le plus ferme appui du régime ! Du flot d'informations contradictoires, on peut conclure qu'il y avait des mécontents à l'extrême-droite comme à l'extrême-gauche : chez les nationalistes « bourgeois » comme chez les nazis socialisants. Ces deux clans n'ont aucun programme commun : si le complot avait réussi, l'Allemagne serait aujourd'hui en proie à la plus terrible des guerres civiles. Qui pouvait tirer les marrons du feu ? - Moscou. La synthèse du national et du social tentée par Hitler, si elle peut être critiquée dans ses méthodes et dans certains de ses principes, reste pour l'Allemagne une nécessité vitale. Il semble bien, au surplus, que les masses l'aient compris : il n'y a pas eu de soulèvements populaires.

Pour Hitler, l'avertissement n'en est pas moins solennel. Son oeuvre nationale et sociale est assez ardue, assez complexe pour qu'il évite de se créer gratuitement des soucis d'un autre ordre. Nous voulons parler surtout de la politique religieuse du régime, où, depuis quelques mois, l'odieux le dispute au ridicule. A droite comme à gauche, l'hitlérisme a recruté rapidement des millions d'adhérents. Il ne les a pas assimilés. Sa doctrine est vague et médiocre. En cherchant à superposer aux religions une sorte de paganisme raciste, il n'a nullement réussi à donner au peuple allemand une véritable discipline spirituelle. En Italie, Mussolini a eu la sagesse de comprendre qu'on ne fabrique pas une religion. Hitler paraissait disposer à l'imiter, mais il n'a pas eu la main assez ferme à l'égard de certains de ses lieutenants dont l'antichristianisme se faisait de plus en plus agressif. Au aussi bien du côté catholique que du côté luthérien, l'Etat pouvait compter sur un complet loyalisme tant qu'il n'outrepassait pas ses droits. Une funeste mégalomanie l'a poussé à régenter le spirituel comme le temporel. S'il n'abandonne pas de pareilles prétentions, son oeuvre sera rapidement frappée de caducité.

R.L.

Bulletin: Interprétations contradictoires

Les événements d'Allemagne donnent lieu, dans la presse européenne, aux interprétations les plus contradictoires.

D'aucuns pensent que le régime hitlérien sort profondément ébranlé de cette crise. C'est l'opinion de M.

Wladimir d'Ormesson, qui écrit à *Figaro* :

« *Malgré son prestige qui, jusqu'ici, était resté intact, malgré l'autorité de son verbe, le chancelier sort diminué de la journée du 30 juin. Diminué parce qu'il a prouvé lui-même la division et l'incohérence du mouvement dont il est le chef.* »

Telle n'est point l'opinion du correspondant berlinois du *Journal de Genève*. Il écrit :

« *Quelles que puissent être les conséquences intérieures de cette action, il faut constater une chose : l'autorité de Hitler et de son gouvernement n'en sont que consolidées.* »

De même, sur la légitimité de l'action répressive et sur son caractère, les avis diffèrent profondément. L'*Evening News* écrit : « M. Hitler a agi sans pitié, mais avec un immense courage, dans l'intérêt du peuple allemand. »

L'*Action Française* pense, au contraire, qu'il conviendrait « d'offrir en hommage à Hitler quelque pagne d'honneur avec la couronne de plumes : coiffure et vêtement dignes de Sa Sauvagerie. »

Nous pourrions multiplier, dans un sens comme dans l'autre les citations de ce genre. Cherchons à faire le point.

La victoire de Hitler est complète. Hindenburg le félicite. Goebbels, qui représente la gauche nazi, le soutient.

L'appui de la Reichswehr lui est assuré. Mais c'est la milice brune, objecte-t-on, qui est en état de révolte. Ce n'est pas l'avis du correspondant des *Basler Nachrichten*, qui affirme que « rien ne serait plus faux que de considérer les S.A. (sections d'assaut) comme les vaincus de la journée. Au contraire, ajoute-t-il, « les S.A. restent le plus solide appui du régime. »

Quant à l'observation de M. d'Ormesson, elle ne nous paraît pas pertinente. Ce ne sont pas les événements du 30 juin qui ont révélé la complexité du mouvement nazi. Elle est apparue dès la constitution du front de Bad-Harzburg, entre Hitler et Hugenberg. Pour le *Führer*, la difficulté consiste à faire cohabiter et collaborer des éléments aussi disparates que les vieux réactionnaires militaristes et les prolétaires nationaux-socialistes. Pendant des décades, ces éléments ont été soumis à des propagandes contradictoires. La merveille serait qu'on pût, d'un coup et sans troubles, les fondre en une masse homogène. Si Hitler a cru à ce miracle, il s'est trompé, et les événements viennent de le lui démontrer. Néanmoins, il est parvenu à grouper autour de lui la grosse majorité du peuple allemand ; la rébellion n'affecte que des cercles restreints.

Notons, du reste, que le problème ne se pose pas seulement pour l'Allemagne. M. d'Ormesson paraît oublier qu'en France il n'est nullement résolu. Le prolétariat reste sous l'influence du marxisme antinational. Aucun chef de droite n'exerce sur lui une action décisive. Cette classe n'est pas réintégrée dans la nation. Elle ne supporte qu'avec irritation le gouvernement de trêve de M. Doumergue. La réforme politique et sociale qui doit la ramener dans le giron national n'est même pas ébauchée. Une foule de journaux la réclament à cor et à cris. Le jour où un homme se trouvera pour l'entreprendre sérieusement, cet homme-là trouvera certainement sur sa route les mêmes obstacles que Mussolini et Hitler ont rencontrés.

Il nous paraît assez vain d'épiloguer sur le caractère de la répression. Pour Hitler comme pour ses adversaires, c'était une question de vie ou de mort. Si les conjurés avaient pris le dessus, ils auraient certainement noyé toute résistance dans le sang. En France, l'affaire Stavisky et l'assassinat du conseiller Prince ont des dessous politiques particulièrement infâmes. Si l'on veut sortir de cette ère de violence et de barbarie, c'est, de part et d'autre, à la foi chrétienne qu'il faut revenir. Le matérialisme et le paganisme, qu'ils soient marxistes, maçonniques ou nationalistes, ne peuvent que perpétuer la terreur. L'Allemagne, comme les autres nations, ne peut se sauver qu'en se rechristianisant.

R.L.

Bulletin: L'assassinat de M.Klausener

La brutale répression du complot contre le régime hitlérien ne s'est pas exercée seulement sur les personnes mêlées directement à la conspiration dont le chef des troupes d'assaut hitlériennes, le capitaine Roehm et l'ex-chancelier, général von Schleicher auraient été le centre. Ce que la presse officielle qualifie de « nettoyage » n'a pas été que cela. Pendant que l'on en était au chapitre de la boucherie, on a profité de l'élan donné pour « liquider » quelques personnalités gênantes. L'assassinat du Dr Klausener, chef de l'action catholique berlinoise, rentre dans le cadre de cette dernière opération. Le gouvernement n'a pu justifier en rien de l'exécution d'un homme que sa foi et son patriotisme auraient dû signaler à sa bienveillance.

Il paraîtrait que l'on se rend compte aujourd'hui de l'effet désastreux produit sur les catholiques allemands et sarrois par ce que l'on ne peut même pas qualifier d'« erreur judiciaire », puisque l'action des tribunaux fut suspendue au cours des journées sanglantes du 30 juin et du 1er juillet. Le gouvernement aurait présenté des excuses à l'évêque de Berlin, Mgr Bares, que l'on avait certainement voulu frapper en exécutant l'un de ses intimes. En attendant, le cadavre du malheureux Klausener aurait simplement été incinéré avec les corps des autres victimes de la répression, ce qui complète l'ignominie de ce crime. Il n'y a pas eu de réhabilitation publique, et la censure a exigé la suppression des mots suivants : « Après une vie d'amour et de sacrifice à l'Eglise, à la nation et à la patrie » de la notice nécrologique publiée par la *Germania*.

Toutes les circonstances qui entourent ce drame portent la marque d'une volonté de nuire à qui toutes les armes sont bonnes. En même temps que l'on diffamait la mémoire de M. Klausener en l'associant à un complot contre l'Etat, on tentait de la souiller en alléguant le suicide. L'*Osservatore Romano* a démolì cette version, que personne ne retient d'ailleurs :

« *L'absurdité de ces nouvelles est tellement évidente qu'il ne vaudrait même pas la peine de les démentir. De même que la foi et le programme de l'Action catholique excluent qu'en Allemagne ou qu'en tout autre pays elle puisse participer à des mouvements politiques, de même la foi et la vie de ses membres excluent aussi la vraisemblance du suicide. La double diffamation est, quoi qu'il en soit, controuvée par les faits, étant donné qu'il est complètement faux que l'infortuné Klausener se soit donné la mort.* »

D'autres personnalités catholiques auraient été exécutées ou « suicidées » de la même manière en Allemagne, dans la Bavière notamment. Mais les précisions manquent encore, comme le chiffre exact des victimes de la répression.

A l'opposé d'un Klausener se trouvait le capitaine Roehm, que sa mégalomanie et ses moeurs spéciales avaient rendu fameux bien avant la révolution hitlérienne. Que la tête d'un Roehm ait tourné au point de le jeter dans une absurde conspiration n'a rien d'étonnant. Mais ce qui déconcerte, c'est qu'un Hitler, dont la moralité cent pour cent est proclamée chaque jour, ait confié un poste aussi primordial que celui de chef des S.A. à un amoral célèbre. La presse nazie a « découvert » et blâmé vertueusement les moeurs d'un Roehm, en s'empressant d'ajouter qu'à un guerrier on ne pouvait demander que la discipline et le sens de l'honneur !

M. Wladimir d'Ormesson souligne dans le *Temps* l'illogisme en évoquant la sinistre tragédie du 30 juin :

« *Ces crimes de prétoriens rappellent les pires tares du Bas-Empire, comme les rappellent également les scandales de Munich - et pas seulement de Munich - que l'on ose jeter en pâture comme des faits ignorés, alors que tout le monde savait, que tout le monde a toujours su ce qui se passait dans l'entourage du fameux « capitaine » Roehm ! Pendant des années, Hitler a couvert cette fange. Aujourd'hui il feint la surprise et l'indignation. Il joue au justicier. Trop tard ! Personne n'est dupe. Quelqu'un a dit : « On ne construit pas Sparte sur les ruines de Sodome. »*

H.S.

Bulletin: Hitler maître absolu

Le président Hindenburg est mort hier matin dans sa propriété de Neudeck, où il s'était retiré peu après l'avènement du régime national-socialiste. Aux bulletins qui marquaient, depuis quarante-huit heures, le déclin rapide du maréchal-président, ont succédé l'annonce de sa fin et la nouvelle que les fonctions suprêmes du Reich passaient aux mains du chancelier Hitler. La revanche de ce dernier sur l'échec de sa candidature à la présidence se sera fait attendre deux ans. En 1932, Hindenburg était encore élu contre Hitler par une majorité de six millions d'électeurs. Pratiquement, la revanche était prise en janvier 1933 déjà, quand le Führer national-socialiste devint chancelier. Aujourd'hui, c'est la consécration officielle de la suprématie totale du dictateur. C'est aussi la rupture avec le passé, dont Hindenburg était un curieux vestige dans ce troisième Reich hétéroclite. Il était le dernier de cette vieille garde monarchiste qui avait espéré se servir d'Adolf Hitler pour écraser le communisme et restaurer l'Empire. Tant que le vieux soldat du Kaiser vécut, on pouvait, chez les membres du Club des seigneurs, croire que le régime établi avec son consentement servirait de marchepied à un Hohenzollern. L'autre vieillard, celui de Doorn, présentait volontiers Hitler comme un lieutenant toléré par lui. Ces espoirs s'écroulent. Maître absolu du Reich, l'avenir politique de l'Allemagne dépend uniquement du Führer, depuis le 2 août 1934.

[trois paragraphes, rappelant les hauts faits d'Hindenburg]

H.S.

Bulletin: Hitler s'explique

Le chancelier Hitler vient d'accorder au correspondant du *Daily Mail* à Berlin une longue interview qui soulèvera certainement des commentaires passionnés. Le *Führer* commence par proclamer la volonté de paix de l'Allemagne : « Nous ne demandons que le maintien de nos frontières actuelles. Croyez-moi, nous ne combattons jamais plus que pour nous défendre. » - Le monde ne demande qu'à croire... Mais il faut bien constater que Hitler n'en est pas à sa première profession de foi pacifiste, et que les actes, jusqu'à maintenant, n'ont pas répondu aux paroles. Le correspondant du *Daily Mail*, du reste, a sur-le-champ posé la question : Et l'Autriche ? - Sur ce point, la réponse du chancelier n'est pas de nature à donner satisfaction à l'opinion européenne alarmée. « Nous n'attaquerons pas l'Autriche, a-t-il déclaré, mais nous ne pouvons pas l'empêcher de chercher à renouer avec l'Allemagne les liens qui existaient autrefois. » On pourrait croire, de la sorte, que le Reich s'est borné à former des vœux platoniques pour la réalisation de l'Anschluss. Or, ce qui lui est reproché, c'est d'avoir soutenu et alimenté une propagande qui devait, par la terreur, aboutir à l'annexion pure et simple de l'Autriche au III^{me} Reich. En tolérant l'existence d'une légion autrichienne armée sur le sol allemand, et à proximité de la frontière, en laissant les chefs nazis multiplier par T.S.F. les appels provocateurs, en permettant le passage des explosifs destinés aux terroristes autrichiens, le gouvernement du Reich s'est mis gravement dans son tort. Hitler prétend que s'il y avait des élections au scrutin secret en Autriche, toute la question serait résolue. C'est une simple conjecture. S'il existait un mouvement naziste en Suisse allemande, le *Reichsführer* pourrait tout aussi bien en tirer argument dans le même sens et lâcher la bride à une poignée d'agitateurs qui, des deux côtés de la frontière, travailleraient à l'achèvement de la Pangermanie. Hitler est d'ailleurs fort mal venu de parler de liberté de vote et de scrutin secret. Bien qu'il veuille aujourd'hui se faire plébisciter, n'a-t-il pas commencé par paralyser toute espèce d'opposition ? Il peut prétendre que le salut de l'Allemagne l'exigeait. Mais le régime Dollfuss avait plus de crédit réel en Autriche que le régime hitlérien n'en a chez lui. Si les nazis ont fait une tentative désespérée de coup de force, c'est précisément parce qu'ils voyaient diminuer rapidement les chances de l'Anschluss. La nation autrichienne s'est ressaisie. La politique religieuse du III^{me} Reich, par exemple, était bien faite pour rebuter un peuple en grande majorité catholique. Le chancelier pense-t-il que les catholiques d'Autriche étaient disposés à voir le cardinal Innitzer mis dans la même posture que le cardinal Faulhaber, et toutes leurs organisations paralysées par la politique totalitaire du national-socialisme ? C'est en réformant sa politique et ses méthodes à l'intérieur du Reich, et en entretenant avec l'Autriche les meilleurs rapports de voisinage, que le Reich pouvait espérer encore de voir l'Anschluss se réaliser un jour. Il a choisi la manière forte. Elle a totalement échoué, non sans avoir fait de nombreuses victimes, et après avoir provoqué le lâche assassinat du chancelier Dollfuss. Cela, l'Europe ne l'oubliera jamais. Hitler vient de prendre [ligne répétée, escamotant un bout du texte] inscription est sanglante, et il ne suffit point de quelques propos pacifistes pour l'effacer. Personne ne songe à modifier les frontières actuelles du Reich, et s'il se borne à en assurer la défense la paix ne sera pas troublée. Mais si les dirigeants hitlériens se sont mis dans la tête que la frontière de l'Allemagne doit englober tous les pays de langue ou de race germanique, ils se préparent de durs lendemain. Le principe racique [raciste], comme base de nationalité, est inapplicable et intolérable. C'est en vertu de ce principe qu'on a détruit l'Autriche-Hongrie et « balkanisé » toute l'Europe centrale. Beau travail, en vérité, et belle garantie de paix !

R.L.

Bulletin: Hitler a-t-il compris ?

Une dépêche de Berlin - que le *Figaro* intitule « Adolf Hitler en route pour Canossa »- nous apprend que « le gouvernement du Reich envisagerait de donner satisfaction aux exigences du Vatican, sur certaines questions qui étaient controversées et d'où avaient résulté de graves frictions entre le national-socialisme et les milieux catholiques. »

« Il s'agit particulièrement, ajoute la dépêche, de l'éducation de la jeunesse catholique et des organisations catholiques. »

« Le résultat des négociations entre les représentants du gouvernement allemand et l'épiscopat a été soumis, il y a quelque temps déjà, à l'approbation du Vatican. Celui-ci n'a pas encore fait connaître sa réponse. Il se pourrait que les résultats défavorables du récent plébiscite dans les régions catholiques ne soient pas étrangers à cette attitude conciliante du gouvernement du Reich. Dans beaucoup de milieux nationaux-socialistes, on estime du reste que le chancelier a mieux à faire que de compromettre sa popularité pour des querelles religieuses. »

Hitler a-t-il enfin compris que la position qu'il a prise dans le domaine religieux - sous la pression des éléments néo-païens de son parti - est absurde autant qu'odieuse ? Souhaitons-le. Si la presse marxiste n'existe plus en Allemagne, les revues « wotaniques » pullulent. Les évêques allemands, dans leur lettre collective du 7 juin, ont solennellement dénoncé cette invasion... » Si, disent-ils, au mépris des mystères divins du christianisme, au mépris des bienfaits de la civilisation chrétienne, l'on revenait aujourd'hui, comme le préconisent les tenants du néo-paganisme, à la déification païenne de la nature, au culte des forces naturelles, ce serait un recul dont on ne saurait surestimer les dangereuses répercussions ; ce serait rompre avec ce qu'il y a de meilleur dans notre tradition nationale. »

Les efforts du régime pour étouffer la protestation de l'épiscopat n'ont fait qu'augmenter l'indignation des fidèles, qui s'est traduite, lors du récent plébiscite, par une augmentation massive de *non* dans les régions catholiques. Les champions de l'Etat « totalitaire » se heurtent là - et c'est fort heureux - à une puissance spirituelle inébranlable. Le marxisme a perdu toute influence dans la masse allemande. L'Eglise luthérienne, après avoir élevé de courageuses protestations, a été peu à peu réduite au silence. Ainsi se vérifie, une fois de plus, la parole de l'historien protestant lord Molesworth : « Dans la religion catholique, avec son chef suprême de l'Eglise qui est à Rome, il y a un principe d'opposition à un pouvoir politique illimité. »

Hitler a suivi les traces de Bismarck. Mais, comme le « chancelier de fer », il doit se rendre compte aujourd'hui que le *Kulturkampf* est pour l'Etat une mauvaise entreprise. Il se fût épargné beaucoup de difficultés en appliquant loyalement le Concordat. Il n'en pouvait résulter aucun dommage pour l'Etat, dont l'Eglise, nulle part, n'a jamais affaibli la légitime autorité. Bien au contraire !

« Nos jeunesses catholiques, disent encore les évêques allemands, sont persécutées dans de nombreuses régions, même lorsqu'elles se consacrent uniquement à l'affirmation de leur foi au Christ et se bornent à rester fidèles aux associations bénies par l'Eglise, auxquelles, d'ailleurs, la protection de l'Etat a été solennellement garantie. Responsables du troupeau du Seigneur, nous ne saurions nous taire devant l'attitude de certains milieux forts influents qui n'hésitent pas à transgresser ouvertement les décisions de notre gouvernement et à contrecarrer ses volontés, pour mieux porter atteinte à notre foi, pour mieux en détruire les racines dans le peuple allemand. »

Hitler est-il résolu à mettre fin à cet état de choses ? Il dispose maintenant d'un pouvoir absolu. Puisse-t-il, après tant d'erreurs, en user sagement !

R.L.

p.2: L'agonie de la République en Allemagne

La liquidation du régime démocratique parlementaire et le passage à des méthodes fascistes de gouvernement se poursuit en Allemagne à un tempo de plus en plus rapide.

Déjà le gouvernement Brüning qui, grâce à l'appui des socialistes, avait une majorité précaire au Reichstag gouvernait sans réunir le parlement, à l'aide de décrets-lois.

C'était le premier pas dans la voie de la fascisation de la République allemande.

L'élection de Hindenburg, - le candidat de la social-démocratie contre le fascisme (!) fut dans ce processus un acte décisif. Le vieux maréchal de Guillaume II établit un gouvernement choisi parmi la clique des généraux monarchistes, de la noblesse terrienne et des barons de l'industrie lourde, gouvernement foncièrement impopulaire chargé de défendre les intérêts des gros industriels et des gros agrariens et d'armer l'impérialisme allemand pour la prochaine guerre.

Le Reichstag fut dissout, de nouvelles élections eurent lieu. Le gouvernement von Papen n'a aucune base parlementaire il continue à gouverner à l'aide de décrets-lois de plus en plus impopulaires.

Les événements de ces derniers jours ont mis à nu le conflit entre l'opinion publique, entre la masse du peuple exploité, écrasé par les mesures économiques de la grande bourgeoisie et ce gouvernement qui ne s'appuie que sur le parti des anciens monarchistes et sur le président Hindenburg.

Le Reichstag sur la proposition des communistes a voté par 513 voix contre 32 la méfiance au gouvernement et l'annulation de son dernier décret loi qui ordonne une baisse générale des salaires. Mais le gouvernement appuyé par Hindenburg a dissout le Reichstag et se refuse à paraître dans le comité parlementaire qui en l'absence du Reichstag exerce les pouvoirs de la représentation populaire.

Le conflit en est là. Il est clair que de nouvelles élections n'apporteront pas de changement sensible dans la situation.

En réalité quelle que soit la voie que suivra maintenant le président Hindenburg, la bourgeoisie allemande exerce sa dictature de classe ouvertement et les luttes décisives contre le fascisme ne se livreront pas sur le terrain parlementaire. C'est à la classe ouvrière, sous la direction du parti communiste, d'agir.

[pas signé]

p.1: La grande victoire du parti communiste allemand

Les élections au Reichstag de dimanche dernier marquent une nouvelle et formidable avance du Parti communiste.

Bien que la participation au scrutin ait été inférieure de 20 % à celle du 31 juillet, notre parti frère a conquis 700 000 voix et 11 nouveaux sièges portant son chiffre de voix à près de 6 millions et ses mandats à 100 députés. Cette éclatante victoire est d'autant plus réjouissante qu'elle correspond à une défaite du social-fascisme qui perd 700 000 voix et du national-fascisme qui recule de 2 millions. Ce succès est directement le résultat de la lutte énergique menée par notre parti frère aussi bien contre les fascistes et les décrets-lois du gouvernement von Papen que contre la politique de trahison et de capitulation de la social-démocratie allemande et des syndicats réformistes. Le parti communiste a réalisé un large front unique de tous les travailleurs contre le fascisme, le gouvernement réactionnaire et les chefs socialistes. Les ouvriers social-démocrates ont lutté côte à côte avec les ouvriers communistes dans des centaines de grèves, contre la baisse des salaires ordonnée par le gouvernement et acceptée tacitement par les chefs réformistes qui ont - comme en Suisse et ailleurs - trahi et saboté les mouvements. Cette lutte commune contre l'ennemi de classe a enfin ouvert les yeux à des centaines de mille ouvriers. Au cours de cette année notre parti frère a conquis près de 1 1/2 millions d'ouvriers qui ont tourné le dos à la social-démocratie ou qui furent reconquis de l'influence fasciste dont ils étaient devenus les victimes. Car notre parti a largement contribué à désagréger les rangs même des nazis en faisant voir aux ouvriers égarés par ces démagogues le vrai caractère de leur politique contre-révolutionnaire.

Le nouveau Reichstag est encore moins capable que le précédent de "solutionner" la crise politique et sociale allemande. Le gouvernement Papen n'y dispose que d'un groupe infime et il est clair pour chacun que la crise allemande n'aura pas sa solution sur le terrain parlementaire mais bien dans la rue entre les forces révolutionnaires du prolétariat et de ses alliés et les forces de la dictature - fasciste ou militaire - de la bourgeoisie.

C'est pourquoi, tout en saluant les succès électoraux de notre parti frère comme une démonstration de son influence grandissante sur les masses, malgré les mesures de répression qui furent prises contre lui au cours de la campagne électorale, nous accordons une importance infiniment plus grande au développement du mouvement de grèves contre la baisse des salaires et contre les décrets-lois de von Papen et Hindenburg. Ces grèves révèlent la combativité grandissante de la classe ouvrière allemande sous la direction de l'Opposition syndicale révolutionnaire et du parti communiste. Par elles ouvriers réformistes, chrétiens et même nazis sont entraînés dans le front unique de la lutte de classe pour la défense de leur pain quotidien. Mais cette défense du pain quotidien est, dans la situation de crise économique profonde et de fermentation politique et sociale de l'Allemagne, un élément des plus importants de la lutte et de la maturation révolutionnaire. Les masses de millions de travailleurs se mettent en mouvement et la grève des transports berlinois démontre quelle extraordinaire combativité déploient ces ouvriers. Ces luttes conduites par notre parti sont le signe avant-coureur de combats plus vastes de caractère politique et révolutionnaire de plus en plus accentué. La classe ouvrière allemande ne renouvellera pas l'expérience de 1918. Ces 14 années de démocratie bourgeoise lui ont appris à ses dépens que les théories des chefs socialistes ne sont que mensonges et grossières duperies. C'est pourquoi de plus en plus elle suit et suivra le seul parti révolutionnaire, le parti communiste qui a conduit les travailleurs russes à la victoire et qui conduira demain les travailleurs de tous les pays au même but, à la même libération de l'exploitation capitaliste. Le succès de notre parti frère confirme une fois de plus la justesse de la politique de l'Internationale communiste, il est un gage des victoires plus grandes de l'avenir.

[pas signé]

p.1: Hitler au pouvoir ! Le parti communiste lance un appel à la grève générale

Coup sur coup, à la fin de la semaine dernière, le gouvernement français et le gouvernement allemand étaient renversés: Boncour et Schleicher étaient terrassés, après moins de deux mois de règne, par les problèmes financiers et économiques que la crise rend de plus en plus insolubles pour la bourgeoisie si elle ne recourt pas à une dictature fasciste ouverte.

En Allemagne, Hindenburg, - l' élu des socialistes- vient de remettre le pouvoir, le plus "démocratiquement" du monde, à Hitler.

Il apparaît que le général Schleicher, le général "social" qui avait trouvé l'appui des chefs syndicaux réformistes, n'avait été hissé au gouvernement que pour permettre à l'impopulaire Papen, l'homme de confiance du président Hindenburg, de préparer dans la coulisse la coalition de toutes les forces réactionnaires et nationalistes allemandes sous la direction du chef des fascistes, Hitler.

Le gouvernement est constitué des représentants du "Casque d'acier", du Parti national allemand, - le vieux parti des Hohenzollern,- et du Parti fasciste. Il n'aura de base parlementaire que si le Parti catholique du Centre le tolère, mais un tel gouvernement est prêt à exercer le pouvoir aussi sans Reichstag ou contre le Reichstag.

La constitution de Weimar est le cadet des soucis de toute l'équipe gouvernementale.

Le fascisme s'installe au pouvoir ! Le rôle de la socialdémocratie allemande apparaît comme le parti qui par toute sa politique des 15 dernières années a frayé la voie au fascisme. La socialdémocratie n'a pas été dupe du vieux maréchal Hindenburg. Elle n'a pas été trahie et jouée par lui. Elle a, par sa politique du moindre mal et par sa lutte acharnée contre le Parti communiste et sa tolérance à l'égard du mouvement de Hitler, par toute sa politique contre-révolutionnaire active, de Noske à Zoergiebel et Severing, endormi, chloroformé et désarmé la classe ouvrière, tandis qu'elle préparait le triomphe de la réaction fasciste.

Mais il serait faux de croire que l'arrivée au pouvoir des fascistes signifie que la classe ouvrière allemande est battue et qu'elle va subir le sort du prolétariat italien. Il ne faut pas se hâter de tirer des analogies trop faciles et superficielles entre la prise du pouvoir par Mussolini et l'arrivée au gouvernement de Hitler. A côté de certains points de ressemblance, il y a des différences fondamentales que nous devons souligner dès maintenant parce qu'elles permettent de comprendre le développement des événements en Allemagne.

Premièrement: le moment historique est très différent. Mussolini a pris le pouvoir en 1922 c'est-à-dire au moment où la vague révolutionnaire d'après-guerre subissait un recul, où commençait la stabilisation relative du capitalisme. Il avait donc devant lui quelques années de consolidation précaire de l'économie capitaliste dans un pays sorti vainqueur de la guerre.

Hitler arrive en pleine crise du capitalisme, dans un pays affaibli et dépouillé par la paix de Versailles, où la crise sévit avec une particulière intensité. Mussolini pouvait manoeuvrer, offrir quelque chose aux masses de petits paysans et de petits bourgeois qui le suivaient. Hitler ne pourra rien donner aux masses de petits paysans, de petits bourgeois et de chômeurs qui l'ont hissé au pouvoir, au contraire, il devra réaliser la politique économique des gros propriétaires fonciers, des gros industriels et du capital financier aux dépens des masses.

Deuxièmement, et cela est plus important encore, la classe ouvrière allemande n'est pas battue. Quand Mussolini a pris le pouvoir, le prolétariat italien avait déjà livré ses plus grandes batailles contre le fascisme et il avait été battu et ses organisations affaiblies, ses Maisons du Peuple incendiées, ses imprimeries détruites. Il se trouvait en retraite, dans la défensive.

Le prolétariat allemand n'a pas encore livré ses combats décisifs contre le fascisme. Il est en période d'essor du mouvement révolutionnaire, il est conduit par un parti communiste fort qui sait appliquer une large tactique de front unique par la base pour rassembler les forces ouvrières, tandis qu'en Italie, Bordiga menait une politique sectaire ultra-gauchiste, hostile au front unique qui isolait l'avant-garde communiste des larges masses.

Le prolétariat révolutionnaire allemand n'est pas en retraite, il attaque, le parti communiste vient de lancer le mot d'ordre de grève générale contre le gouvernement fasciste; si les chefs réformistes ne réussissent pas encore une fois à trahir le mouvement de masse, l'action formidable, disciplinée mais résolue et hardiment révolutionnaire de la classe ouvrière, unie sous la direction du Parti communiste en un formidable front unique de lutte peut amener la chute rapide de ce pouvoir fasciste. Il ne faut pas oublier non plus que la structure sociale de l'Allemagne est toute autre que celle de l'Italie, que la classe ouvrière y est infiniment plus nombreuse, mieux organisée, davantage sous l'influence communiste particulièrement à Berlin où le parti communiste est le parti le plus fort.

Le Parti fasciste lui-même n'est pas homogène. Les ouvriers, les paysans, les petits bourgeois qui le suivent ne tarderont pas à déchanter. Déjà la désagrégation se produisait dans les rangs de Hitler. Son arrivée au pouvoir va galvaniser pour un moment ses troupes et y créer des illusions d'autant plus dangereuses qu'elles ne tarderont pas à s'écrouler. Le parti communiste saura utiliser ce mécontentement pour arracher au fascisme sa base

sociale de masse. Il a déjà commencé et obtenu des résultats appréciables dans cette voie, entraînant la base ouvrière de Hitler dans la lutte des classes, comme dans la grève des transports berlinois.

Toute l'attention de la classe ouvrière internationale est concentrée sur l'Allemagne et sur son parti communiste qui s'efforce de réaliser le front unique de tous les travailleurs pour la lutte révolutionnaire contre le gouvernement fasciste de Hitler.

Mais il ne suffit pas d'observer avec intérêt et sympathie, il faut dès maintenant alerter et mobiliser la classe ouvrière suisse pour aider les travailleurs allemands dans leur dure lutte, avant tout pour mener nous-mêmes une lutte parallèle contre notre propre fascisme et nos gouvernements réactionnaires.

[pas signé]

p.1: La "peste brune" gouverne

Les événements se déroulent avec une rapidité prodigieuse en Allemagne. Après avoir été appelé par Hindenburg - le moindre mal des socialistes - au poste de chancelier, Hitler a immédiatement formé son gouvernement avec Von Papen comme vice-chancelier, Hugenberg le chef du fameux trust de journaux, ministre de l'économie nationale, Frick ministre de l'Intérieur, Seldte chef du Casque d'acier, ministre du travail; les autres portefeuilles sont tenus par d'anciens collaborateurs de Von Papen, à l'exception du portefeuille de la justice qui avait été gardé vacant pour le cas où le parti du centre aurait accepté de faire partie du gouvernement. Après de laborieuses négociations qui ont échoué Hitler a fait signé un décret de dissolution du Reichstag au président Hindenburg, les nouvelles élections sont prévues pour le début de mars.

Quels ont été les premiers actes du cabinet dictatorial de Hitler ? *L'assassinat!!*

En effet, le sang ouvrier coule au cours des batailles qui mettent aux prises les bandes nazi[es] et les prolétaires allemands, la presse communiste est saisie et interdite, les perquisitions ont lieu dans tous les locaux de notre parti frère, la terreur de la "peste brune" va en s'amplifiant tous les jours.

Un plan d'assassinat méthodique a été élaboré par le gouvernement, en voici la preuve: l'organe des nazi berlinois "Angriff" publie ceci: "Nous apprenons de source sûre, qu'on procédera contre les excitateurs moscovites avec une énergie sans précédent. Ces mesures seront examinées en détail en séance de cabinet et seront immédiatement appliquées. L'Allemagne doit être enfin débarrassée de la peste sanguinaire des légions moscovites."

Déclarations précises qui mettent en évidence les intentions réelles du gouvernement.

*

Quelles sont les réactions prolétariennes et quelles sont les positions adoptées par les partis de masses?

La socialdémocratie allemande, contrairement à ce qu'a publié en lettres grasses "Le Travail", capitule pour la Xème fois: elle a publié un appel qui est une profession de foi patriotique et une insulte infâme à l'égard du Plan quinquennal soviétique, qui est comparé au plan de quatre ans hitlérien.

Cet appel invite les ouvriers au calme et leur demande de répondre à Hitler par le bulletin de vote. Par un mot sur la lutte de masse contre le fascisme, une seule craint l'instauration d'une république soviétique allemande où les chefs socialtraîtres n'auraient évidemment rien à gagner.

Le Parti communiste a lancé un appel aux ouvriers et paysans contre le fascisme en préparant la grève générale, en voici les passages les plus saillants:

Les baïonnettes de la Reichswehr et les revolvers des bandes assassines des S.A. l'ignoble vol des salaires, la terreur sans bornes, la peste brune, la suppression des misérables restes des droits de la classe ouvrière remplacent la "paix sociale".

Ouvriers, ouvrières, jeunes ouvriers !

Dressez-vous dans toutes les entreprises, dans tous les syndicats, dans toutes les organisations ouvrières, dans tous les bureaux de placement, en faveur de la grève générale, contre la dictature fasciste ! Organisez partout des démonstrations de masses et élisez des comités d'unité et des comités de grève. Organisez la lutte !

L'appel se termine ainsi:

Vive le front unique prolétarien contre la dictature fasciste de Hugenberg !

A bas Hitler-Papen-Hugenberg !

Vive la grève générale !

Vive la lutte pour la liberté de la classe ouvrière !

Vive la lutte pour une république ouvrière et paysanne !

Ces mots d'ordre clairs et sans faiblesse ont eu un écho profond dans les masses ouvrières, sur tous les points de l'Allemagne des grèves politiques éclatent sous la vigoureuse impulsion de notre parti frère et de l'OSR; des démonstrations de masses se déroulent malgré l'interdiction de toute manifestation. Les ouvriers réagissent avec énergie contre les bandes nazi et on doit s'attendre à l'élargissement de la lutte sous le signe du front unique é la base: la grève générale est en marche.

Du point de vue international, l'arrivée au pouvoir de Hitler et de sa clique a une importance considérable.

*

Comment sera interprété ce fait par les larges couches ouvrières ?

Notre camarade Ercoli - un des dirigeants du P.C. italien - dans un article qui a paru dans l'Humanité, a démontré d'une façon péremptoire le danger qu'il y aurait de croire que la situation allemande est analogue à la situation italienne en 1922.

En effet malgré certaines analogies, la lutte que les prolétaires allemands vont mener contre le fascisme se présente d'une façon totalement différente de celle du prolétariat italien il y a dix ans.

Il est presque certain que Hitler va galvaniser ses troupes par les perspectives de réorganisation de l'économie nationale par un plan démagogique dont le manque de sérieux n'échappe pas à n'importe quel esprit averti, mais ce ne sera que pour un laps de temps extrêmement court, car il est matériellement impossible de rétablir la prospérité sur une base autre que la base communiste, et comme ses adhérents ne se recrutent en général que dans la masse des sans-travail il est clair que la désagrégation reprendra à une allure encore plus rapide qu'auparavant.

Un autre facteur décisif pour la suite des événements, c'est l'existence d'un parti communiste, puissant, très solidement organisé même pour l'action illégale, lié aux masses et qui par une intelligente tactique de front unique à la base va rallier dans les jours qui vont suivre une énorme partie des ouvriers encore organisée dans la socialdémocratie.

Mais quelle sera notre attitude ? quelle vont être nos tâches à nous communistes suisses en général et romands en particulier ? Car n'est-ce pas, il ne suffit pas d'assurer à nos camarades allemands toute notre sympathie; pour aider à l'accomplissement de l'énorme tâche qu'ont entreprise nos camarades, nous devons lutter contre notre propre bourgeoisie. Comment ?

Lutter de toutes nos forces au côté des employés fédéraux contre la baisse des salaires, tout en démasquant le rôle des chefs réformistes, pour la Suisse romande en particulier, lutter contre les lois scélérates, organisation du mouvement des chômeurs trop négligé jusqu'à maintenant; à Genève terminer rapidement l'initiative en faveur des victimes du 9 novembre, et démasquer le rôle des "gauchistes" du PS., développer d'une façon conséquente l'OSR dont tous les membres de notre parti ne semblent pas comprendre l'importance.

Telles sont les tâches que nous devons réaliser si nous voulons soutenir effectivement nos camarades allemands dans la lutte à mort qui se déroule là-bas.

(T.)

p.2: Sus aux boches !

On ne parle plus que de la guerre. De la guerre et du fascisme. Ceux qui hier encore restaient indifférents à la chose politique, ne le sont plus aujourd'hui. Parce que la "grande presse" les familiarise grand train avec cette idée. Ce ne sont que nouvelles sensationnelles, plans de l'Etat-major allemand, révélations d'Augure et par exemple dans le *Moment* du 18 octobre ce titre accrocheur: *"Pour envahir la France par la Suisse l'armée allemande se heurterait à des difficultés insurmontables."*

Minger au Conseil National pose la question: *"Sommes-nous prêts?"*. Il y répond aussitôt: *"Oui, nous le serons mais donnez-nous cent millions."*

La sortie de l'Allemagne de la SDN a donné libre cours comme il fallait s'y attendre à une explosion de chauvinisme le plus abject et les milieux ouvriers eux-mêmes n'ont pas été exempts de cette contagion.

Entendez ce maçon syndiqué à la FOBB qui dit: *"les Français auraient bien mieux fait d'aller à Berlin en 18"*, ces employés de bureau qui s'exclament à la lecture de la *Tribune*: *" Ces cochons d'Allemands qui préparent de nouveaux gaz asphyxiants."*

Nous aurons fort à faire pour remonter ce courant. En France, n'en parlons pas, la vague chauvine est formidable et courageusement *l'Humanité* dès le premier jour la combat avec une grande vigueur: Du *Paris Soir* "socialiste" à *l'Echo de Paris* catholique ce n'est qu'un cri: *"N'attendons pas ! passons à la guerre préventive..."* La *Tribune* par l'organe de Bovet-Grisel joue aux jusqu'aboutistes: *"On ne passe pas."*

Il ne faut compter que sur nous-mêmes.

[...]

Nous allons au devant de temps apocalyptiques.

Il nous faut être durs. Durs avec nous-mêmes d'abord.

Beaucoup exiger des camarades.

Un Parti communiste n'est pas un club de discussion, ni un organisme électoral. C'est un instrument de lutte, le seul entre les mains de la classe ouvrière.

La guerre qui vient sera une guerre impérialiste comme toutes les autres. Elle se dissimulera comme toutes les autres sous le masque de la guerre du droit de la civilisation contre la barbarie hitlérienne, contre les Boches (style "Lutte Syndicale").

Allons donc...

La guerre doit être l'occasion pour nous de *prendre le pouvoir*. Expression vilipendée en ce temps d'élection mais qui reprendra toute sa valeur quand les travailleurs seront armés.

Guerre impérialiste ou guerre civile: il n'y a pas d'autre alternative. La question qui se pose n'est que de bien diriger les fusils: contre les capitalistes suisses et ceux qui les servent et contre les nazis de partout.

Simple à dire. Moins simple à faire.

[...]

V.

p.1 : Défense de l'organisme suisse. L'infiltration des barbares

On se représente volontiers les invasions barbares comme une chevauchée de démons qui aurait couvert l'Europe du haut moyen-âge à la façon d'un raz de marée. Vue un peu simpliste ! Il y eut certes des ruées et des batailles. Il y eut surtout une pression de plusieurs siècles et des infiltrations de demi-nomades partout où la population sédentaire cédait.

Cette marche de l'Orient à l'Occident semble un phénomène périodique de l'histoire européenne. Il se poursuit sous nos yeux, avec cette différence toutefois sur le passé que les nations du continent sont aujourd'hui denses, organisées, armées, de sorte qu'on entre plus chez elle comme dans du beurre.

Il n'empêche que cent cinquante millions de slaves et d'asiates, soumis à une dictature sanguinaire, coopèrent qu'ils le veuillent ou non, qu'ils le sachent ou qu'ils l'ignorent, à la vaste entreprise d'invasion dont les nouveaux barbares du Kremlin nous menacent.

On ne part plus par hordes fantaisistes comme du temps d'Attila. On n'est pas assez naïfs pour se jeter contre un mur. Non. Ce mur de la civilisation occidentale, il faut l'ébranler d'abord. Moscou a donc noué des intelligences avec les éléments destructeurs qu'on a pu repérer en chaque pays. Les Soviets ont créé un ensemble de services de propagande parfaitement monté. L'or, bien réparti, a déterminé des vocations...disons même, puisqu'il s'agit de rentes, des conversions surprenantes. Il a acheté une presse où Moscou commande. Et c'est par cette armée de violents, par tout ce qu'on a pu grouper, en des temps difficiles, d'esprits aigris ou découragés, de cerveaux qu'à défaut de pensée nette, une brume rouge surexcite, de faux intellectuels et d'ambitieux cupides, que l'état-major de la Nouvelle Barbarie désagrège d'abord, sur place, nos forces de résistance.

C'est plus que du défaitisme. C'est la guerre dans le dos. La bataille par l'arrière, au moyen des traîtres recrutés en chaque nation et suivis, il est vrai, de troupes aveuglées. C'est là le point sensible: si les meneurs restaient seuls, il ne vaudrait pas la peine de s'en occuper; mais ils recrutent; plus ou moins selon les régions où ils opèrent. Pourquoi ?

Il est clair que la misère et le chômage sont leurs grands pourvoyeurs. De même que les famines engendraient des bandes de possédés qui se livraient à mille extravagances, de même la pénurie actuelle crée des états d'esprits voisins des névroses et des psychoses de jadis. Ces sortes d'épidémies sont fréquentes après des bouleversements sociaux: privations, inquiétudes, blessures matérielles et morales de la guerre et de l'après-guerre, toute la séquelle des souffrances que la dure vie inflige à tant de malheureux.

Il ne faut ni blâmer ni maudire ceux qui, de bonne foi, s'insurgent contre un ensemble de choses où ils se sentent victimes et qu'ils croient animés d'intentions hostiles à leur égard. De tout temps il y a eu des révoltés, depuis la guerre des esclaves à Rome jusqu'aux jacqueries, jusqu'à nos anarchistes, aux nihilistes d'hier, aux communistes d'aujourd'hui.

[...]

[pas signé]

p.1 : Au centre de l'Europe. La terreur antisémite

Le peuple allemand, dans un vote régulier, s'est prononcé pour le régime hitlérien. C'est son droit et nous n'avons pas jugé qu'il y eût là matière à de longues considérations.

Mais voici qu'à peine installé au pouvoir, le parti nazi proclame dans le Reich la terreur antisémite. Il publie des ordonnances minutieuses dont l'effet sera de ruiner la population allemande d'appartenance israélite. Elle doit être boycottée; des escouades armées défendent aux chrétiens l'accès des magasins juifs; les avocats et les médecins juifs sont persécutés, brimés; en un mot, le juif est traité en paria comme aux époques les plus sombres de l'histoire.

C'est là un fait qui dépasse les frontières. Il ne s'agit plus d'un problème spécifiquement germanique, mais d'une phobie dont on a pu observer les germes dans de nombreux pays. En Suisse, à Genève même, nous avons nos antisémites. Ils prêchent ouvertement la guerre religieuse. L'exemple de ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne nous concerne donc.

La Constitution fédérale met toutes les confessions existantes en Suisse sur un pied de parfaite égalité. Elle ne connaît aucune acception [exception?], [ni] pour ni contre nulle d'entre elles. Rien de plus sage. Notre patrie ne peut se fonder sur la race, ni sur la langue, ni sur la religion. Loin de former une nation issue d'une seule origine, nous venons des horizons les plus éloignés. Ce qui nous unit, c'est une volonté commune de travailler ensemble, si divers que nous soyons, à un même avenir. Toute atteinte portée à ce principe diminue du même coup notre unité nationale; elle est anti-patriotique.

Nous en avons si bien pris conscience, peu à peu, et non sans erreurs, et non sans efforts, que tous les citoyens de bon sens évitent loyalement tout ce qui pourrait troubles les rapports entre catholiques et protestants. Mais comment garder, sur ce point, l'esprit de conciliation nécessaire, si, à propos de la troisième confession représentée chez nous, la religion juive, une partie de notre peuple crie bataille ? On sait à peu près quand commence l'intolérance; on ne sait pas où elle finit; et on a généralement vu qu'elle entraîne fort loin ceux qu'elle aveugle.

Que reproche-t-on aux Juifs ? Historiquement, la chrétienté les a persécutés en souvenir de la légende de Judas Iscariote, qui trahit le Christ. Notons que le Christ lui-même a été livré à la foule par un Romain, Ponce-Pilate. Notons que le Sauveur des hommes était de race authentiquement juive et qu'il a été crucifié comme roi des Juifs. N'oublions pas que saint Paul a été considéré par Rome comme un petit Juif sans prestige. Mais enfin il fallait au moyen âge un bouc émissaire et, de même qu'on brûlait les prétendues sorcières, on a persécuté et surtout isolé les Juifs. Parqués dans leurs ghettos, exclus de certains métiers, on s'est étonné de les voir, à travers les siècles, rester eux-mêmes et voués aux affaires. C'est nous qui avons obligé les Juifs à être ce qu'ils sont et nous le leur reprochons. Partout où on les a laissés plus libres de s'assimiler, comme en Italie, en Angleterre, aux Etats-Unis, dans l'Orient musulman, même, l'antisémitisme n'apparaît pas ou n'existe qu'à peine.

Autre grief: la race. Mais qui ose actuellement se prétendre de race pure ? Tout homme, surtout dans nos villes, en remontant à quatre ou cinq générations, constate que ces ascendants provenaient des régions les plus diverses. L'ethnographie de l'Allemagne, à ce sujet, est plus mêlée encore qu'il tout autre en Europe; de sorte que cette fameuse notion de race n'est qu'un mot fantôme, une absurdité.

Mais, dit-on, l'argent ! Ah ! voilà le grand mot lâché. On cite les Rotschild; on dénonce dix ou vingt Israélites dans chaque pays qui ont, en effet, amassé de belles fortunes et on conclut que le Juif est un vampire. Allez un peu dans les échoppes, dans les fabriques de casquettes, chez les ouvriers tailleurs à domicile, allez voir les centaines de milliers, les millions de Juifs réduits à la plus amère pauvreté, voués aux métiers les plus rebutants et dites si ceux-là sont des exploiters ou des exploités.

Nous ne défendons pas ici la richesse. Elle existe. Elle peut être utile ou funeste. Elle n'a pas encore le caractère social que nous lui souhaitons. Mais nous demandons si la fortune est l'apanage exclusif d'une religion, si les procédés du grand commerce ne sont pas les mêmes entre toutes les mains et si, en définitive, la haine des Juifs qui ont réussi n'est pas avant tout causée par l'envie de chrétiens qui auraient bien voulu en faire autant.

Que de chrétiens plus juifs que toute espèce de juifs dans le monde des affaires ! Et combien de Juifs à la Spinoza, désintéressés, spéculatifs en pensée seulement, dans le monde de la science et des lettres ?

Nous ne plaçons pas ici une cause. Nous pensons bien moins aux droits lésés des fils de Sem qu'aux intérêts de notre pays tout entier. Soyons de sang-froid. Ne prêtons pas l'oreille aux lâches et aux violents qui, au lieu de nous conseiller un effort positif pour sortir de la crise, trouvent plus simple de dénoncer de pseudo-responsables et de passer sur eux leur impuissante rage.

Il y a, sauf erreur, vingt mille Juifs en Suisse. Sur quatre millions d'habitants, la proportion est infime. En Allemagne, sur 70 millions, ils sont environ 500.000. Tâche glorieuse, vraiment, que d'écraser ces minorités ! Beau patriotisme, belle civilisation qui consisterait à retomber, sous prétexte de nationalisme surchauffé, aux chasses à l'homme, aux inquisitions, aux bûchers.

Nous avons tous nos défauts. Les Juifs ont les leurs. Mais est-ce une raison pour les mettre au ban de la société ?
Nous nous refusons à nous abaisser nous-mêmes en haïssant tout une classe d'hommes qui sont nos égaux, qui ont été nos camarades d'école, de jeux, de service militaire.

Une patrie ne se fait pas par des pogroms ou des guerres civiles. Elle se fait par une lente et patiente assimilation. Si l'Allemagne en pleine évolution se trompe sur ce point, en Suisse, du moins, nous refuserons de suivre dans leurs violences les pâles copistes pressés d'acclimater chez nous des mœurs qui ne sont ni démocratiques ni humaines.

Ce faisant, nous servons mieux la religion chrétienne que nos ligueurs. Et nous suivons le conseil de M. le conseiller fédéral Motta, dont la foi catholique n'est pas suspecte. Il a nettement, avec nous, condamné l'antisémitisme en Suisse.

[pas signé]

p.2: La Suisse et les Nazis

Les événements politiques qui se déroulent actuellement en Allemagne ouvrent pour la Suisse maintes questions d'ordre plus économique et social que politique. Le nouveau chancelier allemand a observé jusqu'ici [une] certaine réserve vis-à-vis des problèmes de politique extérieure, à cause des dangers que la moindre erreur dans ce domaine pourrait faire courir au régime. Il n'y a pas lieu non plus de supposer que les nationaux-socialistes se proposent de faire en Suisse de la propagande inspirée de Berlin. Notre pays offre un médiocre terrain aux théories du socialisme national; une tradition démocratique séculaire nous en préserve le plus sûrement, et le "*Front fédéral*" risque de rejoindre les U.D.E., O.P.N. et autres lettres dans les "vieilles lunes".

Le temps montrera jusqu'à quel degré le socialisme national allemand s'inspirera des méthodes et des théories du fascisme italien. Mussolini n'a-t-il pas insisté maintes fois sur le caractère nettement italien du fascisme ? Celui-ci ne pouvant être transplanté dans un sol étranger.

Dès que le nouveau régime en Allemagne aura consolidé ses positions politiques, sa principale tâche sera de résoudre la question économique. L'Appareil allemand consacré à la production économique est resté intact, mais que faire de l'immense armée de chômeurs ? Comment les incorporer au travail de production industrielle ? Il faut pour cela donner à la vie économique tout entière les principes libéraux qui lui sont indispensables. Hitler s'est déjà prononcé en faveur d'une extension des exportations. Ce n'est qu'en agissant dans ce sens qu'il sera possible d'améliorer le bilan des paiements. Mais la valeur monétaire ne dépend pas seulement d'un bilan favorable.

Le Conseil fédéral semble prêt à reconnaître le nouveau régime. Cette reconnaissance repose sur les principes généraux du droit des gens, principes que nous avons à respecter. Le Conseil fédéral estime de son devoir de combattre toute atteinte à l'intégrité de la politique que le gouvernement allemand a adoptée. De même que nous ne pouvons tolérer des manifestations antifascistes sur notre territoire, nous ne devons pas autoriser non plus que des actes contraire au socialisme national allemand y soient commis. C'est là un principe élémentaire de la politique internationale. Mais nous avons le devoir moral, au nom de notre conscience et de l'humanité, au nom du droit à la vie, d'élever notre protestation, de réprouver et de condamner les méthodes coercitives, les expéditions punitives, la chasse à l'homme, les pogroms et l'assassinat qui marquent l'instauration du nouveau régime qui règne par la terreur. Et l'on ne sait pas tout ce qui se passe en Allemagne.

Cependant, le fait que l'Amérique et l'Angleterre sont économiquement engagées en Allemagne nous donne l'assurance que le nouveau régime ne se permettra aucune provocation vis-à-vis de la Suisse.

D'ailleurs, il trouverait à qui parler.

[pas signé]

p.1: Contre les extrémistes

On dit qu'il est intéressant de vivre dans une période de transition. Intéressant, peut-être. Agréable, c'est une autre affaire. Une crise économique sans précédent; des millions de chômeurs; la guerre en Extrême-Orient; la dictature en Russie, en Italie, en Allemagne avec tout ce qu'elle comporte de cruauté et d'oppression ! En comparaison de toutes les souffrances qui affligent le monde, on s'aperçoit que les nôtres sont infimes et que nous sommes des privilégiés. Les longs efforts que nous avons faits pour assurer la prospérité du pays ont leur récompense et nous permettent de tenir quand tant d'autres nations sont acculées à la misère. C'est la preuve évident que nous sommes gouvernés avec un peu de sagesse. Et ce devrait être pour nous un encouragement à persévérer dans la voie que nous avons suivie et qui nous vaut une situation que tant d'autres peuvent nous envier.

C'est bien là le sentiment de la grande majorité du peuple suisse. Cependant, nous avons aussi nos extrémistes. A droite, comme à gauche. Et ils ne perdent pas cette occasion favorable de troubler le pays. Quand ces lignes paraîtront, le colonel Sonderegger se sera fait applaudir à Genève par quelques échauffés, que la gloire d'Hitler empêche de dormir.

Nous leur disons tout de suite et nous le répéterons plus fermement si cela est nécessaire: pas de fascisme en Suisse; la route est barrée. Qu'un semblable régime ait pu réussir en Allemagne et en Italie, cela tient à ce que ces deux pays n'ont jamais appris à se gouverner eux-mêmes et qu'ils ne l'ont peut-être jamais désiré. Les Allemands avaient plaisir à obéir, et les Italiens à se laisser vivre. Chez nous, nous n'avons rêvé que de liberté. A Genève, les radicaux unanimes s'opposent à toute tentative de fascisme; les conservateurs, de même, qui sont des libéraux. Inutile d'ajouter que, si les socialistes peuvent songer à une dictature, c'est à la leur et non pas à celle de l'extrême droite. Toutes les tentatives que pourront faire Géo et ses amis sont vouées d'avance au plus complet échec. Nous ne voulons chez nous de violence d'aucune sorte. Nous ne tolérerons pas l'antisémitisme, parce que nous n'admettons aucune persécution pas plus contre les juifs, que contre les catholiques ou les protestants: les luttes religieuses sont terminées depuis longtemps et nous ne permettrons pas qu'elles recommencent. Nous réprouvons de toutes nos forces les excès qui son commis au delà du Rhin. Il y a une volonté si nette, si claire, si impérieuse que tous les commentaires sont superflus. L'agitation qu'essayent de créer nos extrémistes de droite est stérile. Elle ne réussira pas à ébranler la démocratie. Tout ce qu'elle pourra faire pendant cette période de crise, c'est d'augmenter un peu le trouble des esprits, par conséquent de nous affaiblir et de diminuer notre résistance à tous les dangers qui nous assaillent quand nous aurions tant besoin, au contraire, de serrer les coudes.

Ce que nous venons de dire nous met à l'aise pour répondre à d'autres échauffés, les Nicole, Dicker, Ehler [] et Cie. Il se réjouissent toutes les fois qu'un malheur arrive au pays, sans songer qu'il retombe sur les humbles et en ne pensant, les insensés, qu'à leur parti et à leurs ambitions personnelles. Si nous ne pouvons pas les empêcher de faire la mal, à eux aussi cependant, nous interdisons les violences, et ils le savent. Il n'y a qu'une arme politique qui soit légitime dans une démocratie, c'est le bulletin de vote.

Aux bons citoyens de remplir leur devoir. Il n'a jamais été si évident: être unis pour le bien du pays, afin de mieux résister aux terribles difficultés de l'heure. Et si les extrémistes de droite et de gauche nous rendent la tâche plus malaisée, c'est une raison de plus pour affermir nos volontés.

Fabre, Sonderegger [.] Géo et Cie

Il paraît qu'on veut la peau de M. Fabre, le fort réactionnaire directeur de *La Suisse*. C'est du moins son ami Géo qui le dit, car c'est par l'organe de l'U.N. que le très courageux M. Fabre se défend.

Le fait est que depuis que les Sonderegger et consorts, ayant pris leur mot d'ordre chez Hitler, sont venus nous vanter les douceurs du régime d'outre-Rhin, seul M. Fabre de *La Suisse* (toujours lui) et le fasciste Géo, nous ont parlé avec enthousiasme de ce régime de dictature abject et abêtissant, objet de la réprobation mondiale.

Il est pour le moins surprenant qu'au lendemain des événements tragiques du 9 novembre, dont le souvenir douloureux est encore présent à tous les esprits, Géo et consorts renouvellent l'expérience d'une manifestation fort inopportune, disons le mot, provocatrice, car elle s'attaque à nos institutions libérales.

Faut-il que le mépris de l'intelligence et de la raison, fort en honneur en Germanie, ait contaminé aussi les cerveaux indigents de nos racistes à la manque, pour que sans risque de tomber dans le ridicule, ils osent soutenir chez nous les théories abracadabrantes de l'Hitlérisme.

Quoi de commun entre notre idéal de liberté, de démocratie et de paix, avec les buts avoués de l'Hitlérisme, culte de la force, guerre à la démocratie, haine des races et de l'étranger.

Qu'une doctrine tout juste bonne pour quelque tribu de cannibales ait pu séduire un Gross en état d'ébriété, ou un Géo blasé et sur le retour, passe encore, mais qu'un soi-disant journal neutre travaille sourdement notre peuple républicain et démocratique, dépasse la mesure.

Il est temps de mettre les Genevois en garde contre l'action sournoise de M. Fabre de *La Suisse*, dont le rêve serait de nous livrer pieds et poings liés à un dictateur de la trempe de Sonderegger et consorts.

Fort heureusement, le bon sens populaire aura tôt fait de balayer ces ordures, phénomènes d'aberrations collectives, relevant de la pathologie, et leurs protagonistes plus ou moins avoués. Nous sommes sains d'esprit, et le culte de la liberté pour lequel se sont battus nos aïeux est bien vivant en nous et ce n'est fichtre pas Fabre, Géo et Cie qui nous ferons une âme d'esclave. Qu'ils se le tiennent pour dit: le jour où ils se prendront trop au sérieux, ils trouveront à qui parler.

[pas signé]

p.1: La situation en Allemagne

La situation créée en Allemagne par l'hitlérisme est d'une portée bien plus grande que la majorité ne semble le penser. Le mouvement antisémite, qui est la première action déclenchée par Hitler, malgré toute son atrocité, n'en est qu'une apparition d'ordre secondaire si on considère le mouvement et ses suites dans leur ensemble. Nous voyons cet antisémitisme et nous en recherchons les causes dans la volonté de donner au peuple quelque chose qui puisse le satisfaire dans son incompréhension totale des raisons qui amené la crise économique actuelle en Allemagne et la situation générale du marché du travail là-bas. Comme de tout temps, il a fallu un bouc émissaire et cela a toujours été le juif. Par contre, si on approfondit la chose, ce n'est pas uniquement en considération d'une démagogie facile que ce mouvement antisémitique a été déclenché, mais plutôt en vue de la préparation d'un plan général pour la réorganisation totale de l'Allemagne, qui peut difficilement se faire si ce mouvement ne la précède pas.

La gravité de la situation est cachée aux yeux de la majorité par cette explosion antisémitique. Nous croyons par contre que le mouvement a une ampleur, une force et un but qui sont un danger total pour tous ceux qui voudraient la continuation de vie en Europe ou dans le monde telle qu'elle est. Le mouvement se base sur la mauvaise situation due à une guerre qui a été perdue. Les raisons qu'on donne au peuple se basent sur les défauts de l'internationalisme, qu'on inculpe d'abord aux juifs. On cherche à faire croire qu'une Allemagne épurée de tout élément étranger sera seule capable de rendre le bonheur à un peuple qui a été vaincu. Ce n'est pas par la recherche d'accords internationaux sur toutes les bases que les Allemands cherchent à retrouver les éléments de supériorité, mais par des arguments se basant sur la supériorité de la race allemande et sur ces capacités. On cherche la force dans un faux mysticisme de la mythologie teutonne. On veut rendre l'enthousiasme à toute la population en donnant l'impression que la race allemande est une race de surhommes. Mythologie de Siegfried: chaque allemand est un Siegfried. On veut donc ancrer le bonheur à venir de cette race sur cette théorie, en épurant le pays de tout élément étranger.

[...]

Il est très possible que le peuple allemand, avec son romantisme et son faux mysticisme, se laisse influencer par cette erreur et croit pouvoir vivre en dehors de l'humanité. Il y a là avant tout un non-sens économique qui est un danger total pour l'Europe. La crise dont nous souffrons depuis des années, a certainement une de ses causes principales dans la perte de la consommation de la Russie, de la Chine et des Indes. Si l'hitlérisme se développe en Allemagne, cela signifie sans aucun doute la perte de 65 millions de consommateurs pour l'industrie mondiale, c'est-à-dire une forte accentuation de cette crise et un acheminement certain vers le communisme, car cela changera totalement la base de production et de consommation actuelle. C'est une des règles primordiales de l'économie politique, que les pays sont interdépendants et si un membre important comme l'est l'Allemagne d'aujourd'hui sort de l'organisation économique actuelle, cette organisation devient de plus en plus malade et risque d'être perdue dans sa forme actuelle. Il s'agit donc dans le développement de l'hitlérisme, d'un danger absolu et imminent dans notre système économique actuel, d'une impossibilité de redressement de l'Europe, d'un arrêt complet dans l'évolution pacifiste. Toutes les conférences mondiales actuelles, que ce soit à Washington, à Genève, sur la question des dettes, sur la question de désarmement, sur les questions douanières, etc., sont à notre avis inutiles si elles ne tiennent pas sérieusement compte de l'état actuel de l'Allemagne et si les Etats que nous considérons encore comme normaux dans leur façon de penser n'interviennent pas activement dans cette évolution. Il ne s'agit en somme, en Allemagne, que d'une forme différente du bolchévisme. C'est un bolchévisme, du moins un commencement de bolchévisme dans un pays plus civilisé que la Russie.

Nous voyons donc en Europe, la Russie et l'Allemagne avec des expériences nouvelles. Au début du bolchévisme tout le monde a cru qu'une telle expérience ne pouvait durer; voici 15 ans qu'elle dure. Il serait dangereux de s'illusionner de la même façon sur le mouvement hitlérien. Ce dernier présente toutes les possibilités de durée et d'évolution si les peuples de sont des illusions sur la possibilité d'une débâcle dans le pays même et s'ils n'arrivent pas, comme ils ne sont pas arrivés avec la Russie, à s'entendre, à créer un front économique qui eut servi, s'il eut été créé en son temps, contre la Russie et si les appétits égoïstes de chaque pays n'avaient pas été plus forts que l'intérêt général. C'est maintenant, au début, que les nations européennes et d'outre-mer doivent, d'un même accord, agir si elles veulent empêcher cette nouvelle forme économique, qui vient sans aucun doute en Allemagne, ne vienne dans le même ordre d'idées dans tous les pays du monde.

[pas signé]

p.1 : Halte-là !

Il y a, au moment où nous écrivons ces lignes, plus de trois fois 24 heures que sept individus, faisant partie de la police auxiliaire du parti national-socialiste allemand ont, malgré que leur attention eût été attirée sur la gravité de leur acte, violé délibérément notre frontière, à l'usine des forces motrices d'Augst-Whylen, en territoire de Bâle-Campagne. A l'heure où paraîtront ces lignes, il n'est pas du tout certain que la protestation officielle et énergique qu'attendent tous les bons citoyens aura été formulée par le Département politique fédéral.¹⁾ De toute façon, cet acte officiel aura été précédé, largement précédé, d'une mise en demeure de tous les journaux patriotes. C'est le contraire qui, en pareil cas, devrait se produire.

La matérialité des faits était dûment établie quelques heures après la violation consciente et intentionnelle de notre territoire. Il fallait - question d'honneur - faire entendre immédiatement notre juste et vibrante protestation. On a rien fait et la légation d'Allemagne à Berne, qui se devait, sur l'ordre de la Wilhelmstrasse, de venir présenter des excuses spontanées au Palais fédéral, n'a pas réagi. Bagatelle de frontière, pense-t-on sans doute à Berlin. Mais où donc est notre fierté d'antan ?

Car le peuple suisse, excédé de ces provocations répétées, veut à tout prix que les organes responsables de notre politique extérieure soient les interprètes fidèles et courageux de nos sentiments d'indépendance et d'honneur national. Déjà trop longtemps on a, juge-t-il, tergiversé, "finassé" et papelardé. Il n'est que de se souvenir de la manière dont ont été réglés le cas Rossi et d'autres analogues. Il faudrait pourtant nous souvenir que la Suisse libre et ombrageusement jalouse de sa souveraineté n'est pas d'humeur à se laisser outrager et piétiner. Or, rien n'enhardit l'arrogance des provocateurs comme la faiblesse craintive de leurs victimes.

A défaut d'excuses spontanées qui nous attendrions encore aux calendes grecques, car il est si facile, après coup, de décliner la responsabilité des abus de pouvoir et des coups de force commis par des subordonnés excités à point, nous devons - notre honneur national est ici directement en jeu - exiger des excuses formelles, tout au moins des regrets précis, accompagnés de l'assurance que les coupables recevront la juste punition de leur intolérable conduite. Si nous faisons la sourde oreille et les bons apôtres, par opportunisme ou pusillanimité, mieux vaut alors ne plus parler de la traditionnelle fierté helvétique !

[...2 paragraphes sur l'affaire du prof suisse congédié et du prof allemand nommé à Zürich...]

Le peuple suisse, profondément attaché à sa liberté et à son indépendance, est las des provocations de toutes sortes qu'on lui fait subir et de la mollesse avec laquelle, en haut lieu, on riposte aux attentats réitérés perpétrés contre notre souveraineté politique et territoriale. Le peuple suisse exige que ses autorités veillent avec un soin scrupuleux au respect de ses droits et protestent [] avec l'énergie séculaire des vieux helvètes contre toute atteinte à sa souveraineté.

Il serait bon qu'on se le dise, à Berne, et que l'on y ose, quand les circonstances l'exigent, adopter le ton de la juste indignation. Sinon on nous considérera comme des pleutres et des couards, et le moment viendra beaucoup plus vite qu'on ne le suppose, où il sera trop tard pour réagir.

Soyons des Suisses dignes de ce nom, ou renonçons à nous réclamer de nos glorieux ancêtres !

¹⁾ Cet article était déjà composé lorsque le Département politique fédéral a fait parvenir le communiqué suivant:
Berne, 12 août.

Le Département politique fédéral communique ce qui suit au sujet de la violation de frontière survenue près d'Augst-Wyhlen:

Le 11 août, avant même que l'enquête menée par les autorités suisses au sujet de l'incident de frontière survenu à l'usine électrique d'Augst-Wyhlen soit terminée, le ministre d'Allemagne a remis au remplaçant du chef du Département politique une note dans laquelle il exprime au Conseil fédéral, au nom du gouvernement allemand, ses regrets de cette violation de frontière. La note dit encore que la légation est chargée d'ajouter que le gouvernement allemand a naturellement entrepris immédiatement l'enquête qui s'imposait.

Le Département politique a, au nom du Conseil fédéral, pris acte avec satisfaction de cette communication et a déclaré à la légation d'Allemagne qu'il admet que le gouvernement prendra, à la suite d'enquête en cours, les mesures nécessaires à l'égard des fautifs.

[pas signé]

p.2: La situation internationale

Peut-être convient-il de profiter du calme relatif qu'apportent les vacances dans les discussions politiques, pour essayer d'évaluer, sans se dissimuler tout ce qu'une pareille entreprise a de relatif, la situation internationale. Disons dès l'abord, car c'est un fait qu'on ne saurait trop mettre en lumière, que l'horizon s'est quelque peu éclairci ces tout derniers temps et qu'au moins dans la mesure où il s'agit de l'avenir le plus prochain, les graves conflits, que l'on pouvait et que l'on peut toujours craindre, semblent être écartés pour l'instant. Cela ne signifie pas, bien entendu, que les causes de ces conflits aient disparu, mais seulement qu'elles sont moins apparentes et peut-être aussi moins agissantes qu'on ne pouvait le craindre il y a un ou deux mois.

La signature du Pacte à Quatre a sans doute vérifié une partie des espoirs que Mussolini plaçait en elle. Sous sa forme définitive, où se trouvent supprimées les allusions dangereuses à une éventuelle révision des traités par des moyens autres que ceux prévus par le Pacte de la Société des Nations, l'accord des Quatre Puissances constitue, s'il est également respecté par tous les signataires, une indéniable garantie. Le fait même que l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Allemagne aient consenti à accepter les modifications de forme et de fond proposées par la France, suffit à démontrer qu'en dépit des campagnes de presse qui ont eu lieu dans ces pays, les gouvernements, tout au moins, ont reconnu le caractère « inactuel » d'une révision profonde des limites territoriales assignées par les traités de 1919. Quelles que soient les réserves que l'on puisse faire sur le degré de sincérité, que pareil abandon suppose de la part de certains signataires et plus spécialement de l'Allemagne hitlérienne, on ne saurait nier que les entreprises qui tentent de faire triompher de gré ou de force le révisionnisme, se trouveront solidement entravées pour quelque temps. Certes, l'Allemagne n'a pas renoncé, en signant le Pacte à Quatre, à sa propagande intense contre le traité de Versailles, et l'Italie, de son côté, continue à se déclarer favorable à une révision qui rendrait à la Hongrie une partie de son territoire de 1914, mais cela ne signifie pas que les demandes précises de révision doivent dépasser, dans un avenir immédiat, le stade purement théorique.

La France a, une fois de plus, montré en l'occurrence qu'elle entendait avant tout maintenir la paix et la stabilité en Europe. Elle a montré aussi que, du moment qu'on se plaçait sur ce terrain, il était facile de s'entendre avec elle.

Le rapprochement franco-italien, qui s'est dessiné au cours des négociations préliminaires du Pacte à Quatre et qui s'est confirmé depuis lors, est de son côté un important facteur de paix. Il a déjà eu pour corollaire une détente dans les relations entre l'Italie et la Petite-Entente. Le pacte d'amitié entre l'Italie et la Roumanie a été renouvelé; on parle de la possibilité d'un voyage de M. Bénès à Rome, et l'on entrevoit même le jour où aura lieu un règlement définitif des problèmes qui opposent Rome à Belgrade. La collaboration de la France et de l'Italie permettra enfin de songer sérieusement à l'indispensable organisation politique et économique de l'Europe centrale. La Petite-Entente et l'Autriche sont acquises à l'idée d'une union économique des pays danubiens et il ne reste aujourd'hui que les résistances de l'Allemagne et de la Hongrie. Mais, en ce qui concerne cette dernière, les voyages de M. Gömbös à Vienne et à Rome ont montré qu'on se préoccupait à Budapest de sortir de l'isolement où l'on s'était confiné volontairement par bouderie et par un souci trop exclusif de révisionnisme radical. Nul doute que M. Mussolini aura fait pression sur M. Gömbös, et cela en vertu même de son amitié pour la Hongrie et des intérêts que l'Italie défend en Europe centrale, pour le convaincre de traiter avec ses voisins, et en particulier avec l'Autriche. Sans vouloir trop préjuger les résultats de ce voyage, il est permis de voir dans les déclarations officielles du président du conseil hongrois à son retour dans sa capitale, une simple précaution destinée à ménager les sentiments ardemment révisionnistes de ses compatriotes. On peut se demander qu'elle sera l'attitude de l'Allemagne en face de ce concours à peu près unanime de bonne volonté, surtout depuis que la Russie elle-même a plus ou moins renoncé à se faire le champion de la révolution mondiale et qu'elle prend à son tour des précautions pour se garantir ses bonnes relations avec ses voisins. Le Reich ferait-il seule exception ? On ne peut oublier, certes, qu'il est l'un des cosignataires du Pacte à Quatre. Mais, si les Allemands veulent qu'il y ait là autre chose qu'un simple geste, il faudra bien qu'ils en fournissent des preuves plus péremptoires que les affirmations de leurs hommes officiels et de leur presse. Trop d'affirmations contraires, trop de gestes inconciliables et trop d'activité en contradiction évidente avec les obligations internationales du Reich, permettent les doutes les plus légitimes et qu'il serait urgent de dissiper dans le propre intérêt de l'Allemagne. Nous n'avons pas à prendre parti sur l'orientation de la politique intérieure allemande. Mais il est du devoir de tout homme sincèrement attaché à la paix de prendre ces précautions contre une agitation belliqueuse, dont les intentions ne sont que trop claires. Ce n'est pas par hasard, par l'effet d'une propagande savamment organisée, que le monde entier s'est tourné contre les prétentions exagérées d'un pays qui en est encore à devoir démontrer son adhésion aux principes du droit des gens. Surtout aujourd'hui, où les problèmes économiques s'imposent à l'attention de tous les Etats avec une gravité sans cesse augmentée depuis l'échec de la conférence de Londres, l'Allemagne a le devoir de prouver

par des actes qu'elle est prête à collaborer avec ses voisins, si elle ne veut pas encourir la responsabilité de la ruine générale de notre Europe.

I.E.

p.1-2: La Sarre et le national-socialisme

A la chambre sarroise (Landesrat), le député socialiste Braun, prenant prétexte d'une protestation des députés du « front allemand » (nationaux-socialistes et centristes) contre les écoles domaniales (françaises) et contre l'interdiction par la Commission de Gouvernement de journaux allemands ou sarrois dans le Territoire, ne s'est pas gêné de dire de dures vérités à ses collègues « synchronisés ». Il a parlé notamment des conseils municipaux qui boycottent les partis « indépendants » en ne les invitant pas aux séances ou en éliminant certaines personnes des conseils de surveillance, d'administration, etc., dans lesquelles elles devraient avoir régulièrement un siège et une voix. On boycotte et diffame les journaux des partis adverses en leur retirant les insertions, les imprimés et les abonnements officiels. Mais le comble de cette politique consiste à écarter pratiquement du droit à l'Administration autonome, par des mesures spéciales d'exclusion, des commissions instituées par le législateur ; le travail des commissions est remplacé par des conciliabules secrets entre les membres « synchronisés » et le bourgmestre, pour mettre ensuite les autres conseillers en présence du fait accompli. Puis, l'orateur a critiqué les accusations portées contre l'école française : il y aurait, a-t-il dit, pour le moins tout autant lieu de condamner l'introduction de la politique national-socialiste dans certaines écoles allemandes du Territoire et surtout les mauvais traitements qu'ont à subir les enfants juifs, marxistes et étrangers à la suite de cette immixtion de la politique dans l'école.

Venant à parler de l'interdiction de journaux par la Commission de Gouvernement, contre laquelle s'était élevé le porte-parole du « front allemand », M- Braun s'étonne que l'orateur n'ait pas trouvé un mot pour protester contre l'interdiction de six journaux sarrois par le gouvernement de Hitler. D'ailleurs, demande M. Braun, en quoi consiste encore la liberté de la presse en Allemagne ? Goebbels n'a-t-il pas dit que le Gouvernement devait pouvoir jouer sur la presse comme sur un piano ? » Les hitlériens en dehors de la domination hitlérienne réclament l'application de principes qu'ils ne sont pas décidés à accorder eux-mêmes à l'intérieur de leur dictature despotique. On n'entend de leur part aucune protestation contre les meurtres, assassinats, vols, pas plus que contre les actes de sadisme les plus ignobles ou contre les camps de concentration, la destruction des organisations ouvrières, la mise à mort à petit feu de compatriotes de valeur.

[un paragraphe]

Nous n'avons pas besoin de dire ce qu'on pense en Suisse, des excès hitlériens. L'ensemble de la population de notre pays est beaucoup trop raisonnable pour accorder sa sympathie à un mouvement aussi brutal. L'Autriche n'est nullement disposée à céder aux prétentions des Allemands, qui croyaient ne pouvoir faire qu'une bouchée de ce petit pays. Les Anglais ont, depuis longtemps, jugé et condamné par l'organe de leurs plus éminents parlementaires à la Chambre des Communes, le système hitlérien que M. Chamberlain a appelé une « folie hystérique ». Que la France démocratique soit absolument contraire au national-socialisme, rien d'étonnant à cela. Mais ce que nous voudrions surtout relever, c'est l'attitude des Alsaciens et des Lorrains en face des récents événements d'Allemagne. Alors que, de l'autre côté du Rhin, on croit encore, ou fait du moins semblant de croire, à des sentiments germanophiles de la part de la majorité de la population de ces provinces, en se basant sur le principe linguistique, celles-ci sont en réalité animées des sentiments les plus hostiles contre les théories et les pratiques hitlériennes.

I.E.

Au sujet du XIX^{me} Anniversaire de la déclaration de guerre

Note de la Rédaction. - Cet article, par les pages d'histoire qu'il évoque, nous paraît un précieux avertissement lorsque, aujourd'hui, on voit à l'oeuvre les nazis, couverts par le Gouvernement de leur pays et encouragés par les violents discours de Nuremberg.

Ceux qui ont écouté régulièrement les émissions des postes radiophoniques allemands n'ont sans doute pas été peu surpris de ce qu'il [] leur a été donné d'entendre: ce n'était que discours belliqueux, sketches militaires, récits de guerre, glorification de l'armée allemande, "que la plus formidable coalition n'a pu vaincre", appels enflammés à la jeunesse pour l'inviter à ne pas oublier les héros de la grande guerre et à s'efforcer de les imiter. A entendre ces manifestations, on aurait pu se croire transporté dix-neuf ans en arrière, en ces journées d'août 1914, où le peuple allemand tout entier rêvait de "battre victorieusement" la France, la Russie et l'Angleterre. C'est exactement le même esprit, les mêmes rêves, les mêmes désirs qu'on sentait percer dans ces évocations et proclamations guerrières. C'est là, nous semble-t-il, une mentalité inquiétante et dangereuse: inquiétante, parce qu'elle montre que les Allemands ont beaucoup oublié et n'ont rien appris; dangereuse, parce que ces récits enthousiastes exercent sur la jeunesse du Reich, qui n'a pas connu les horreurs de la guerre, une fascination néfaste, entretenue et cultivée par de continuelles orgies militaristes.

Les journaux allemands ne sont d'ailleurs pas restés en arrière dans cette campagne du souvenir. Se lançant dans de longues considérations sur les origines de la guerre "fraîche et joyeuse", selon les paroles du Kronprinz, ils ne manquèrent pas de rééditer la thèse d'une Allemagne "innocente" [] d'une guerre dans laquelle elle fût traînée par l'envie et la jalousie de ses voisins", d'une Allemagne "obligée de se défendre contre un monde d'agresseurs".

[...]

I.E.

pp.1-2: Au Camp de Concentration de Dachau

On m'avait dit à la Maison Brune: Allez donc vous-même constater, de vos propres yeux, que tous les mensonges répandus en France, en Angleterre et en Amérique sur les prétendues atrocités perpétrées dans nos camps de concentration sont d'ignobles mensonges. Muni de la recommandation spéciale que nous allons vous remettre, vous n'aurez qu'à vous présenter au Dr. Müller, *Oberinspektor* de la police politique. C'est à deux pas du dôme. J'y suis allé.

Cette préfecture de police a déjà quelque chose de particulièrement sinistre, avec les voûtes surbaissées de ses longs corridors, l'air méfiant et féroce des policiers et des nazis qui hantent ces sombres couloirs, qui vous toisent et vous braquent comme de présumés malfaiteurs. Une inscription en marbre, sur la porte d'entrée, cherche d'ailleurs à convaincre le visiteur qu'il vaut mieux être en règle avec la loi que de suivre ses propres caprices. Malheureusement, ce précepte s'adresse à l'innombrable foule qui, ignorant profondément la loi, ne saurait songer à la contourner...

Me voici devant le bureau de M. l'*Oberinspektor*. Une chemise brune, pâle, armé, sournois, monte la garde devant le sanctuaire de la bureaucratie criminelle. Il consent, après avoir soigneusement vérifié mes papiers, à m'introduire auprès du *Herr Doktor* qui dirige les hostilités contre les ennemis convaincus du III^e Reich. Après nouvel examen des pièces et recommandations produites, j'obtiens un permis spécial de visiter le camp de concentration de Dachau. Ce permis est rigoureusement personnel et valable jusqu'à ce soir, à 16 heures.

Taxi. Dachau est un petit bourg moyen-âgeux, situé à 17 kilomètres au nord-est de Munich. Il émerge à peine de la plaine, désespérément morne et plate, qui entoure à perte de vue la capitale bavaroise. Ce matin, la pluie attriste encore ce paysage consterné. Waterloo, Witzwll [?], Dachau, Bellechasse, comme tout cela se ressemble !...

Après avoir contourné le bourg et avoir consulté au moins vingt personnes, mon chauffeur m'engage dans des chemins calamiteux. Quelques minutes durant, le taxi patauge dans d'indescriptibles fondrières quand tout à coup vlan ! comme un soufflet bien appliqué, une première impression affreusement pénible vient me cogner le coeur: une trentaine de prisonniers, vêtus d'un uniforme gris clair, sont alignés devant un mur. Le groupe est encadré de nazis armés de fusils. Comme pour esquiver la douloureuse vision, notre voiture, embourbée, pirouette à droite et nous parvenons enfin devant l'unique porte, puissamment gardée, du cloître immense et silencieux. Car vraiment, l'aspect du camp dans lequel on me fait pénétrer évoque celui d'une chartreuse, mais d'une chartreuse profane, d'un monastère vierge de chapelles et dont les moines auraient perdu tout espoir dans les promesses supraterrrestres. Ici règne l'atmosphère trouble et fatale des prisons. On m'entraîne au bureau de la *Kommandantur* où le maître de ces lieux, après avoir procédé à une nouvelle et minutieuse vérification de mes papiers, m'explique, sur un ton de leçon apprise par coeur:

Ce camp fut précédemment une vaste fabrique de munitions, détruite en vertu du traité de Versailles. Nous n'avons ici que des détenus politiques. Notre but est de rééduquer les bons éléments et de les amener à collaborer de bon coeur au relèvement de la patrie. Actuellement nous avons 2.500 prisonniers, presque tous des communistes. Nous avons seulement (ce *seulement* est adorable) 80 juifs et 3 malades. Vous voyez que la proportion est bien faible...

- Quelle statistique, grand Dieu ! pensais[]-je.

Il poursuit: On va vous conduire dans les cellules, les cuisines et les ateliers. Vous pourrez vous rendre compte que ces hommes sont très bien soignés et ne manquent de rien. Leurs gardiens, qui ont un service très astreignant, se plaignent même de subir un régime beaucoup moins enviable...

On m'adjoint un cicérone, dans la personne d'un jeune gradé, qui revêt une pèlerine de caoutchouc, car la pluie s'obstine à tomber, aussi odieuse que le lieu sur lequel elle s'acharne. En route, tandis que nous croisons des groupes d'uniformes gris, solidement encadrés, mon compagnon me déclare: Les prisonniers qui ont une bonne conduite sont parfaitement bien traités. Ceux qui résistent en subissent évidemment les conséquences. Ainsi, hier, un juif qui avait insulté des gardiens a reçu naturellement quelques gifles...

Nous arrivons à l'enceinte du camp proprement dit. Elle est ceinturée d'un haut mur circulaire, flanqué, à intervalles réguliers, de tourelles en maçonnerie. Ces tourelles sont elles-mêmes trouées de meurtrières, d'où pointent des mitrailleuses, prêtes jour et nuit à massacrer qui tenterait de s'enfuir. Pour corser cette défense, on a encerclé les casemates d'une épaisse couronne de fils de fer barbelés, dans lesquels - la nuit seulement - on déclenche un puissant courant électrique. En outre, des sirènes automatiques, placées un peu partout, dénonceraient sans pitié la tentative d'un imprudent. En vérité, ces malheureux n'ont plus qu'à faire leur poing dans leur poche.

Et voici les cuisines, où quelques détenus épluchent des choux rouges et remuent, dans de vastes chaudières, un brouet gluant. Plus loin, le réfectoire, à cette heure vide, aux angles duquel on a placé des haut-parleurs. Mon officier est très fier de cette trouvaille humanitaire: Vous voyez, ils ont même de la musique ! (Sans doute leur serine-t-on à journées faites le *Deutschland über alles* !) Mais un détail, inepte celui-là: des personnalités du

monde juif d'Allemagne sont caricaturés sur les murs blanchis à la chaux; lourdes plaisanteries, qui ne ridiculisent que leurs auteurs (humoristes sur ordre, assurément). Même Rathenau, le grand Rathenau, un des pionniers les plus lucides du redressement de la patrie effondrée, est là, ricanant d'un air idiot. Je songe aux quatre-vingt israélites, nos frères en humanité, qui, chaque jour, doivent subir en silence cet outrage abominable...

Nous voici maintenant au seuil des casemates où grouillent, sous la menace constante des mitrailleuses, les damnés de la terre. Ils sont là en tas, pêle-mêle: jeunes et vieux, brutes et intellectuels, bandits et honnêtes gens. Ils sont entassés, au petit bonheur, dans des locaux de fortune. Leurs couchettes étroites se blottissent et se superposent, comme dans les bagnes itinérants. L'uniforme gris clair ne parvient pas à supprimer les grands signes indélébiles. Il y a des yeux ternes, dans des visages éteints, des regards nostalgiques et profonds, des yeux où luit la flamme invinciblement limpide de l'intelligence, des yeux où flamboie la fureur de ceux qui crurent, comme Staline ou Hitler, à leur mission terrestre, et qui ont lamentablement raté... Il y a ceux qui souffrent, à chaque heure de la journée, d'une indicible torture morale, il y a ceux qui, sagement, s'efforcent d'oublier et il y a ceux, les plus heureux - ou les moins heureux - qui ne sentent rien, ou presque rien.

[...]

P. Bise

p.7: L'année politique fédérale

L'année qui s'évanouit pour toujours n'aura pas été marquée, sur le plan politique fédéral, par un grand nombre d'événements dignes d'attention. Bien plutôt peut-on dire que l'année 1933 laissera le souvenir confus, mais douloureux, d'une aggravation lente, sans trop d'accrocs ni de saillies, de notre situation économique générale. Agriculture, horlogerie, industrie hôtelière, industries d'exportation, petit commerce ont gémi sur le sort et imploré le secours de la bonne mère fédérale. Il est juste de dire que cette dernière n'a pas été sourde à leurs objurgations.

Certains prophètes attitrés de l'optimisme se sont levés pour annoncer une reprise certaine des affaires. Mais, comme soeur Anne, on n'a rien vu venir. Ces thaumaturges économiques ont été cruellement démentis par les événements. Cet état général d'incertitude, produit direct du manque de confiance qui règne un peu partout, a été aggravé par l'avènement de l'hitlérisme en Allemagne, "révolution légale" que de multiples bons esprits considèrent comme devant signifier la guerre; cette incertitude a été encore aggravée par la sortie tapageuse de l'Allemagne de la S. d. N., par la désinvolture avec laquelle ce pays annonça au monde, à son de trompe, sa décision de réduire de 50 au 30 % le règlement des intérêts de ses dettes privées. On ne pouvait mieux paralyser la confiance, élément psychologique si important, ni engourdir plus sûrement notre vie économique.

D'ailleurs, l'Allemagne n'a pas été seulement pour nous, au cours de cette année, un sujet de cruelles désillusions morales. Elle fut encore un sujet d'inquiétudes cuisantes. A peine le parti national-socialiste s'était-il emparé du pouvoir que les intellectuels du parti, dans l'ivresse du triomphe, proclamaient la volonté invincible du III^e Reich de constituer la grande Allemagne, la Pangermanie de toujours, dans laquelle serait englobée, comme il convient, la Suisse allemande. L'Appétit du Dr Banse, le grand stratège du nouveau régime, s'étendait jusqu'aux confins de la Suisse romande, un peu plus loin, même... Quelques semaines plus tard, le journaliste anglais Augur dénonçait ouvertement les noirs desseins de l'état-major de Berlin (reconstitué en violation du Traité de Versailles). Pour contourner les fortifications françaises, de la mer du nord au Jura, on préméditait, à Berlin, de tenter une grande diversion stratégique par notre pays. Sombre perspective, en vérité ! De plus, des incidents de frontières, aussi absurdes que grotesques, se multipliaient le long du Rhin et mettaient dans leurs tout petit souliers notre Ministre des Affaires étrangères et notre ministre de Berlin, dont les sentiments profondément sympathiques à l'Allemagne sont connus.

Si le grand coup de barre à droite qui s'est produit outre-Rhin dès le mois de mars a eu dans notre pays cette douloureuse répercussion de susciter toutes sortes de "fronts" aussi antidémocratiques les uns que les autres, il a eu également cet heureux contre-coup de persuader enfin notre extrême-gauche de l'excellence de notre régime démocratique et de la nécessité de la défendre contre toute invasion "fasciste", d'où qu'elle vienne. Ce revirement était inéluctable: il dû en coûter à la plupart de nos idéologues marxistes.

M. le Conseiller fédéral Motta, notre Briand tessinois, notre Paul-Boncour helvétique, qui oscille entre l'optimisme béat et le pessimisme opaque, est revenu un jour, tout radieux, de Genève, nous annoncer que le baron von Neurath et le Dr Goebbels nous aimaient d'amour tendre et lui avaient juré de respecter scrupuleusement notre neutralité. Mais ceux de nos magistrats à qui incombe de veiller à la défense nationale accueillirent ces touchants propos avec un scepticisme de bon aloi. Et le Parlement n'hésita pas à voter un crédit supplémentaire de cent millions pour compléter nos armements. Si ces chers Allemands couvent à notre endroit une telle sympathie, pourquoi ont-ils accueilli cette prudente décision avec un tel accès de mauvaise humeur ? Que M. Motta nous élucide cette énigme !

[...]

[pas signé]

p.1 : Hitler et le Marxisme

Nous ne sommes guère mieux renseignés sur la « révolution hitlérienne » que sur la « révolution » russe ou la « révolution » fasciste. On ne les connaît généralement que par des témoignages suspects, soit tout en leur faveur, soit tout à leur détriment. Un seul fait positif peut être retenu : trois tentatives différentes, également anti-démocratiques, ont abouti, et leur révolution se poursuit, avec peu de chances de prompt modification. Deux sur trois ont été faites par d'anciens socialistes contre le marxisme qui les avait d'abord favorisées. Hitler se présente en effet comme un socialiste.

Quelques nébuleuse que soit la pensée politique allemande, on ne peut guère supposer qu'Hitler persiste longtemps dans les équivoques où il paraît actuellement se complaire. Il semble s'orienter vers une sorte de corporatisme, calqué en partie sur le fascisme, mais spécifiquement allemand en ce sens qu'il se rapprochera le plus possible du Socialisme d'Etat. Dès lors, l'abîme que les paroles, plus que les faits, ont semblé creuser entre le marxisme et l'hitlérisme, n'existera plus. Le *Führer* n'aura fait du nationalisme que pour donner à ses partisans la majeure partie des hautes fonctions et pour s'opposer à un internationalisme d'ailleurs peu dangereux pour le Reich, en surexcitant un chauvinisme, indispensable au bluff du moment. Mais quand les buts provisoires seront atteints, ira-t-il aux hobereaux ou à un étatisme semi-communiste ? Ne rappellera-t-il pas une partie des « marxistes » israélites émigrés - les plus ardents à proclamer leur germanisme de plus ou moins longue date - pour se concilier les faveurs plus ample encore des banquiers de Francfort et d'Amsterdam ?

Tout est possible dans ce chaos qu'est actuellement, malgré des apparences d'ordre rigoureux, l'Allemagne restée foncièrement militariste et caporaliste, férue d'obéissance, de discipline, de soumission aux « guides » jouissant du plus grand prestige. Mais il n'est pas impossible qu'un étatisme foncièrement marxiste soit instauré par Hitler lui-même. Alors, les thuriféraires d'aujourd'hui deviendront les critiques virulents du régime, tandis que ceux qui vitupèrent l'"abomination" antisémite redeviendront les admirateurs de la grande Allemagne.

[pas signé]

p.2 : L'ALLEMAGNE EN SANG. Ce qu'admire Géo

L'opinion est faite sur ce qui se passe en Hitlérie. Laissant pour une autre fois la politique étrangère, nous voulons aujourd'hui, comme nous en avons le droit et le devoir, montrer où nous mènent ceux qui, chez nous, ne rêvent que de duce ou de Führer et qui s'acharnent à salir nos institutions.

L'Union nationale et son homme-sandwich, Géo, qui est allé chercher son idéal à la Maison brune, de Munich, doivent maintenant s'expliquer.

Le Journal « *La Suisse* », qui, plus habilement, sape notre démocratie suisse et rêve d'une dictature théocratique catholique, jugera peut-être aussi que le moment est venu de dire si, oui ou non, sa rédaction entend respecter les traditions de la constitution de notre pays. Pour le moment, « *La Suisse* » se borne à espérer que les récents assassinats inspireront à M. von Papen « de salutaires réflexions ».

Nous désirons savoir si, quelque part à Genève ou en Suisse, on nous prépare un Etat-parti, un Etat-prison, ou même un Etat-cimetière. Il faut que nos réacteurs [] disent s'ils conçoivent notre prochain avenir comme un massacre d'apaches où les plus forts seront seuls armés et où ils saigneront les autres comme de la volaille.

Nous a-t-on assez donné en exemple les beautés du régime ! Récemment encore, lors de la fête suisse du 1^{er} juin, nous avons vus des membres de l'Union nationale saluer à l'allemande, nous les avons entendus hurler le : « Harus ! » nazi. Ces mêmes égarés ont adopté avec enthousiasme les dogmes hitlériens du racisme (mort de la Suisse) et de l'antisémitisme, qui est lâcheté de mille contre un. Bien entendu, ils haïssent la démocratie et sont prêts, pour la tuer, à pactiser avec n'importe qui.

Or, ce régime tant vanté, Hitler lui-même en a révélé les dessous. Nous pouvons juger, depuis lundi, de ce qu'admire l'Union nationale, de ce que Géo célébrait dans une conférence après son séjour à la Maison brune. Hitler a dit qu'on dépensait par mois 30.000 marks en banquets dans le seul état-major à Berlin. Il y en a un dans chaque ville.

Hitler a dit que les chefs S.A. s'achetaient de luxueuses autos avec l'argent des fonds de service.

Hitler a dit que des chefs du parti se trouvaient publiquement en état d'ivresse, qu'ils brutalisaient leurs subordonnés et commettaient des excès. « Manières indignes », a-t-il dit, « singes ridicules ».

Hitler a reconnu que les mères, en confiant leur enfant au parti, ne pouvaient pas le faire sans crainte.

Hitler a fait publié dans le monde entier que ses plus proches collaborateurs étaient des homosexuels. Lorsque, sous ses yeux, on a exécuté l'un d'eux, la scène, pour ce motif, a été, dit-il, répugnante. Les journaux remarquent qu'Hitler connaissait et tolérait ces faits depuis des années.

Tout cela, en effet, n'a pas poussé, comme du champignon, en vingt-quatre heures. Cela existait. En quinze mois de dictature absolue, sans opposition, on pouvait organiser quelque chose de mieux que ces pillages et ces saletés.

Nous demandons à nos éberlués de la réaction qui ont admiré en bloc et qui se sont mis à l'école de ces hommes (?) s'ils ne font pas, eux aussi de « salutaires réflexions ».

Approuvent-ils ce bain de sang, ces suicides forcés, ces exécutions sans jugement, l'assassinat des chefs catholiques ?

Persistent-ils à vouloir remplacer notre régime suisse par celui-là ?

Nous attendons une réponse non équivoque. Il sera inutile de se réfugier dans cette défaite qu'Hitler a précisément réagi contre ces fautes. Cela n'est pas vrai. Il ne les a dénoncées que lorsqu'il a eu besoin de les alléguer comme prétexte. Jusqu'à ces derniers jours, il ne tarissait pas sur la cohésion, la puissance, la propreté du régime.

Nous attendons une réponse. Nous voulons savoir si nous avons à prendre nos précautions contre des forcenés, sourds et aveugles à toute expérience et qui vont, tête baissée, à la brutalité, ou si nous pouvons admettre que ce sont des citoyens capables de comprendre la leçon que les événements placent sous leurs yeux.

Concluons, en tout cas, provisoirement. Il éclate, maintenant, que l'Union nationale et ses complaisants font injure à notre patrie lorsqu'ils la dénigrent à journée faite au bénéfice d'entreprises politiques vraiment trop mêlées de boue et de sang.

[pas signé]

p.2 : La convulsion allemande

Les derniers événements d'Allemagne ont provoqué dans le monde une réelle stupeur. Nous ne reviendront pas sur les faits eux-mêmes qui, dans leur ensemble, sont suffisamment connus en tant qu'ils ont été publiés ; car, chose singulière, alors que certains détails révoltants au point de vue moral et que, dans tout autre pays on n'eût mentionnés qu'en gisant, ont été détaillés avec une complaisance déconcertante, d'autres faits, d'une indubitable importance politique, ont été cachés ou laissés volontairement dans le vague, ouvrant ainsi un champ illimité aux suppositions et aux bruits les plus fantaisistes. Procédé voulu, évidemment, mais dangereux, car l'absence d'informations ne peut que contribuer à accroître la nervosité dans le Reich et la défiance à l'étranger, tandis qu'un communiqué officiel, si bref eut-il été, eut permis, hors d'Allemagne, de se faire quelque idée des intentions du gouvernement hitlérien, et que dans le Reich, étant donné le respect inné de l'Allemand pour les paroles de l'autorité, il eut contribué à calmer l'opinion justement inquiète.

Si l'on veut éclairer de quelque jour la situation actuelle plutôt obscure et confuse, il convient de remonter au début du régime. Lorsque Hitler prit le pouvoir, l'Allemagne était en pleine crise économique et de chômage. Le mécontentement et le découragement étaient profonds dans les classes populaires et moyennes, tandis que dans les milieux de droite, chez les *Junkers* et dans l'industrie lourde, on reprochait aux gouvernements socialistes, libéraux et centristes qui s'étaient succédé, de n'avoir pas su défendre avec assez d'énergie les droits de l'Allemagne vis-à-vis de l'étranger. Le double nom et le double programme du parti national-socialiste devait flatter à la fois les espoirs des aigris de gauche et des mécontents de droite. Et les troupes brunes, notamment les sections d'assaut réuniront des éléments des deux tendances. Il était inévitable qu'un fossé se creusât à la longue entre ceux-ci. Après les premiers temps d'enthousiasme délirant, on dut de rendre compte que les mirifiques promesses du « Führer » étaient loin de se réaliser : le chômage, artificiellement réduit par d'onéreux travaux d'une utilité contestable, n'en subsistait pas moins, la détresse économique augmentait de plus en plus, la faillite financière était imminente. Impatiente de voir se réaliser la révolution sociale qu'on leur avait fait entrevoir depuis tantôt deux ans de régime, les éléments de gauche des sections d'assaut s'agitaient. Devant cette attitude Hitler n'hésita pas. Il accorda, pour tout le mois de juillet, aux sections d'assaut une permission collective avec l'interdiction de porter l'uniforme durant ce délai. Cette mesure surprit sans doute Roehm et ses acolytes. Celui-ci voulut-il alors brusquer le coup d'Etat qu'il préparait ? Le chancelier, évidemment avisés depuis longtemps de ces agissements occultes, le devança avec une promptitude et un esprit de décision stupéfiants. La révolte fut écrasée de la façon la plus brutale que l'on sait, avant même que le signal en ait été donné.

Ici il est un fait qui mérite d'être remarqué. La veille de cette journée de répression sanglante, le ministre et commandant en chef de la « Reichswehr » publiait dans le « *Volkischer Beobachter* », l'organe officiel du national-socialisme, un article dans lequel il se portait garant de la fidélité de l'armée au régime. Ne doit-on pas supposer que c'est le chancelier lui-même qui a demandé cet article au général dans le but de se lier la « Reichswehr » avant les terribles sanctions qu'il méditait ? Cependant, il semble que Hitler ait rencontré ici plus fort que lui. La « Reichswehr » était toute disposée à marcher contre les sections d'assaut qui la gênent et qu'elle méprise, mais, forte de se qu'on avait besoin d'elle, elle a dû poser ses conditions. Et le chancelier qui comptait, tout en écrasant les révolutionnaires, mettre définitivement la « Reichswehr » à son service, pourrait fort bien être devenu le prisonnier de cette dernière.

En apparence Hitler est le vainqueur et le maître ; mais la véritable triomphatrice c'est la « Reichswehr », puisque c'est elle qui permet au chancelier de se maintenir.

L'oeuvre du « Führer » paraissait admirablement agencé [e]. Avec une audace renversante après avoir écrasé les extrémistes, écarté tous ses adversaires et rivaux, il avait attiré à lui et réuni dans son armée brune, synchronisé, semblait-il, les masses populaires les plus disparates. Aujourd'hui, il s'avère que tout cela n'est que façade. Les éléments contraires qu'il pensait amalgamer ont fini par provoquer l'explosion. Jusqu'à quel point Hitler en a-t-il été touché ? C'est ce que l'on verra sans doute bientôt, lorsque la situation sera devenue plus nette. Pour le moment, il existe encore, dans toute cette affaire, trop d'obscurité. Quel a été le rôle exact du général von Schleicher ? Quel a été celui de von Papen ? Que faut-il penser de l'attitude de M. Goebbels, lui qui semblait le grand animateur de l'aile gauche des S.A. et qui, dans toute l'opération, ne quitta pas le chancelier d'une semelle ? Et le général Goering ? Dans le triumvirat qui constitue aujourd'hui le gouvernement national-socialiste : Hitler, Goebbels, Goering, c'est ce dernier qui paraît être incontestablement resté le plus fort : chef de la police pour l'instant, au mieux avec la « Reichswehr », sa position semble solidement assise. Serait-il l'homme de l'avenir ? On sait que pour arriver à ses fins, les scrupules ne le gênent pas. On dit que c'est lui qui aurait inspiré la campagne que la presse allemande toute entière vient d'ouvrir contre la France, qu'on accuse malgré les démentis officiels les plus formels, d'avoir « connu le complot von Schleicher contre Hitler ». Nous

ne voulons cependant pas croire, comme le disait le frère du malheureux Gregor Strasser, Otto Strasser qu'il n'hésiterait pas, s'il voyait son intérêt, à mettre toute l'Europe à feu et à sang.

ie

Editorial : Les chemises de couleur

Un certain nombre de sociétés patriotiques et de groupes politiques genevois ont adressé au Conseil fédéral une lettre pour lui demander de se prononcer contre l'entrée de l'U.R.S.S. dans la Société des Nations. Les signataires se placent uniquement sur le terrain politique. Ils abandonnent l'idée précédemment émise, d'exiger le retrait de la Suisse de la S.d.N. au cas où la Russie y entrerait et ils n'invoquent plus l'argument moral. Ils ont donc fait un sensible progrès dans la direction du bon sens, ou, pour parler trivialement, ils ont mis de l'eau dans leur vin.

Hitler les y a aidés. Après ce qui vient de se passer en Allemagne, il aurait fallu, pour continuer à faire grief à la Russie de ses violences révolutionnaires, réclamer que le troisième Reich ne puisse faire partie de notre grande institution internationale. Hitler a fait assassiner sans jugement quelques centaines de ses coreligionnaires politiques qui semblaient devenir pour lui des rivaux dangereux. On s'est comporté pendant quelques jours en Allemagne comme le faisaient les tribus de l'Afrique centrale avant que les nations européennes colonisatrices n'y aient mis le holà. Les dirigeants allemands ne se sont même pas soucier de voiler leurs actes par un peu d'hypocrisie. On sait du reste ce que valent les tribunaux révolutionnaires, où les condamnations sont faites avant le procès, et qui servent uniquement à faire croire que le droit et la justice ne sont pas violés. En Hitlérie, on s'est contenté de tuer les gêneurs, vite, en y adjoignant leurs femmes à l'occasion. C'est plus expéditif et plus simple. Après quoi, l'ordre a régné à Berlin, comme il régnait à Varsovie sous l'empire des tzars quand les malheureux polonais essayaient de reconquérir leur liberté.

De tous ces événements pourtant si récents, la grande presse ne s'en occupe plus. La presse de droite en a parlé avec le minimum de sévérité que la décence imposait. Parfois même elle a invoqué l'ordre, ce qui est une plaisanterie sinistre. Il faudrait cependant tirer quelques conclusions de ces massacres sauvages. Non pas que nous voulions essayer de découvrir s'il y a eu ou non complot contre Hitler. Nous ne sommes pas outillés pour faire cette enquête et nous avons l'impression que les journalistes qui se sont spécialisés dans la politique internationale ne le sont guère mieux que nous. Nous n'avons pas non plus une pitié excessive pour les victimes qui avaient à se reprocher des crimes aussi exécrables que ceux dont sont coupables leurs bourreaux.

Mais il y a une chose qu'il importe de dire une fois de plus à nos extrémistes de tout poil : une révolution faite dans le sang appelle le sang. Si ce ne sont pas les partis vaincus qui cherchent les représailles, la lutte se produit entre les chefs vainqueurs. Un Hitler n'a pas pu abattre tout seul ses adversaires ; il lui a fallu des troupes et des lieutenants. Si, dans ses troupes il y a des naïfs désintéressés, les lieutenants avaient comme lui des dents longues et ils n'étaient embarrassés par des scrupules d'aucune sorte.

Il n'a pas eu l'habileté de Mussolini pour s'en débarrasser en douce. Entre sa peau et la leur, il n'a pas hésité. La terreur allemande est-elle terminée ? Le bain de sang va-t-il continuer ? Est-ce qu'un nouveau Thermidor se prépare ? C'est l'avenir qui répondra. Nous savons en tout cas, nous Européens, par un nouvel et terrible exemple, que les révolutions de droite ou de gauche entraînent des atrocités sans nom. Nous savons que l'Allemagne est gouvernée aujourd'hui par des hommes qui ne reculent devant rien pour arriver au but qu'ils poursuivent. Et nous savons, nous autres Suisses, que notre démocratie a remplacé la guerre civile par le bulletin de vote. Cela vaut bien la peine de la défendre contre nos frontistes qui ont admiré Hitler et qui peut-être l'admirent encore sans oser le dire. Nous ne les empêcherons pas de lever la patte pour saluer si ça peut leur faire plaisir. Mais pour le reste, halte-là.

[pas signé]

Editorial : La terreur germanique

Il y a vingt ans que l'Autriche et l'Allemagne déchaînèrent la guerre. Les chefs de ces deux pays qui se targuent de haute culture pratiquaient la politique réaliste. Ils avaient le culte de la force et des armes. Ils comptaient pour rien les vies humaines. Emportés par leur orgueil et leur ambition, ils aspiraient à dominer le monde. Leur dessin leur semblait assez beau pour qu'il puissent violer les lois morales. Quatorze millions de morts !

L'Europe ruinée ! Le Reich renversé ! L'Autriche démembrée ! Tels furent les premiers résultats.

D'autres hommes prennent le gouvernement des deux pays germaniques. Ce sont des libéraux et des socialistes.

Mais leur volonté n'est ni assez ferme ni assez intelligente ; ils ne savent pas s'entendre entre eux. La misère et le mécontentement aidant, ils sont renversés par les politiciens réalistes, les hommes de la guerre fraîche et joyeuse. A quelques mois de distance, l'Allemagne et l'Autriche sont plongées dans un bain de sang. Comme on ne peut pas massacrer tous les opposants, on se contente d'exécuter les chefs et d'emprisonner ceux qui pourraient avoir un semblant d'autorité sur leurs coreligionnaires. La révolution réactionnaire est faite : Hitler et Dollfuss commandent en maîtres. Cependant, le sang appelle le sang. Jamais une révolution violente ne s'est arrêtée brusquement ; les hommes sans scrupules qui l'ont faite se tuent entre eux après la victoire. Hitler, menacé, a pris les devants et a massacré ses anciens amis qui l'avaient aidé à s'emparer du pouvoir. Dollfuss est mort. Les assassinats sans aucun doute continueront, et l'Europe pourra s'estimer heureuse si elle n'est pas entraînée toute entière vers une nouvelle conflagration.

Voilà où nous en sommes après seize ans de paix ! On frémit en pensant que les hommes de proie qui gouvernent ou aspirent à gouverner les deux pays germaniques sont semblables à ceux qui voulaient asservir la France en 1914. Nous nous plaignons de notre vie présente. Qu'aurait-elle été si nous avions aujourd'hui pour maîtres la bande sinistre qui a déchaîné la guerre et dont nous pouvons une fois de plus aujourd'hui juger la mentalité et les actes.

Nous avons chez nous des hommes qui admirent les régimes de force instaurés en Allemagne et en Autriche. Après les événements de ces derniers jours, peut-on espérer qu'ils auront fait un retour sur eux-mêmes, qu'ils auront compris que la violence et le crime sont un engrenage terrible où il ne faut jamais s'engager. Hé oui, la démocratie a ses défauts, comme toutes les choses humaines ; nous convenons même que nous ne savons pas toujours y remédier, par manque de volonté et d'union. Cependant, où aimez-vous mieux vivre ? A Berlin et à Vienne, ou dans notre libre Suisse ? Nous perdons notre temps en disputes vaines à nous déchirer les uns les autres ; nous avons tort et nous pourrions mieux faire. Mais que sont ces fautes en comparaison des crimes germains ou russes ? Est-ce pas cela qu'on veut remplacer nos institutions démocratiques, nos traditions, nos bulletins de vote ? Nous savons bien que nous ne risquons rien à Genève des quelques agités qui rêvent de fascisme, mais n'est-il pas effrayant que le bon sens soit si fragile que, chez nous, des citoyens puissent désirer un régime de force ? Le rouge ne leur monte-t-il pas au front, l'angoisse ne leur étroit-elle pas le coeur quand ils pensent de combien de cadavres est semée la route de la dictature ?

L'indignation, a-t-on dit, n'est pas un sentiment politique. Ce qui compte, dans le gouvernement des hommes, ce sont les idées et les actes. Saurons-nous tirer des événements d'Allemagne et d'Autriche les enseignements nécessaires ? Répéter à nos frontistes, à nos opéniots, à nos Union nationale que nous les laisserons pas faire ? C'est inutile : ces écervelés sont trop peu nombreux et trop peu intelligents pour pouvoir mettre à exécution leurs folles théories ; nous les avertissons seulement de se tenir tranquilles. Mais cette démocratie, que nous sommes plusieurs partis à Genève à aimer et à défendre, qui ne subsiste plus effectivement que dans quelques rares pays, n'aurions-nous pas d'autres moyens que ceux que nous employons pour lui prouver notre ferme attachement ? Convient-il que ces partis, y compris le socialiste, se considèrent comme des adversaires et même comme des ennemis ? Faut-il vraiment qu'ils ne s'adressent les uns aux autres qu'en se servant des accusations, des injures et des menaces ? Il suffirait d'un peu de sagesse, d'un peu de modération. Hélas, c'est sans doute trop demander à des hommes, dans la triste époque où nous vivons.

[pas signé]

Editorial : Au pays des Nazis

*Et, monté sur le faite,
il aspire à descendre...*

Adolf Hitler est maintenant maître et seigneur tout puissant, puisqu'il cumule les deux plus hautes fonctions de chancelier et de président du Reich allemand. Du moment qu'il est sommet du pouvoir, Adolf Hitler devrait se souvenir un peu de l'histoire - de l'histoire romaine en particulier - et se rappeler aussi que la Roche Tarpéienne est tout près du Capitole.

Maintenant, qu'il se grise de cette toute puissance sur l'Allemagne, qu'il lui est impossible de monter plus haut, Hitler doit éprouver un sentiment de mélancolie. En effet, il se trouve dans la même situation que le voyageur arrivé au sommet d'une montagne. Quand on ne peut pas aller plus haut, il faut redescendre. C'est parfois triste mais c'est ainsi.

On dit - que ne dit-on pas ? - qui si Hitler a voulu réunir les deux fonctions de chancelier et de président du Reich, c'est parce qu'une femme l'a exigé. « En toutes choses, cherchez la femme », dit le proverbe. Il paraît que le bel Adolf voudrait quitter la vie de garçon et songerait à se marier, avec Mme Winifred Wagner, petite-fille du grand musicien Richard Wagner.

Si cela est vrai - et ce n'est pas impossible - on pourrait dire que près de 45 millions d'Allemands et d'Allemandes se sont dérangés pour aller voter, parce qu'une femme l'aura voulu. C'est un peu raide, mais petites causes, grands effets. Il n'y a pas si longtemps que Pascal écrivait que si le nez de Cléopâtre eût été plus long, la face de la terre aurait été changée. Mais c'est peut-être un vilain tour que Mme Wagner a joué à M. Hitler. Ce dernier est un homme prudent. Il s'est d'abord arrogé le titre de président du Reich. Ensuite seulement, il a dit au peuple allemand, en beau joueur : « Et maintenant approuve ma décision. »

Hitler savait à qui il avait affaire. Il était certain de la victoire - mais il la croyait plus complète. Il est dangereux d'être trop orgueilleux ou d'être trop sûr de soi. La vie se venge parfois.

Les nazis oublient vite les exécutions du 30 juin, l'affaire Dollfuss, les camps de concentration, les persécutions juives, et le reste. Ceux qui ont reçu les coups ne les oublient pas de sitôt et, à la première occasion, ils le paient à leur façon.

[deux paragraphes : hitlérisme ébranlé car promesses non tenues, et vacuité des prétentions dictatoriales à faire que tout le monde pense la même chose]

L'esprit de parti, c'est entendu, n'a pas bonne presse. Il est souvent détestable, mesquin, ridicule. Mais de lui-même il n'est pas partout et toujours condamnable. Il ne faut pas oublier qu'il est le fondement du parlementarisme et du libéralisme. Le radical admet la diversité des opinions et il croit que les partis peuvent constituer dans l'Etat des éléments d'équilibre, d'harmonie, de progrès. Le radical n'a pas la prétention de croire qu'il est le seul à avoir raison, à détenir la vérité et que tous ceux qui ne pensent pas comme lui sont des coquins, des naïfs ou des imbéciles.

Les dictatures font des Etats massifs et primitifs. C'est oui ou non, sans discussions. L'hitlérisme, c'est la mort du libéralisme et du parlementarisme. Mais c'est loin d'être mieux. C'est la plupart du temps pire. On pourrait parier à coup sûr que si le régime hitlérien, dans les conditions actuelles, a obtenu une pareille opposition, c'est qu'il commence à être ébranlé, et qu'il est voué, comme tout ce qui est humain, à mourir, plus tôt qu'on ne le pense. Hitler n'est plus l'idole rêvée. Car toutes les idoles ont commencé à vaciller dès qu'on les a mises en doute, et qu'on s'est permis de les critiquer. Et ce serait peut-être un progrès pour la Paix que cette idole-là soit déboulonnée un jour.

[pas signé]

Editorial : LA CHUTE DU GENERAL DE SCHLEICHER. L'Allemagne à la croisée des chemins

Le général von Schleicher, dont on attendait le salut de l'Allemagne, s'en va avant d'avoir rien réalisé. Sa chute est une manifestation typique du malaise politique dans lequel le Reich se débat.

Ce malaise consiste en ceci que l'Allemagne a un Parlement sans majorité et un président strictement fidèle à son serment constitutionnel. Ces deux faits combinés rendent également impossibles les gouvernements parlementaires et les gouvernements inconstitutionnels.

On se rappelle que M. von Papen ayant obtenu du président Hindenburg la dissolution du Reich [Reichstag] et de nouvelles élections, a dû se retirer au lendemain de cette consultation, parce que le demi-succès électoral qu'il avait remporté l'avait définitivement brouillé avec les nationaux-socialistes, et qu'ainsi, il ne pouvait trouver une majorité au Reichstag.

M. Hitler fut écarté du pouvoir parce que le maréchal-président ne voulait pas donner à un homme qu'il considère comme un hurluberlu carte blanche pour gouverner sans le Parlement et en dehors de la Constitution. Et le général de Schleicher fut appelé parce qu'il apparaissait comme l'homme fort, capable de rallier autour de lui, sur une base plus personnelle que politique, une majorité au Reichstag - et au besoin de s'en passer.

Il semble aujourd'hui que le sens donné, voici deux mois, à la nomination du général de Schleicher n'ait pas été exact. Il avait bien été chargé de constituer une majorité parlementaire. Il l'a tenté - et il a échoué. Non par sa faute, mais parce que dans l'état des esprits en Allemagne, c'est là une tâche irréalisable.

Mais il n'avait apparemment pas reçu des pouvoirs suffisants pour gouverner, au besoin, sans Parlement. La preuve en est qu'ayant demandé au Président de dissoudre le Reichstag, et de ne pas faire, dans le délai constitutionnel de 60 jours, de nouvelles élections qui seraient absolument inutiles, il s'est heurté à un refus catégorique.

Le président ne fait pas confiance, sur ce point, au général de Schleicher plus qu'à n'importe qui d'autre - et peut-être moins qu'à M. von Papen. On peut même se demander maintenant si le but de son appel, en décembre, n'a pas été de le brûler. On ne peut certes pas prêter au président Hindenburg, qui est au-dessus des intrigues et des manœuvres, une pareille intention. Mais il a un entourage.

Quoi qu'il en soit, M. von Schleicher s'en va parce qu'il a échoué dans une tâche que tout le monde savait impossible au moment où on la lui a confiée et parce qu'on lui refuse aujourd'hui ce que tout le monde savait déjà, il y a deux mois, nécessaire et inévitable : le droit de gouverner l'Allemagne sans Parlement.

On doit s'incliner avec respect devant la haute conscience du maréchal von Hindenburg. Pénétré de l'idée qu'il va bientôt se présenter devant son Juge, il se refuse à tout acte que sa conscience réproouve. Violer le serment qu'il a prêté à la Constitution est au-dessus des forces de ce vieillard, profondément croyant et élevé dans les traditions d'honneur de l'ancienne Allemagne.

Il y a des gens qui se demandent si le Reich est réellement républicain et qui doutent de la solidité de ses institutions actuelles. Il nous semble, quant à nous, que la république allemande donne des preuves de solidité et de fermeté qu'on aurait pas osé en attendre.

Combien de rois, de nos jours, n'ont pas hésité à violer le serment qu'ils avaient prêté à la Constitution ?

L'Allemagne, qui paraît mûre pour la dictature, dont la situation intérieure est infiniment plus grave que celle d'aucun autre pays européen, et qui traverse un hiver dramatique, échappera peut-être au sort de l'Italie, de l'Espagne et de la Yougoslavie par l'opiniâtreté chrétienne d'un vieillard, qui porte dans son sang le dogme de l'autorité et de l'obéissance. La démocratie allemande est défendue et sera peut-être sauvée par un homme qui, au fond de son cœur, en déteste le principe, mais qui a le culte de la parole donnée.

Malheureusement, il ne suffit pas de vouloir : il faut pouvoir. Il ne suffit pas de vouloir gouverner l'Allemagne conformément à la Constitution, il faut trouver une majorité parlementaire. Et ici nous nous heurtons à un autre paradoxe de la situation : c'est que la seule façon de jouer la règle du jeu parlementaire consiste à faire appel à un parti qui ne veut rien savoir du Parlement.

Autrement dit, au moment même où il rentre dans la Constitution en congédiant Schleicher, le président Hindenburg est invité à en sortir de nouveau en appelant Hitler - qui lui demandera de faire exactement ce qu'il vient de refuser à Schleicher. N'est-ce pas là un imbroglio digne de la comédie italienne ?

Une fois encore, Hindenburg va chercher à s'échapper de ce dilemme. Il veut gouverner, de nouveau, avec son ami Papen, qui lui inspire toute confiance et qui s'est depuis quelque temps réconcilié avec Hitler. On peut même se demander si cette réconciliation, réalisée dans la coulisse, n'a pas été la cause profonde de la faiblesse soudaine dont a été saisi le cabinet Schleicher.

M. von Papen va donc essayer de s'entendre avec Hitler. Dans un pays logique, on pourrait prédire qu'il réussira ; car si leur accord n'est pas déjà fait, rien de ce qui se passe sous nos yeux depuis quarante-huit heures n'a de sens. Mais avec l'Allemagne, sait-on jamais ? En tout cas, de deux choses l'une : ou Papen s'entendra avec

Hitler, ou il sera obligé de demander à son tour au président le droit de faire la dictature. Il n'y a pas d'autres solutions.

Et même s'il s'entend avec les nationaux-socialistes, le problème du gouvernement parlementaire n'est pas encore résolu. Les nazis, même avec les nationalistes et les petits groupes de droite - dont l'appui n'est pas certain - n'ont pas la majorité. M. von Papen doit se mordre les doigts aujourd'hui d'avoir fait les dernières élections, qui ont détruit la base parlementaire sur laquelle il aurait pu s'appuyer. Tandis que maintenant, il dépend de la bonne volonté du Centre, qui ne veut rien savoir de lui.

Nous nous garderons bien de dire comment l'Allemagne sortira de cette situation, car nous ne le savons pas. Elle pourrait en sortir, si ses partis étaient raisonnables, mais ils ne l'ont guère été jusqu'ici. Et s'ils continuent à se conduire comme par le passé, aucune solution constitutionnelle du conflit ne semble devoir être solide et durable.

Quant à une solution inconstitutionnelle, elle ne se heurte pas seulement à la volonté du président. Elle risque de se heurter aussi à la volonté d'une nation qui souffre au-delà de ce que l'on peut dire, dans laquelle des éléments explosifs existent en grande quantité, et où la violence, une fois déchaînée, risque de ne pas s'arrêter à mi-chemin.

W.M.

P.S. La nouvelle de la nomination de Hitler au poste de chancelier nous est parvenue alors que cet article était écrit. Elle n'y change rien. Elle prouve seulement que le président Hindenburg a reconnu que le seul moyen de gouverner constitutionnellement est de confier le pouvoir au chef du parti le plus nombreux au Reichstag. Quant à savoir ce qu'il en fera, c'est une autre question à laquelle il est trop tôt aujourd'hui pour donner une réponse.

pp.1-2 : L'avènement de Hitler

Il est arrivé, mais ne bénéficie pas du pouvoir absolu. - Quelques points d'interrogation.
Berlin, 1er février.

(De notre correspondant)

« Nous y voilà ! » C'est sous ce titre que de nombreux journaux représentant les tendances politiques les plus diverses publiaient lundi leurs commentaires de la nomination de Hitler à la chancellerie du Reich.

Hitler est arrivé au faîte du pouvoir. Lorsqu'en 1919, à Munich, il se mit à la tâche avec sept amis dans une petite chambre donnant sur une cour, il s'était fixé comme but de devenir un jour le maître de l'Allemagne.

Aujourd'hui il est chancelier. Il est arrivé.

Mais a-t-il vraiment réussi ? A-t-il atteint ce qu'il désirait ? Le pouvoir illimité dans tous les domaines de l'Etat et le peuple entier derrière lui ? Il avait essayé l'an dernier par deux fois de conquérir le pouvoir. La première fois, lors des élections présidentielles, il avait posé sa candidature contre celle du président Hindenburg, et il fut battu. Néanmoins il avait réuni un très grand nombre de voix et serait sorti vainqueur, si les partis de gauche n'avaient pas voté comme un seul homme pour le maréchal.

Il fit un deuxième essai le 13 août dernier, lorsqu'il exigea que le président Hindenburg lui confiât le poste de chancelier, ainsi que les autres postes importants dans le gouvernement. Hindenburg refusa et le parti national-socialiste resta comme devant une opposition farouche contre le gouvernement et le maréchal.

Hitler comprit alors qu'il ne pourrait rien obtenir de plus sans alliés, et lors des dernières élections le nombre de ses suffrages diminua de 2 millions. Ce recul représentait plus qu'une simple perte de voix. L'auréole de l'invincible parti national-socialiste était brisée. Depuis cet instant des voix se firent entendre au sein du parti même, poussant sans cesse Hitler vers une activité plus positive. Gregor Strasser n'avait point craint alors de déclarer ouvertement son opposition. Mais il le fit si maladroitement qu'il est tout à fait mis de côté, maintenant que son idée triomphe. Hitler a donc cherché des alliés, et il les a trouvés chez les nationalistes et le *Stahlhelm* qui jusqu'à présent s'était tenu tout à fait à l'écart du mouvement politique parlementaire. Le *Stahlhelm*, association d'ancien combattants allemands, est une organisation très puissante qui a toujours su garder une certaine mesure et qui, il y a peu de temps encore, était en forte opposition avec ses alliés d'aujourd'hui. Avec l'aide de ces alliés, Hitler a au moins réussi une chose. Le président du Reich a enfin vaincu son aversion personnelle et l'a nommé chancelier.

[un paragraphe sur la composition du gouvernement, le fait que les nazis n'ont pas beaucoup de portefeuilles
Est-ce là le pouvoir absolu dont Hitler rêvait ?

Cette composition présente certains avantages pour le nouveau cabinet, met d'autre le met dans un grand danger.

Les avantages sont d'ordre purement moral et éthique. Le cabinet peut se présenter comme essentiellement national, car il l'est réellement. Le cortège aux flambeaux qui a eu lieu en l'honneur de M. von Hindenburg et du nouveau chancelier, sur l'initiative des nationaux-socialistes et du *Stahlhelm* fut un symbole de cette unité nationale. A cet égard il pourra certainement faire quelque chose. Mais que se passerait []-t-il lorsqu'il s'agira de résoudre les questions sociales. [?] Adolphe Hitler est le chef d'un parti qui se nomme « Parti ouvrier allemand national-socialiste ». Ce titre contient deux qualificatifs dont Hitler devra toujours tenir compte : *Socialiste* et *Ouvrier*. Et son destin est maintenant associé à celui du représentant le plus farouche du capitalisme et des patrons dont Hugenberg est le porte-parole. Or Hitler et Hugenberg sont de tendances tout à fait opposées et dans le cabinet, Hugenberg a sans doute aucun la plus grande force derrière lui. Il faut donc ici poser un grand point d'interrogation. Hitler s'entendra-t-il à la longue avec Hugenberg qui partage ses opinions nationales, mais qui est son opposé au point de vue social. [?]

Il y a lieu d'autre part de tenir compte des conditions en quelque sorte extérieures.

Le Centre est une force indéniable en Allemagne. Il peut perdre quelque voix à telle ou telle élection, mais le fond subsiste invariable. Durant ces années de trouble, le Centre a été un pôle fixe pour la république allemande. Maintenant il est la clé de voûte de la politique parlementaire. En tolérant ce cabinet, il eût donné au chancelier la possibilité de remplir les conditions posées naguère par le président Hindenburg, c'est-à-dire de former une majorité parlementaire. Il ne l'a pas voulu et il a fallu dissoudre le Reichstag. Et le Centre, lors des prochaines élections devra combattre non seulement contre Hitler et Hugenberg, mais aussi contre un troisième H, le plus grand de tous, contre M. von Hindenburg lui-même.

La social-démocratie a déclaré qu'elle maintiendrait son opposition dans les limites légales. C'est très raisonnable ! Je crois que le temps des barricades et des grèves générales est passé. Et si le gouvernement tient sa promesse de ne pas dissoudre le parti communiste, celui-ci sera sans doute assez sage pour ne pas provoquer des mesures de force.

Le cabinet Hitler bénéficie donc de conditions plus favorables que ses prédécesseurs immédiats : ceux de MM. von Papen et von Schleicher. Il lui sera loisible de gouverner avec le parlement, et il aura un certain laps de temps devant lui. La difficulté réside en lui-même : c'est seulement s'il réussit à vaincre les oppositions d'ordre interne que l'on peut attendre un travail utile du cabinet qui porte le nom d'Adolph Hitler.

E.K.

Editorial : Nouvelles incertitudes allemandes

Il y a environ dix-huit mois, m'entretenant avec une personnalité politique allemande de premier plan du « danger hitlérien », mon interlocuteur me dit : « Voulez-vous que je vous explique ce que ce danger représente à mes yeux ? Vous avez souvent rencontré, n'est-ce pas, dans la banlieue des villes, ces petits pavillons isolés que gardent de terribles dogues enchaînés ? Vous vous approchez. Le dogue hurle. Vous hésitez à entrer. Vous pensez qu'il va se jeter sur vous. Mais le propriétaire sort de chez lui, détache son chien et aussitôt on voit la furieuse sentinelle qui file doux et va se cacher dans le jardin... »

Je ne sais si l'avenir justifiera cet apologie. Mirabeau disait lui aussi : « Un jacobin ministre n'est pas un ministre jacobin. » Le fait est qu'en deux ans les événements ont évolué. Si Hitler était parvenu au pouvoir en 1931 - et même plus récemment - faisant table rase autour de lui et installant ses lieutenants à la tête de chaque département ministériel, la secousse psychologique, sans nul doute, eût été rude en Allemagne, en Europe et au delà. Aujourd'hui, l'aventure hitlérienne est émuée. Le chancelier Hitler préside un cabinet de « barons » - barons d'industrie et barons agricoles - et ce ne sera pas l'un des moins savoureux paradoxes de l'histoire contemporaine que de voir le farouche adversaire du « capitalisme », qui déclarait hier encore qu'il ne « tolérerait jamais de compromis » et ne voulait rien avoir à faire avec les « représentants d'une caste sociale qui n'a plus qu'à disparaître », assis à la table du conseil des ministres entre M. von Papen, M. Hugenberg, le comte Schwerin et le baron von Neurath. Et comment ne pas penser au mot de Montaigne : « Il suffit de vivre pour voir tout et le contraire de tout. » en songeant que la réconciliation Papen-Hitler a été opérée par le baron Kurt von Schroeder, directeur de la banque Stein et intéressé aux firmes Lévy, Salomon, Oppenheim et Cie... « J'ai fait trois prisonniers, s'écriait jadis un soldat intrépide : seulement ils me tiennent. »

Qui tient l'autre ? Toute la question est là. Elle est loin d'être résolue. La politique intérieure allemande est parvenue à un tel degré de subtilité, d'intrigue ; le conflit des intérêts qui se disputent le pouvoir est à ce point violent qu'il est déjà difficile de savoir ce qui se passe ; *a fortiori*, ce qui se passera. On voit assez clair, cependant, dans la position de départ des principaux partenaires.

Pour le chancelier Hitler, il s'agit essentiellement d'une question financière. La caisse du parti national-socialiste est vide. Pire encore. Le parti a dix millions de marks de dettes qui hurlent. La double campagne présidentielle l'a ruiné. Depuis lors, les subsides se sont raréfiés. En outre, les troupes d'assaut dévorent les dernières ressources et encore les paye-t-on de plus en plus mal. Ces temps derniers on rencontrait un peu partout, en Allemagne, des S.A. armée d'une tirelire peinte d'une croix gammée et grande comme une marmite et qui mendiaient dans les rues. Aussi eût-il été matériellement impossible aux Nazis de financer convenablement une nouvelle campagne électorale. La situation risquait donc de devenir tragique. L'accès au pouvoir arrange tout. C'est le moyen le plus sûr de retrouver, séance tenante, des fonds et du crédit et, profitant d'une bouffée d'enthousiasme, d'aller aux urnes le 5 mars, flamberge au vent.

M. Hugenberg, lui, poursuit essentiellement des buts économiques et autoritaires. Il rêvait de profiter de l'invraisemblable confusion politique qui règne dans son pays pour proclamer un état de détresse constitutionnelle et fonder un régime d'autorité solide en s'appuyant sur l'impossibilité de pratiquer tout autre mode de gouvernement. Les tendances « sociales » du cabinet von Schleicher l'avaient prodigieusement irrité. Pour M. Hugenberg et ses amis de la grosse industrie - la plus touchée par la crise, car l'industrie moyenne se défend à peu près - la seule politique à suivre consiste à rogner encore les salaires. Quel beau tour de passe-passe que de reprendre cette politique - suspendue par le gouvernement Schleicher - sous la bannière du national-socialisme ! Mais ce tour de passe-passe est-il possible ?

Quant M. von Papen, il est probable qu'il poursuit essentiellement, dans cette circonstance, l'idée d'une restauration. M. von Papen est monarchiste convaincu. C'est un sentiment profondément respectable. Il est trop avisé, cependant, pour ne pas savoir qu'une restauration, sous une forme ou sous une autre, serait irréalisable avec le seul concours des éléments restés fidèles aux Hohenzollern. Se servir d'un mouvement populaire aussi puissant - et aussi confus - que le national-socialiste à des fins monarchiques représente donc la plus grande chance que les monarchistes allemand puissent jamais rencontrer. Or des conjonctures exceptionnelles permettraient de mettre la main sur le parti hitlérien ou tout au moins sur son animateur. Cette occasion, comment ne l'aurait-on pas saisie ? Il ne s'agit pas de brusquer les choses, de tenter des coups d'Etat incertains. Mais les circonstances évoluent vite. A l'âge où est le maréchal, une vacance présidentielle peut se produire d'un jour à l'autre. Il faut donc être à pied d'oeuvre... Et puis toutes les cartes sont jouées. Dans quelques mois il ne restera plus que l'éventualité d'une restauration pour entretenir l'éternel besoin d'illusion des masses allemandes. Au point où en sont les choses, l'issue logique de la situation, malgré les difficultés que cela soulève, - notamment du point de vue fédéral - c'est la restauration. Une restauration qui se présentera comme un arbitrage suprême entre les factions et qui ne craindra pas, pour les besoins momentanés de la cause, de prendre des allures démocratiques, voire socialisantes. Il est vrai qu'en politique, la vie et la logique font deux...

Surtout en politique allemande.

Reste à savoir, en effet, quelles modifications feront subir à ces positions de départ les conséquences de la coalition Hitler-Papen-Hugenberg. Car si le national-socialisme regagne le terrain perdu, Hitler continuera-t-il à gouverner avec des tuteurs aussi compromettants. [?] Et s'il les congédie, tout ne sera-t-il pas remis en question ? MM. von Papen et Hugenberg ont peut-être été très habiles en escamotant le mouvement hitlérien à leur profit. Mais ils ont peut-être été aussi très imprudents. Car on voit mal Hitler abandonner la chancellerie, maintenant qu'il la détient. En fait, le maréchal Hindenburg a abdiqué le 30 janvier et ceci n'est pas l'aspect le moins grave des choses. Or comme Hitler est avant tout un conducteur d'opinion - ce qui signifie qu'il est obligé de la suivre - n'éprouvera-t-il pas le besoin, d'ici peu, de remettre l'accent sur le côté « socialiste » de son programme ? Et que feront alors « les barons » ?

Le chancelier a demandé quatre ans pour qu'on le juge. Quatre ans, c'est trop long ou c'est trop court. Trop long, parce que religion veut des miracles et que c'est un mouvement mystique qui a fait la fortune du *Führer*. Trop court, parce que ce n'est pas en quatre ans que l'Allemagne pourra surmonter les difficultés où elle se débat.

Le tragique de l'Allemagne, c'est que ce pays ne comprend pas que le problème qui l'étreint n'est pas politique, mais économique et social ; le résultat d'une longue suite d'erreurs, dont il faut rechercher les origines bien avant la guerre. Dès 1895, le ministre de l'intérieur de l'Empire, le baron de Rheinbaben, ne poussait-il pas un cri d'alarme pour avertir qu'on lançait l'Allemagne dans une voie sans issue et, au début de 1914, dans un article qu'on a trop oublié, Ballin n'annonçait-il pas que le Reich allait tomber, à bref délai, dans des difficultés économiques inouïes et que l'édifice doré mais artificiel de l'empire risquait de s'effondrer dans une crise sans précédent ? Le tragique de l'Allemagne, c'est que ce pays ne comprend pas que pour guérir et retrouver la situation saine à laquelle il a droit, il est sans doute celui qui a le plus besoin de vivre dans le calme, de se garder des aventures, de nouer avec ses voisins des collaborations fécondes, d'inspirer confiance. Etant donné ce qui se passe en lui, ses conflits internes, sa confusion violente, son état révolutionnaire, les formidables inconnues qui pèsent sur ses lendemains, comment, en effet, sans hésitation, projeter devant soi, sur le plan international, une représentation abstraite de ce pays et considérer la relation qui existe entre lui et les autres puissances comme celle de grandeurs algébriques invariables et équivalentes ?

Mais ceci n'est pas seulement le drame de l'Allemagne. C'est le drame de l'Europe.

Wladimir d'Ormesson

p.1 : Nazis contre juifs

Rien n'est plus difficile que de connaître exactement la situation des citoyens d'un pays soumis à une dictature. Le nouveau régime est à peine établi que les bruits les plus contradictoires courent et sur l'action des oppresseurs, et sur le sort des opprimés. Que sait-on exactement sur ce qui se passe en Russie, en Yougoslavie, en Italie ? Connaît-on tous ceux qui sont aujourd'hui déportés ? Sait-on les raisons pour lesquelles ils sont privés de toute liberté ?

Il est donc aujourd'hui aussi difficile de savoir ce qui se passe en Allemagne, de savoir en quoi consiste exactement l'action des nazis contre les Juifs, qu'il était et qu'il est encore de se renseigner sur la position exacte des démocrates en Russie, en Italie, en Yougoslavie ou dans tout autre pays gouverné par une dictature. Deux raisons essentielles empêchent d'avoir des informations précises et exactes. La première tient dans le fait que la presse muselée ne peut rien dire. Quant à la seconde raison, il faut la chercher dans la peur du public, pris de panique, de dire ce qu'il entend et ce qu'il voit quand il voit quelque chose ! Car ne nous y trompons pas, beaucoup de ceux qui vous disent que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, pèchent souvent par ignorance. N'ayant pas assisté à des manifestations qui se localisent sur divers points à des moments différents, ils continuent à croire de bonne foi au règne de la liberté.

Donc, sans vouloir attacher plus d'importance qu'elles n'en ont aux informations d'après lesquelles les Juifs sont persécutés en Allemagne, méfions-nous aussi de ceux qui nous disent : « Tout est en ordre ». C'est devenu un lieu commun de prétendre que pour qu'un régime dictatorial s'établisse et se maintienne, il faut qu'il ait des ennemis et que s'il n'en a pas, il faut qu'il s'en crée. Le jour où un dictateur dénonce aux citoyens les adversaires de la patrie et déclare qu'il en libérera le pays, ce jour là ce dictateur a des chances sérieuses de se maintenir au pouvoir. C'est que sous le masque du libérateur, on oublie le tyran.

Donc les ennemis de la patrie désignés à l'intérieur par les nazis d'Allemagne ce sont les Juifs, De Berlin, notre correspondant nous écrit qu'il conviendrait de faire une distinction entre l'antisémitisme politique et l'antisémitisme social.

L'antisémitisme politique n'est pas dirigé, dit-il, contre d'honorables Juifs allemands qui revendiquent comme titre de gloire les 12.000 fils perdus à la guerre pour la patrie et qui sont citoyens du Reich comme les autres Allemands, mais contre les Juifs étrangers de l'Est, qui d'une part sont socialistes et de l'autre font des affaires au préjudice de la nation.

L'antisémitisme social viserait par contre tous les Juifs commerçants, tous ceux qui dans les villes possèdent des magasins grands et petits, magasins que les défenseurs du nouveau régime voudraient voir évidemment aux mains des aryens. A ce point de vue le communiqué hitlérien publié par la *Correspondance du parti national-socialiste* ne dit-il pas qu'un comité doit être chargé d'assurer le boycottage pratique et méthodique des maisons juives, des grands magasins juifs, des médecins et des avocats juifs.

Et maintenant que dit-on dans les milieux juifs qui vivent en dehors d'Allemagne ? Certains nous écrivent que les bruits des persécutions sont exagérés. Il semble d'ailleurs, d'après les informations données par des Juifs favorables au régime hitlérien ou qui tout au moins se font passer pour tels, que le sort de leurs frères n'est pas le même dans toutes les villes et que plus les villes sont petites plus l'oppression est grande. Evidemment on est plus fanatique en province que dans les capitales, où les difficultés de la vie quotidienne rendent les individus plus sceptiques, mais peut-être aussi plus humains.

Dans un article véhément, la « Revue Juive de Genève » remarque que le cas des Juifs d'Allemagne est en somme celui d'une minorité religieuse et ethnique et qu'il pourrait faire l'objet d'une démarche auprès de la S.d.N., qui protège les droits des minorités. Mais l'Allemagne n'a pas signé de traité pour la protection de ses minorités nationales ! Comment résoudre alors cette question ? Elle reste donc pendante pour le moment. Mais ce qui est certain, c'est que la situation d'être injustement opprimés qui se trouvent à quelques heures de nos villes tranquilles et libres, ne saurait nous laisser indifférents.

P.J.

Editorial : L'heure de M. Hitler

Il s'est passé, en quelques jours, plus d'événements politiques de premier ordre que ce n'est d'habitude le cas en plusieurs mois.

La conférence de limitation des armements piétinait. Le programme positif de la France obtenait l'adhésion de la majorité des délégations, mais l'Allemagne et l'Italie se montraient de plus en plus réticentes ; or que faire d'utile en pareille matière s'il n'y a pas communauté de vues entre tous les intéressés ? Aussi parlait-on - et c'était logique - d'un ajournement provisoire, afin de permettre à chacun de se recueillir, de réfléchir, de chercher un terrain d'entente.

L'intervention solennelle de M. MacDonald parut donner un regain de vie à la Conférence en lui fournissant matière à de nouveaux débats. La présentation d'un projet dont les qualités sont sérieuses - encore que certains de ses chapitres exigent une révision - fut malheureusement un peu théâtrale. Mais passons sur la forme, car c'est le fond qui importe : de nouveaux espoirs naquirent pour les défenseurs de la paix dans la journée du jeudi 16 mars. L'intervention du Premier britannique insufflait une vie nouvelle à la Conférence de limitation des armements.

Changement de décor de Genève à Rome. Changement de décor de Rome à Paris. Changement de décor de Paris à Londres. Politique d'improvisations. Interventions brusquées. Climats politiques différents. Conceptions diverses. Chacun veut la paix. Mais les méthodes se contredisent. Ces méthodes s'inspirent de l'organisation interne de chaque Etat. La France démocratique aime à discuter devant le forum international, où s'imposent aux esprits son talent d'argumentation et sa logique. L'Italie a pris l'habitude des décisions dictatoriales rapides. L'Allemagne, dans la griserie de sa résurrection nationale, clame ses revendications. L'Angleterre cherche un terrain d'entente et en choisit successivement plusieurs.

Une *entente* à quatre ? *Oui*. - Une *dictature* à quatre ? *Non*. Pourquoi pas une entente à quatre, pourvu qu'elle demeure dans le cadre de la S.d.N. ? N'existe-t-il pas le précédent du traité de Locarno ? Et celui du renforcement de la Petite-Entente ? Que les puissants de ce monde, sur lesquels repose une responsabilité très lourde, se mettent d'accord sur les questions qui les divisent, il en résultera une détente générale dans les esprits, et les petits en savoureront eux aussi les bienfaits. Qu'il soit parfois délicat, pour les grands Etats, de discuter leurs différends devant les délégués du monde entier, nous le concevons parfaitement. S'ils travaillent ensemble à réduire les oppositions, à ramener la confiance, à garantir la paix, chacun leur en sera gré.

Mais - car il y a un *mais* - cette entente éventuelle doit être dépourvue de tout caractère dictatorial. Leu accord, s'il s'établit, doit respecter les normes du Pacte qu'ils ont signé. Et leur action ne peut s'étendre hors de leurs frontières. S'ils ont le droit de disposer d'eux-mêmes, ils n'ont pas le droit de disposer des autres. La Société des nations a changé le cours des choses humaines en donnant aux petits Etats voix au chapitre sur les destinées du monde, et sur leur propre destinée. La puissance morale de l'opinion universelle a acquis droit de cité dans la vie des nations. Y renoncer pour accepter la dictature d'un groupe d'Etats, ce serait une régression telle que tous les espoirs en une organisation meilleure de l'humanité s'évanouiraient.

Cela, chacun l'a senti obscurément peut-être, mais profondément. Placée, avec brusquerie, en face de la volonté de M. Mussolini insufflée à MacDonald, la Société des nations, - car c'est d'elle qui s'agit, et pas seulement de la commission générale de la Conférence de limitation des armements - ne pouvait hésiter : persister dans son intention d'ajourner ses travaux, qui était logique il y a une semaine mais qui ne l'était plus jeudi, c'eût été apparaître abdiquer. Nous allons plus loin : c'eût été abdiquer, parce que c'eût été laisser le champ libre aux méthodes politiques d'avant-guerre.

Et cependant, jusqu'à l'avant-dernière minute, on crut à ce abandon de soi-même. L'énergie de la Petite-Entente a paré le coup. L'intervention incisive de M. Titulesco a marqué nettement que, si l'on veut tenir un compte particulier de l'opinion des grandes puissances, il y en a une qu'on n'a pas le droit d'oublier, une cinquième qui s'est formée par l'union de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. Et cela même démontre qu'il faut en revenir aux méthodes de la S.d.N., d'après lesquelles chacun, petit ou grand, a le droit d'exprimer sa pensée.

Sa pensée, l'Allemagne l'a exprimée jeudi par la bouche de son chancelier. Nous avons dit ouvertement, sans réticences, ce que nous pensions de sa politique intérieure, et affirmé notre conviction profonde que les persécutions pour cause de race, contre les Juifs, ou d'idées politiques, contre les hommes de gauche, sèment des germes de discorde et de violence dont la nation toute entière risque d'avoir à souffrir. Que l'on poursuive les communistes qui cherchent à détruire l'Etat, c'est l'exercice d'un droit de légitime défense de la nation.

Mais le délit d'opinion, et - comment dire ? - le « délit de race » devraient disparaître de tous les codes pénaux. Politique extérieure de M. Hitler : « C'est dit-il, le désir sincère du gouvernement national de pouvoir renoncer à une augmentation de l'armée et de la flotte, à condition que le reste du monde se décide enfin à tenir ses engagements de désarmement. L'Allemagne ne demande pas autre chose que les mêmes droits à la vie et les

mêmes libertés. Le gouvernement national entend éduquer le peuple dans cet esprit et cette volonté de paix. » Si le *Führer* s'en tient à ce programme il n'aura, en tous cas chez nous, aucun adversaire. Nous avons constamment parlé et écrit en faveur de la *Gleichberechtigung*, et nous demeurons sur ce terrain. En proclamant qu'il veut éduquer le peuple allemand dans un esprit et une volonté de paix, M. Hitler a prouvé qu'il sent le poids des responsabilités nouvelles qui reposent sur lui. Son langage fait un contraste saisissant avec les paroles de sang prononcées par un de ses collègues dans la folle griserie d'un soir de victoire électorale.

A une majorité écrasante - telle un raz-de-marée la vague nazi a déferlé sur tous les partis bourgeois - le Reichstag a donné pleins pouvoirs au *Führer*. M. Hitler a aujourd'hui le droit légal de mener l'Allemagne à son gré. A la paix ou à la guerre ? A la discussion courtoise et loyale de ses revendications avec ses adversaires, ou à la politique des coups de mains propagateurs de coups de canons ? Demeurera-t-il un chef de parti ou a-t-il l'étoffe d'un homme d'Etat. [?]

L'heure de M. Hitler a sonné au cadran de l'histoire. L'Allemagne a un grand rôle à jouer dans l'humanité. Facteur de paix dans l'Europe, comme l'a déclaré son chef, elle retrouverait dans le monde le prestige qui s'attache à ses plus nobles traditions. Facteur de troubles et d'agitations, comme on a pu le croire à l'ouïe de certains discours de la période électorale, elle dresserait contre elle tous ceux qui, malgré vents et marées, croient au progrès possible de l'humanité.

[trois paragraphes sur la SdN, qui à la longue amènera la paix et le bonheur....]

J.M.

p.1 : Désarmement, VERS LA REPRISE, P.-E. B.

Le printemps ramène dans nos murs les délégués de la Conférence du désarmement. L'ajournement, dont on avait parlé la semaine dernière, est écarté. La grande salle au tapis bleu va donc revoir au quai Wilson la foule affairée et courtoise des diplomates. Le bureau tient séance mardi.

L'orientation est certainement nouvelle. On signale un rapprochement des points de vue français et britannique. Celui de l'Allemagne n'est plus si éloigné des thèses du Quai d'Orsay. Un vent d'optimisme semble souffler. Que s'est-il passé ?

L'impasse où l'on s'agitait presque sans espoir réunissait les plus exclusifs contradictoires. Le Reich insistait pour que fût réalisée la *Gleichberechtigung* promise, pour que l'Allemagne cessât d'être au ban des nations, et que le signe de sa réhabilitation fût consacré par la reconnaissance d'une armée graduellement égale à celle de ses partenaires et interlocuteurs. Sans s'opposer à l'accomplissement de la promesse contenue dans la *Gleichberechtigung*, la France, inquiète pour sa sécurité, voulait en ajourner l'exécution, établir d'abord une période d'épreuve, puis un contrôle serré de tout réarmement allemand. Berlin se plaignait que tous les engagements pris n'étaient pas tenus. Paris rétorquait en alléguant que le traité de Versailles ayant été violé dans sa section V par les armements clandestins de Reich, on ne pouvait s'attendre à ce qu'une partie seule soit tenue au respect des promesses bipartites. La discussion pouvait s'éterniser et finir par la rupture.

Mais qui en eût pris la responsabilité ? C'est là qu'interviennent ces impondérables dont Bismarck reconnaissait la souveraine puissance. L'opinion mondiale n'admettrait pas que les espoirs fussent déçus, que la Conférence en débandade préparât une nouvelle course aux armements, prélude à quels sanglants intermèdes ?

Là, Paris et Berlin cessèrent d'être seuls en présence. Ni l'un ni l'autre ne tenait d'ailleurs à brûler ses derniers vaisseaux. Quant aux voisins, Angleterre et Italie, la nécessité d'aboutir finit par l'emporter sur les préoccupations de prestige. Une formule est recherchée, conciliant la sécurité française avec l'honneur - c'est-à-dire le réarmement - allemand.

Sécurité française. Doit-elle dépendre du désarmement imposé au Reich par un contrôle permanent et draconien ? Ce contrôle, l'histoire le prouve, est illusoire. Et le Premier belge, M. de Broqueville, rappela qu'on ne peut maintenir perpétuellement une grande et nombreuse nation en état d'infériorité défensive. Ce serait d'ailleurs éluder la promesse de *Gleichberechtigung*. La sécurité réside ailleurs, dans une alliance, ou pacte de garantie. Les forces allemandes ne pourraient en aucune hypothèse défier les armées réunies de la France, de la Belgique, de l'Italie et de la Grande-Bretagne. L'expérience passée suffit.

D'abord quelque peu froissés par la franchise de M. de Broqueville, les Français ont fini par se rendre à l'évidence. Ils ont toujours attaché bien plus de prix à l'alliance britannique qu'à un désarmement du Reich, qu'ils savent illusoire. Aussi discutent-ils aujourd'hui seulement des modalités. La note verbale délivrée vendredi à Londres par l'ambassadeur de France demande au Foreign Office d'indiquer quelles sont, selon lui, les propositions admissibles du réarmement allemand et du désarmement français. Paris admet donc le principe de la thèse germanique : réarmement. Il jette tout son effort sur la garantie de sécurité, que doit fournir l'Angleterre.

Cette dernière s'est beaucoup rapproché de la Canossa des garanties. Mais elle veut des précisions sur leur nature. Le point de vue britannique a toujours voulu éviter des engagements précis. Rien qui engage des Dominions indifférents aux choses d'Europe, rien qui risque de relâcher les liens ténus de l'Empire en les tendant brusquement ; rien enfin qui risque d'opposer Londres et Washington. L'opinion britannique est opposée à la conception de traités rigides et immuables. La paix, selon elle, ne saurait être conservée qu'à la condition d'être flexible et s'adapter aux conditions mouvantes de la vie. Les Anglais sont d'ailleurs très persuadés que certains ajustements seraient aussi sages que profitables. C'est pourquoi ils veulent savoir de quelles garanties il est question ? garantie de tous les traités et des frontières orientales ? Non ; à cela jamais ils ne consentiront. Garantie des frontières occidentales - belges, françaises, italiennes ? - Oui peut-être ; c'est déjà Locarno, ils consentiraient à l'approfondir, mais non à l'élargir. Garantie enfin d'une convention de désarmement ? - Oui encore. Car il ne s'agit pas seulement de la sécurité française, mais de celle de la Grande-Bretagne, exposée elle aussi après tout. L'Angleterre est intéressée à la limitation et au contrôle de l'aviation. Serait-il sage de confier la défense aérienne de la Grande-Bretagne à la seule aviation britannique ? Poser la question, c'est la résoudre. Et c'est ce que fait par exemple le *Morning Post*.

Londres hésite encore envers les garanties. Sur les desiderata français, elle attend de Paris des précisions qui seront données prochainement, au milieu d'avril. Mais on voit déjà s'esquisser dans la presse anglaise un mouvement certain. On abandonne la confortable et profitable position d'arbitre dans la discussion franco-allemande. On ne parle plus de « consultation », on évalue les « garanties ».

Cette entente franco-anglaise est l'inévitable conséquence de toute menace sérieuse venant de l'Allemagne. Elle est le beau résultat de la *Gleichberechtigung* et du réarmement allemand. Le Reich réarmé mais isolé en sera-t-il plus fort ? On peut en douter, et c'est là pour lui une victoire à la Pyrrhus.

Reste à savoir s'il s'en contentera. Ses partenaires unis ne signeront probablement pas de convention sans que le Reich revienne à Genève. On peut douter que Berlin se fasse trop tirer l'oreille pour cela, ni qu'il émette de nouvelles exigences en matière d'armement. M. Hitler, en effet, se trouve limité par son budget. Le succès moral du réarmement accepté par Paris lui permettrait de porter tout son effort sur le front économique, le plus dangereux aujourd'hui pour lui : la bienveillance du créancier britannique ne lui serait pas inutile. Faisant retour au quai Wilson, enfin, il pourrait y jouer un rôle plus important, y damerait le pion à l'U.R.S.S., et garderait en poche la crainte d'un retour aux désinvolture. C'est pourquoi nous croyons le Reich disposé à se montrer plus traitable qu'en octobre.

Le Bureau de la conférence, d'ailleurs, ne pourra pas fixer des conditions qui font encore l'objet de consultations des chancelleries. Mais elle permettra aux diplomates de se rencontrer, d'avancer l'oeuvre et de préparer la réunion décisive, attendue pour mai.

P.-E. B.

p.1 : M. von Papen élève la voix, J.M.

Le 30 janvier 1933, M. Hitler succédait au général von Schleicher à la chancellerie du Reich, et M. von Papen acceptait de collaborer avec lui sous le titre modeste de vice-chancelier : les conservateurs faisaient la courte échelle aux Nazis,.

Qui dit *nazi* dit nationaliste-socialiste. La partie du programme - nationalisme - a été accomplie d'un commun accord avec une virulence qui a engendré de l'inquiétude dans l'Europe entière. Mais la seconde partie de ce programme - socialisme - se réalisera-t-elle sans heurts ? Que de promesses ont été faites à toutes les classes de la population ! Que de démagogie dans la propagande naziste de la première heure ! Aujourd'hui - c'est la rançon de toute démagogie - le gouvernement se trouve dans une impasse : ou il abandonne la partie socialiste de son programme et il exaspère contre lui son aile gauche ; ou il passe à l'action, et il irrite violemment son aile droite.

Depuis quelque temps, déjà, se dessine dans les milieux des vieilles familles prussiennes un mouvement de désaffection à l'égard du régime hitlérien. Ces milieux s'inquiètent de projets qui compromettraient leurs droits de propriété ; les atteintes portées par l'Etat à l'indépendance des Eglises les émeuvent ; ils à la nouvelle que les propagandistes nazis formulent dans leurs discours de vives attaques contre la « réaction ». M. Staebe, chef du service de presse de la Jeunesse du Reich, ne leur lançait-il pas, l'autre jour, un véritable défi et ne proclamait-il pas : « *Que meure la réaction afin que vive la Révolution socialiste.* » ? Et M. Goebbels ne va-t-il pas répéter de ville en ville des couplets de bravoure contre les capitalistes ?

Fouettés au visage par ces attaques, les *junkern* réagissent. Le vieil esprit prussien se réveille. Les nobles ne sont ni de tempérament ni d'humeur à présenter évangéliquement la seconde joue à ceux qui ont frappé la première. Aussi longtemps que les efforts de la propagande et de la persécution furent dirigées contre les juifs, contre les pacifistes, contre les libéraux, ils n'y trouvèrent pas d'inconvénients ; mais maintenant c'est contre eux-mêmes, c'est contre leur conservatisme, c'est contre leurs vieilles traditions que s'élancent les flèches empoisonnées de la propagande démagogique. Ils sont résolus à ne pas se laisser faire.

M. von Papen est aujourd'hui leur porte-parole. Pour qu'il ait osé prononcer son sensationnel discours de Marburg, il faut qu'il se soit senti soutenu par un courant très puissant. Car il risque gros en rompant en visière aux suppôts les plus fervents et les plus violents du gouvernement dont il fait partie en qualité de vice-chancelier. On prétend aujourd'hui qu'après une entrevue avec M. Hitler il a accepté de « retirer son discours ». Mais qu'importe ? Le coup a porté. Sa parole a retenti comme un sévère avertissement aux maîtres de l'heure.

Premier coup de claxon : *L'oeuvre entreprise*, dit-il, *présente des scories dont il faut la purifier. Faire disparaître ces scories exige des déclarations franches et viriles, ce qui manque actuellement dans la presse allemande.* » (On se plaint volontiers de la liberté de la presse, mais il suffit que celle-ci soit bâillonnée pour que la nation en souffre !)

Deuxième coup de claxon : « *Il faut savoir répondre aux jeunes révolutionnaires qui aiment à user du mot de « réactionnaire » à l'égard de nombreux éléments qui appuyèrent dès sa naissance le gouvernement Hitler. Lorsqu'on entend de tels propos on a l'impression d'être revenu aux temps périmés du marxisme !* »

L'attaque est nette. L'attaque est vive. Puis M. von Papen, dont l'autorité morale n'a cependant jamais été très grande, passe à des considérations plus élevées : « *L'homme d'Etat, l'homme politique peut bien, il est vrai, réformer l'Etat, mais pas la vie en elle-même*, dit-il avec raison. *L'Etat est une organisation, la vie est une croissance.* » Et encore cette grande vérité : « La véritable révolution du XX^e siècle est celle des personnalités héroïques et liées à l'esprit divin contre les [fin du paragraphe difficile à lire...]

[4 paragraphes, en conclusion « La véritable Allemagne se réveille. »]

J.M.

p.1 : Nazisme et protestantisme, P.-E. B.

Parlant à Hambourg, le ministre Goering vient d'exprimer des menaces à peines voilées au sujet des disputes et du désordre où se débat l'Eglise protestante du Reich. L'Etat s'en mêlera. A la vérité, il s'en mêle déjà. Mais son intervention risque de prendre à bref délai une allure bien plus dictatoriale qu'au cours de l'an dernier, et de passer aux mesures disciplinaires, à la manière forte.

Totalitaire, l'Etat nazi prétend intervenir dans toutes les manifestations de la vie. Le national-socialisme est une loi et aussi une morale. On comprend qu'il touche à la doctrine chrétienne. Extérieurement parce qu'il entend unifier, il voit d'un mauvais oeil la séparation des Eglises en luthériens réformés et unis, et s'appuie sur la vieille conception germanique de l'Etat moral et théocratique pour prendre position. Intérieurement, la doctrine raciste dont il est l'héritier et se fait le propagateur, proclame l'excellence de la race, la puissance morale du sang, sorte de *grâce* nouvelle, dévolue par le Créateur au peuple élu.

Ces doctrines ont créé dans le protestantisme allemand des courants, des vagues de fond à l'influence énorme. Elles ont trouvé leur forme dans l'organisation dite *Deutsche Glaubensbewegung*, dont le synode, réuni à Schwarzfeld au milieu de mai, a choisi comme chef le théologien Hauer, professeur à Tubingue. Hauer insiste sur le mythe aryen. Il s'est fait l'apôtre du mysticisme de la race, d'une conception qui veut trouver Dieu dans l'homme. Ce Dieu immanent, présent par définition dans la nature humaine et dans l'âme, est la source d'une exaltation du moi non sans analogie avec le surhomme de Nietzsche. L'homme divinisé trouve en lui-même la force divine et s'élance vers un idéal de plénitude où sa nature étendra jusqu'aux limites extrêmes la puissance de ses facultés. Cette doctrine repousse le sacrifice comme une faiblesse, rejette l'humilité comme une diminution. Elle écarte le Christ traditionnel, la révélation extérieure, et n'admet qu'une grâce intérieure, faite de force et d'honneur et reçue de naissance, la vertu de la race. Cette race, ayant atteint son plein et harmonieux développement, héritera l'Empire. Ecouter la voix de la race, c'est entendre celle de Dieu. Christ est un exemple moral. Mais quel rôle joue-t-il dans cette doctrine nouvelle ?

Ce n'est pas celle pourtant que soutient officiellement le gouvernement et l'évêque du Reich, Mgr Müller. Les *Deutsches Christen* ou chrétiens allemands qu'ils dirigent, voudraient une synthèse entre ces aspirations et la tradition chrétienne. Ils sont fidèles, bien entendu, à la doctrine raciste, et sont en butte aux attaques des disciples de Hauser comme des évangéliques.

Ces derniers sont aujourd'hui groupés autour de l'éminent et courageux Karl Barth, professeur à l'Université de Bonn. Barth se refuse à reconnaître aucune autre inspiration que celle de la Bible, aucun autre enseignement que celui du Christ. Dans le domaine de la foi, pas d'autre Führer que lui. La race n'est pour Barth qu'une création matérielle. La voix du sang ne saurait se substituer à celle du Christ. La rédemption reste nécessaire.

[six paragraphes]

La solution ne saurait être trouvée dans les menaces de M. Goering. Peut-être serait-elle dans une séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais les Allemands ne sauraient la concevoir comme nous. Pratiquement, elle priverait l'Eglise, au cours d'une crise économique sévère, de ses fonds. Le synode de Barmen a suggéré une issue, celle de séparer l'administration de la doctrine. Mais cela ne touche pas le fond du problème. Celui-ci reste qu'en somme la foi nazi [e] intervient sur le plan moral et même théologique par sa théorie de la race. Le conflit reste donc ouvert.

P.-E. B.

Editorial: Hitler frappe

Le régime nazi, instauré sous la pression de la crise et avec le mandat non équivoque de la résoudre, se débat dans des difficultés économiques de plus en plus graves. Le chômage, il est vrai, a été réduit; mais ce résultat ne correspond nullement à une amélioration de la balance commerciale. Il a été demandé à un effort collectif de la nation, effort dont les charges écrasantes sont en définitive supportée par les classes privilégiées. Ces dernières, qui avaient appelé Hitler au pouvoir, se trouvent frustrées des résultats escomptés. Leur mécontentement obligeait le chancelier Hitler à s'appuyer de plus en plus sur la gauche. Les mesures prises pour la satisfaire ne pouvaient qu'accroître la désaffection de la droite. Ne voyait-on pas des journaux communistes circuler à peine dissimulés sous le manteau ?

On s'attendait donc à un séisme politique en Allemagne. Il n'a surpris que par sa soudaineté et sa violence.

Des signes avant-coureurs l'avaient annoncé: le discours du vice-chancelier Papen fut le plus visible. Il eut l'heur de provoquer l'ire du Dr Goebbels, considéré comme situé à la gauche du parti. Mais M. Hitler lui-même, après une consultation avec le président Hindenburg et une longue conversation avec M. von Papen, resta muet. Le président du Reich félicita M. von Papen.

Ceci indiquait déjà les positions. M. von Papen ayant, en janvier 1933, fait la courte-échelle à M. Hitler et donné au chancelier d'alors, le général von Schleicher, un croc-en-jambe définitif¹, était déçu des résultats.

L'opposition de droite eût voulu se cristalliser autour de lui. Mais il a su éviter de se compromettre sans recours. Des perquisitions opérées hier chez lui ont effrayé son secrétaire, le Dr von Bose, qui se serait suicidé. On annonce aussi que son aide-de-camp M. von Tschirchki, serait mort. Mais on ne dit pas comment. Le vice-chancelier est gardé à vue, mais il n'a pas subi le sort de Roehm, de von Schleicher et d'autres, sommairement exécutés ou brutalement tués.

Le complot fut ourdi entre le général von Schleicher et le capitaine Roehm, chef des S.A. Ils correspondaient par des intermédiaires. De quoi s'agissait-il ? De rétablir en Allemagne l'Empire des Hohenzollern ? Probablement. Or, M. von Papen, on le sait, ne fait pas mystère de ses sympathies monarchistes. Le président Hindenburg incline peut-être aussi dans la même direction. Et il est certain que la monarchie, qui reste aux yeux des masses, non l'auteur, mais la victime de la grande guerre, conserve le prestige d'une grandeur évanouie et d'une prospérité sans égale. La monarchie n'est nullement exclue en Allemagne.

Roehm fut-il entraîné par des promesses ? C'est encore là un secret. Le fait reste que les S.A. ont été fortement ébranlées. La plupart de leurs chefs ont été abattus sans jugement, sans merci, et par surprise, Hitler ayant eu vent du complot, avait pris soin de séparer les chefs de leurs troupes en mettant certaines de ces dernières en congé. Mobilisées clandestinement par Roehm, elles acclamèrent le *Führer* lorsque celui-ci apparut en personne. Le sort de la conjuration était dès lors réglé.

Signalons cependant que M. Hitler ne semble pas avoir une confiance illimitée dans ses propres troupes, les S.A. A Berlin, il a fallu les éloigner pour que le général Goering puisse faire des descentes chez les chefs. Et les nouvelles instructions données par le *Führer* décèlent nettement une certaine nervosité. La défiance se révèle: le congé est prolongé...

Il s'agit bien d'un succès du chancelier Hitler. Remarquons cependant que dans toute cette affaire, son principal lieutenant est le général Goering. Celui-ci est situé modérément à droite. Les extrémistes de gauche semblent se tenir coi, et on ignore encore l'attitude du Dr Goebbels.

La plate-forme sur laquelle se meut le chancelier Hitler paraît donc assez étroite. Il a évité la trappe tendue sous ses pieds; il a frappé. Il frappera peut-être encore, il s'est affirmé, mais ne sera-t-il pas obligé de faire sa paix avec la droite ? La Reichswehr reste après tout fidèle au président von Hindenburg, qui, lui, n'est nullement nazi. Elle demeure la seule vraie puissance du Reich, surtout après les secousses qui viennent d'ébranler les S.A. C'est avec elle que doit compter Hitler. Ne trouvera-t-il pas avantage à composer avec elle ?

Nul ne peut certes prédire ce que fera le chancelier. Mais il lui faudra choisir entre la gauche et la droite. En épargnant la vie de M. von Papen, ne s'est-il pas ménagé le négociateur éventuel d'une réconciliation avec la droite ?

P.-E. B.

¹ 29.07.1934 (photo 2.18): " Sa lettre du 14 juin révélait que le vice-chancelier, qui n'a jamais été nazi, , mais fit, en janvier 1933, la courte-échelle à Hitler tout en donnant à von Schleicher, alors chancelier, un fatal croc-en-jambe, s'éloignait de la stricte observance." P.-E. B.

Editorial: Hitler et Roehm

A mesure que filtrent les dépêches, on distingue mieux le sens des tragiques événements de samedi en Allemagne. Le chancelier Hitler a frappé dans deux directions, contre les chefs des S.A., le capitaine Roehm et ses subordonnés directs *Führer* de groupe régionaux, - et contre le Herrenclub, les hobereaux, les magnats de l'industrie, l'ancien parti dissous de Hugenberg, tous ceux qu'inquiètent les aventures économiques, les conséquences pour le commerce extérieur du Reich de la doctrine raciste et de la chasse aux Juifs, tous ceux en somme auxquels on colle en haut-lieu l'étiquette "réaction" et qui rêvent du retour des Hohenzollern et de l'âge d'or d'avant-guerre qu'ils symbolisent.

Le chancelier Hitler, usant de ruse et de sévérité, donna le change aux chefs de la S.A., réunis dans des stations alpines de la Bavière méridionale, en allant en Westphalie procéder à des revues et discourir. Mais, à deux heures du matin, il partit en avion pour la Bavière, se rendit, accompagné de troupes hitlériennes fidèles, les S.S., à Bad Wiessee, au bord du Tegenersee. C'est là qu'il surprit ses adversaires vers quatre heures [], samedi matin. Roehm, pris au lit, se laissa arrêter sans résistance. Les autres chefs furent fusillés séance tenante: Pierre Heydebreck, *Führer* S.A. de Poméranie, qui deux jours auparavant avait adressé un discours révolutionnaire aux associations ouvrières de cette province; Edouard Heines, surpris dans la même maison que Roehm, dans une situation délicate, le comte Spreti, d'autres encore, Ernst, *Gruppenführer* S.A. du Brandebourg, prêt à s'enfuir sur un vaisseau en partance à Brême pour Madère, fut arrêté sur le quai et fusillé. Hitler lui avait encore, peu de jours auparavant, donné des preuves non équivoques de sa confiance. Un autre chef S.A., von Detten, conseiller intime de Hitler, subit le même sort et bien d'autres. Quant à Roehm, on sait qu'il refusa de se laisser persuader de commettre un suicide, et qu'on le fusilla.

Qu'il y ait eu complot, nul doute, semble-t-il à cet égard. A Brunswick la révolution devait éclater samedi à midi. Les S.A. avaient été appelés aux armes en Bavière par Roehm. On leur avait dit: "le Führer est contre nous". Sans doute l'action d'Hitler intervint-elle au tout dernier moment. Sa brusquerie, sa soudaineté, lui ont probablement valu le succès. Mais que dire de ces exécutions sans jugement, sans défense, l'accusé entraînant avec lui dans la tombe des secrets qui, sans doute, n'auraient pas compromis que lui ? La justice sommaire n'est pas de la justice, et ne manquera d'éveiller hors d'Allemagne une juste indignation qui rendra la position du Reich et du régime nazi plus précaire qu'on ne pense.

L'exécution de Roehm a un caractère particulièrement choquant. Pourquoi cette fusillade après que le malheureux eut refusé de se suicider ? Et surtout, Hitler ne pouvait-il avoir quelques égards envers un homme qui fut dès la première heure, dès 1919, son soutien, l'organisateur des S.A., l'un des artisans de son succès et de son pouvoir ?

Le capitaine Roehm était avant tout un soldat. Il avait fait toute la guerre, était couvert de blessures. Il concevait le parti national-socialiste sur une base militaire. C'est pourquoi il s'appliqua à attirer aux Sturm-Abteilungen les diverses formations militaires qui germèrent en Allemagne dans les premières années de l'après-guerre. Il leur agréa, dès 1922, l'*Einwohnewehr* bavaroise, dissoute par les Alliés, et la brigade Ehrhardt, dissoute en Prusse, et qui continua quelques temps son activité en Bavière sous le nom d'Organisation Consul. Cette dernière forma le noyau des S.A. Plus tard, en 1923, les S.A. faillirent disparaître, assimilés au *Kampfbund* du général Lu[]dendorff. Ce fut Roehm qui réussit à leur rendre l'indépendance. et prépara ainsi la voie du succès à son ami.

Mais Roehm était un pur militaire. Il ne voyait que la militarisation du parti. Hitler voulait que la troupe restât au service de sa politique, rôle que Roehm méprisait, traitait de "colleur d'affiches". Roehm et Hitler se trouvèrent donc souvent en opposition au cours de leur carrière. Se tutoyant, étant en relations intimes, il [s] voyaient surgir entre eux l'éternel antagonisme qui dresse le pouvoir militaire contre le pouvoir civil. Hitler admirait dans son compagnon une puissante faculté d'organisation, des capacités qui faisaient croire à certain qu'il serait le grand chef de la guerre de l'avenir. Hitler les utilisa. Mais le pouvoir de Roehm lui monta à la tête. Maître incontesté d'une armée qui dépasse le million, que voulut-il au juste ? S'attacher la Reichswehr - rêve poursuivi depuis douze ans - en concluant avec la droite une alliance dont Hitler lui-même devait faire les frais ? C'est là sans doute le secret des relations qu'il entretenait avec le général von Schleicher. Probablement songeait-il à une dictature militaire, tandis que son partenaire pensait bien, après l'avoir utilisé pour porter le premier coup, le manœuvrer.

On remarquera que Roehm et von Schleicher sont tous deux accusés d'avoir été en relations avec une puissance étrangère. Laquelle ? Mystère. Mais on a supposé que c'était la Yougoslavie, - et par elle la Petite Entente et la France. Roehm a passé récemment plusieurs semaines en Slovénie, et aurait négocié avec Belgrade sur la base de l'annexion à la Yougoslavie des Karawanken slovènes (laissés à l'Autriche après un plébiscite en 1920), un mouvement contre M. Dollfuss, et l'adhésion éventuelle de la Yougoslavie à un Anschluss plus ou moins

camouflé. Le pot aux roses aurait été découvert par Goering lors de son récent voyage à Belgrade. Tels quels, ces récits nous paraissent sujets à caution. La Yougoslavie jouerait-elle ainsi la sécurité de la Petite Entente ? Jusqu'où Roehm et von Schleicher s'étaient-ils engagés ? Tous deux sont morts; qui le dira à leur place ? Mais il est d'ores et déjà permis d'affirmer que Hitler s'est trouvé mis en danger par la conjuration des chefs S.A. plutôt que directement par la droite. C'est eux qu'il a le plus durement frappés. Et Goebbels, la gauche nazi [e], n'a parlé que dimanche soir. On a l'impression qu'il s'est rallié.

Quant à la droite, Hitler ne l'atteint que par ricochet, ou en second lieu. Les relations en Roehm et von Schleicher ont fourni le prétexte à l'exécution de l'ex-chancelier von Schleicher, abattu froidement avec sa femme dans sa maison de Neubabelsberg, près de Potsdam, alors qu'il s'apprêtait à résister aux hommes qui venaient l'arrêter.

Le chancelier Hitler a voulu intimider semble-t-il les partis de droite groupés autour de M.von Papen.

Mais si la Reichswehr, dont les dépêches ne parlent pas, reste acquise, comme on le croit, au vieux maréchal Hindenburg, c'est avec lui que les nazis, aujourd'hui victorieux, mais affaiblis, devront peut-être demain composer.

P.-E. B.

Editorial: Dans les coulisses du drame allemand. Le massacre des prétoriens

André Germain, auteur de Hitler ou Moscou, paru en septembre dernier et de Guerre civile qui, par une singulière coïncidence, paraît chez Denoël aujourd'hui même, a résumé pour le Journal de Genève ses souvenirs sur les principaux personnages de la tragédie allemande actuelle.

- A un certain moment de l'histoire romaine, le sort des empereurs était de mourir assassiné par les prétoriens. Hitler, que protège son étoile, a renversé les rôles; il a fait tuer à temps, dans son entourage, ceux qui pouvaient le plus justement passer pour des prétoriens. A ce tournant étrange et terrible de sa vie quelque chose s'affirme à nouveau: sa chance, que sert assurément son habileté mais que multiplie cette assurance mystique, cette foi en lui-même et en sa mission qui le caractérise si fortement.
- A l'instant où j'écris, des ténèbres sanglantes couvrent l'Allemagne. Une tempête formidable la secoue. Il s'agit de ne pas diminuer l'importance de ces ténèbres et de cette tempête; il s'agit également de ne pas l'exagérer. D'ici quelques heures ou d'ici quelques jours la lumière se lèvera sur ces jeunes cadavres abattus, parmi lesquels il y a peut-être un cadavre impérial. D'ici quelques jours ou d'ici quelques semaines la clarté se fera sur les conséquences et les répercussions d'une tragédie infiniment complexe qui crée des relations et des oppositions nouvelles entre les diverses forces existant "chez nos voisins" et qui devient la tragédie même de l'Allemagne.
- Ayant en quelque sorte assisté dans les coulisses à la lointaine préparation de cette tragédie, je voudrais apporter mon témoignage au sujet de certains incidents que jusqu'ici on comprend mal, au sujet de quelques-uns des sanglants héros qu'on connaît peu à l'étranger. Pour la préparation de mon livre "Hitler ou Moscou" j'ai séjourné plusieurs mois en Allemagne, c'est-à-dire de mars à septembre 1933. Et j'ai alors connu ou entrevu la plupart de ces personnages qu'une sinistre auréole entoure subitement, soit qu'ils gisent parmi les morts, soit qu'ils tremblent dans leurs palais ou dans leurs prisons, soit qu'ils dominent pour l'instant, avec une férocité tranquille, tout ce désordre et tout ce carnage.
- Séparons deux groupes de victimes. D'une part, les principaux chefs des sections d'assaut. Ceux-là, je les ai aperçus de loin dans la pompe de leur cortèges rutilants et de leur triomphe improvisé. Uniformes neufs, belles automobiles, tapage des cuirs et des klaksons. Ainsi je vis passer, dans la lumière furtive d'une journée de printemps, l'horrible Roehm et le trop joli Ernst. On savait quels liens, dignes du Bas-Empire, unissaient ces deux hommes que l'ambition et la mort allaient bientôt mêler. Mais ils avaient - et ceci est moins connu - un troisième camarade: le prince Auguste-Guillaume de Prusse.
- Ayant eu la chance d'opter, seul dans sa famille, pour les nazis à une heure où ceux-ci étaient honnis et persécutés, le prince en perdait la tête (qu'il avait d'ailleurs toujours eue faible et excentrique). Il entrevoyait la possibilité d'une présidence de la République ou même d'un trône. Dans les entretiens qui le rapprochaient quotidiennement de ses deux amis les maîtres et les chefs des S.A., de la plus grande force armée de l'Allemagne, les rêves encore confus devenaient des lueurs assez précises. Là, dans le simple fait d'une camaraderie quotidienne de trois exaltés que leurs appétits et leurs ambitions solidarisaient si étroitement, se trouva sans doute l'une des occasions, l'une des causes du drame actuel.
- Le prince Auguste-Guillaume, si gravement compromis, vit-il encore à cette heure-ci ? On imagine l'immense retentissement qu'aurait en Allemagne, sitôt connue, l'exécution d'un Hohenzollern, le fossé de haine qu'elle creuserait entre des forces et des groupes jusqu'ici unis pour soutenir le régime nouveau. Sans doute le prince Auguste-Guillaume n'était-il pas très aimé dans sa propre famille. Et le plus intelligent de ses parents, son neveu, le prince Louis-Ferdinand, deuxième fils du Kronprinz, qui connaît vraiment l'Allemagne, l'Europe et le Monde, et qui a peut-être en lui l'étoffe d'une destinée, avait durement renié, à propos de certaines de ces incartades, l'oncle encombrant et sans tact. Cependant le sang répandu d'un Hohenzollern ferait tache et symbole. N'épouvanterait-il pas le vieillard angoissé qui porte encore sur ses épaules voûtées toute une partie des responsabilités allemandes et qu'accable à cette heure le sort de von Papen, si singulièrement balancé entre le pouvoir et la prison ?
- Je viens à l'autre groupe de victimes, à cet entourage de von Papen où on dit qu'il y a plusieurs fusillés ou suicidés: les nouvelles s'entrecroisent. Mais fusillés ou suicidés - et dans leur préférence pour le suicide les dictatures les plus intransigeantes se révèlent soeurs des démocraties les plus parlementaires - ses deux collaborateurs les plus intimes n'en sont pas moins morts, et tragiquement morts. Hitler pourra-t-il, par-dessus ces cadavres, tendre la main à son vice-chancelier et celui-ci pourra-t-il accepter cette main ? Désormais tout les divise: le sang répandu et aussi cette opposition qui semblerait devoir dresser l'un contre l'autre l'ex-attaché militaire aux finesses de jésuite et l'ex-simple soldat aux inspirations frustes et mystiques. Et pourtant ils ont absolument besoin l'un de l'autre: sans Hitler qu'il a lui-même couronné, Papen n'est plus rien. Et pour son maître Papen fut et demeure l'intermédiaire quasi indispensable à la fois vis-à-vis de la puissance catholique et vis-à-vis de la force conservatrice incarnée en Hindenburg.

Des deux fusillés ou suicidés de chez Papen j'ai beaucoup connu l'un, le capitaine von Bose. C'était tout le contraire des Ernst et des Roehm: un homme sérieux, intelligent, menait une vie de famille très digne et se vouant avec une sorte d'excès et de fanatisme aux devoirs de son poste. Il était de plus fervent monarchiste. Il y a à peine un an, dans une taverne où nous déjeunions ensemble, il m'annonçait comme inévitable et prochain le retour des Hohenzollern et plus exactement le couronnement du prince Wilhelm, fils aîné du Kronprinz. Mais il était un prophète malheureux: quelque jours après, le prince en question se fiançait avec une jeune fille de simple noblesse et se désistait de ses droits. Von Bose, dont la foi têtue ne pouvait disparaître, demeura-t-il un agent de liaison entre les conservateurs ralliés au régime et tel ou tel Hohenzollern ?

Quelle oraison donner à tous ces morts du 30 juin ? On ne saurait avoir grande pitié de la première catégorie: ils avaient abusés des jouissances et du pouvoir, ordonné ou approuvé les exécutions les plus brutales, sur certains d'entre eux planait le soupçon de crimes directement perpétrés. Mais les supprimés de la seconde catégorie ont droit à une grande compassion: c'étaient des hommes très corrects et, au moins dans une certaine mesure, des idéalistes. Comment Hitler enjambrera-t-il tous ces cadavres ? Il se dresse à cette heure, farouche et formidable, couvert du sang de ses infidèles amis, mais protégé par sa chance, mais protégé et couvert toujours par l'espérance et l'amour de son peuple.

André Germain

P.S. - D'après les dernières nouvelles, non seulement le prince Auguste-Guillaume vivrait, mais il aurait été remis en liberté. On aurait reculé devant des mesures plus graves, pour ne pas creuser ce fossé de haine, auquel je faisais allusion. Et, sans doute, ce prince, qui a peu de caractère, aura facilité les choses en reniant ces amis intimes, Ernst et Roehm, comme naguère il renia les Juifs allemands auxquels il devait tout (le 9 novembre 1918 il avait été sauvé par un banquier juif chez qui il s'était réfugié, et qui, avec le plus grand courage, s'était interposé entre lui et la foule hurlante; d'autres juifs l'avaient, les années suivantes, largement hospitalisé. A l'heure de la persécution, il les renia tous.) Ce qui est plus singulier, c'est que les dépêches le disent à Potsdam, chez son frère le Kronprinz; il s'y serait réfugié, puisque jusque-là il n'avait jamais habité chez lui. Dans ce cas, le Kronprinz se serait-il réellement entremis, comme on l'affirme, entre Hitler et Hindenburg, et aurait-il, comme récompense, obtenu la grâce de son frère ?

A.G.

Editorial: Hypothèses et pharisaïsme

La tragédie allemande reste une sorte d'énigme. Autour d'elle surgissent les questions. Hitler, dit-on, n'a-t-il pas supposé le complot de Roehm ? Et l'exemple de l'incendie du Reichstag n'est-il pas là, tiède encore ?

Les protagonistes de cette version veulent que le triumvirat Hitler-Goering-Goebbels ait capitulé devant les partis de droite, le Herrenclub et les Junkers inquiets de l'allure de gauche imprimée récemment par ses chefs au mouvement nazi. Les dictateurs auraient été frappés d'une nécessité inéluctable: donner à la *Reichswehr*, jalouse de ses prérogatives, jalouse des S.A., jalouse de Roehm, que les généraux von Blomberg et Fritsch ne voulaient plus admettre parmi leurs pairs, donner à la *Reichswehr* hésitante des gages décisifs. Il fallait les lui donner parce qu'elle restait la seule puissance réelle, fidèle au maréchal Hindenburg, ou plutôt (car il n'est, dit-on, plus que l'ombre de lui-même), aux groupes de droite, libéraux et industrie lourde. "Il fallait", écrit M. Georg Bernhard, "extirper les ouvriers des S.A.". Le publiciste allemand va jusqu'à rapprocher l'entrevue de Venise et la tactique mussolinienne du coup d'Etat hitlérien du 30 juin. Il laisse entendre que M. Mussolini pourrait avoir donné au chancelier du Reich le conseil de se rapprocher de la droite. Il se peut. Mais nous pensons que les moyens employés par Hitler lui appartiennent en propre. Pour éviter une action de la droite et de la *Reichswehr* [pas italique], le triumvirat aurait donc décidé de lui jeter en pâture la tête de Roehm et des autres chefs S.A.

Cette explication fort habile nous paraît spécieuse. Hitler avait-il avantage à se débarrasser des S.A. ? Ne pouvait-il éloigner Roehm, éviter de le faire disparaître et de se charger du sang d'un ancien compagnon d'aventure et de succès ? Ne devait-il pas au contraire le ménager en vue des surprises possibles de la politique ? Et pourquoi sévir contre le général von Schleicher et contre les monarchistes de l'entourage de von Papen ?

Moins invraisemblable nous paraît être la version de M. Otto Strasser, fort bien renseigné, mais qui évidemment ne saurait être entièrement objectif, ayant lui-même joué un rôle, et son frère venant d'être sommairement fusillé. Selon M. Otto Strasser, Hitler aurait voulu remplacer Goering par Gregor Strasser. Goering, renseigné par son service d'espionnage, aurait prévenu par des mesures foudroyantes l'action dirigée contre lui-même. Hitler serait dès lors le prisonnier de Goering. Il faudrait donc admettre que le Führer aurait accepté toute la mise en scène du voyage en Westphalie puis en Bavière; et l'exécution de Roehm et de son état-major aurait scellé la défaite d'Hitler. Mais pourquoi ce dernier, seul en Bavière avec ses fidèles S.A. n'y aurait-il pas dénoncé et menacé Goering retranché dans Berlin ? Et pourquoi la mort de von Schleicher, les mesures d'intimidation contre la droite ?

L'explication la plus simple, la plus logique, n'est-elle pas qu'il y a eu complot de la part des S.A., que Roehm, pur militaire, voulait effectivement le pouvoir pour ses troupes et pour lui-même, qu'il lui fallait la soumission de la *Reichswehr*, que l'autorité de Hitler lui pesait (on le sait pertinemment), et qu'il décida de se substituer à l'idole d'antan ? Sans doute eût-il fait bon marché du Führer abattu, et l'aurait-il sommairement passé par les armes. Car la mystique nazi [e], cristallisée autour du premier chef, aurait constitué pour un Roehm victorieux un danger de tous les instants. Hitler, l'ayant remporté, lui rendit d'avance dent pour dent, et élimina pour toujours un risque qui eût été permanent. Roehm innocent pouvait, devait être exilé; coupable il devait périr.

Devant tant d'exécutions soudaines, dont les raisons ne sont en somme pas encore claires, devant tant de cadavres, l'opinion frémit, s'indigne. On veut un jugement, on demande une défense, une justification. Et ne l'obtenant pas, l'opinion passe condamnation.

La plus bruyante est celle prononcée par le *Times*. Le grand organe de Londres écrit sans ambages: "L'Allemagne a désormais cessé d'être un pays européen moderne. Elle est revenue au moyen âge. Il semblait inconcevable que le chef, même despotique, d'un gouvernement moderne, pût ordonner l'arrestation et l'exécution sommaire de ses principaux lieutenants; les notions morales et spirituelles sur lesquelles nous vivons ont cessé de valoir pour l'Allemagne." Sans doute faut-il comprendre que pour les Allemands en général et les nazis en particulier, l'obéissance aveugle au chef, au Führer, est la vertu suprême. L'initiative est un danger. Elle est un germe de doute. Et douter du chef c'est déjà trahir. L'Etat tout entier repose sur l'autorité du Führer, sur la confiance, la foi qu'il inspire. Le doute mérite donc la mort, immédiatement et sans recours.

Les exécutions sommaires de cette semaine ne nous paraissent pas plus justifiées pour cela, ni moins cruelle la doctrine qui les exige. Mais nous nous demandons si le *Times* est vraiment qualifié pour parler ainsi des "notions morales et spirituelles sur lesquelles nous vivons". Le *Times* s'indigne-t-il de même de ce qui se passe aujourd'hui en U.R.S.S. ? S'étonne-t-il que dans notre Europe on puisse compter les voix qui protestent contre l'extermination, par la famine, par l'exil, dans le nord meurtrier, par le fer et par le feu, d'une nation européenne, de langue parent à la nôtre, de race blanche, de religion chrétienne, de trente-cinq millions d'individus, la nation ukrainienne ? S'étonne-t-il que les représentants des bourreaux de cette nation soient invités et reçus avec égards aux manœuvres de l'aviation britannique ? Ne se prépare-t-il pas en soutenant la candidature soviétique à la S.d.N., à river la chaîne de l'Ukraine, ou plutôt de sceller sa tombe ?

Mais on peut aller plus loin, et reprocher au *Times* son silence au sujet du long assassinat de la petite nation assyrienne. L'Angleterre a pris l'engagement solennel de la protéger, mais, après en avoir utilisé les troupes, elle abandonne les Assyriens au cimetière de l'Irak nationaliste; elle ne trouve même pas de place dans ses vastes possessions pour 15.000 malheureux auxquels elle a promis un *home*. Et ces gens meurent là-bas, tandis que le *Foreign Office* fait tout pour empêcher l'envoi en Irak des secours et surtout des enquêtes internationales. L'évêque du Gloucester a raison de parler à cet égard d'une atteinte à la réputation britannique. Qu'en pense le *Times* ? L'holocauste assyrien est-il digne d'un "pays européen moderne" ? Fait-il partie des "notions morales et spirituelles sur lesquelles nous vivons" ? Et l'Allemagne est-elle vraiment la seule pour laquelle elles ne "valent plus" ? Vraiment ?

P.-E. B.

Editorial: L'Italie et les événements d'Allemagne

Notre correspondant de Rome nous écrit:

Nulle part on aura observé, à l'égard des événements qui se sont déroulés en Allemagne, et dont il n'est pas encore possible de prévoir toutes les conséquences, une réserve aussi prudente que celle qui marque l'attitude des milieux politiques italiens. Il n'y a là rien de surprenant sans doute: cette réserve est la démonstration la plus éloquente de l'impression défavorable produite par la découverte du complot antihitlérien et sa répression sanglante. En effet, l'on ne se dissimule pas, ici, la gravité des faits qui mettent en cause la personnalité même du Führer: ses conceptions, ses méthodes, sa manière de les appliquer.

Arrivé au pouvoir après la "marche sur Rome", M. Mussolini, dont on dit avec raison qu'il est un esprit réaliste, s'est employé à résoudre par degrés les problèmes qui se sont tout de suite posés à lui. Les partis d'opposition, allant de la droite libérale (car l'extrême-droite se composait de fascistes et de nationalistes ayant déjà solidarisé) à l'extrême-gauche communiste, il ne les a pas étouffés; il les a liquidés au fur et à mesure que les circonstances, et leurs propres fautes, lui en fournissent l'occasion. C'est de la même façon, en procédant par étapes, qu'il a réalisé les réformes les plus hardies et modifié la structure de l'Etat. Il n'a pas, cependant, fait oeuvre de division. Car si, d'un côté, il a opéré le rapprochement entre l'Eglise et l'Etat, il a reconnu aussi les droits des cultes non-catholiques, dont il a amélioré la situation juridique. Les protestants et les juifs, on s'en souvient, ont, en manifestant leur satisfaction pour les mesures qui concernaient l'exercice de leur culte, désormais "admis" et non plus "tolérés", provoqué les protestations des catholiques, qui voyaient dans les accords de Latran un instrument devant consacrer pour eux une espèce de suprématie. Dans le domaine social, M. Mussolini a combattu les principes socialistes, mais il a créé le corporativisme, dont le point de départ a été la constitution des syndicats ouvriers.

On rappelle volontiers ces faits dans les conversations qui se tiennent à Rome, à propos de la "crise" du national-socialisme allemand. A la différence du Duce, le Führer a voulu conquérir le pouvoir par les voies légales et parlementaires et il a prétendu ensuite faire la révolution. Il s'y est pris sans méthode, en voulant résoudre d'un seul coup et par la violence tous les problèmes qui lui paraissaient d'un caractère essentiel et urgent. Il a soulevé la question de la race et la question religieuse, en divisant le pays et en s'attirant à la fois l'aversion des juifs, des catholiques et des protestants. Il a déçu les ouvriers en faisant dissoudre les syndicats et en les livrant ainsi aux patrons. En échange de quoi, qu'a-t-il apporté au peuple allemand? Le boycottage organisé à l'étranger sur une vaste échelle a contribué pour une grande part au déficit actuel de la balance commerciale. Les paiements à l'étranger ont dû être suspendus. Après avoir quitté Genève, il a vu s'organiser en Europe, sous les auspices de la Russie, des combinaisons qui ne peuvent avoir comme effet que l'isolement de l'Allemagne. La campagne pour la formation en Autriche d'un régime national-socialiste s'est heurtée à l'opposition de l'Italie, de la France et de l'Angleterre et l'entrevue de Venise avec le Duce n'a pas non plus donné de résultats positifs.

On s'explique donc ici que le complot réprimé le 30 juin n'ait été que la résultante d'un mécontentement général, qui s'est manifesté, en tout premier lieu, dans les rangs mêmes du parti nazi. Et c'est ce que l'opinion considère comme l'un des symptômes les plus graves de la situation actuelle. Les débuts du fascisme ont aussi été marqués par des luttes intérieures. Mais aucun des mouvements qui se sont manifestés n'a visé le Duce, dont l'autorité a toujours été jugée incontestable. Si le fascisme a été combattu, c'est par ses adversaires politiques. Par contre, le Führer a vu prendre position contre lui non seulement les courants politiques mis au ban de la vie nationale, mais ses partisans eux-mêmes et, c'est qui est pire, ces sections d'assaut qui correspondaient, en Italie, à la milice volontaire fasciste. Ce sont les chefs de ces formations, qui comptaient parmi les amis et les hommes de confiance de Hitler, que celui-ci a fait exécuter sommairement, ne pouvant sans doute pas faire passer par les armes les escouades toutes entières. Cette répression elle-même s'écarte sensiblement des systèmes fascistes. Ici, les adversaires du régime aussi bien que les partisans devenus dissidents et s'étant rendus coupables d'activité antifasciste ont été poursuivis par les voies légales. On peut trembler à la pensée des rigueurs des lois spéciales et du tribunal spécial pour la défense de l'Etat; mais à part le fait que ce tribunal, en Italie, observe méticuleusement la procédure, et que la défense est garantie pendant l'instruction et les débats, il n'y a jamais eu d'exemple d'exécutions n'ayant pas été précédées d'un procès régulier. On ne saurait en tous cas jamais concevoir qu'un conseil des ministres soit appelé à légaliser les exécutions effectuées en dehors de tout jugement.

Or, ces différents éléments de la situation amènent les milieux politiques italiens à se demander si le prestige du Führer n'est pas sérieusement compromis, à l'intérieur du pays comme devant l'opinion publique mondiale. Il en résulte qu'une solidarité italo-allemande, en présence des problèmes internationaux actuels, n'apporterait aucun bénéfice réel à l'action diplomatique du cabinet de Rome. D'autre part, on a vu combien de fois Rome et Berlin se sont trouvé[s] en antagonisme depuis l'avènement au pouvoir des nationaux-socialistes, sur le terrain même de la politique internationale. Un cabinet allemand forcé de s'orienter d'après les pressions de la Reichswehr et

les groupements réactionnaires et militaristes serait considéré ici comme un nouvel élément de trouble et d'inquiétude. C'est pourquoi, devant l'inconnue que représente actuellement et une fois de plus l'Allemagne, on préfère garder une attitude simplement expectante.

Th. V.

Editorial: Plaidoyer

Encore abasourdie des événements du 30 juin, l'opinion attendait avec une curiosité anxieuse les déclarations qu'allait faire le chancelier Hitler. Livrerait-il enfin la clé des contradictions et des cruautés de cette fatale journée ?

Le chancelier du Reich devait, paraît-il, donner encore des précisions sur la politique extérieure de l'Allemagne, et compléter les déclarations faites dimanche à Königsberg par M. Hess. On se demandait si M. Hitler allait accepter les suggestions faites à Londres lors de la récente visite Barthou, si, affaibli par la crise du 30 juin, il aurait au Canossa des pactes d'assistance mutuelle. Ce passage du discours aurait été supprimé au dernier moment, et la déception des journaux français est grande. L'attitude de l'Allemagne reste indéterminée, sans doute parce que celle de l'Italie ne laisse pas d'être ambiguë.

Quoi qu'il en soit, le discours du 13 juillet est consacré à la seule crise intérieure. Il apporte des précisions, il tente surtout un plaidoyer. Et c'est bien cette forme défensive qui s'esquisse toujours plus définitive à travers l'exposé du chancelier. Hitler explique. Cette explication, il la devait, non seulement à l'opinion étrangère ahurie et indignée, mais au peuple allemand lui-même, dont il venait de mettre en pièces si soudainement tant d'idoles éphémères. Et ceci en dit long sur l'état d'esprit du Reich d'aujourd'hui. Hitler a dû venir se justifier.

Il se justifie en accusant, bien entendu. Nous entendons cette accusation. Nous en pèserons les termes et la portée. Mais où est la défense ? Des tombes fraîches recouvrent sa voix. Et ce silence même est une accusation terrible.

Le chancelier l'a bien senti. C'est pourquoi il importe de relever l'alibi. Hitler excipe de la nécessité où il s'est tout à coup trouvé de procéder à une intervention foudroyante, alors qu'il ne disposait "que de quelques fidèles". Il fallut surprendre les conjurés, profiter de leur égarement, frapper avant que, revenus de leur stupeur, ils ne réalisent leur force et procèdent à un retour offensif et peut-être fatal au chancelier.

Il se peut. Il faudrait cependant expliquer d'abord pourquoi Hitler s'était laissé acculer à cette position précaire, lui qui pourtant, dit-on, était renseigné sur le complot depuis longtemps. Dans l'hypothèse la plus favorable à la thèse hitlérienne, il faut admettre que le Führer s'est abandonné, au cours du mois de juin, à une bien étrange et dangereuse inaction. Ne pouvait-on déposer Roehm et ses acolytes plus tôt, puisqu'on les savait peu sûrs ? N'aurait-on pas ainsi évité la nécessité de l'effroyable hécatombe du 30 juin ? On en est donc réduit à penser que Hitler était beaucoup moins qu'on ne le dit au courant des projets de Roehm, et que l'attaque brusquée de Wiesee est bien due à une soudaine découverte. Dans la panique, on a frappé sans merci, sans égards, sans réfléchir, avec la frénésie de la terreur. Tout le prouve. Jusqu'à cet ordre "d'abattre immédiatement tous ceux qui s'opposeraient à leur arrestation".

C'est ainsi que le chancelier veut justifier la mort du général von Schleicher, et il reconnaît d'ailleurs que l'expiation de ce crime de résistance fut sévère. Nous trouvons cette "expiation" cruelle. Elle ne saurait justifier le meurtre lâche de Mme von Schleicher qui, dans un mouvement d'un courage admirable, s'était jetée devant son mari pour le protéger de son corps. Quels sbires osèrent abattre cette noble femme ? Nous espérons que le Führer avait en effet, et comme l'annonçaient certaines dépêches, donné l'ordre de fusiller ces meurtriers. On est stupéfait d'apprendre de la bouche du chancelier qu'il n'en est rien ¹. [note] ¹ Les récits semblent confirmer que le général von Schleicher aurait été surpris à déjeuner. Il était à table avec sa femme et sa fillette de 12 ans. Il est peu probable, quoique possible, qu'il ait eu alors en poche le revolver dont paraît-il il menaçait les gardes qui venaient l'arrêter. - Une autre version de l'événement, non confirmée il est vrai, affirme que quatre gardes entrèrent sans coup férir dans la salle à manger de la villa et abattirent sous les yeux de leur enfant, le général, qui ne résistait pas, et la jeune femme qui s'était précipitée vers son mari. [fin de la note]

Hitler, en somme, donne l'excuse du danger. Et c'est bien en effet sous l'empire d'une sorte de panique qu'il semble avoir agi. Il n'était plus question du juger les coupables. Et d'ailleurs le Führer à le devoir, presque la mission, pour le salut de l'Etat, de frapper immédiatement la moindre velléité d'insubordination. M. Hitler fait appel au sens de la discipline des Allemands. Mais il reste tout de même que le "chef" a agi sous l'empire de la terreur. Terreur qui certes le galvanisa, le fit foncer sur l'obstacle. Mais le Führer peut-il s'y abandonner ? Ses prétentions à l'infailibilité le lui interdisent et exigent de lui une vigilance lucide que rien jamais ne saurait mettre en défaut. Aussi serions-nous surpris que la robe de confiance dont le peuple allemand l'avait revêtu, n'ait, le 30 juin, subi un irréparable accroc.

Le discours du chancelier contient d'autres indications du plus haut intérêt. On aura remarqué les faits qui prouveraient une brouille entre le général von Schleicher et M. von Papen. Hitler couvre donc M. von Papen et assure que le complot était dirigé aussi contre le vice-chancelier et contre le Président. Ceci n'explique nullement pourquoi M. von Papen fut mis aux arrêts et surtout la raison de l'exécution de M. von Bose et d'un ou deux autres personnages de ce groupe von Papen. Il y a même là flagrante contradiction.

On se trouve donc acculé à une nouvelle supposition. La droite monarchiste, qu'on avait commencé de frapper en la personne de M. von Schleicher et ensuite des milieux von Papen, on a dû l'épargner. Avait-on d'abord

l'intention d'aller plus loin, d'atteindre le président Hindenburg. [?] A-t-on reculé devant l'opposition de la Reichswehr ? Il semble bien qu'Hitler ait dû très vite céder à des pressions de droite. On remarquera dans le discours du 13 juillet les couronnes tressées au général von Blomberg, ministre de la Reichswehr, la fidélité au maréchal Hindenburg, sur laquelle M. Hitler insiste avec force, et enfin une sorte d'avance aux monarchistes. Le chancelier déclare que les princes n'ont pas participé au complot, et qu'on ne les a pas poursuivis ? Pourquoi donc alors plusieurs d'entre eux ont-ils passé la frontière ?

Tout ceci confirme que la Reichswehr est en fait maîtresse de l'Allemagne. Le Führer [, (?)] privé de ses S.A., est maintenant obligé de compter avec les Hohenzollern, qui ont les sympathies secrètes du vieux maréchal. Au soleil d'Hitler grandit leur ombre silencieuse.

P.-E. B.

Editorial: La mort du chancelier Dollfuss

L'Autriche est aujourd'hui en deuil. Elle a perdu l'un de ses enfants les plus dignes d'admiration, celui qui a su élever son pays ruiné par la guerre et humilié par la paix, à la hauteur d'une grande mission.

Le chancelier Dollfuss n'a jamais rien voulu pour lui-même. Il a vécu avec sa compagne et ses deux enfants dans la plus grande simplicité. Fils d'un paysan, élevé dans un petit village, par une mère pieuse qui voulait avant tout qu'il fût un homme de valeur et un homme bon, il revint souvent se reposer des fatigues du pouvoir dans l'humble maison natale où sa mère, en costume paysan, continuait de travailler et l'accueillait sur le seuil.

Son oeuvre est magnifique: il a accompli un redressement étonnant sur le plan moral aussi bien qu'économique. L'Autriche, grâce à lui, joue un rôle dans le monde. En Europe, on s'est souvent étonné de l'action prodigieuse de cet homme qui menait avec une si ferme résolution son pays vers un avenir meilleur. Aujourd'hui, cette même Europe est stupéfaite, abasourdie que le chancelier Dollfuss a été abattu comme un chien, de trois coups de feu, et qu'on l'ait laissé périr sans un prêtre, sans même, selon une version, le secours d'un médecin.

Comment les conjurés ont-ils pu pénétrer jusqu'au chancelier ? Sa vie si précieuse et tant de fois menacée n'était-elle pas mieux protégée ? Nous savons maintenant que les nazis ont pu entrer dans la chancellerie en se déguisant. Ils ont pris l'uniforme de policiers et ont profité des deux minutes de la relève de la garde. Une fois introduits dans le palais, la première partie du coup d'Etat avait réussi.

Les insurgés ont commis un acte qui est le point culminant d'une vague de terreur. Ces derniers temps, les attentats s'étaient multipliés, mais la cause des nazis était déjà perdue. C'est pourquoi, tout en essayant de saisir le pouvoir en un effort désespéré, les nazis ont voulu se venger.

Leur coup d'Etat s'est exécuté en deux mouvements. La saisie du poste de radiophonie Rawag devait leur permettre d'affoler le pays en y répandant de fausses nouvelles, en annonçant que la révolution était générale et victorieuse. L'Autriche se serait rendue. En même temps, la surprise et le meurtre du chancelier Dollfuss devait décapiter le gouvernement et l'acculer à une honteuse capitulation. Le ridicule l'aurait achevé.

Ce plan a échoué. Partout la fidélité au gouvernement a été remarquable. Les manoeuvres du poste Rawag occupé par les nazis n'ont éveillé aucun écho. Le président de la République, M. Miklas, a pu faire cerner les conjurés et a trouvé dans les ministres restés libres l'aide la plus loyale et la plus efficace. La réaction de la population prouve à quel point M. Dollfuss avait su grouper sous sa bannière et inspirer un peuple qui, il y a quinze mois à peine, semblait prêt à tous les abandons. C'est le mot d'ordre du gouvernement qui a été suivi: à part quelques mouvements sans importance et sans la moindre envergure au Tyrol et en Carinthie, l'ordre n'a pas été troublé. Les trains circulent, le téléphone et le télégraphe maintiennent intact leur réseau de sécurité.

Le rôle du ministre d'Autriche à Rome, M. von Rintelen, n'est pas clair. Les nazis ont assuré pendant leur courte domination de la radio, qu'il prenait le pouvoir. On sait d'autre part qu'il a tenté de se suicider. C'est là une grave présomption de connivence avec les traîtres. M. von Rintelen s'est toujours montré partisan de mesures de douceur envers les nazis autrichiens. Cet homme était-il à la tête de la conjuration ? L'enquête en cours le révélera peut-être. En attendant, il est aux arrêts à l'hôpital et gardé à vue.

Le complot avait indubitablement été ourdi avec la connivence des nazis allemands. Jusqu'à quel point le gouvernement du Reich était-il au courant de l'affaire ? Il est bien difficile de penser que tout cela s'est passé à son insu et contre sa volonté. Dès lors, on reste pantois devant l'action de Berlin. C'est plus qu'un crime, c'est une maladresse insigne. L'affaire d'Autriche a isolé l'Allemagne, a contribué plus que tout à compromettre la situation du Reich en Europe. Comment ses dirigeants n'ont-ils pas vu qu'ils allaient soulever contre eux l'indignation de l'Europe entière ? Ont-ils perdu, après le 30 juin, le sens de leurs propres intérêts ?

Ce cruel et absurde attentat reste donc la plus lourde faute que pussent commettre les nazis. Leur victime reçoit par leurs soins la palme du martyre. Dollfuss, par sa mort, assure la pérennité de son oeuvre, la renaissance de l'Autriche, qu'il a voulue, à laquelle il a donné sa vie.

Devant son noble sacrifice, accompli à moins de quarante ans, devant la douleur de sa veuve, de ses deux jeunes enfants et de tout un peuple, nous nous inclinons avec respect.

P.-E. B.

p.1: Il faut sauver l'Autriche

La profonde émotion qu'ont suscitée en Suisse les tragiques événements de Vienne n'est pas seulement due à l'horreur qu'inspire le sauvage attentat contre le chancelier Dollfuss, qui, frappé de trois balles, tomba en soldat à son poste de combat. Il s'y mêle une réelle inquiétude pour la tranquillité de l'Europe et l'indépendance du pays. Survenant après la découverte de la contrebande d'explosifs sur le lac de Constance, la tragédie viennoise révélera les dangers terribles que l'emploi des méthodes terroristes fait courir à la paix du monde. Le Conseil fédéral se trouvera dans une situation extrêmement forte pour réclamer des explications à Berlin sur les graves incidents dont des nazistes se sont rendus coupables. Certains organes hitlériens de Lindau sont compromis dans cette violation de notre neutralité, la plus sérieuse qu'on ait enregistrée depuis 1914; ils se sont servis de notre sol pour porter atteinte à l'indépendance d'un Etat dont le maintien est une des garanties de la nôtre.

On ne se contentera plus en Suisse de l'excuse donnée précédemment, à savoir que des éléments subalternes ont déployé un zèle excessif. Cette raison, invoquée lors des nombreux incidents qui ont eu lieu le long du Rhin, était peut-être valable au début de la révolution hitlérienne; elle ne saurait l'être aujourd'hui. On sait maintenant que l'emploi du terrorisme est devenu familier à un régime qui ne se contente plus de l'utiliser à l'intérieur du Reich.

L'assassinat du chancelier est un épisode sanglant dans la lutte âpre et prolongée que l'Autriche mène depuis l'avènement de l'hitlérisme pour sauvegarder son autonomie, lutte d'autant plus difficile que Hitler a de nombreux partisans dans le pays. Une fraction de la population autrichienne paraît gagnée aux doctrines racistes; c'est dans son sein que se recrute les éléments turbulents, organisateurs de coups de main et d'attentats. Qu'ils entretiennent des relations étroites avec l'Allemagne, cela ne fait aucun doute, pas plus que les encouragements qu'ils en reçoivent, accompagnés d'explosifs comme ceux qu'ont saisis sur le lac de Constance. Le Reich sait que lorsque les forces de résistance incarnée par Dollfuss et ses partisans auront été brisées, l'Autriche sera une proie facile.

C'est pourquoi nous ne pouvons voir ces événements avec indifférence; l'existence d'une Autriche indépendante du Reich, ayant sa personnalité propre, est un élément de notre équilibre. Aussi le sentiment humain s'unit-il à la juste notion de notre intérêt politique pour réprouver de la manière la plus énergique les tentatives de désagrégation dont elle est l'objet. Il appartient aux grandes puissances, responsables de la paix européenne, de faire cesser une agitation déplorable, qui ne se calmera que le jour où elle sera privée de ses connivences et de ses appuis extérieurs.

R.P.

Editorial: Président et chancelier

- La disparition du président Hindenburg posait à l'Allemagne et à l'Europe un problème d'une gravité extrême. De la solution adoptée à Berlin dépendait la restauration des Hohenzollern, l'affermissement du pouvoir nazi ou au contraire son ébranlement et peut-être sa chute, avec tous les inquiétants aléas d'aventures d'extrême gauche ou d'extrême droite.
- Il s'agissait donc en tout premier lieu pour le gouvernement national-socialiste d'éviter les troubles de l'intérim présidentiel. La constitution de Weimar confie cet intérim au président du tribunal suprême à Leipzig. Elle subit une entorse du fait que le gouvernement remet aujourd'hui le pouvoir intérimaire au chancelier Hitler. Du point de vue pratique, il a peut-être eu raison d'éviter toute fluctuation d'hésitation ou de doute: la stabilité est maintenue jusqu'à la décision laissée au verdict populaire.
- La difficulté principale semblait bien être, pour l'idéologie national-socialiste, d'admettre à côté de Hitler un autre pouvoir duquel il dépende. Selon la doctrine nazi [], le pouvoir émane du peuple et celui-ci ayant choisi son Führer, ne peut guère imposer à ce dernier un autre chef auquel il ait à se soumettre et devant lequel il doit éventuellement s'effacer et disparaître. La seule solution possible, au cas où les fonctions de chancelier et de président eussent été maintenues séparées, aurait été le rétablissement de la monarchie. La dictature de M., Mussolini s'accommode en effet fort bien de la personne et des prérogatives royales. Elles représentent dans l'Etat fasciste un élément discret de tradition et de stabilité. Sans avoir la prééminence sur la nouvelle doctrine politique du Duce, la monarchie de Savoie apporte à M. Mussolini le soutien précieux et l'autorité de la permanence. En une heure grave, elle pourrait même donner au régime ou à la nation l'impulsion qui l'aiguillerait vers le salut.
- La situation est tout autre en Allemagne. Le retour des Hohenzollern au trône risquerait d'abord d'entraîner des complications internationales et le Reich a pour le moment assez de soucis sur les bras sans s'en créer d'autres de gaieté de coeur. A l'intérieur, la tradition monarchiste interrompue en novembre 1918 ne sera pas facile à reprendre. Les éléments groupés sous la croix gammée sont loin d'être tous fidèles à l'ancienne maison impériale. Son rétablissement risquerait donc de provoquer une scission dans les rangs nazis et Hitler se verrait obliger de se prononcer. Ou bien il devrait se tourner contre la gauche du parti en épousant la politique intégrale de la droite et des hobereaux, ou au contraire, il s'aliénerait ces derniers en leur fermant définitivement tout espoir. Dans les deux cas se
- serait pour lui une diminution de prestige et d'autorité peut-être fatale. On comprend que Hitler, qui n'est nullement monarchiste, esquive le dilemme et n'ait permis à aucun membre de la famille impériale de poser sa candidature à la présidence du Reich.
- Une autre solution eût été pour Hitler de succéder à Hindenburg en laissant la chancellerie à l'un de ses lieutenants, à Goering, par exemple. Là encore, on se heurte à des impossibilités. Le Führer ne peut abandonner à d'autres le pouvoir effectif à lui confié par la nation. Se réfugier dans un rôle surtout décoratif et lointain de *Deus ex machina* eût été une abdication totalement incomprise, aussi bien qu'une tentation pour son successeur éventuel à la présidence du cabinet. Pour le prestige de la doctrine et son succès, il est essentiel que le Führer tienne lui-même les rênes du pouvoir et qu'il n'ait personne au-dessus de lui. La décision s'imposait dès lors d'une fusion de la présidence et de la chancellerie.
- Mais est-elle légale pour cela ? Et ne peut-on dire que si Hitler s'y trouve acculé, c'est parce que depuis longtemps il viole la lettre et l'esprit de la Constitution de Weimar ? Ses auteurs n'ont-ils pas entendu séparer les pouvoirs qu'Hitler réunit aujourd'hui ? Ne voulaient-ils pas ainsi donner une garantie à la volonté populaire, exprimée de deux manières différents ? On répondra du côté nazi que le peuple sera consulté en l'occurrence, qu'il aura l'occasion, le 19 août, de se prononcer pour ou contre la fusion de la chancellerie et de la présidence, et qu'après tout il est souverain et compétent pour modifier à son gré le statut de l'Allemagne. Encore faudrait-il être assuré que cette consultation populaire sera tout à fait libre. On assure bien que le scrutin sera secret. Le danger existe tout de même qu'il ressemble au plébiscite de Napoléon III, celui du 10 décembre 1852.
- Quelles seront les conséquences pratiques de la nouvelle dignité du Führer ? Devient-il vraiment le chef, son pouvoir personnel est-il désormais illimité ? Les intrigues et les factions ont quitté le Reichstag et ses couloirs, mais peut-on certifier qu'elles ne se donnent pas libre jeu dans les couloirs de la chancellerie ? Hitler exerce-t-il toujours le pouvoir total, ou n'est-il qu'un paravent pour des influences occultes ?
- Depuis le 30 juin, le véritable pouvoir est entre les mains de la Reichswehr. On ne voit pas que la mort du président Hindenburg change rien à cette situation. Hitler, en lui succédant, sera désormais privé de l'autorité morale dont jouissait le vieux maréchal. Il n'aura plus, pour un second 30 juin, le secours d'un *satisfecit* présidentiel. Si Hitler a encore pour lui les S.S., les S.A. restent démantelées. Et l'inconnue que représentent l'influence de Goebbels et surtout de Goering dans le cabinet reste entière.

Dans ces conditions, on peut se demander si l'immense pouvoir que prend aujourd'hui le chancelier Hitler n'est pas surtout une brillante façade. Elle cache peut-être d'obscurs remous, des luttes que révéleront des coups d'éclats inattendus. Peut-être aussi couvre-t-elle un bâtiment solide. Tout dépend en somme de la Reichswehr et du prestige personnel que le Führer peut y exercer ou y acquérir. Pour remplacer Hindenburg dans le cœur des vétérans, il ne suffit pas de recueillir sa succession et de prendre sa place. C'est là que dort le redoutable secret de l'avenir.

P.-E. B.

Editorial: Plébiscite et testament

" Je resterai président et chancelier, déclarait il y a quelques jours M. Hitler, jusqu'à ce qu'un vote national ait changé la base même du gouvernement actuel". Le Führer voulait rappeler par là que son régime prétend être l'émanation de la volonté populaire au même titre et plus profondément encore que tous les régimes démocratiques et libéraux, qui eux n'ont jamais de gouvernement soutenu par la presque totalité de la nation. L'Allemagne hitlérienne est donc tenue de procéder à un "plébiscite" sur la plupart des grandes questions posées par les hasards de la politique: plébiscite après l'abandon de Genève, en novembre; plébiscite aujourd'hui pour confirmer la fusion en la personne du *Führer* des charges de président et de chancelier.

Remarquons cependant que pour répondre à la doctrine national-socialiste, le plébiscite doit apporter au gouvernement la quasi-unanimité des votes. L'Etat totalitaire établit ses prétentions au pouvoir sur l'inexistence effective de toute opposition. S'il obtenait 60 % des votes, ce qui sous le régime démocratique et parlementaire serait considéré comme une belle victoire, il subirait en réalité un échec retentissant. C'est pourquoi il faut à Hitler tout ou rien. De là les craintes qu'inspire à Berlin le futur plébiscite sarrois, car les partis existent encore en Sarre et y jouent leur rôle. De là aussi la précision et la simplicité de la question posée à l'électeur: voter *non* doit apparaître comme une sorte de trahison. Le procédé réussit le 12 novembre 1933, et Hitler réunit alors plus de 90 % des voix. Il n'attend pas moins de la consultation du 19 août.

Pour obtenir cette unanimité, les chefs nationaux-socialistes ont mobilisé les portes-paroles, non pas des divers partis puisque ces derniers n'existent plus, mais des diverses tendances qui, malgré tout, parcourent la totalité nazi []. C'est ainsi qu'à côté de M. Hess, second direct du Führer, et des deux autres membres du triumvirat, Goebbels et Goering, on entend, à la radio, Lutze, le chef des S.A., si éprouvées le 30 juin, faire le panégyrique de Hitler. Fait plus étrange encore, l'ex-kronprinz, à la restauration duquel Hitler est cependant opposé, prête son concours. Non certes directement, dans les discours de la campagne plébiscitaire; mais dans les déclarations faites au *Petit parisien*, et reproduites avec complaisance par la presse germanique, il porte aux nues Hitler et son oeuvre. Le *Führer* est "un incomparable professeur d'énergie", et "la nation allemande a contracté envers lui une lourde dette de reconnaissance".

[...]

Le plébiscite du 19 août sera favorable à Hitler. On n'en saurait douter. Mais s'il lui donnera légalement le droit d'être à la fois président et chancelier. lui donnera-t-il la réalité du pouvoir ? Celle-ci résidera, avant comme après, dans la puissance de la Reichswehr, juge sans appel des querelles mystérieuses grondant aux obscures coulisses du nazisme.

P.-E. B.

Impressions d'Allemagne Camps de travail I

La presse européenne a vu souvent, dans l'institution des camps de travail, un pur et simple service militaire camouflé, destiné à doubler et à compléter les autres formations entraînées en dehors des cadres concédés par les traités. Il est certain que l'arrière-pensée d'un réarmement ("purement défensif", affirme-t-on) n'est pas tout à fait étrangère à cette institution: ainsi s'explique, par exemple, le passage des volontaires de camp de travail à un camp de sport militaire. Mais ce n'est là qu'un aspect secondaire de la question, et des nécessités autrement impérieuses ont présidé à l'organisation du travail obligatoire.

Il s'agissait avant tout de remédier à la déchéance morale et au découragement des chômeurs, de les soustraire à leur morne existence de flâneurs et de les réintégrer dans le corps vivant de la nation. Et rien n'est plus légitime que cette entreprise, qui pourrait bien être le point essentiel à l'actif du régime. Quiconque a vécu en Allemagne dans les années 1929 à 1933 se souviendra longtemps de ces groupes d'êtres inemployés que l'on voyait sur les bancs des promenades, devant les colonnes d'affichage et autour des cuisines populaires: oisifs par nécessité, plutôt hébétés qu'inquiets, ils faisaient l'effet d'une humanité amoindrie, d'âmes atteintes et sans espoir. Par centaines de mille, ils vagabondaient sur les grands-routes, ne trouvant à l'ennui d'autre remède que cette agitation et ce déplacement dans l'espace où tant de leurs compatriotes riches cherchent également l'oubli de leurs insondables anxiétés plus ou moins métaphysiques.

Le nouveau régime les a enlevés à la rue et se vante, statistiques en main, d'avoir fait rentrer dans le "processus de travail" plus de trois millions de ces chômeurs. En réalité, pour faire de la place aux réembauchés, on a congédié des foules d'ouvriers plus jeunes (mais souvent plus qualifiés !), célibataires sans charges de famille, que l'on a enrégimentés dans les formations paramilitaires ou dans les camps de travail. On leur donnait ainsi, faute de travail productif et de salaire, un emploi de leur temps; et le problème économique du chômage restant insoluble, on cherchait à pallier ses conséquences morales en soustrayant ces hommes à une inaction [p.2] plus lourde pour l'Allemand que pour n'importe quel autre Européen.

Une seconde raison fut au moins aussi décisive. Les chômeurs formaient le gros des troupes communistes, masse remarquablement organisée et endoctrinée, que l'on ne pouvait songer à convaincre sans une "rééducation" sévère. Il était relativement facile de rallier les vieux, les pères de famille qui, leur révolte éteinte par l'âge et la misère devaient se laisser gagner par l'offre d'emplois, de salaires même minimes et par l'illusion d'un retour à des conditions normales. Quant aux jeunes, plus fanatiques et plus idéalistes, on confia à la discipline prussienne le soin de les ramener "à la raison".

Sous cet angle, et dans le cadre de la lutte contre le chômage, l'oeuvre des camps peut sembler salutaire. Mais, telle qu'elle a été réalisée dans des conditions évidemment très difficiles, elle ne peut manquer d'éveiller bien des inquiétudes. Sans doute, on a arraché ces hommes à l'abatement et aux dangers d'une oisiveté anarchique; mais qu'advient-il d'un jeune ouvrier qui, durant ses meilleures années, aura vécu cette vie-là ? Ses seuls travaux sont travaux de manoeuvre; il n'apprend aucun métier ou, s'il en avait un, il y perd bientôt toute habileté. Et ce n'est pas encore là l'aspect le plus grave de la question.

Il faut imaginer ce que signifie, pour un être humain, cette éducation en commun, prolongée jusque vers la vingt-cinquième année. Lorsqu'il rentrera dans la vie civile, il sera quelqu'un qui n'aura jamais pris une décision personnelle, qui n'a jamais choisi entre deux voies possibles, jamais engagé la responsabilité de ces actes: bref, un soldat qui s'en remet à ses supérieurs de l'emploi de sa personne.

Et il ne faut pas objecter ici que tous les pays à périodes militaires prolongées livrent leur jeunesse à pareil danger. D'abord, ces périodes sont fixées, limitées et coupées de congés assez libéralement accordés, tandis qu'aujourd'hui, l'*Arbeitsmann* ignore la durée probable de sa captivité. Puis, le piou-piou des pays armés reste en contact avec la vie civile et en face de la nécessité de "se débrouiller" bientôt, de retrouver une indépendance dont il a fait l'apprentissage; tandis que l'ouvrier allemand attend passivement qu'on lui désigne une place et qu'on le libère de la discipline de camp pour le livrer à celle de la vie corporative. Enfin, et surtout, la préparation militaire ne vise nulle part à rénover l'homme, à lui imposer pour la vie un système de croyances et de devoirs; l'éducation qu'on lui donne à un but précis, celui de former un bon soldat. Les camps, dans un pays qui n'a pas droit à une armée, n'ont pas ces fins précises et limitées; ils empiètent sur l'être entier et le façonnent de telle sorte qu'il reste fatalement un mineur à tout jamais.

Où est, dans tout cela, la personne concrète, enracinée dans "le Sol et le Sang", que tous les programmes et les discours nazis se vantent de vouloir substituer à "l'individu abstrait du XIX^e siècle" ? On accuse le libéralisme et le marxisme (toujours nommés d'une haleine) d'avoir réduit l'homme, par nivellement égalitaire, à l'état d'unité arithmétique; mais en vérité, en quoi l'homme créé par les camps nazis est-il d'avantage une personne que l'ouvrier des usines soviétiques ? Comment prétend-on rattacher l'homme aux données naturelles de sa vie lorsqu'on le sépare de sa famille, qu'on le fait vivre loin de toute relation féminine et qu'on lui présente son mariage comme une nécessité d'hygiène raciale, soumise au contrôle de ses chefs ? (Ou bien est-ce dans les bals

des tavernes villageoises où parfois on leur permet de courir aventure, que les ouvriers des camps doivent se faire cette haute idée de la femme et de la mère que prétend recréer le national-socialisme ?) Isolé du monde au point de n'en connaître l'image qu'à travers les discours des instructeurs, mais privé de toute solitude féconde, l'être que formerait un pareil régime ne serait-il pas plus déraciné, plus mécanisé, plus totalement déshumanisé que jamais être humain ne le fut ?

Prisonnier d'une conception théorique (et d'ailleurs très vague et changeante) de l'homme, le national-socialisme a beau affirmer qu'il remonte aux sources profondes de la vie; il les étouffe et tue tout germe spirituel dans une masse qui ne lui est plus que quantité pure. Et s'il y a eu, certes, dans l'impulsion première du mouvement et dans la jeunesse qui s'y rallia d'abord, une profonde nostalgie de certaines valeurs humaines menacées par le monde moderne, - le régime installé au pouvoir achève avec une effrayante opiniâtreté l'oeuvre destructrice de ceux qu'il prétend combattre. Ainsi s'explique le très réel découragement de la meilleure jeunesse allemande.

Albert Béguin

p.1/2: Impressions d'Allemagne Camps de travail - II

Il arrive qu'un dimanche matin ou un jour de la semaine, vers midi, l'une des grandes villes allemandes voie défiler une longue théorie de jeunes gens dont les rangs sont moins bien alignés, le pas moins militaire que ceux des S.A.; ils ont le visage plus morne, moins guerrier que les troupes d'élite des S.S. Leur uniforme, - long pantalon bourgeois dont généralement le vert s'accorde mal à celui de la vareuse, képi de garde-chasse, assez peu seyant, - n'a rien de martial; ce n'est ni la désinvolture affichée des "bruns", ni la raideur impeccable des "noirs". Quelque chose dans leur lourdeur, dans le secret de physionomies tristes et peu vivantes, rappelle les longs cortèges silencieux de naguère où, sous les drapeaux antifascistes aux trois flèches, le "Front de fer" réunissait ses plus fiers adeptes.

On sent aussitôt que ces hommes-là n'ont pas choisi de vivre sous l'uniforme, que bien loin d'appartenir aux troupes de choc et aux ferments actifs de la révolution, ils subissent passivement le destin de leur peuple. Ce sont les "hommes du travail" (*Arbeitsmänner*), que l'on tire de leurs camps pour les besoins de la propagande. Beaucoup d'entre eux n'ont guère franchi l'enceinte de fil de fer barbelé depuis que le service est venu les enlever à la vie civile, à l'usine ou, plus souvent, à l'existence terne du chômeur. Ici et là une soirée libre leur a permis de faire un tour au village voisin, et de s'y divertir bien modestement avec les 25 Pfennigs de leur solde; parfois, un congé de 24 heures, - mais que l'on supprime à la première incartade, - les a remis en contact avec la vie normale. Mais, depuis un an ou davantage, ils sont isolés du monde dans des camps qui diffèrent à peine des camps de concentration.

Ce sont pour la plupart des ouvriers sans travail, âgée de dix-sept à vingt-cinq ans, pour lesquels le service est obligatoire: un an, leur a-t-on dit au début, mais ils savent maintenant qu'ils sont là pour de longues années sans doute. Car on ne sort du camp que si l'on a du travail, - et on embauche plus d'ouvriers de moins de vingt-cinq ans. L'effectif du camp (de 100 à 300 hommes environ) est complété par un élément mobile: volontaires et bacheliers qui ne peuvent entrer à l'Université qu'après six mois de service.

Mais ces intellectuels restent la minorité. Il s'agit à la fois de les entraîner physiquement et d'établir entre ouvriers et bourgeois cette fameuse "communauté" qui est l'un des mythes favoris de la propagande nazi [e]. En réalité, le mélange des deux groupes s'effectue malaisément: attachés au camp par des liens moins impératifs et pour une durée limitée, les étudiants y gardent figure de privilégiés. Et le sentiment de la différence des classes est si bien ancrée chez le prolétaire allemand qu'il ne tolère pas, par exemple, de voir un jeune *Studikus* faire les grosses besognes: avec une rudesse qui n'exclut pas l'humilité, il lui arrachera des mains le balai ou le torchon qui conviennent mal à son rang social. Des relations de bonne camaraderie s'établissent sans doute, mais l'*ouvrier* fait rarement l'effort intellectuel nécessaire pour considérer son voisin comme un égal.

La discipline est celle de l'ancienne armée, d'où sont issus beaucoup de chefs de camp. Généralement, la matinée est consacrée à une marche d'entraînement et au travail proprement dit: routes [,] canaux, terrassements et défrichages, tout cela progressant très lentement et n'ayant souvent qu'une utilité éducative. On rentre au camp pour le repas de midi, suivi d'une heure de repos obligatoire. Puis on commence le drill qui, si l'on veut, n'a pas le caractère d'une préparation militaire; mais il suffit qu'après cet entraînement physique intensif, les étudiants et ceux des ouvriers dont on est sûr passent, selon l'usage, trois semaines dans un camp de "sport défensif" (*Wehrsport*, pour que leur aptitude combative ne laisse rien à désirer.

La fin de la journée est consacrée à la "formation spirituelle": cours et conférences, donnés par l'instructeur, sur les idées nationales-socialistes, sur les races, l'histoire moderne et la civilisation germanique avant la christianisation. Toutes les tendances de cette éducation sont ouvertement antichrétiennes et s'inspirent de la doctrine de Rosenberg. Des journaux, pourtant si sévèrement contrôlés, les hommes ne connaissent que les extraits qu'on leur lit, de sorte qu'ils sont sans contact avec l'atmosphère générale du pays.

C'est ainsi que, le 30 juin, les camps furent alarmés et maintenus sur le qui-vive pendant 24 ou 36 heures. On avait distribué aux hommes la bêche (leur seule arme); on songe à quelque guerre des paysans, le sac et la "portion de fer", sans leur donner aucune précision sur le combat auquel on les destinait: pour ou contre le régime, pour défendre Hitler ou le renverser? Nul n'en sut rien, sauf que les adversaires étaient des Allemands. Le mot d'ordre fut simplement: "Si vous voyez quelque chose de brun (les S.A.), cognez ferme. Les noirs (S.S.) et les gris (*Reichswehr*) sont nos amis." Puis, très sommairement, en levant l'état d'exception, on annonça la victoire du Führer sur les révoltés.

Le soir, les hommes sont censés disposer de deux heures libres; mais la manie de l'organisation n'a pas épargné ces instants que l'on a baptisés pédantesquement *Freizeitgestaltung* (à peu près: temps libre organisé) et où l'on s'amuse au coup de sifflet, quand on n'a pas à subir de nouvelles conférences.

Les châtiments consistent en privations de congés ou, comme dans les camps de concentration, en palissades à sauter ou en terrains boueux à traverser en rampant. Mais, selon la bonne tradition de l'armée prussienne, les hommes exercent entre eux une justice sommaire et des vengeances brutales. A cinq ou six, ils surprennent le

délinquant dans son sommeil et le battent de leurs ceinturons dans l'obscurité. Ces expéditions punitives restent anonymes et l'autorité ferme les yeux.

Les étudiants qui reviennent des camps - et qui, pour la plupart, tant ils ont le goût de la vie en commun, ne se plaignent nullement de leur pesante atmosphère, - racontent que les ouvriers restent là-bas silencieux et impénétrables. Écoutent-ils les perpétuels sermons des prêtres du régime ? Sont-ils résignés, ou même gagnés à cette vie ? Jamais ils n'expriment une opinion ou ne laissent transparaître leur sentiment; ils font avec le plus grand sérieux tous les gestes qu'on leur commande, mais parfois un sourire, quand ils ne se savent pas observés, un coup de coude au voisin sont les seules manifestations d'esprit critique. Que pensent-ils aujourd'hui de leur communisme de naguère ? Et que feraient-ils demain si la guerre civile opposait à nouveau les fronts moscoutaire et hitlérien ? Cela reste l'une des grosses énigmes du pays, et sans doute l'une des plus angoissantes préoccupations de ses chefs actuels.

Albert Béguin.

p.1: Dangereuse intolérance

Le conflit religieux reste en Allemagne la plus importante manifestation d'opposition au régime totalitaire de Hitler. On veut y voir une sorte de baromètre de sa popularité, de sa puissance. Les controverses théologiques passent dès lors dans le domaine politique, et ses moindres incidents revêtent une signification de premier ordre et d'importance européenne.

L'intronisation de Mgr Müller comme évêque du Reich, dimanche dernier, mérite donc de retenir l'attention. La cérémonie, qui se déroula dans la cathédrale de Berlin, fut une grande solennité que l'Etat national-socialiste voulut rehausser de prestige et de pompe. Ministres, hauts dignitaires du parti, S.A. en uniformes et adeptes du mouvement des *Deutsches Christen*, que dirige Mgr Müller, remplissaient le *Dom*.

Mais la foule qui devait saluer l'évêque parlant des degrés de la cathédrale était relativement peu nombreuse, étant donnée l'importance de l'événement. Et certains détails laissent entendre que tout n'est pas succès. Il faut remarquer, en effet, que de tous les évêques présents, seul l'évêque de Bade ne doit pas sa dignité actuelle à une nomination de Mgr Müller. Trois évêques étaient absents, Mgr Wurm, de Wurtemberg, Mgr Marahrens, du Hanovre, et Mgr Meiser, de Bavière. Ce dernier se trouvait à Anspach, où il fit, devant une foule compacte, une prédication courageuse. Il y déclara notamment: " Nous prétendons que seule la foi peut accomplir l'union de notre Eglise." Le Dr Niemöller, animateur de *La ligue de détresse* des pasteurs du *Mouvement confessionnel*, s'adressa de sa chaire de Dahlem à une foule comptant des milliers de personnes, que l'église ne pouvait contenir, et qui l'écoutaient dehors sous la pluie.

Le Dr Jäger, appelé le printemps dernier pour établir une liaison entre l'Eglise et l'Etat nazi, et dont on attendait un apaisement, semble bien avoir jusqu'ici échoué dans sa tâche. On lui reproche, en effet, dit que l'apparition de Christ sur la terre, fut "le premier jaillissement de la nature nordique" dans un monde de décadence. C'est là une opinion conforme à la doctrine des *Deutsche Christen*, qui veulent voir en la personnalité du Christ, non un exemple d'humilité, mais l'affirmation d'un *moi* glorieux, d'un surhomme quelque peu nietzschéen et passablement nordique, d'un "Christ héroïque". Le Dr Jäger aurait ainsi révélé qu'il est loin du rôle conciliateur qu'on veut, en haut lieu, lui faire jouer. Il a d'ailleurs déclaré à Stuttgart qu'il supprimerait toute révolte, quoique la liberté de prédication soit garantie.

On peut relever d'autres symptômes inquiétants. Dans certains camps de travail, on enseigne à la jeunesse formée dans la pure doctrine Nazi, que cette doctrine est religion destinée à dominer les autres. L'évêque Koch, de Saxe, s'est opposé aux noms et titres de nature non-germanique, tels que par exemple "Eglise de Sion" ou "Eglise du Sauveur". Un récent discours du Führer, prononcé à Nuremberg, jette la lumière sur la tendance générale du parti à cet égard. M. Hitler a déclaré en substance que toute doctrine étrangère ayant été pendant des siècles l'hôte spirituel d'une nation, devait être éliminée le jour où cette nation prenait véritablement conscience de sa destinée. On veut, non sans raisons apparemment, voir là une allusion à la doctrine chrétienne.

Les *Deutsche Christen* n'ont guère pu grouper qu'un tiers des Eglises, et il est à croire que même parmi elles l'unanimité n'est nullement complète. L'opposition reste formidable et sans doute irréductible. Elle se concentre autour de personnalités lumineuses, telle que Karl Barth. Ces hommes sont trop persuadés pour être jamais gagnés.

On s'étonnera certes que le nazisme s'obstine à forcer les consciences religieuses. N'a-t-il pas bien d'autres soucis ? Pourquoi froisser et dresser contre soi une opposition puissante, non seulement en Allemagne, mais encore à l'étranger ? La réponse est sans doute dans la mystique à laquelle s'abandonnent les partisans de doctrines comme le national-socialisme ou même le bolchévisme. Le fascisme lui-même, qui a la sagesse de la tolérance religieuse, n'en est pas exempt. C'est que toutes ces doctrines sont des philosophies pratiques aussi bien que théoriques. Elles sont une foi. Elles prétendent saisir l'individu tout entier, donner une direction à sa vie, un sens nouveau, dont l'activité politique n'est qu'un aspect. Mais il est inséparable du tout, et pour trouver sa pleine réalisation dans son domaine, il doit imposer dans l'Etat sa philosophie tout entière. De là cette intolérance, si répugnante à notre libéralisme, si absurde et si cruelle...

L'intolérance n'est plus de notre temps. Elle révolte l'humanité. Les doctrines et les Etats qui fondent sur l'intolérance leur autorité sont vouées à un désastre, lointain peut-être, mais inévitable.

P.-E. B

p.1 : Qui sauvera la France ?

Nos lecteurs connaissent les scandaleux épisodes des deux affaires qui bouleversent l'opinion française. Ce n'est pas le procès de quelques bandits qui s'instruit en ce moment ; c'est celui d'un régime. Ce que Daladier défendait en octobre, ce n'était pas la « dernière tranchée de la liberté », mais celle de la corruption parlementaire, financière et démagogique. Cette démocratie-là ne justifie que trop l'amère maxime d'un observateur de ce temps : » La démocratie, c'est l'art de faire croire au peuple qu'il gouverne. » Art tissé de mensonges et qui déforme ses « artistes » au point de les rendre foncièrement incapables de traduire les aspirations et les volontés populaires. Pauvre souverain que ce peuple sans cesse flagorné par la multitude de ses courtisans qui font leurs affaires - et quelles affaires ! - sous le manteau du bien commun. Il y a dans tous les partis des parlementaires honnêtes. Mais le système a pris le caractère d'une immense escroquerie morale, fondée sur l'exploitation intensive de la crédulité publique. Dès lors, les commissions issues du parlement ne sauraient faire toute la lumière. Elles s'arrêtent au point où le système est gravement menacé. Or, c'est le système lui-même qui est à la source du mal.

C'est donc toute l'armature politique de la France qui menace de s'effondrer à bref délai. Nous ne parlons que pour mémoire de ces croupissantes mares de gauche où pataugent les fils de la Veuve et de la Ligue des droits de l'homme (!).

La droite des Tardieu et des Mandel, en tant que formation parlementaire, ne fera pas non plus le salut de la France : elle subit la loi du système.

Reste la garde rouge, espoir suprême et suprême pensée : la Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.) pilotées à coup de gaffes par le juif Léon Blum.

Dernier appât offert à la crédulité du peuple.

Tranchée ultime de la duperie démagogique.

Dernier espalier de gauche où doivent mûrir les poires destinées au banquet du Grand Soir.

Dans les coulisses du Guignol parlementaire, Blum s'apprête à reprendre le rôle piteusement abandonné par le « taureau » Daladier, Chautemps-de-la Veuve, et Frot, le dictateur foireux.

Enfin, voilà du nouveau, des forces fraîches et des mains impolluées ! Les tonneaux de la rouge cuvée roulent par tous les chemins de la Gaule. Et le peuple, visiblement, fait la grimace ! Pourquoi ? - Il connaît cette vieille piquette.

Le socialisme a vieilli et pourri en même temps que le parlementarisme dont il est le parasite. Quelque respect qu'on doive aux morts, il faut rappeler que c'est Jaurès et Pressensé qui ont engagé le socialisme français dans ce borborygme. Ce sont les pères du Cartel. Et c'est Jaurès en personne qui a mis l'*Humanité* sous la tutelle de la finance juive. Charles Péguy a marqué fortement cette bifurcation décisive, cette fatale abdication du grand tribun, et c'est alors - vers 1905, sauf erreur - qu'il se sépara publiquement d'un parti voué à la décadence. Blum est l'héritier direct de cette tradition équivoque, qui lie le sort du socialisme français à celui de la Maçonnerie, du parlementarisme et de la plouto-révolution juive. C'est à ce snob, qui en sortant des salons de gauche endosse des fripes pour aller duper le peuple, qu'il revenait de prolonger jusqu'aux limites de l'odieux et du ridicule les fastes du cabotinisme démagogique. Blum devait normalement succéder à Chautemps dont il fut le suppôt. Mais tant va la cruche...

*

[un long paragraphe, sur l'inévitable révolution nationale, comme en Allemagne, en Italie et en Autriche]

R. LEYVRAZ

p.1 : L'ébranlement du fascisme allemand

« *Sinistres craquements en Hitlérie* » écrivions -nous la semaine dernière en commentant les polémiques des ministres allemands. La crise latente a éclaté vendredi dernier avec une rare violence. - Les canailles fascistes se massacrent et s'entretuent. En quelques heures Hitler fit exécuter plusieurs dizaines de ses meilleurs et plus fidèles collaborateurs, il décapita littéralement ses troupes d'assaut en faisant fusiller sept généraux de l'armée brune. Il fit assassiner un nombre au moins égal de vieux hobereaux, de chefs conservateurs, de généraux de la Reichswehr et d'hommes politiques de droite. Et 24 heures après cette St-Barthélémy, et après avoir opéré des milliers d'arrestations, il proclamait : *l'ordre règne* dans tous le Reich ! L'« ordre » à la mode fasciste : la terreur, le meurtre, la trahison.

Pourquoi cette brutale explosion de terreur contre les hommes qui hier encore étaient les meilleurs soutiens du fascisme, ceux qui hissèrent Hitler au pouvoir et qui écrasèrent le mouvement ouvrier, ceux qui torturèrent nos militants ?

Hitler a annoncé que les chefs des troupes d'assaut avaient comploté avec les représentants de la réaction - les monarchistes de von Papen - et avec une mystérieuse puissance étrangère. Personne dans le monde n'a pris au sérieux cette version officielle destinée à faire accepter la sanglante hécatombe de samedi dernier.

Nous n'avons cessé de démontrer que le fascisme n'avait tenu aucune promesses démagogiques qu'il avait faites aux masses dupées avant d'arriver au pouvoir.

Les illusions se sont vite évanouies et le mécontentement s'est emparé de ces masses de chômeurs, de petits paysans et de petits bourgeois auxquelles ont avait promis la lutte contre les financiers et les gros capitalistes. Ces masses - les jeunes surtout - qui attendaient une révolution de caractère social, un « socialisme » national, ne virent que contre-révolution, oppression, corruption accrue et exploitation renforcée des travailleurs. Embrigadés dans la grande armée brune des troupes d'assaut, ces millions de mécontents furent influencés par l'action illégale de notre parti frère qui s'était donné pour tâche la désagrégation des troupes de l'ennemi.

Les troupes d'assaut sous l'action du levain de la propagande communiste réclamèrent la *seconde révolution*, la révolution des travailleurs contre leurs exploiters capitalistes. Goebbels eut beau organiser une grande croisade contre les rouspéteurs, les ronchonners et leur jeter en pâture quelques juifs, sa grande campagne remplissait les oreilles de nouvelles promesses, de nouveaux mensonges, mais elle laissait les estomacs vides et malgré tous ses efforts de propagande la lutte des classes inexorable flamba dans les rangs mêmes des organisations fascistes. Le marxisme invincible reprenait ses droits, menaçant tout le château de cartes de ceux qui proclamaient une impossible solidarité nationale dans le but d'endormir la conscience des travailleurs et de les chloroformer pour permettre aux patrons rapaces de prélever leurs profits sur le labeur et la misère des pauvres.

Les élections aux conseils d'usine révélèrent au patronat le danger de la révolte sourde qui couvait dans la classe ouvrière. Les gros capitalistes qui avaient recouru au fascisme pour échapper à la marée révolutionnaire montante comprirent le danger de la démagogie sociale des fascistes au sein de cette masse armée de près de 3 millions de travailleurs mécontents qu'étaient les troupes d'assaut. Ils exprimèrent leur mécontentement et leurs craintes par le discours de von Papen et par l'activité accrue des forces révolutionnaires monarchiques de l'entourage de Hindenburg. Hitler sentait donc le terrain glisser sous ses pieds. A gauche le mécontentement croissant des masses populaires s'exprimant par la volonté de faire la *deuxième révolution*, volonté révolutionnaire du peuple qui poussa les chefs aventuriers des troupes d'assaut à envisager un nouveau coup d'Etat pour échapper à la colère croissante d'en bas, à droite le mécontentement de cercles de plus en plus grands et puissants du capital financier et des gros industriels qui considéraient que le fascisme ne remplissait pas assez sûrement sa mission contre-révolutionnaire et qui caressaient des plans de dictature militaire des cercles monarchiques les plus réactionnaires sans la dangereuse démagogie sociale des nazis. Hitler frappa à gauche et à droite pour apaiser les masses. Il construisit cette histoire abracadabrante d'un complot des troupes d'assaut avec les milieux réactionnaires pour pouvoir dissoudre les troupes d'assaut sans trop de déchet et en reprenant son influence sur les masses sous le signe de la lutte contre les réactionnaires et la presse étrangère que la presse italienne dénonce comme étant l'Union soviétique.

Comme dans toute la politique allemande les ficelles sont grosses et lourdement tirées.

L'ordre règne !...la tranquillité de la mort et des prisons.

Mais Hitler n'a pu opérer cette « consolidation » momentanée de son régime qu'en le discréditant profondément, irrémédiablement aux yeux de monde entier. Pour se poser en sauveur de la morale du pays, il a dû jeter le masque des rénovateurs fascistes, dévoiler les monstrueuses turpitudes de ses meilleurs lieutenants et de ses plus intimes amis, mettre à nu toute la corruption de son régime. Ce ne sont ni Roehm, ni Heines, ni leurs compagnons de débauche qui sont salis par leur chef, c'est tout le mouvement fasciste d'Allemagne et d'ailleurs, car Hitler connaissait les turpitudes et les vices de Roehm quand il en a fait son général brun en lui

remettant « l'éducation » de millions de jeunes gens ! Du coup aussi se trouvent confirmées toutes les accusations précises du livre brun. Van der Lubbe est sorti du lit de Roehm pour aller mettre le feu au Reichstag et Heines fut le chef de l'expédition qui du palais de Goering pénétra au Reichstag pour aider van der Lubbe dans sa mission de rénovation nationale. En faisant fusiller les derniers exécuteurs de l'incendie du Reichstag, Hitler se débarrasse du même coup de témoins gênants qui sans doute monnaient leur savoir et faisaient parfois chanter le Führer qui était pour cette bande de canailles sanglantes d'une mansuétude qui seule la complicité peut expliquer.

L'« ordre » est rétabli. Hitler est maître de la situation : il a assassiné ses complices, ses amis. Mais personne ne croit à la stabilité de ce régime de sang et de boue. Le régime est ébranlé dans sa base : ces masses mécontentes décimées par la répression et la « réorganisation » des troupes d'assaut ne seront pas satisfaites. Au contraire, ce coup est dirigé contre elles. Hitler s'efforce ainsi de reconquérir la confiance de la grande bourgeoisie qu'il sert, mais la terreur la plus bestiale ne saurait solutionner les problèmes économiques et sociaux du III. Reich qui sont aggravés. Le mécontentement du peuple grandit et cherche l'issue, l'issue que lui montre le vaillant Parti communiste, l'Allemagne soviétique.

[pas signé]

p.1 : Le « Moment » en Allemagne. Le régime des travaux forcés. (De notre envoyé spécial M. Michel Pierre)

[4ème article d'une série consacrée à l'Allemagne]

Les camps de travail « volontaire »

« Ne croyez pas un mot de ce que racontent les journaux étrangers sur nos camps de travail, - m'assure un jeune étudiant, que je rencontre dans la cour de l'Université de Munich. - On prétend que nos camps sont militarisés, que le travail y est obligatoire, que les jeunes chômeurs sont forcés de s'y rendre... Tout cela est faux. L'idée des camps de travail nous est venue de Suisse : vous avez certainement entendu parler des colonies de travail qu'organisent tous les étés les étudiants suisses. Ils se rendent dans quelque village perdu à la montagne, construisent des routes, réparent les dégâts causés par les avalanches ou inondations.

Nous avons voulu faire la même chose, mais en associant aux efforts des étudiants ceux des jeunes chômeurs manuels et des paysans. Le succès de notre initiative a été prodigieuse : des milliers de jeunes gens appartenant aux classes sociales très différentes travaillent ensemble, arrivent à mieux se connaître. Un véritable esprit de camaraderie, une *Arbeitsgemeinschaft* se crée. Pour notre patrie, déchirée par les luttes politiques, ce mouvement de jeunesse a été d'une grande importance. Le gouvernement national-socialiste l'a compris et encourage puissamment l'extension de ce mouvement. »

Je ne puis qu'admirer l'effort des jeunesses allemandes pour créer cette communauté de travail entre jeunes chômeurs manuels et intellectuels. L'idée du travail volontaire est d'ailleurs universellement répandue : les jeunes Hollandais, les Gallois, les Tchécoslovaques ont organisé, eux aussi, de ces colonies. Je n'ignore pas l'intéressante activité que développe une association internationale, l'*International Student Service*, qui cherche depuis des années à répandre parmi les jeunes universitaires l'idéal du « service social à la communauté ».

Pourtant, en Allemagne Nouvelle, les plus nobles initiatives subissent parfois des transformations profondes : mon interlocuteur ne me cache pas que les sports militaires, le *Wehrsport*, jouent un rôle de premier plan dans la vie d'un camp de travail allemand.

« Nous sommes un peuple de soldats, ne l'oubliez pas. Il était donc indispensable de donner à la vie dans nos camps de travail un caractère militaire. Les exercices en plein air, la discipline très stricte à laquelle sont soumis tous les membres, rappellent sans doute le régime d'une caserne. Mais de là à conclure que nous donnons aux campeurs une instruction militaire, c'est méconnaître la nature profonde de notre jeunesse. »

Nous sortons de l'université. Dans le hall, nous nous arrêtons devant le tableau noir couvert d'affiches et de convocations de sociétés estudiantines. Une circulaire du chef des camps de travail est placée bien en vue. « J'attire l'attention des étudiants de deuxième et troisième année sur le fait qu'un séjour dans un camp de travail volontaire est devenue *obligatoire*. Tous les étudiants doivent prendre part aux sports militaires, qui consisteront cette année en exercices d'infanterie. »

Mon compagnon se tait. Et que peut-il me dire ? Je sais fort bien qu'au début, le mouvement qu'il représente et dont il énumérait avec tant d'enthousiasme les mérites, était plein d'idéalisme et de courage. Aujourd'hui, il est devenu autre chose : au lieu de l'adhésion libre des jeunes gens de toutes les classes de la société - une mobilisation générale d'étudiants, une menace non déguisée à l'adresse des jeunes chômeurs qui sont privés de tout subside s'ils refusent de s'inscrire comme « volontaire ». Au lieu du travail constructif et de l'esprit de camaraderie, - exercices militaires et l'ambiance de caserne.

Stabschef Röhm nous disait bien que la militarisation du pays était le seul véritable but du national-socialisme.

La vérité sur les camps de concentration

Je rencontre ce matin un ami Anglais, Alfred F., écrivain et conférencier très apprécié. Il est venu, lui aussi, se documenter sur l'Allemagne Nouvelle, cherchant à établir les bases nouvelles de sa politique étrangère.

Je le trouve déprimé et angoissé. « J'ai visité hier, me dit-il, guidé par deux nazis, un camp de concentration. Ils m'ont offert de le visiter pour me prouver que les conditions de vie y étaient fort convenables, que la *Greuelpropaganda* a complètement déformé le caractère de ces camps.

Ce que j'ai vu est bien plus déprimant que tout ce que j'ai pu lire et entendre en Angleterre. 2.000 hommes, de tout âge, travaillant sous la surveillance des gardiens nazis, d'une brutalité révoltante. Des hommes appartenant pour la plupart aux professions libérales, quelques ouvriers. Ils travaillent en caleçons de bain, et les traces des coups sont nettement visibles sur leurs dos et leurs épaules.

Les communistes, les prisonniers dangereux, sont enchaînés et passent les journées entières dans d'étroites cellules presque sans lumière. Les « informateurs » circulent sans cesse parmi les prisonniers : ils doivent établir si le régime du camp arrive à modifier la mentalité des « Marxistes »...

La nourriture, - j'ai goûté la soupe du midi, - est immangeable. Jamais, pendant les mois les plus difficiles de la guerre, je n'ai vu une nourriture aussi insuffisante et aussi mal préparée...

Un fil à haute tension, qui entoure le camp, rend vaine toute tentative d'évasion. J'ai eu l'impression de me trouver parmi 2.000 hommes condamnés à une mort certaine, mais que l'on ne voulait pas exécuter rapidement, pour ne pas susciter des protestations de l'étranger. »

Je sens que la vision de ce camp de la mort obsède l'esprit de mon interlocuteur comme un cauchemar.

Ceux qui l'ont amené dans ce camp de concentration, croyaient-ils réellement qu'un libéral anglais trouvera [trouverais] ce régime juste et satisfaisant ? Voulait-on lui prouver que les adversaires politiques ne doivent pas jouir des privilèges que l'on accorde à un vulgaire criminel ?

Vae victis ! Et je ne puis m'empêcher de penser à cette belle affirmation d'un jeune libéral anglais :

« Nous jugeons d'un mouvement politique en appliquant ce simple critère : comment serait-ce d'être du côté de la minorité, parmi les vaincus ? »

(A suivre)

Michel Pierre

Editorial: Un chemin dangereux

C'est celui sur lequel se trouve la démocratie à ce jour. La menace est grande quand on voit ce qui se passe en Allemagne. Lorsque la démocratie devient une démagogie parlementaire, elle appelle la dictature. C'est là un des phénomènes politiques que les dernières années ont démontré.

La démocratie ne peut vivre que dans un peuple où le sentiment moral et celui des responsabilités et de la mesure sont suffisamment forts.

Ce fut là l'erreur fondamentale de certains socialistes de croire qu'en supprimant ce sentiment essentiellement national (dans le bon sens du terme) de l'ordre et de la conscience de son devoir de citoyen, on développe la démocratie.

En transformant le Parlement en un cirque, on prépare la dictature. C'est ce qui s'est passé en Allemagne. Il n'est pas certain que cela n'arrive pas chez nous si nous n'y prenons garde et, surtout, si nous ne savons pas à temps, guérir la démocratie des deux grandes maladies qui la rongent et qui sont :

1. Le parlementarisme.

2. L'absence de toute responsabilité personnelle.

Ce qui plaît aux masses dans la dictature c'est que l'on connaît l'homme qui prend la décision, on voit le responsable. La dictature doit être énergique, sans cela elle s'effondre comme en Espagne. Contrairement à ce que certains croient, le système d'Hitler, en Allemagne, est mieux fait pour lui attirer des adhérents que la mollesse. Staline a conquis la masse au bolchévisme par son énergie personnelle, par le caractère impitoyable de sa méthode.

Qu'on le veuille ou non, il faut, dans une période économique troublée comme la nôtre, de l'ordre, de l'énergie et des moyens d'exécution rapides. La nation qui ne veut pas comprendre cela, meurt.

Mais tout cela est-il incompatible avec la démocratie ? Certes, en tout cas dans un petit peuple comme la Suisse.

Le régime qui a existé pendant des siècles n'a aucune raison de disparaître chez nous. C'est pourquoi nous disons catégoriquement que le salut n'est pas dans le fascisme ou le bolchévisme, en Suisse, il est tout simplement dans la guérison de la démocratie et dans un effort nouveau d'organisation sociale et économique.

Cela ne veut pas dire que nous voulions ici juger ce qui se passe dans d'autres pays. En Italie et en Russie, les régimes respectifs ont obtenu des résultats qui forcent l'admiration. En Turquie de même, grâce à cet effort politique, des peuples en pleine décadence se sont réveillés et ressaisis. Mais la Suisse n'est ni turc, ni russe, ni italien, sa tradition et sa mentalité sont différentes. L'histoire nous montre que chaque peuple a son processus politique propre. Le régime de Napoléon qui a si bien réussi en France et à apporter des institutions impérissables, a totalement échoué en Suisse et en Italie. Nous sommes donc persuadés que la formule suisse doit être autochtone et que c'est celle apportée par les radicaux : la démocratie directe sans parlementarisme.

[trois paragraphes]

M. Nicole, dans le « Travail », fait appel à tous ceux qui veulent le maintien de la démocratie et veut nous persuader que cette tâche incombe aux socialistes. Tout d'abord nous répondons que ce sont les radicaux et non les socialistes qui ont créé et développé la démocratie de 1848. En outre, le parti socialiste compte des éléments nettement communistes, c'est-à-dire partisans de la dictature. Comment concilier tout cela ? Dans le parti radical il n'y a qu'une seule tendance à ce sujet, tous ses membres sont partisans et défenseurs de la démocratie et opposé à l'introduction à Genève et en Suisse d'un régime de dictature quelconque. C'est pourquoi nous voulons régénérer la démocratie afin qu'elle vive et demeure chez nous encore longtemps.

André GUINAND.

p.3: POLITIQUE ETRANGERE. L'expansion hitlérienne et fasciste

On a dit que l'Histoire n'est qu'un recommencement. Les événements qui se déroulent actuellement en Allemagne et en Autriche tendent à le prouver une fois de plus.

L'état présent de l'Europe ressemble par de nombreux côtés à la situation qui suivit la chute de Bonaparte. Comme en 1815, l'Europe sort meurtrie, appauvrie, douloureuse d'une longue période belliqueuse. Comme en 1815, des velléités d'apaisement [,] de réconciliation, de justice sociale ont sombré sous la rafale des mesquines rivalités de la brigue et de la cupidité.

Un seul fait nouveau aujourd'hui : le machinisme dont nos ancêtres ne pouvaient même soupçonner l'apparition joue le rôle. Et loin d'atténuer les terribles conséquences de la guerre ce fait nouveau vient les aggraver encore en créant ce fléau : le chômage.

Un simple coup d'oeil dans le passé mettra en lumière les analogies dont nous parlons.

[trois paragraphes sur la situation européenne au lendemain de l'effondrement de l'Empire napoléonien]

Eh mais, n'est-ce pas des discours de ce genre que tient aujourd'hui M. Hitler ? A peine serait-il nécessaire de changer quelques mots. N'est-ce pas hier encore que M. le Ministre Goering s'écriait : « Les vivants ont pour devoir sacré de réaliser le testament écrit en lettres de sang par les morts de la guerre. S'il le fait, c'est dans le sang que ce testament devra être exécuté. »

Sans doute, M. Hitler ne saurait guère être comparé au prince de Metternich ni M. Goering à Stein, le restaurateur de la Prusse. Mais l'état d'esprit, les circonstances, les méthodes ressemblent beaucoup à ceux d'il y a 113 ans. La presse étant peu développée alors, la Sainte-Alliance n'avait pas à s'en préoccuper. Aujourd'hui, M. Hitler fauche à tour de bras les feuilles qui ne défendent pas ses idées, non seulement les communistes et les socialistes, mais celles du centre catholique et jusqu'au très modéré *Berliner Tagblatt*.

Evidemment, il ne faudrait pas pousser trop loin ces comparaisons car l'action de M. Hitler s'exerce dans le cadre allemand tandis que la Sainte-Alliance avait la prétention de dominer l'Europe entière. Ce qui peut inquiéter, cependant, c'est que la dictature hitlérienne s'efforce d'imiter la dictature mussolinienne. D'autre part l'Autriche paraît s'émouvoir à son tour de sorte que, pour nous, Suisses, la situation risque de devenir extrêmement inquiétante si plus de la moitié de notre frontière, de Lugano à Bâle en passant par les Grisons, Appenzell et Schaffhouse, est voisine de nations où règne de l'effervescence.

On comprend le ton très sérieux, et même angoissé du discours prononcé l'autre jour à Genève par M. le Conseiller fédéral Schulthess. Jusqu'à présent, M. Hitler n'a pas rencontré de résistance. Il règne sur un peuple qui a le culte de la force. Cependant ce peuple a aussi le culte de la justice. M. Hitler a fait de magnifiques promesses, comme tous les chefs, mais il faudra voir comment il va les réaliser. Pour le moment, ses brigades de choc donnent la chasse à ses ennemis, besogne toujours facile et attrayante. Mais lorsqu'il faudra reconstruire, c'est-à-dire donner du travail aux chômeurs, lutter contre la misère, créer des débouchés à l'industrie ?

Il faut attendre quelques mois pour juger la valeur de M. Hitler. En ce moment, on peut trouver bien étrange qu'il greffe des persécutions religieuses - en brimant certains catholiques et les banquiers israélites - sur son entreprise politique. C'est une imprudence que M. Mussolini, beaucoup plus intelligent que lui, a su éviter.

VIATOR.

p.1: Le Moyen-Âge hitlérien

J'admire et je plains, tout à la fois, les chroniqueurs politiques chargés d'expliquer au public ce qui se passe en Allemagne. L'accession au pouvoir de l'ancien plâtrier Hitler, le despotisme dont il fait preuve, la férocité qu'il déchaîne, sans rencontrer la moindre opposition, ce retour au Moyen âge en plein XX^e siècle devant lequel tout ce qui est allemand courbe l'échine, est bien le spectacle le plus extraordinaire.

Chaque jour apporte un flot de nouvelles effarantes : l'antisémitisme n'est qu'un aspect du phénomène, mais il y a les camps de concentration destinés à de prétendus « communistes », terme vague qui désigne n'importe quel adversaire, n'importe quel critique, il y a des perquisitions, des arrestations, sans aucun mandat, il y a l'abolition de toutes les libertés, il y a les chambres de torture, l'assassinat impuni...

En quelques semaines, le dictateur Hitler a égalé la réputation de massacreur que Lénine lui-même avait mis plusieurs mois à acquérir. Et c'est bien le fait le plus étrange : Hitler prétend combattre le communisme et il copie servilement ses méthodes.

Pendant ce temps, que fait le feldmaréchal Hindenburg, haute figure de Burgrave austère et probe ? Rien ! Est-il accablé par l'âge, écoeuré par tant de vilenie ?...

Que font les anciens partis, catholiques, socialistes, monarchistes ? Rien ! Les uns après les autres, ils viennent s'agenouiller devant la Nouvelle Idole, le « Führer ». Que font les communistes qui, il y a un mois encore, étaient fortement armés et menaient la guerre civile ? Rien ! Sans doute, ils peuplent les camps de concentration, mais on n'a pu tout de même les arrêter tous. Eux aussi sont rentrés sous terre. Faut-il croire, décidément, qu'en Allemagne, la brutalité en impose à tous et que la seule vue d'un uniforme et d'un fusil fasse claquer des dents - et des talons - le plus révolutionnaire ?...« Zu Befehl, Herr Leutnant ! »

Les nombreuses dissertations que j'ai lues sur les événements d'Allemagne m'ont paru révéler surtout l'embarras de leurs auteurs. Celui-ci prétend que nous assistons à un retour au paganisme teuton, que l'explosion de rage actuelle est dirigée autant contre le christianisme que contre le judaïsme. Thor, le vieux dieu germanique, est ressuscité, paraît-il. Celui-là met en cause le désespoir de la classe ouvrière, trahie par ses chefs et qui se venge de ses longues souffrances en pillant les maisons juives. Tel autre accuse Hitler et a bande de visées guerrières. On abuse un peu, vraiment, à cet égard, et certaines gens ont la phobie du « marchand de canons » comme, en d'autres temps, on a eu celle du « Jésuite » ou du « Franc-Maçon ».

Il me semble de réserver son jugement. D'autant plus prudent lorsqu'on n'a pu étudier soi-même de près choses et gens. Les reportages les plus sérieux donnent bien l'impression que Hitler est loin d'avoir l'intelligence d'un Mussolini. Le Duc de Rome a eu grand soin, dès le début, d'éviter la dangereuse aventure d'une persécution religieuse. Au contraire, en restituant toute sa valeur au mariage religieux, il a placé sur le même rang pasteurs, curés et rabbins. Cantonnée sur le terrain purement politique, l'action fasciste ne risquait pas de s'attirer les violentes récriminations de l'étranger qui pleuvent, aujourd'hui, sur le Wahlhalla hitlérien. Un discours comme celui d sir Austen Chamberlain a fait l'effet d'un 420 éclatant sous le nez du provisoire Maître de l'Allemagne.

Pour le moment, nous, Suisses, prenons garde et observons en silence. Et, surtout, évitons l'erreur dangereuse de nous laisser entraîner par l'esprit d'imitation. Nos « Confédérés du *ja* » - comme les appelait spirituellement le regretté Louis Avennier - ont une fâcheuse tendance à admirer ce qui vient de Berlin. Déjà, certains ont pris la très discutable initiative de créer, sous le vocable de « Front fédéral », une sorte de conglomerat de zéloteurs antifrançais. D'autres lui opposent un « Front international » comme il fallait s'y attendre.

D'autre part, on annonce le prochain dépôt d'une loi contre les bazars à prix unique - pourquoi ne pas dire franchement contre les « Uniprix » ? - ce qui serait un commencement d'imitation des procédés hitlériens. Prenons garde, répétons-le. Les sphères bernoises se tromperaient lourdement si elles se figuraient intimider la Suisse française par des menaces de police fédérale, de fisc fédéral et autres fédéraleries. L'autonomie cantonale n'est pas encore un vain mot.

VIATOR.

p.3: L'antisémitisme en Suisse allemande

Des nouvelles extrêmement fâcheuses arrivent de la Suisse allemande. L'ignoble mouvement antisémite hitlérien a passé nos frontières et c'est avec une profonde tristesse qu'on assiste à l'infiltration dans certains cantons - à Zurich, notamment - de l'odieuse théorie qui prétend diviser les citoyens en deux catégories ethniques : les « aryens » et les « juifs ».

Les « aryens » se figurent être, naturellement, seuls « purs » et seuls « patriotes », sans essayer, d'ailleurs, de justifier cette opinion inepte.

D'après divers quotidiens confédérés, c'est l'Université de Zurich qui offre, malheureusement, le spectacle le plus affligeant à cet égard.

C'est notamment le « Front national » qui se distingue par sa propagande « hitlérienne ». Ces jours passés, on a distribué des feuilles de propagande à l'entrée des auditoriums et même à l'intérieur de ceux-ci. On y invitait les étudiants à assister aux conférences organisées à leur intention le soir. Cette propagande paraît avoir un certain succès. On voit déjà des étudiants - c'est encore une infime minorité - qui saluent en levant le bras et qui ont abandonné la mode de la courte révérence. Ceux-là portent à la boutonnière la croix fédérale avec l'étoile.

On remarque que ces disciples des méthodes hitlériennes sont pour la plupart des « fils à papa » qui, naguère, ne suivaient les cours qu'en habit de cavalier, avec bottes et éperons. Inutile d'ajouter que leurs allures fascistes ont provoqué la réaction des autres milieux universitaires qui ont fait distribuer à leur tour des feuilles volantes, invitant à la lutte antifasciste. Ceux du « Front national » ont alors attaqué les distributeurs de pamphlets, afin de leur arracher ces derniers ; mais à l'arrivée de la police, ils s'empressèrent de détalier. Il y eut néanmoins échange de coups et c'est à cette occasion-là que l'on aurait fait usage de cravaches d'acier, dont le port a été interdit par l'autorité de la police cantonale.

Les frontistes ont également renoncé depuis lors à faire passer des circulaires pendant les cours, car leurs adversaires y écrivaient certaines choses qui n'étaient pas de leur goût. On pouvait lire entre autres : « Goering a mis le feu au Reichstag ; qui est-ce qui incendiera le Palais fédéral ? » Suivaient les insignes communistes : marteau et faucille.

On remarque également un certain mouvement antisémite qui, s'il ne se manifeste pas aussi ouvertement, n'en est peut-être que plus étendu, surtout à la Faculté de médecine. Les étudiants « aryens » occupent dans les cours les plus suivis, toutes les meilleures places, ne laissant aux étudiants juifs que les derniers bancs. Si un étudiant israélite arrive en retard, on ne se contente plus de traîner les pieds, mais on frappe du talon, ce qui provoque un véritable chahut et est de nature à faire comprendre à l'arrivant qu'il est indésirable.

De jour en jour, on remarque l'accroissement de l'effervescence parmi la jeunesse universitaire. Pendant les récréations, on voit de moins en moins de groupes de promeneurs devisant tranquillement, mais des attroupements d'étudiants discutant et gesticulant avec colère. A la veille des graves troubles universitaires à Berlin, on pouvait observer les mêmes phénomènes.

Il importe donc de surveiller de très près ces manifestations, qui ne sont peut-être que des gamineries, mais rien n'est plus contagieux que les gamineries. A tout prix il faut empêcher l'infâme antisémitisme de faire tache d'huile en Suisse.

Les querelles religieuses doivent être totalement révolues dans notre pays.

TEL.

p.2: POLITIQUE INTERNATIONALE. Le programme de Hitler s'affirme de plus en plus collectiviste-national

De la politique de violence par laquelle il a jugé nécessaire d'affirmer son avènement, Hitler en arrive, par la force des choses, à l'obligation d'établir un plan constructif.

Et ce plan se différencie fort peu du socialisme, et même du bolchévisme, ainsi que l'expliquent de nombreux journaux auxquels nous allons faire quelques emprunts.

Ses caractéristiques sont : l'étatisation à outrance, la municipalisation des grands commerces (!), le travail obligatoire - comme en U.R.S.S. - et la suppression du capital (! ! !).

Etait-ce bien la peine de massacrer les « marxistes » pour imiter purement et simplement leurs revendications ?

[six paragraphes : extraits de journaux parisiens : *Le Journal*, *L'Oeuvre*, *L'Homme libre*]

Pour nous, Suisses, une question urgente se pose : un pareil programme a-t-il l'approbation de nos éminents «frontistes» les Sonderegger, Léonhard, Fonjallaz, Géo-le-Frisé et Cie, et ces messieurs se proposent-ils de le réaliser dans les 22 cantons ?

TEL.

p.2 : POLITIQUE ETRANGERE. Le nouveau Concordat signé par le Vatican est-il une embûche hitlérienne ? Le Cardinal-Primat est prisonnier

Le concordat conclu entre le gouvernement hitlérien et le Vatican peut être considéré - quand on examine son texte à la loupe - comme une défaite pour ce dernier. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer le nouvel état de choses à la liberté de mouvement dont disposait l'Eglise sous le régime weimarien.

Le Saint-Siège a admis la disparition du parti du centre. D'autre part, en ce qui concerne le régime scolaire, l'article 21 dit que les élèves devront être « formés à la conscience de leurs devoirs politiques, civiques et sociaux, dans l'esprit de la morale et de la doctrine catholiques et conformément à l'esprit général de l'enseignement scolaire ».

Autant vouloir allier l'eau et le feu que l'hitlérisme et le christianisme. Lequel de ces deux « esprits » l'emportera-t-il sur l'autre ? Il n'est pas difficile de le deviner.

Certes, le gouvernement de Berlin a réclamé les mêmes prérogatives que celles qui ont été accordées à l'Etat italien en vert des accords de Latran. Et la diplomatie pontificale s'est laissée prendre à cette confusion entre les deux régimes politiques, cependant si divers à plus d'un égard. En outre, l'Etat italien, s'il a exigé beaucoup du Saint-Siège, n'a pas hésité à lui accorder des compensations de premier ordre, telle que la constitution de l'Etat de la Cité du Vatican, ce qui n'est pas le cas ici.

Pour ceux qui douteraient encore de la différence entre les deux régimes allemand et italien, nous raconterons l'histoire parfaitement exacte du traitement dont est l'objet à Munich le cardinal Faulhaber, primate de Bavière, pilier du catholicisme dans l'Allemagne du Sud.

Depuis le début de ce mois, le palais épiscopal est cerné par les gardes brunes ; celles-ci ont disséminé des postes aux abords et devant le palais où se relaient des membres des compagnies d'assaut. Quant le cardinal, indigné de ces limites apportées illégalement à sa liberté, a protesté auprès des autorités, il lui a été répondu que ces mesures avaient été prises uniquement en vue de le protéger (sic).

Curieuse protection ! Quiconque veut pénétrer à l'intérieur du palais est obligé de décliner ses noms et qualités auprès des hommes de planton des compagnies d'assaut. Le cardinal lui-même, chaque fois qu'il veut quitter le palais, doit avertir le commandant de la garde, et ne peut sortir que sous escorte.

On assure que l'ordre avait été donné d'arrêter ce haut dignitaire de l'Eglise, et qu'il n'a été retiré que sur les instances de M. von Papen. Celui-ci entrepris des démarches auprès du Saint-Siège pour que le cardinal soit éloigné de l'Allemagne, qu'il renonce à ses fonctions pour assumer, le cas échéant, la dignité de cardinal de la curie. Les chicanes de Munich auraient ainsi pour objet d'incliner le cardinal à accepter son transfert à Rome.

Voilà, en pratique, ce que vaut le nouveau concordat pour l'Eglise. Que se passerait-il si un gouvernement radical se laissait entraîner à des excès de ce genre. [?] Il est aisé de le deviner.

[pas signé]

p.2: POLITIQUE ETRANGERE. L'Allemagne en démente

Certaines personnes veulent encore distinguer deux Allemagne, celle du peuple allemand et celle du gouvernement hitlérien.

C'est se leurrer étrangement.

Hitler est l'idole de la nation allemande toute entière. Comme le démontrait récemment un journal parisien : il n'y a même plus d'Allemagne du Sud. Il faut en prendre son pari : plus de « alt Heidelberg », plus de rêveries au bord du Rhin, plus de « romantisch » ni de « vergiss-mein-nicht ».

Aujourd'hui, Hitler a réalisé l'unité allemande - Hitler, cet Arminius moderne qui compte bien, lui aussi, anéantir bientôt les légions d'un nouveau Varus, peut-être en 1939, soit 1930 ans après son précurseur.

Un cinéma de Genève a passé, l'autre jour, un documentaire fort intéressant sur l'Allemagne nouvelle : « Au delà du Rhin ».

On a pu se rendre compte que la jeunesse est embrigadée, militarisée, dès l'âge de 10 ans - la culture physique est obligatoire dès cet âge - et fanatisée, aussi, par la théorie du *Deutschland über alles*, du *Deutschtum*.

A ces gamins de 10 ans on enseigne, déjà, que « le Traité de Versailles doit être aboli » ; on leur montre une immense carte géographique où le Deutschland englobe la Suisse jusqu'à Berne, l'Alsace et le Schleswig.

Que ce système d'éducation persiste quelques années et l'Europe se trouvera en présence d'un océan humain soulevé par un tempête de nationalisme furieux capable de toutes les folies.

Il y a là un danger terrible pour les voisins de l'Allemagne. D'autant plus que les Allemands ont créé des foyers de propagande naziste dans tous les pays.

La Belgique, l'Autriche la Hollande se hâtent de prendre les mesures nécessaires : et la Suisse ?...Comme toujours, elle hésite, elle attend.

Les bons Suisses, en prenant leur café ou leur « grosses Glass Bier » rient beaucoup de lire dans les gazettes que Hitler défend aux femmes de se farder et de fumer la cigarette.

Cela leur paraît des amusettes plaisantes.

Mais, en tournant la page, ils cessent de rire en voyant qu'on a exclu de la nationalité allemande une kyrielle d'individus après séquestré leur fortune. Et, aussi, qu'on tue sur place les malheureux qui tentent de s'échapper de l'enfer des camps de concentration.

Voilà ce qui nous attend si jamais le nazisme, avec ses stupides théories sur le « racisme » et « l'antisémitisme » réussissait à s'implanter chez nous.

Un ministre français a parlé de la « dernière tranchée de la liberté ». Nous serions sages, mais [nous] aussi, de travailler à creuser cette dernière tranchée !

VIATOR.

p.3: Petites nouvelles de l'U.R.S.S.

(Voir le N° du 26 août)

[17 paragraphes sur la Russie des tsars, sur ses conditions de vie misérables]

Moscou 1933. - C'est probablement de cette façon qu'on pratique l'accouchement chez les négritos ou les papous.

Et voilà le pays qui passé d'un seul coup à la civilisation moderne ! C'est à peu près comme si l'homme de l'âge de fer avait découvert brusquement l'électricité et l'usage du pétrole !

Il faut connaître ces détails, il ne faut pas perdre de vue ces conditions sociales et morales lorsqu'on juge la Russie des Soviets. La propagande rudimentaire des hommes du Kremlin a dû se mettre à la portée des demi-sauvages des steppes. Ignorant et incapable de raisonner, le moujik se laisse impressionner par des affirmations brutales qui feraient hausser les épaules aux paysans européens - car la Russie, c'est l'Asie, ne l'oublions pas.

L'erreur des Soviets fut de croire que les peuples européens ressemblaient aux Russes et que le capitalisme était partout à la veille de l'effondrement. Grande fut leur surprise quand ils virent se produire précisément l'inverse ; partout, c'est le socialisme qui fut en plein déroute, même au pays de Karl Marx et le capitalisme eût l'habileté de confisquer à son usage les méthodes grégaires et militaires du communisme. D'où la volte-face étonnante de l'U.R.S.S. qui se déclara soudainement pacifiste et signa des traités amicaux avec les « infâmes gouvernements capitalistes ».

Nous aurons sans doute l'occasion de revenir sur ce sujet.

VALODIA.

p.2: CE QU'ADMIRE GEORGES OLTRAMARE. Hitler fait la guerre aux enfants

« Le nombre des enfants juifs laissés sans ressources par leurs parents assassinés, enlevés ou arrêtés s'accroît chaque jour. A Berlin seulement, plus de six cents enfants juifs sont à la charge de la communauté de cette ville... »

Rassurez-vous, cette petite note ne tient pas la vedette. C'est une information comme une autre, devenue banale. On apprend encore, dans de minuscules nouvelles, qu'un médecin juif et sa femme chrétienne ont été arrêtés, qu'ils ont été promenés dans les rues avec des écriteaux... Cela n'est rien. Un journal allemand s'est en outre avisé de vanter le grand libéralisme du *Führer*. Songez donc ! Par grâce spéciale, les Allemands à l'étranger sont autorisés à acheter dans des maisons juives, à se faire soigner par des médecins juifs. Quelle générosité ! Mais peut-être est-elle forcée. Il est tout de même difficile de faire de l'assassinat, du boycottage, des enlèvements, un article d'exportation... On se rattrape à l'intérieur. Six cents enfants, rien qu'à Berlin, dont les parents ont été tués, emprisonnés, enlevés ! C'est un joli chiffre. Combien représente-t-il de meurtres - d'une façon ou de l'autre ?

A la fin de la terreur léniniste, ce phénomène s'était déjà produit : des milliers d'orphelins abandonnés encombraient les rues de Moscou.

Hitler prétend combattre les communistes, mais il imite leurs méthodes, il organise les tortures et les massacres contre les Juifs, plus spécialement, mais contre tous ses ennemis en réalité, sans se soucier des innombrables enfants innocents qui errent, affamés et abandonnés, au soir des tueries.

Dans la mesure du possible, les communautés juives viennent au secours des leurs.

Mais les autres ?

Car les sicaires d'Hitler massacrent indistinctement juifs, socialistes, communistes ou même catholiques et luthériens que révolte sa dictature sanglante.

N'oubliez pas qu'un admirateur d'Hitler a l'audace de poser sa candidature au Grand Conseil !

C'est M. Georges Oltramare, de l'Union Nationale.

Voter pour lui, ce serait donner votre approbation aux cruautés hitlériennes.

Songez-y !

Vous refuserez d'apporter votre voix à l'homme qui a serré les mains ensanglantées du dictateur Hitler.

[pas signé]

p.2 : DANS L'EMPIRE HITLERIEN. Atrocités antisémites

De plus en plus, dans le Troisième Empire allemand, les Juifs sont mis à l'index et placés dans l'impossibilité de gagner leur vie. Cette tâche est remplie par les autorités dans chaque profession, avec un esprit de suite remarquable. Un bureau de réfugiés allemands à Paris et le Bureau d'information des communautés israélites suisses publient régulièrement une très sérieuse documentation sur les persécutions - le mot n'est pas trop fort - dont sont l'objet leurs coreligionnaires au delà du Rhin.

Il n'est d'ailleurs nullement nécessaire, pour un journaliste, d'être judéophile pour reconnaître que la documentation fournie par les Israélites est en général parfaitement digne de confiance. Aussi croyons-nous devoir reproduire le récit que donne l'« Israëlitisches Wochenblatt für die Schweiz » d'un petit pogrome qui a eu lieu le dimanche des Rameaux à Gunzenhausen, dans la Franconie centrale :

« Sans motif apparent, des troupes de S.A. et de S.S. attaquèrent entre 21 et 22 heures, les ressortissants juifs, en pénétrant dans leurs appartements. Les Israélites ouvrirent leurs portes sur sommations, ou elles furent enfoncées par effraction. Tous les hommes, une grande partie des femmes, et jusqu'à des enfants, furent traînés à la prison et terriblement maltraités en route, de la façon la plus brutale.

« De désespoir, un Juif âgé de 65 ans, pour échapper à ses souffrances, mit fin à ses jours. Un autre, âgé de trente ans, fut trouvé pendu dans son jardin. Les nazis s'acharnèrent tout particulièrement sur un vieillard infirme de 76 ans. Ce fut spectacle terrible de voir des hommes sans défense, des femmes à demi-vêtues et des enfants poussant des cris, traqués à travers la ville par une horde sauvage. Ces sévices continuèrent dans la prison, et dépassent en horreur toute description.

« Le lundi 26 mars, l'autorité fit fermer toutes les boutiques juives. Sur des ordres venus d'une grande ville - où des Juifs avaient porté plainte - il fut mis fin à ces horreurs : on avait fait constater que ces persécutions avaient été commises sans aucune provocation ni raison ; après 24 heures de martyre, les Juifs violentés furent remis en liberté.

« Ce qu'il y a de plus honteux, c'est que personne n'eut le courage de s'interposer en faveur des victimes. »

[pas signé]

p.2 : BERLIN CONTRE ROME. L'Eglise catholique et le nazisme

Dans ce pays parfaitement caporalisé qu'est l'Allemagne du Troisième empire, l'Etat et les Eglises se disputent avec âpreté le droit non seulement d'instruire la jeunesse, mais encore de la former, de la marquer d'une empreinte exclusive. Nul ne semble songer à laisser se développer librement la personnalité des enfants et jouvenceaux. Pauvres petits Allemands standardisés !

Le gouvernement de Berlin aspire à l'embrigadement de toute la jeunesse dans des « Jugendverbaende » organisés en vue du bourrage de crâne. Mais les deux Eglises refusent d'obtempérer à cet ordre et de procéder à la dissolution de leurs propres associations de jeunes gens.

L'Eglise catholique commence à hausser le ton. C'est ainsi que la « Gazette populaire de Cologne » publie une lettre du pape au chef des associations de jeunes catholiques d'Allemagne, curé de Dusseldorf. En voici le passage essentiel :

« En dépit des épreuves que vous impose la Providence, et contrairement à une propagande qui ne ménage ni la séduction ni les menaces en faveur d'une conception de l'existence qui se sépare du Christ pour tomber dans le paganisme, vous avez tenu le serment d'amour et de fidélité que vous avez prêté au Seigneur et à son Eglise ; vous êtes d'autant plus attaché à votre peuple et à votre patrie, que vous voulez servir comme dans le passé avec un dévouement indéfectible.

« Nous connaissons par nos responsabilités de pasteur - et nous savons qu'elle est aussi le grand souci de vos évêques - la situation des associations de la jeunesse allemande. Nos associations doivent savoir, en tous cas, que votre cause est notre cause. »

On ne pouvait être plus explicite. Cependant la presse naziste a observé au sujet de cette lettre un silence complet. Bien plus, elle a prétendu faussement - peut-être d'ailleurs avec sincérité - que le cardinal Faulhaber, primat d'Allemagne, aurait reconnu le droit des nazis de grouper toute la jeunesse allemande en troupes sportives, vêtues d'un uniforme unique.

Aujourd'hui, dans la « Maerkische Zeitung », le cardinal Faulhaber publie une mise au point. Il a reconnu les droits du national-socialisme en ce qui concerne l'instruction militaire préparatoire exclusivement, mais non quant au sport éducatif, théâtre, chant, gymnastique, promenades, ni non plus en ce qui touche la renonciation à un uniforme des jeunesses catholiques. Ce prélat s'appuie sur l'article 31 du concordat conclu entre le Reich et le Saint-Siège.

Mais le gouvernement de Berlin ne trouvera-t-il pas, dans ce concordat, un autre article pour justifier ses prétentions ? Dès que fut signé ce document diplomatique, nous avons relevé qu'il était interprété en sens contraires à Berlin et à la Cité du Vatican. Depuis lors, les malentendus n'ont cessé de s'aggraver, au point de

prendre presque, aujourd'hui, les allures d'un « Kulturkampf ». Un tribunal de Duisbourg n'a-t-il pas déclaré l'autre jour, qu'une « presse catholique est superflue en Allemagne ? »
On sait que ce concordat est en grande partie l'oeuvre du Cardinal Pacelli.
[pas signé]

p.2 : JEUNESSE PROGRESSISTE RADICALE. Dictature et Démocratie. CE QUE J'AI VU EN ALLEMAGNE. Conférence de M. Pierre Bise

Mardi soir, à la Salle Communale de Plainpalais, sous les auspices de la Jeunesse Progressiste Radicale de Genève, M. Pierre Bise fit devant une salle archi-comble une émouvante et très belle conférence sur ce sujet si actuel : *Dictature ou Démocratie ? Ce que j'ai vu en Allemagne.*

On sait que notre excellent concitoyen fribourgeois, M. Pierre Bise, Dr ès Lettres, est l'auteur d'un livre passionnant, nourri de documents recueillis sur place : *Le cauchemar allemand*, où l'auteur exprime toute l'horreur de ce régime de brutalité et de crimes qui a nom l'hitlérisme.

Dans sa conférence très fortement pensée, riche d'aperçus originaux sur ces deux doctrines, si souvent aux prises dans l'Histoire : le despotisme dressé sur le mépris de la masse, son exploitation odieuse et sa souffrance sans nom et le régime de liberté, basé sur le respect des droits imprescriptibles de l'individu, sur la noblesse de la vie familiale et le droit intangible de la conscience et des croyances, M. Bise a mis en pleine clarté, avec un talent qui lui valut de chaleureux applaudissements, le trophée de ce dit régime, en Suisse, dès les origines des Waldstaetten aux temps récents qu'illustrèrent Jean-Jacques Rousseau, James Fazy, Georges Favon.

Qui eût pensé, s'est écrié M. Bise, il y a 20 à peine, que ces nobles principes de droit et de liberté, alors partout respectés, seraient remis en cause ? Hélas, les jours splendides de 1830 et 1848 - ces « dates flambeaux » - furent anéantis par la tourmente de 1914. Tandis que l'Italie retrouvait les chaînes les plus cruelles de l'époque des Borgia, que l'Autriche retournait à l'abominable époque de Metternich - ce « rocher de l'ordre », mais que « ordre » ! - que la Russie se voyait ramenée aux temps affreux d'Yvan-le-Terrible, l'Allemagne, elle aussi, semblait sous une dictature abominable. Et M. P. Bise, qui a vu de près le régime hitlérien, parle avec horreur et dégoût de « cette atmosphère de plomb », de ce règne de la terreur qui submerge aujourd'hui l'infortunée patrie de Schiller et de Goethe, de Schopenhauer et de Heine.

Les autorités hitlériennes ont eu l'habileté d'autoriser M. Bise à visiter leurs prisons et leurs camps de concentration. M. Bise a pu interroger des fonctionnaires, mais il avait l'impression que ceux-ci ne faisaient que réciter une leçon, que répéter des formules officielles. L'orateur trace un tableau poignant que ces camps qui tiennent du bagne et de la forteresse et où sont emmurés sans jugement des hommes absolument innocents, accusés simplement de « délit d'opinion ». Comme M. Bise ne pouvait cacher son indignation à un fonctionnaire, celui-ci lui répondit : « Les temps sont tels que nous piétons la liberté individuelle au nom du salut de la nation. Nous autres Allemands, nous avons le goût du groupement. Tel est notre idéal et nous y amenons notre peuple par la force. » Que répondre à des pareils sauvages ?

M. Bise dénonce avec énergie un spectacle particulièrement odieux pour nous, Suisses : il a vu de nos concitoyens venir admirer un pareil régime et parmi eux, un officier supérieur ! Oui, hélas, il faut qu'on le sache : *le colonel Sonderegger est allé prendre son mot d'ordre à la Maison Brune de Munich !...*

M. Bise place ensuite en opposition à ces affreuses images de mœurs qui évoquent les pires tyrannies, celle d'Henri VIII en Angleterre, ou de Louis XIV, la noble évolution des esprits accomplie sous l'empire des idées de notre Jean-Jacques Rousseau et de la pléiade des grands penseurs de la Révolution. M. Bise s'étend longuement sur cette époque d'émancipation où l'homme retrouve la noblesse de vivre avec les notions du Droit et de la Liberté. Nous sommes malheureusement obligés d'abrégier ce compte rendu. Liberté et Droit sont synonymes de travail joyeusement consenti, d'indépendance des opinions politiques et religieuses. Et M. Bise montre le rôle éminent joué plus tard par le Parti radical pour la conquête de ces libertés dans notre pays. Il dépendra de nous, s'écrie-t-il, que la Démocratie survive. Nous pouvons heureusement compter pour cela sur la Jeunesse Progressiste Radicale. Le libre travail fera notre prospérité.

[deux paragraphes pour dire que le radicalisme c'est génial...]

V.G

p.3 : OU VA L'EUROPE ? La terreur en Allemagne. Peut-on jouer impunément sur deux tableaux ?

Certains ont cru que l'avènement d'Adolf Hitler ouvrait une ère nouvelle en Allemagne. Paix, travail fécond et prospérité : tel était le beau programme du Führer.

Tout cela n'était que phrases sonores et brillante apparence. En réalité, Hitler n'avait que de bonnes intentions. Il fut incapable d'atteindre son but, il accumula les maladroites.

Si on peut dire que Mussolini est un ancien ouvrier très intelligent, l'événement prouve qu'Adolf Hitler n'est qu'un ancien ouvrier très peu intelligent.

Sa première faute fut de persécuter les Juifs. Ici apparaît dès l'abord son ignorance de l'Histoire et de la psychologie. Pressé de fournir un aliment à la *furor teutonicus* de ses chemises brunes, il déclencha cette stupide croisade contre Israël.

Or, si les Juifs ont pour tactique de courber le dos et de ne pas répondre, cela ne signifie nullement qu'ils s'avouent vaincus. Soutenus par leur foi dans le « Dieu fort et jaloux » ils savent que, passé l'orage, le soleil luira de nouveau pour eux.

D'ailleurs, l'inepte antisémitisme d'Hitler s'effondra bientôt. Sa lutte contre les « grands bazars juifs » ne dura pas huit jours par la force des choses.

Vint ensuite la théorie insensée du « racisme ». De fil en aiguille, Hitler, avec son néo-Walhalla, réussit à exaspérer contre lui les chrétiens de toute nuances.

D'ailleurs, sa pire sottise fut de croire possible une collaboration des éléments de droite et de gauche dans un parti qu'il étiqueta « national-socialisme ». Or, le socialisme étant, par essence, international, devait rester forcément hostile au nationalisme représentant la tradition.

Telles sont les causes du drame qui vient d'éclater.

Aujourd'hui, Hitler réussit à demeurer debout sur un monceau de cadavres, grâce à une qualité qu'il possède à un degré inouï : l'ascendant, le don de magnétiser la foule par la magie de la parole. Don précieux et rare, qui fut imparti aussi à Bonaparte. Et, vraiment, l'énigmatique façon dont Hitler retourna en sa faveur les « chemises brunes » de Roehm, dans la nuit tragique de Munich, fait penser au retour de l'île d'Elbe et à la scène de Grenoble.

Hitler prétend que vingt-quatre heures lui ont suffi pour « rétablir l'ordre ». Forfanterie un peu lourde. Comme d'autres l'ont dit : la troisième révolution allemande ne fait que commencer. On n'ordonne pas impunément l'assassinat d'hommes comme von Schleicher, chef du parti catholique, de même que l'exil d'un illustre savant comme Einstein ne peut être sans lendemain.

De quoi demain sera-t-il fait ?

Hitler a contre lui le christianisme catholique et luthérien, les Juifs, le très nombreux parti monarchiste et les communistes. *Viele Feinde, viele Ehre* : beaucoup d'ennemis, beaucoup d'honneur.

Les nuits d'Hitler doivent être fertiles en cauchemars.

V. G.

p.1 : EN EUROPE CENTRALE. Adolf I^{er}, Imperator

C'est aveu est peut-être naïf. Tant pis. Disons que les commentaires de la presse européenne sur l'avènement d'Adolf Hitler sont singulièrement incolores.

Chacun y va de sa petite hypothèse, de ses suppositions plus ou moins vides. En réalité, l'Allemagne est la grande inconnue et les journalistes en sont réduits à se gratter le crâne dans l'attente des événements.

Présentement, le seul fait certain c'est qu'Adolf Hitler est d'une puissance sans égale. C'est une sorte de nouveau Barberousse et l'on sait combien les Allemands vénèrent le souvenir de cet empereur du XII^e siècle.

Certaine depuis quelques semaines, la mort de Hindenburg n'a fait que consacrer un état de chose imminent et fatidique. National-socialisme, président, führer, président, chancelier : autant de mots inutiles désormais.

Un empereur, provisoirement sans couronne, dicte sa volonté à 65 millions d'humains dociles, disciplinés et dont l'extraordinaire absence d'individualité et de sens critique fait un immense troupeau.

Pour tenter de se rassurer - et de rassurer leurs lecteurs - d'aucuns écrivent : « attendons l'hiver, vous allez voir, leurs chômeurs vont s'unir. » etc. Et l'on s'empresse de brandir le spectre, le fameux « spectre de la famine »...qui devait, jadis, terrasser les Soviétiques et anéantir des millions de moujiks.

Or les millions de moujiks se portent toujours fort bien et le gouvernement soviétique voit ses ambassadeurs reçus avec les plus grands honneurs en Italie, en Angleterre et ailleurs.

Le « spectre de la famine », décidément, n'est plus guère qu'un épouvantail de carton. Au surplus, le peuple allemand qui a subi sans broncher les souffrances et les ruines de l'inflation est prêt à en supporter bien d'autres.

Un quotidien suisse rappelait, l'autre jour, que les socialistes allemands, malgré leurs emphatiques déclarations d'autrefois, n'ont pas levé un doigt contre la guerre.

C'est qu'en réalité il n'y a, en Allemagne, ni socialistes, ni anarchistes, ni conservateurs : en présence d'un chef suprême, il n'y a plus que des Allemands qui font le salut militaire en répétant : « Zu Befehl ! » - « à vos ordres ».

On a beaucoup parlé, chez les anciens Alliés, du XX^e anniversaire de la mobilisation 1914-1934. Oui, nous pouvons être fiers en jetant un regard sur l'Europe : Staline, Adolf Hitler, Mussolini, Pilsudsky, Kemal Pacha : voilà où nous a conduits la fameuse guerre « pour le Droit et la Liberté »...

V.

p.1 : LE TEMPS PRESENT. La victoire de Stresa

Les pessimistes et les sceptiques ont eu tort. D'avance, ils avaient cru pouvoir médire du résultat de cette conférence de Stresa qui réunit les représentants des plus grands pays pacifistes actuels, Italie, Grande-Bretagne, France. Eh bien non, grâce à la bonne entente mutuelle, grâce à l'énergique impulsion d'un Mussolini, les journées du Palais Borromée n'ont pas abouti à de vagues formules diplomatiques mais à une résolution ferme, solide comme le chêne de Saint-Louis, résolution qui blâme les méthodes brutales des fils de Thor et de Wotan et affirme que les trois pays agiront en étroite collaboration pour maintenir la paix du monde et le respect du traité.

D'autre part, le Gouvernement français a saisi la Société des Nations d'une requête contre la violation du Traité de Versailles par la dictature hitlérienne qui vient d'avouer le réarmement du Reich. La S.d.N. est priée d'intervenir pour maintenir le respect des traités.

C'est donc à juste titre qu'on peut parler d'une noble victoire pacifiste des anciens Alliés - des conventions seront prochainement passées, également, avec la Petite-Entente - sur les menaces guerrières de l'éternel Deutschland casqué, masqué, armé pour le massacre et la dévastation qui furent toujours sa seule raison de vivre.

Deux fois en vingt ans, le Germain farouche et sanguinaire a cru l'heure venue d'instaurer son hégémonie infernale. En 1914-18, il dut s'agenouiller devant ses vainqueurs. En 1935, ceux-ci lui ont arraché son épée avant qu'il ait pu la saisir.

Un avenir très proche va nous montrer comment les hommes de proie réussiront à avaler leur rage impuissante.

Fortuny

pp. 1-2 : LE DELIRE ALLEMAND. La guerre à toutes les Religions

Tandis que la dictature romaine, dans sa haute sagesse, respecte toutes les opinions religieuses et philosophiques, tandis qu'elle a conféré, par exemple, aux pasteurs protestants, les mêmes droits qu'aux curés en matière de mariage, précédant le mariage civil, le gouvernement persécuteur de M. Hitler paraît prendre à tâche d'offenser et de malmenier les chrétiens de toutes obédiences, laïques ou ecclésiastiques.

Au début, les Juifs seuls furent désignés à la férocité des sbires du régime. Puis, peu à peu, le cercle s'élargit. Les pasteurs luthériens connurent, eux aussi, l'amertume de persécutions cruelles autant qu'ineptes, et c'est le tour, aujourd'hui, des catholiques. Des centaines de moines et de nonnes sont emprisonnés sous prétexte d'espionnage ou de favoriser la fuite des capitaux.

M. Hitler et ses modernes burgraves ne dissimulent même plus leur intention de restaurer les dieux païens du Wahllhalla. Thor, Wotan et consorts. Le jour n'est, sans doute, pas éloigné où l'on relèvera leurs autels. Ce sera le digne aboutissement des absurdes théories dites « racistes » qui prétendent à l'existence d'une race germanique élue et destinée à asservir l'Europe entière.

Quand on pense qu'un homme de grande valeur comme le général Ludendorff a pu faire publiquement profession de foi païenne, quand on a lu dans tous les journaux qu'il a osé affirmer : "non seulement je ne suis pas chrétien, mais je suis même anti-chrétien et je déclare que seul l'antique paganisme de nos pères pourra restaurer la vraie race allemande", on reste béant de stupéfaction.

Voit-on un général de n'importe quel pays européen se permettre pareille profanation? Dans une république laïque, il serait sévèrement réprimandé et dans une monarchie il serait puni de prison. Mais la question ne se pose même pas: dans aucun pays civilisé nul ne se trouverait, pas plus dans l'administration que dans l'armée, pour faire acte de telle folie.

Pour le dire en passant, l'éminent inconnu lausannois qui signe M. Champod, sans donner jamais son adresse - rien qu'un numéro de téléphone ou de chèque postal - et qui avait fondé une "Ligue pour le christianisme" au moment des persécutions en U.R.S.S. n'a pas encore songé à protester contre les invectives d'un Ludendorff et les menées antichrétiennes hitlériennes. La "Ligue pour le christianisme" cesse-t-elle de s'émouvoir quand les tourmenteurs des chrétiens ne sont pas russes ? Etrange charité évangélique, en vérité !

Aujourd'hui un nouveau grief surgit contre les Allemands juifs ou chrétiens, qui ont fui les persécutions. Un correspondant de *l'Echo de Paris* signale que le gouvernement hitlérien s'aperçoit, un peu tard, que ces fuyards ont réussi à emporter la plus grande part de leurs capitaux, ce qui équivaldrait à la somme énorme de 6 milliards. "Les autorités allemandes, écrit notre confrère, sont très montées contre les éléments qui ont quitté l'Allemagne et qui, par des voies détournées, ont réussi à sortir une bonne partie de leurs capitaux. La "gestapo" évalue à 90.000 le nombre de non-aryens qui ont secoué la poussière allemande de leurs sandales. Le nombre des ariens ayant quitté le Reich est de 20.000. Au ministère de l'Economie du Reich, on fixe à un milliard de marks, soit environ six milliards et demi de francs, les capitaux "sortis" par les juifs.

Au ministère de l'Economie du Reich, on se montre furieux de cet exode qui occasionne une si grande « perte nationale » à l'Allemagne. Tout indique que la perte est plus grande encore, car il ne faut pas oublier que l'exode avait commencé, en réalité, après les élections du 14 septembre 1930, où 107 hitlériens étaient entrés au Reichstag.

Maintenant, il semble que de pauvres religieux et religieuses deviennent les victimes des rancunes hitlériennes. »

Peu de personnes, certainement, s'attendriront sur cette mésaventure financière. On peut la considérer, au contraire, comme une punition méritée par le retour à la barbarie du Reich.

Quant à nous, Suisses, prenons garde. Des hommes du Moyen-Age guettent nos frontières - et même les violent parfois (affaire Jakob). Le Conseil fédéral, alerté, fait procéder à une enquête sur les menées hitlériennes en Suisse. C'est bien. Ce sera très bien si elle aboutit à des mesures impitoyables.

Viator

p.1 : LE TEMPS PRESENT. Vent d'orage...

Nous ne croyons pas nous égarer dans le pessimisme en pensant que le fléau, si redouté, de la guerre, menace de plus en plus à l'horizon.

Les visées de l'Italie sur l'Ethiopie passent peu à peu au second plan. C'est l'Angleterre qui, maintenant, occupe le devant de la scène et on sait trop de quoi est capable la « perfide Albion », cette patrie par excellence du « business », pour n'avoir pas tout à craindre.

Comme l'observent très justement quelques quotidiens très véridiques, la S.d.N. a toujours été un levier de commande au service des Anglais. Quand les intérêts anglais ne sont pas en jeu, la S.d.N. observe de Conrart le silence prudent. Tel dans l'affaire du Japon et du Mandchoukoo, tel dans la querelle sanglante du Chaco.

Mais que surgissent des nuages sur la Mer Rouge, aussitôt les « businessmen » de Londres mobilisent leur flotte de guerre et envoient des troupes à Gibraltar, à Malte, à Aden. Le grand tort de Mussolini - leur hôte de Stresa - est de prétendre conquérir une terre beaucoup trop voisine du Haut Nil, de l'Egypte, de la route des Indes et de celle du Cap au Caire.

Tel est l'aspect actuel de la situation, pendant que la S.d.N. se perd en verbiage prétentieux.

Impossible de ne pas approuver Mussolini lorsqu'il s'indigne que la « old England », dont l'empire colonial s'étend sans cesse, veuille empêcher l'Italie de l'imiter - dans une faible mesure - en régentant, elle aussi, un petit royaume de l'immense continent africain.

Peut-être le tort de Mussolini réside-t-il dans sa franchise. Il veut venger les morts d'Adoua, et il le dit crânement. Les diplomates anglais, eux, ont toujours une Bible dans leur poche. De Eden à Baldwin, en passant par Hoare, tous ont « the Bible » dans leur poche. Jusqu'à l'ex-socialiste Mac Donald dont la chambre, au début de sa carrière - nous l'a-t-on assez ressassé - était remplie de portraits de Robespierre. Depuis ses magnifiques succès politiques, M. Mac Donald a glissé « the Bible » dans sa poche et il a relégué Robespierre au grenier.

Si un vent d'orage accumule des nuages vers l'Est africain, le temps n'est pas moins sombre dans le nord de l'Europe. Voici, en effet, que le dictateur Hitler ne se borne plus à discourir en des parades « kolossales » dont les figurants sont ces automates casqués que sont les soldats allemands. Depuis dimanche, il a jeté l'anathème sur la Lituanie qui a, paraît-il, « volé Memel ». Hitler n'a pas caché ses intentions guerrières contre ce pauvre petit territoire qui n'a que 2 ou 3 millions d'habitants, tandis que le III^e Reich en possède 65 millions.

La menace est à peine déguisée.

On comprend, certes, que le dictateur Hitler, qui a, dit-il, reconstitué l'armée - comme si cette reconstitution n'avait pas déjà commencé sous la pseudo-république socialiste - soit pressé d'étonner par quelque farouche entreprise belliqueuse.

Il y a bien les pactes et les traités, mais depuis le temps qu'on s'en torchonne !

D'autant plus que la Lituanie est une porte ouverte sur l'U.R.S.S. Quel triomphe si l'on parvenait à détruire le nid de brigands moscoutaires ! Le dictateur Hitler ne doit pas douter qu'il lui serait beaucoup pardonné, par les gouvernements européens, s'il obtenait pareil résultat !

Seulement...seulement à l'heure actuelle, l'affaire la plus menaçante est la guerre italo-éthiopienne - disons la guerre anglo-italo-éthiopienne et ses incalculables répercussions. Quand paraîtront ces lignes, peut-être le geste décisif sera-t-il fait.

JOANÈS

p.5 : Gross et les valeurs spirituelles

[huit paragraphes pas très intéressants]

Ce sont les valeurs spirituelles qui ont créé un désaccord entre Gross et nous. Rira qui voudra : à l'O.P.N. il y eut des chocs terribles, mais toujours sur des sommets.

En réponse à Berra, Gross avait défini les valeurs spirituelles dans une assemblée publique, et je m'étais alors gardé de le contredire. Nous étions en pleine période électorale. On ne fait pas une inspection d'armes au moment d'une bataille.

Selon l'enseignement de Gross, ces valeurs ne pouvaient être que chrétiennes. Le christianisme est à la base de notre civilisation, c'est au christianisme que s'attaquent les Juifs, Francs-Maçons et toute la doctrine marxiste qui tend à diviniser l'individu et à nous donner le paradis sur terre.

En fondant la réaction sur la foi chrétienne, Gross s'est imaginé, à voir l'enchaînement de certains phénomènes, qu'il tenait la vérité. Et je l'envie, si, résolu à penser jusqu'au bout, il n'a été arrêté sur le chemin d'une pensée obstinée que par l'obstacle miraculeux de la foi.

Mais la vérité est peut-être plus complexe. Ceux qui n'ont pas le privilège de posséder la foi iront plus avant dans l'observation des faits et s'apercevront que les valeurs spirituelles, ainsi définies, créent de nouveaux malentendus.

Qu'est-ce que le christianisme ? A son origine, le christianisme a été imprégné de l'esprit juif, c'est-à-dire d'un esprit profondément révolutionnaire. On trouve dans les Evangiles autant d'éléments de désordre qu'il y a d'éléments d'ordre. Historiquement, les chrétiens ont été pour l'ancienne Rome ce que sont les Juifs pour la société moderne. Dirons-nous avec Maurras que l'Eglise, en s'organisant sur le mode hiérarchique, a déchristianisé le christianisme ? Mais ce serait alors condamner la Réforme qui a ranimé les tendances subversives et désorganisatrices des premiers chrétiens. En faisant de la religion le fondement de notre réaction, nous ouvririons la porte à toutes les controverses entre catholiques et protestants.

Et qu'est-ce que la civilisation chrétienne ? Comment ne pas tenir compte de la Renaissance ? N'y a-t-il pas un apport de paganisme et d'hellénisme dans la formation du monde moderne ? Peut-on prendre pour un bloc inébranlable ce qui est fait de parties si diverses ?

Nous ne saurions, quelle que soit notre soif d'idéal, qualifier uniquement de chrétiennes les valeurs spirituelles. Notre action s'en trouverait paralysée. Si on oppose une religion aux Juifs, on accrédite la légende que les Juifs, par l'antisémitisme, subissent des persécutions religieuses, alors qu'il s'agit surtout de se prémunir contre une race inassimilable. Il est faux de dire que les Juifs n'en veulent qu'aux chrétiens. Voyez comme les Arabes les redoutent. Le problème juif est un problème de race et de nationalité, et ce qui nous rapproche le plus des Juifs ce serait précisément la religion.

Nous qui nous flattons de démolir toute la stupide théologie des Loges et de ridiculiser le patois à majuscules du régime démocratique, gardons-nous d'opposer un mystère, si beau, si pur soit-il, à ces faux mystères de la Maçonnerie. Sortons du domaine de la spéculation, où les disputes s'éternisent, et détruisons l'erreur, non avec des vérités transcendantes, mais avec la raison et l'intelligence.

Dans les « Huit thèses » de Gross, certaines affirmations massives soulèvent d'immédiates objections :

« Si l'on ignore quelle est la meilleure vie pour l'homme (philosophie, métaphysique, religion) on ignore quelle est la meilleure forme de la cité (politique). La meilleure forme de cité étant celle où les hommes pourront, suivant les circonstances, atteindre le plus aisément à la meilleure vie. »

Et plus haut :

« Le bien commun d'une cité ou d'une nation consiste en l'organisation la plus propre à assurer à chaque personne la possibilité de vivre conformément à ses fins les plus hautes. »

A cela on peut objecter que ce qui est bon pour l'individu n'est pas nécessairement bon pour la cité ou la nation. L'état monacal, par exemple, est une façon de vivre conformément à ses fins les plus hautes. Voyez-vous une société de trois millions d'hommes menant l'existence des Chartreux ?

Auguste Comte nous a mis en garde contre les errements de l'esprit théologique :

Il y aurait contradiction, dit-il, à penser que l'esprit humain, élevé maintenant à raisonner d'une manière positive sur tous les phénomènes, astronomiques, physiques, chimiques et physiologiques, dût continuer toujours à raisonner théologiquement et métaphysiquement quand il s'agit de phénomènes sociaux. Quiconque a étudié le caractère intellectuel de l'homme sentira qu'il ne peut en être ainsi. Il arrivera donc inévitablement, ou que l'astronomie, la physique, la chimie et la physiologie redeviendront métaphysiques et même théologiques, ce qui serait absurde à supposer, ou que la politique deviendra positive, ce qui est par conséquent indubitable.

Mais alors, demanderez-vous, n'allez-vous pas tomber dans un matérialisme grossier ? Pas le moins du monde.

Appliquons notre observation aux phénomènes politiques et tirons les leçons de l'expérience. Les idées jacobines et les folies marxistes sont des offenses à la raison humaine et à l'ordre naturel. Il n'y a pas deux façons de garder

ce que nos pères nous ont transmis. La tradition nationale exige de nous un culte de tous les instants. Nous devons distinguer ce qui est durable de ce qui est éphémère. La patrie et la propriété, biens aujourd'hui menacés, sont les conditions essentielles d'une vie sociale harmonieuse. Soyons heureux que nos efforts servent la civilisation chrétienne, mais si nous luttons pour la prédominance des valeurs spirituelles, qu'il soit bien entendu que c'est la prédominance de la sagesse et du sens critique sur les appétits et les idéologies malsaines des ennemis de l'ordre. Ceux qui prétendent qu'un jugement honnête et droit, le sens du réel et l'amour du pays ne peuvent suffire à notre réaction, devraient se rappeler que les mouvements nationalistes qui ont réussi ne s'appuient sur aucune mystique religieuse. Ni Mussolini, ni Hitler, ni les patriotes hongrois n'ont fondé leur politique sur la religion. Ils n'ont pas été chrétiens avant tout. Le fascisme a sauvé l'Italie sans suivre les préceptes de Gross.

Dire que nos buts sont médiocres et que nous avons perdu l'enthousiasme parce que nous ne voulons pas mêler le surnaturel à notre action civique, c'est proprement débiter des sornettes.

L'avenir de Genève, est-ce un objectif si mince ? Le combat contre le marxisme, est-ce qu'il ne sollicite pas toute notre ardeur ? La grandeur du pays, est-ce que ce n'est pas un suffisant idéal ?

Le pays, nous le plaçons au-dessus de tout. Quand Mgr. Petite a voulu sacrifier Genève à l'Eglise, nous avons dénoncé Petite. Et Gross nous a désapprouvé.

Voilà qui en dit plus long que les plus longs discours.

G. O.

p.1: La honte blanche de la S.d.N trahit l'Europe au profit de la honte noire d'Afrique

Nous l'avions prédit, nous seuls, en 1933: pour punir Hitler, les Juifs préparent la guerre.
Ca y est.

Nous avons rappelé les menaces du Congrès juif tenu à Genève et les paroles sanglantes du grand rabbin de New-York, Newmann:

"Hitler conduit l'Allemagne à une guerre civile qui sera suivie d'un nouveau conflit mondial dont l'Allemagne ne se relèvera jamais."

Nous y sommes.

Les Juifs ont besoin d'une guerre mondiale de vengeance. La guerre d'Afrique doit mener à celle qui mettra l'Europe à feu et à sang.

OO

Tous les peuples ont reconnu que le bolchévisme est une peste d'Asie.

Même un radical de chez nous, M. Perréard, était obligé de l'avouer l'autre jour au Faubourg. Or, de cette peste, les Juifs en sont les instigateurs, les profiteurs et les maîtres.

Seul l'avocat Aubert de Genève n'a jamais osé le reconnaître. Seuls les Juifs de Suisse osent prétendre à M. Motta que "en tant que Juifs", ils répudient "l'assimilation du bolchévisme au judaïsme".

Est-ce par hasard et non pas par conformité que l'élément juif abonde dans cette "Bourse de la politique" que sont la S.d.N. et le B.I.T. ? Est-ce par incompatibilité avec le communisme que la délégation dite "russe" est composée de ces pustulents hébreux qui frétilent autour de l'Adonis des vieilles filles de la Bavaria, le vieux cambrioleur Finkelstein, dit Litvinoff:

STEIN, ROSENBLUM, ROMM, RIVILINA, GUELFANO, ROSENBERG, CHAPIRO, LORWIL, ABRAMSON, DICKER ?

OO

Ces armées d'Asie, ces barbares haineux de l'intérieur infiltrés comme un virus au milieu de l'Europe, ce millénaire cancer dispose de ses plus purulentes ramifications: la Franc-Maçonnerie et les prétoriens de la Sociale.

Maîtres et valets complotent à Genève le grand coup des races de couleur contre la vieille civilisation blanche, honnie par la sauvagerie des trois quarts de l'univers. Celle-ci compte des centaines de millions qui n'ont qu'une pensée: ECRASER L'EUROPE.

Si l'Europe était saine; si l'agent juif de perversion et de dissolution n'avait pas constitué dans le corps européens ses cellules cancéreuses, on ne rêverait pas, au nom d'une paix meurtrière, d'anéantir un peuple blanc - et quel peuple !- au profit de la nègrerie.

Tout blanc véritable serait aux côtés de l'Italie, foyer originel de toutes les maisons européennes. Il ne pourrait appartenir qu'à un juif, l'exploiteur juif des ouvriers de France, le juif Blum d'avoir ce cri monstrueux:

"IL FAUT ASPHYXIER L'ITALIE."

OO

Mais, comme disait Gaxotte, si Blum qui n'est pas ouvrier, mais juif et millionnaire, si Litvinoff qui n'est pas ouvrier, mais ancien cambrioleur, si Dicker qui n'est pas ouvrier, mais résidu d'Asie et juivaillon de chicane, considèrent comme le vieux juif Marx que "l'ouvrier est fait pour se battre et qu'autrement il ne servirait à rien"; si pour ces hyènes de Sociale et d'Asie, l'ouvrier européen c'est de la chaire à canon pourvu que ce soit au profit de la révolution, des nègres et des jaunes, nous prions, nous, l'ouvrier de considérer que son bien-être est né de la colonisation et qu'il prendra fin avec elle.

OO

Nous rappelons à nos ouvriers bernés que la fameuse "lutte des classes", la course aux salaires politiques n'ont pas peu contribué à l'industrialisation des colonies qui n'étaient autrefois qu'agricoles. Comme l'a montré un savant, l'Europe fut longtemps une plus grande Hellade: contre le produit de son travail, un ouvrier européen recevait le produit du travail de dix indigènes, un ouvrier européen disposait de dix esclaves, tout comme un bon démocrate de l'ancienne Grèce.

Le bien-être de n'importe quel européen, les colonies le lui assurèrent.

La révolte des colonies sera pour nous tous l'avènement de la misère.

On commence à l'apprendre et le mot "crise" signifie que nous l'apprenons.

L'émiettement de l'économie universelle fait qu'aujourd'hui le standard de la vie des ouvriers de couleur entre en concurrence avec le salaire des ouvriers blancs.

C'est l'heure qu'on choisit pour saigner l'Europe et coaliser contre elle tous les barbares. Les ouvriers blancs sont priés par les salauds internationaux de s'égorger pour le triomphe de leurs concurrents noirs et jaunes, lesquels feront ensuite crever de faim ce qui subsistera de la grande tuerie mondiale et généreuse.

OO

Nous lutterons avec acharnement contre cette trahison sans précédent dans l'histoire. On ne nous aura pas vivants. Nous avons la vieille habitude en écrivant de peser nos mots: nous avisons, avec tout le respect qui convient, le Conseil Fédéral que nous ne nous gênerons pas plus que les démagogues Grimm, Nicole et consorts. Au cas d'une lutte fratricide, même sur le seul plan économique et de ce qu'en langage de dément et de furieux on appelle "sanctions", nous nous efforcerons de paralyser les mesures prises et de susciter la révolution nationale de l'honneur et de la liberté.

[...etc...etc...]

[pas signé]

p.1 : Au jour le jour

Comme on manquait de plans, M. Roosevelt vient d'annoncer le sien, que M. Norman Davis - les Davis américains, ça nous la coupe court - déposera prochainement à Genève pour instituer "« n contrôle mobile et permanent de désarmement ». En compensation de quoi les Etats-Unis promettraient leur assistance éventuelle aux nations victimes d'une agression. Bon !

Roosevelt, traduit, cela signifie à peu près « le monde en rose ».

Qu'un conflit surgisse, la première difficulté consistera toutefois à désigner l'agresseur. Aujourd'hui encore, les Allemands ne soutiennent-ils pas qu'ils furent attaqués par tous ceux auxquels ils déclarèrent la guerre en 1914, même par la Belgique, qui préméditait d'annexer Berlin ?.. Et encore, actuellement, ce sont les Juifs qui, paraît-il, ont cherché des chicanes aux doux nazis de M. Hitler.

Avec les Allemands, jamais le loup n'aura commencé.

Mais, en admettant même que, devant l'évidence, les Etats-Unis ne se laissent pas détourner par leur certaine presse qui fait songer aux reptiles de Bismarck, on ne peut pas ne pas se rappeler aussi ce qui arriva au pauvre président Wilson quand il eut promis à Clémenceau des garanties d'assistance et de sécurité en échange de l'abandon de la frontière rhénane, puis inventé sa folle « League », baptisée « Société des Nations »...

Les Français finiront par n'y plus croire.

Et nous voyons comment la dite S.d.N. fait respecter ses décisions en faveur des Chinois. Mal informée, elle n'avait sans doute pas à se mettre du côté des bandits. Elle eût mieux fait d'inviter la Chine à rétablir l'ordre chez elle, d'abord. Mais, une fois le verdict rendu, tout ce qu'elle trouva pour secourir sa protégée, ce fut de lui envoyer notre William Martin - la Rougeaude au panier bourré d'oeufs et de bons conseils, comme dans La Mascotte. Notre William Martin l'est-il encore ? Nous avons appris, d'autre part, la fin tragique de cet autre clairvoyant professionnel qui se faisait appeler Erik-Jan Hanussen, de son vrai nom Herschmann Steinschneider, assassiné par les nazis, ses chouchous, dans un faubourg de Berlin. Souhaitons que les bandits chinois soient moins méchants. Mais tout finit par des rançons, en Chine. Mon Dieu, s'ils nous enlevaient William !...

En attendant, celui-ci s'époumone à réclamer de l'aide...bien que, télégraphie-t-il, la situation militaire des Chinois soit extrêmement favorable. Devant Paris, n'est-ce pas ?...Ah ! les clairvoyants !

Alors, imaginons-nous notre William Martin revenant de Chine, ou d'autres « mobiles » qui s'aviseraient de contrôler les armements des nazis chez eux ? C'est simplement de la folie. Je sais que pour ma part, quoique chrétien, même aryen, bien sûr - tandis qu'on a prouvé que le Führer qui fait fureur est d'origine sémitique - je ne-m'en-chargerais-pas.

Et, le jour où les Allemands passeraient le pont de Kehl, ou bien s'installeraient dans le couloir polonais, tout de suite nous verrions les signataires du pacte d'assistance se défiler...à l'américaine. Ils se moqueraient pas mal du vieux monde que nous sommes, cette bonne Europe - à la façon désinvolte du président Roosevelt abandonnant l'étalon-or pendant qu'il promenait en bateau ses invités MicMacDonald et l'informateur Herriot qui l'allait découvrir. Ben, mon Colomb !

C'est pourquoi Lyautey a mille fois raison de dire « qu'il faut être assez fort pour montrer sa force sans avoir besoin de s'en servir. » Ni de manifester pacifistement contre les films allemands dans les cinémas de Paris et de Lyon. D'ailleurs, M. Hende(r)son lui-même, qui pour un peu parlerait de désarmement tout seul, sans plus s'occuper des gouvernements intéressés, sait parfaitement comment finira sa comédie sans actes : il y aura toujours des gendarmes. Heureusement. Guéri de sa pacifite depuis qu'il est quelqu'un de responsable, M. Daladier l'a déclaré très fort : « Le rétablissement de la confiance est la condition du salut commun. » Si l'on supprimait les gendarmes, qui donc aurait confiance ?...Mmes Drivet, Descoedres, Duchêne, Weiss (louise) ?

Tout ça, c'est charmant, si l'on veut. Mais pas sérieux.

ZED.

p.1 : Le complot de Roehm

Les informations publiées dans la soirée de samedi par le bureau de presse du parti national-socialiste ont donné un récit succinct mais explicite des événements dramatiques qui se sont passés en Allemagne : un certain nombre de chefs des troupes d'assaut du parti nazi avaient comploté de déclencher une nouvelle révolution. Vers quels buts ? C'est ce qu'on ne sait pas encore, mais la tendance politique des chefs conjurés était connue : c'était ce qu'il est commun d'appeler des hommes de gauche.

D'autre part, le général von Schleicher, dans la brève période où il fut chancelier du Reich, avait, on s'en souvient, noué des rapports assez étroits avec les chefs des syndicats marxistes et des syndicats catholiques, ce qui indiquait nettement son intention d'appuyer son pouvoir sur les masses ouvrières.

Enfin, les communiqués de la Maison brune ont parlé de relations qui auraient existé avec la représentation diplomatique à Berlin d'une puissance étrangère, sans toutefois la désigner. On ne voit guère, évidemment, que la délégation soviétique pour nouer des relations de cet ordre.

De ces quelques indications, on peut déduire que la « révolution de palais » que complotait Roehm devait conduire l'Allemagne vers une dictature extrêmement confuse où, à leur tour, les tendances bolchevistes de certains chefs nazis et les militaires qui auraient suivi von Schleicher se seraient disputé le pouvoir.

Sans aucun doute, l'aventure eût été extrêmement périlleuse pour l'Allemagne. Elle pouvait précipiter ce peuple dans un épouvantable chaos, anéantir en quelques semaines le redressement politique intérieur effectué par Hitler et ruiner les premiers efforts du nouveau régime pour l'unification du Reich. Roehm agissait en aveugle s'il croyait pouvoir imposer une révolution de gauche. S'il avait eu raison de Hitler, s'il était parvenu à briser la dictature de la Maison brune, du coup il livrait l'Allemagne à la Reichswehr, aux éléments conservateurs qui mettent encore leur espoir en M. von Papen et peut-être enfin aux Hohenzollern. Car il saute aux yeux qu'en dehors du parti nazi, il n'y a aucune force autre que la Reichswehr qui pourrait sauver l'Allemagne d'une prompte bolchevisation.

Cette révolte des chefs est, certes, un épisode grave dans l'histoire du régime hitlérien, mais ce n'est qu'un épisode. Toutes les dictatures ont eu leurs crises. Mussolini aussi a vu, à certains moments, son pouvoir vaciller. Il a eu assez d'énergie pour le ressaisir et assez d'intelligence pour imposer à son parti les réformes nécessaires. Tout montre que Hitler est encore en Allemagne l'homme le plus fort et qu'il saura procéder à l'épuration profonde qui s'impose dans son parti et dans la milice brune.

Les événements de Munich paraissent bien établir que Hitler est toujours maître du mouvement national-socialiste. Même ceux à qui cela déplaît doivent s'incliner devant cette constatation. En revanche, faut-il déduire de la participation du général von Schleicher au complot de Roehm que la Reichswehr est hostile au mouvement hitlérien ? Ce n'est pas prouvé. Après son bref passage à la chancellerie du Reich, le général, au lieu d'être réintégré à l'état-major, a été « exilé » au commandement de quelque troupe de province. Signe que son influence n'était plus toute-puissante. Très ambitieux, aigri par son échec comme chef du gouvernement, il aura cru trouver l'occasion d'une revanche en s'associant au complot de Roehm avec l'espoir, sans doute, d'accaparer le pouvoir en cas de succès. Equipée qui devait lui être fatale, ainsi qu'à sa femme, mortellement blessée dans un dernier mouvement généreux.

Reste M. von Papen. Le vice-chancelier figure assez bien le Talleyrand, l'homme « qui sert tous les régimes, mais qui ne s'écroule pas avec eux ». Aujourd'hui encore, en dépit de son discours de Marburg, il représente, grâce à l'appui du maréchal Hindenburg, une puissance avec laquelle Hitler doit compter, mais le sort de Roehm et de von Schleicher lui inspirera de salutaires réflexions.

Hitler n'est pas improvisé Führer. Pendant quatorze années, il a médité, préparé et organisé méthodiquement son plan politique. Aux prises avec les réalités, il sait que les premières années de dictature réservent plus de déceptions que de satisfactions, mais l'expérience fasciste lui a aussi enseigné que pour réaliser, il faut avant tout durer, si dramatiques que puissent être parfois les soubresauts du régime.

Quand on a vu si souvent enterrer le régime soviétique, quand on a entendu cent fois prédire la chute imminente de Mussolini, on serait impardonnable de croire que la révolution de Roehm, si impitoyablement châtiée qu'elle ait été, annonce la fin du régime hitlérien.

René BAUME.

p.1 : La situation de Hitler

La répression impitoyable de la révolte de Roehm a-t-elle consolidé ou affaibli la position de Hitler ? La question se pose au lendemain de cette secousse terrible pour le régime nazi. Et si l'on doit reconnaître que les nouvelles officielles d'Allemagne sont plus que discrètes sur les buts que poursuivaient les conjurés de Munich, il convient aussi de n'accepter qu'avec la plus extrême réserve les nouvelles de source privée qui, pour la plupart, parviennent des milieux des émigrés allemands. Ceux-ci n'ont certes aucune raison de penser et de dire du bien du régime hitlérien, mais trop souvent leur jugement est faussé par une rancune passionnée, et dans leur espoir de voir tomber un régime qui les a bannis, ils prennent trop facilement leurs désirs pour la réalité de demain.

A propos des tragiques événements de ces jours, on s'est empressé dans les milieux des émigrés, de faire état de l'opposition qui peut exister, d'une part, entre la Reichswehr et le régime et, d'autre part, entre celui-ci et le président Hindenburg, pour montrer que Hitler, vainqueur des éléments extrémistes de gauche de son parti, est devenu maintenant « prisonnier » de la Reichswehr qui consentira sans doute encore à se servir de lui jusqu'au jour où elle se sentira assez forte pour le jeter par-dessus bord, établir sa propre dictature et préparer à plus ou moins bref délai la restauration monarchique.

Il est certain que le principal danger qui menace le régime nazi est la Reichswehr, mais le premier à connaître l'importance de cette menace est Hitler et il faut être aveuglé par la passion politique pour imaginer que le Führer puisse se résigner, pour la vaine satisfaction de demeurer chancelier d'Empire, à devenir un simple instrument dans les mains des dirigeants de la Reichswehr.

La politique extérieure de Hitler porte d'ailleurs témoignage qu'il s'est rendu compte du danger de laisser prendre à la Reichswehr une importance excessive dans l'Etat. La guerre aurait-elle surgi ou surgirait-elle dans un petit nombre d'années que, par la force des choses, l'armée deviendrait en Allemagne le seul pouvoir dirigeant à la fois les opérations de guerre et la politique générale. Hitler et l'état-major du parti nazi seraient vite relégués au second plan et bientôt réduits à l'impuissance.

Accepter ou provoquer un conflit ouvert avec quelque voisin, c'était pour Hitler abdiquer tout son pouvoir entre les mains de la Reichswehr. Ceci explique que, sitôt l'avènement du régime hitlérien, l'Allemagne ait trouvé un terrain d'entente avec la Pologne. D'autre part, Hitler a fait à la France des offres non déguisées d'entente. Si un accord avait pu se faire de ce côté, la « hache de guerre » pouvait être enterrée pour quelques années et c'était à la Reichswehr d'être reléguée au second plan. Avec quelques années de paix assurée, Hitler pouvait se consacrer entièrement à l'édification de son Troisième Reich et faire de l'Allemagne un Etat entièrement nazi, à l'exemple du Duce, qui a maintenant si bien intégré la doctrine fasciste dans l'Etat que, même s'il venait à disparaître, le régime continuerait.

Ce n'est pas en quelques mois, évidemment, que Hitler pouvait limiter le pouvoir de la Reichswehr et c'est pour justifier sa méthode qu'il cherche à obtenir sur le plan extérieur des succès diplomatiques destinés à satisfaire momentanément les exigences du nationalisme.

Est-ce à dire que les dirigeants nazis seraient moins nationalistes que le clan militaire ? Certes non. Toutes les revendications du germanisme, le régime hitlérien les a prises à son compte ; mais il lui est indispensable, pour durer, de chercher à les réaliser sans le concours de l'armée.

L'enjeu de cette partie entre le parti nazi et l'armée est beaucoup plus important que celui qui se jouait entre l'aile gauche et l'aile droite des troupes hitlériennes et ce n'est pas pour écraser la révolte de Roehm que Hitler se serait livré pieds et poings liés à la Reichswehr.

La dictature a besoin d'une force armée solide. Elle l'avait dans les troupes d'assaut. Mais, si des chefs ont trahi, toutes les troupes ne sont pas contaminées. Les S.A. demeurent, elles seront épurées et réorganisées par des chefs nouveaux. Hitler dispose, en outre, des troupes de protection (S.S.) qui lui sont absolument fidèles. Enfin il y a, rien qu'en Prusse, une police de 80.000 hommes qui sont sous l'autorité directe du ministre de l'intérieur du Reich, et ce ministre c'est Frick, un des hommes les plus actifs, une des têtes les plus solides du parti nazi qui, connaissant l'influence extraordinaire de Hitler sur les masses, ne songe pas à contester son autorité de chef.

Car c'est encore un atout dans la main de Hitler que cette influence personnelle qui peut, sur un signe, sur un appel, lever des millions d'hommes.

Enfin la Reichswehr a un autre rôle à jouer que celui d'agent de division de la nation.

Froidement examinée, il ne semble pas, vraiment, que la situation de Hitler soit celle d'un « prisonnier ». Au contraire, il faut s'attendre à voir la politique allemande subir un peu plus la marque du nazisme ; les postes de confiance, au lieu d'être abandonnés à des sympathisants, seront réservés aux convaincus et, peu à peu, le régime en viendra à éliminer partout tous ceux qui n'ont pas été formés à la dure école du mouvement national-socialiste et qui ne s'inclinent qu'en apparence devant l'autorité indiscutée du Führer.

René BAUME.

p.1 : Au jour le jour

Je ne suis pas de ces gens qui déjà s'imaginaient, tout réjouis, que M. Hitler, le Führer en fureur, produit de l'autruchisme des gouvernants du monde », comme on a justement pu dire de ces suprêmes impuissances, allait subir le sort de ces meilleurs collaborateurs escamotés le 30 juin.

Pour se faire peut-être nommer agent de la Sûreté à Genève.

Personne, d'abord, ne sait exactement ce qui se passe en Allemagne.

Mais il serait injuste de méconnaître que M. Hitler (qu'on prononce comme on voudra) a tout de même son bon côté, si j'ose écrire.

Ce fils d'Aristide Briand et d'un douanier de Brunau (Haute-Autriche) interdit aux femmes allemandes de fumer.

Je serais Führer un jour que les femmes ne fumeraient pas non plus à Genève.

Je les aime bien trop pour les livrer à cette funeste passion.

D'autre part, une commerçante de Brême qui avait « mouillé » son li...son lait, -rectification - plus exactement celui de ses vaches, fut exposée en public, liée à un pi...pilori. Et l'exposition attira toutes les ménagères trompées par la commerçante qui se vengèrent en l'injuriant.

Nos « autorités » se contentent de faire condamner à une petite all...amende les commerçants malhonnêtes qui empoisonnent leurs clients.

Comme ça coûte trente francs aux chauffards pour écrabouiller chez nous des passants.

Qu'à présent M. Hitler disparaisse, par qui le remplacerions-nous ? (nous, c'est une façon de parler, à moins qu'un jour - lointain - nous ne mettions la main sur l'Allemagne). Par de nouveaux finasseurs qui bien vite rerouleraient les stupides dits plomates grâce auxquels le monde patauge dans un si complet pétrin ?

Pour la grande joie, c'est vrai, des caïmans pacifistes gavés de fonds secrets de France.

Avec M. Hitler, nous savons au moins ce que nous avons. Il a même, si j'ose encore écrire, réussi à « se mettre à dos tout le monde ».

Compris nos grands journaux confédérés, dont la « Berner Bund », annonça Radio-Paris, poste gouvernemental, frappés d'interdiction pour six mois.

Aussi faudrait-il être espérantiste au dernier degré, je pense à mon ami le Privat d'Inde, pour avaler des bobards bêtes comme le prétendu complot contre Hitler ourdi par la France de M. Barthou avec le général von Schleicher.

Minés par leurs défaitistes, les Anglais sur qui l'on ne peut guère compter mais avec qui l'on doit compter toujours refusent pour l'heure les garanties militaires propres à redonner confiance chez eux-mêmes, partant à ramener la prospérité partout. Il est par conséquent prudent, si paradoxal que cela puisse paraître, de conserver M. Hitler dont le maintien au pouvoir équivaut à une assurance de paix.

Sans plus aucun crédit, sa situation ne lui permet pas de faire la guerre.

Il ne l'a fait qu'à ses compatriotes.

Pas tous autrichiens.

Accepterions-nous, fiers Genevois comme nous sommes, d'être gouvernés par des hommes qui ne seraient même pas de Genève ?... Même pas de Plainpalais ?...

Mais, autres pays, autres vues : « Pendant la guerre, écrit un confrère de Bruxelles, les Allemands tuaient chez nous, fusillaient, massacraient. A l'indignation du monde, ils répondaient avec un air innocent, si l'on peut dire : Das ist Krieg ! Nous nous demandions si, non contents de nous assassiner, ils ne se fichaient pas de nous par-dessus le marché.

Aujourd'hui nous pouvons dire : « Ils étaient sincères. » Et nous constatons avec satisfaction (?) que la vie d'un Allemand n'a pas plus d'importance pour eux que celle d'un Belge. »

En tous cas, pendant que nos amis Allemands s'entretuent, ils ne pensent pas à faire de la casse chez les voisins.

ZED .

p.1 : L'assassinat de Dollfuss

La nouvelle de l'assassinat du chancelier d'Autriche a éclaté hier soir, comme un coup de tonnerre. Si forte qu'elle ait pu être la surprise causée par cette nouvelle, elle a atteint les limites de la stupéfaction quand les détails révélèrent les circonstances du drame. C'est à la chancellerie même que M. Dollfuss a été atteint par une balle et peu après il allait succomber. En même temps, les ministres qui se trouvaient avec lui étaient faits prisonniers par un détachement de nationaux-socialistes autrichiens qui avaient réussi à occuper le bâtiment officiel.

La première réflexion qui vient à l'esprit est pour s'étonner qu'un pareil coup d'audace ait pu réussir. Les dépêches de Vienne ne sont pas encore suffisamment claires, à l'heure où nous écrivons, pour que le drame soit connu dans tous ses détails, mais il semble bien que l'attaque de la chancellerie ne se soit heurtée à aucune résistance. Et on se demande alors comment il se fait qu'après avoir déjà été l'objet de deux attentats, le chancelier Dollfuss n'ait pas été mieux gardé. Certes, un chef de gouvernement peut faire courageusement face au danger auquel ses fonctions l'exposent. Toutefois, il est inconcevable que l'état d'agitation quotidienne où se trouve plongée l'Autriche depuis des mois, il n'ait pas été pris davantage de précautions pour protéger la vie des dirigeants du pays.

Si on ne peut imputer à la trahison du service de garde la réussite du coup de main nazi, la responsabilité première de la mort du chancelier Dollfuss retombe sur ceux qui ont commis la coupable négligence de laisser les bâtiments officiels à la merci du premier terroriste venu. On expliquera difficilement la quasi absence de tout service de garde.

Ceci dit, on ne peut s'étonner que le coup qui devait frapper à mort le chancelier vienne du clan national-socialiste. Contre la menace naziste, M. Dollfuss avait concentré, après les émeutes de février, toutes les forces du pays. Il avait parfaitement compris que le triomphe de ceux de ses compatriotes qui se réclament de Hitler aurait signifié pour l'Autriche la perte de son indépendance. Sous prétexte de « synchronisation », les nazis maîtres du pouvoir n'auraient pas tardé à mettre leur pays sous la dépendance complète du Troisième Reich et la République autrichienne n'aurait pas eu plus d'existence propre que n'en a aujourd'hui la Bavière dont le « particularisme » tant prôné a cédé sans coup férir devant la seule apparition d'un général venu de Berlin.

Le chancelier Dollfuss résistait donc de toutes ses forces à la menace naziste. L'histoire dira peut-être dans quelle mesure il a été réellement et sincèrement appuyé par son entourage. La persistance des attentats terroristes était inquiétante et la répression n'était pas sans donner parfois l'impression d'une indulgence à l'égard des nazis qui contrastait étrangement avec l'impitoyable répression dans laquelle furent noyés les émeutiers marxistes de février.

On avait parfois l'impression que jusque dans certains milieux gouvernementaux, on ménageait le national-socialisme dans l'espoir de pouvoir composer quelque jour avec lui. Ce fût là - si l'impression est exacte - une faute grave. Mais on ne peut se défendre de cette impression, car on a senti plus d'une fois que l'action du gouvernement Dollfuss était incertaine, flottante. Sans doute absence d'unité, sensible dans les faits, était-elle due au fait que M. Dollfuss et le parti chrétien-social sur lequel il s'appuyait, avaient dû partager le pouvoir avec la Heimwehr et les éléments de l'ancien parti pangermaniste.

Par ailleurs, on doit se demander aussi dans quelle mesure l'Allemagne est responsable de la tragédie d'hier. Sans doute, les dirigeants du Reich ne tarderont-ils pas à dégager les nationaux-socialistes d'Allemagne de toute participation à l'attentat et jusqu'à présent, c'est un fait qu'on ne sait rien d'un appui ou d'un encouragement qui serait venu de Berlin ou de Munich aux auteurs de l'assassinat. Mais on peut pas oublier - et hier encore on le rappelait ici - que les attentats terroristes commis en Autriche ont été favorisés par des nazis allemands qui fournissaient bombes et munitions. Cet appui de longue date donné d'Allemagne aux nazis autrichiens n'est pas autre chose qu'une complicité criminelle et s'il ne peut être impliqué directement dans l'assassinat du chancelier Dollfuss, il n'en est pas moins en grande partie responsable de l'état d'esprit qui a déterminé le crime.

Le chancelier Dollfuss disparu, qui va gouverner l'Autriche ? Il semble, d'après les nouvelles de Vienne, que les ministres qui n'ont pas été faits prisonniers à la Chancellerie, aient gardé le pouvoir. Si, comme il le paraît, l'attaque du poste T.S.F. et de la Chancellerie ne sont que d'audacieux coups de main sans lendemain, le régime Dollfuss peut continuer sans Dollfuss. Mais il est encore trop tôt pour avancer la moindre certitude à ce propos.

De toute façon, cet événement tragique constitue le plus grave avertissement. L'Italie, tout récemment, s'inquiétait du danger que courait l'indépendance autrichienne. Aujourd'hui, il n'est plus possible de fermer les yeux sur la menace terrible qui pèse sur la petite République, menace qui peut avoir les plus graves conséquences pour ses voisins et, en définitive, pour l'Europe entière.

Si ce n'est pas l'alarme, c'est tout au moins l'alerte qu'il faut sonner.

René BAUME.

p.1 : L'alarme autrichienne

La réaction provoquée par l'assassinat du chancelier d'Autriche a été prompte et vive dans les grandes capitales européennes. Un sentiment d'horreur profonde a été soulevé par les circonstances dramatiques dans lesquelles M. Dollfuss a perdu la vie.

On sait maintenant que le national-socialisme autrichien a joué la partie du désespoir, ajoutant à la fourberie, l'ignominie et la lâcheté.

La propagande extrémiste, dans un peuple pourtant accablé de souffrances, n'a pas produit les fruits qu'escomptaient les nazis. Tenu en mains par les forces chrétiennes-sociales et par celles de la Heimwehr, l'ensemble du peuple autrichien s'est prononcé clairement pour le régime Dollfuss, ne laissant aux nazis aucun espoir de l'emporter. Et les attentats terroristes, innombrables, n'ont pas entamé la confiance de l'Autriche dans l'avenir de son indépendance. Les partisans du national-socialisme ne pouvaient plus compter sur un coup d'audace. Ils l'ont perpétré mercredi en usant d'abord de la fourberie pour donner le change au service de garde à la Chancellerie et pénétrer dans la place sous l'uniforme de l'armée et de la police. Ils ont recouru ensuite au mensonge, faisant répandre par la T.S.F. la nouvelle de la démission du gouvernement. Puis ayant abattu le chancelier, le principal pilier de la résistance, ils sont tombés dans l'ignominie, laissant un blessé agoniser plusieurs heures sans lui accorder l'aide d'un médecin ni d'un prêtre. Enfin, il ne leur restait plus qu'à sombrer dans la lâcheté et ils s'y sont précipités, capitulant pour sauver leur peau. Mais le chancelier ayant succombé à ses blessures, les terroristes nazis auront à répondre de leur crime devant une Cour martiale au lieu d'aller, comme ils l'espéraient, jouer les « héros » en Allemagne.

Les nazis d'Autriche et ceux d'Allemagne se sentaient si étroitement solidaires que le représentant du gouvernement de Berlin à Vienne n'a pas hésité à servir d'intermédiaire aux terroristes pour « négocier » avec le gouvernement autrichien leur transfert en Allemagne.

A Berlin, on a vite compris combien il pouvait être dangereux par la suite d'affirmer la moindre solidarité avec les assassins du chancelier Dollfuss et le diplomate allemand trop zélé a été cassé aux gages, dans le même temps où le gouvernement du Reich faisait savoir qu'il n'autoriserait pas les insurgés à se réfugier sur son territoire.

Il faut voir là l'empressement de l'Allemagne à se laver les mains d'un attentat qui soulève une réprobation universelle. Et si, encore une fois, la participation directe d'éléments allemands dans les coups de main de mercredi n'est pas établie, il n'en reste pas moins que la complicité des nazis allemands dans les attentats terroristes qui ont précédé la journée tragique du 25 juillet est prouvée, ne serait-ce que par la saisie d'explosifs opérée samedi par la police saint-galloise.

Personne d'ailleurs ne s'y est trompé et la mort du chancelier Dollfuss a été considérée partout comme le point culminant de la série d'attentats par lesquels les nazis ont cherché à intimider l'Autriche pour mieux la dominer.

Aussi, les grandes puissances résolues à sauvegarder l'indépendance de la République autrichienne n'ont-elles cessé, quand elles entendaient se faire bien comprendre, de s'adresser à Berlin.

Jusqu'ici, il faut le dire, les puissances garantes ont été d'une insigne faiblesse et quand M. Dollfuss parlait d'évoquer devant le Conseil de la Société des Nations l'inadmissible pression exercée par l'Allemagne hitlérienne sur son pays, on le pressait, à Londres, à Paris et à Rome de n'en rien faire et de s'en remettre à l'effet que ne manquerait pas de produire quelque démarche diplomatique à Berlin.

Aujourd'hui que le chancelier Dollfuss a payé de sa vie cette politique de faiblesse, l'avertissement a été compris et, en Italie tout au moins, le gouvernement s'est résolu à faire comprendre à l'Allemagne le seul langage que décidément elle semble disposée à comprendre : le langage de la force. Des troupes italiennes, en effet, sont concentrées à la frontière et l'Allemagne saisira cette fois que la moindre menace de sa part vis-à-vis de l'Autriche provoquerait l'intervention de l'armée italienne.

Cette démonstration suffira, il faut l'espérer, à faire reculer le Troisième Reich dans son entreprise dangereuse pour l'Autriche, mais à condition, naturellement, qu'elle ne soit désapprouvée ni à Paris ni surtout à Londres, car la moindre faiblesse de l'Angleterre en ce moment pourrait avoir des conséquences graves.

Etant donnée la situation intérieure de l'Allemagne, il n'y a pas de risque que la situation s'aggrave si le gouvernement de Berlin se rend compte qu'il aurait en face de lui l'Angleterre, la France et l'Italie bien décidées à l'arrêter à temps.

Mais l'heure réclame de la fermeté.

René BAUME.

p.1 : En Allemagne. Hitler. chef de l'Etat

Avec une célérité plus grande encore que ne le supposaient les observateurs de la grande presse française en Allemagne, la succession du maréchal-président Hindenburg a été réglée au bénéfice de Hitler. Aussitôt parvenue la nouvelle de la mort, en effet, une loi a été rendue publique qui joint les fonctions de chancelier à celles de président du Reich et, dans un second article, Hitler est désigné pour assumer cette double fonction.

Il faut reconnaître dans cette procédure l'habileté tactique des dirigeants nazis qui, pour la conquête des positions stratégiques de l'Etat, ne se sont jamais laissés surprendre par l'événement. On se rappelle qu'au moment où M. von Papen ouvrait à Hitler la voie de la chancellerie, le Führer plaçait aussitôt deux de ses principaux lieutenants, Frick et Goering, à la tête des ministères de l'intérieur du Reich et de Prusse, mettant ainsi la main à la fois sur toutes les forces de police du pays et sur les administrations centrales.

Au-dessus du parti nazi subsistait, il est vrai, la présidence du Reich, mais le grand âge du maréchal Hindenburg annonçait comme imminente une vacance de ce poste. Mercredi, les nouvelles de Neudeck faisaient prévoir que le chef de l'Etat n'avait plus que quelques heures à vivre. Après une courte visite au chevet du président, Hitler rentrait à Berlin, convoquait un conseil des ministres au cours duquel était élaborée la loi le nommant président-chancelier. Et, hier matin, le peuple allemand apprenait en même temps la mort de Hindenburg et l'accession de Hitler à la présidence.

En un tournemain, le parti nazi avait conquis la position et avant même que les augures eussent achevé leurs consultations sur les conséquences de la mort du maréchal, sur les luttes sourdes qui pourraient s'ouvrir entre la Reichswehr et Hitler, même sur les possibilités d'une restauration monarchique, l'Allemagne se trouvait placée devant un fait accompli.

Certes, la Constitution de Weimar dispose que le président du Reich est élu par le peuple et qu'en cas de décès ou de démission du président, la fonction est exercée par intérim par le président de la Cour suprême de Leipzig. Mais la révolution hitlérienne, sans enterrer à proprement parler la Constitution de Weimar, l'a mise en suspens ; le Reichstag, qui ne compte, sauf une dizaine d'« invités », que des députés nazis, a accordé au Cabinet Hitler des pleins pouvoirs. Hitler était donc suffisamment préparé à recueillir la succession du vieux maréchal. Et, pour éviter des compétitions entre ses lieutenants dans la succession de sa propre charge de chancelier, il a simplement décidé de cumuler les fonctions de chef de l'Etat et de chef du gouvernement.

Cette rapidité dans l'exécution devrait quand même donner à réfléchir à ceux qui s'appesantissent sur les inévitables soubresauts d'un régime nouveau pour en tirer la conclusion, conforme leur vœu, que ce régime agonise. Même et surtout si l'on est adversaire des gouvernements d'autorité, il faut avoir assez de clairvoyance pour mesurer exactement la solidité de ces régimes.

C'est un fait incontestable que le parti national-socialiste tient en mains solidement l'Allemagne. Tous les partis adverses ont disparu et l'opposition intérieure au nouveau régime est sans force.

Certes, il y a des mécontents, des déçus ; certes, les événements du 30 juin ont secoué rudement le parti nazi et le putsch de Vienne a porté un nouveau coup à l'Allemagne hitlérienne. Mais il faut se soumettre à l'évidence que les dirigeants nazis n'ont pas laissé le pouvoir leur échapper des mains.

L'impitoyable répression de la révolte de Roehm a été sans effet durable pour le régime ; la déplorable attitude de l'Allemagne dans les affaires autrichiennes rend sa politique extérieure encore plus malaisée. Mais il n'en est pas moins vrai que le régime est toujours debout.

Il y a des dissentiments, assure-t-on, entre la Reichswehr et Hitler. C'est possible, même probable. Cela ne signifie pourtant point que les deux forces sont prêtes à se dresser l'une contre l'autre. On voit aujourd'hui la Reichswehr prêter serment à Hitler, devenu, en tant que président du Reich, chef de l'armée. Ce qui ne peut que consolider son pouvoir.

Et c'est justement ceci qu'il faut voir : c'est que si les difficultés intérieures et extérieures ne manquent pas au gouvernement allemand, le régime hitlérien n'en est pas ébranlé au point de s'écrouler demain. Au contraire, Hitler ayant aujourd'hui la suprême direction de l'Etat, ne pourra que consolider son pouvoir et le régime nazi en Allemagne.

René BAUME

p.1: En Allemagne. MOITIE CONTRE MOITIE

Après avoir semé la terreur, muselé la presse, emprisonné ses adversaires et interdit leur propagande, après avoir accusé des pires crimes ceux qu'il empêchait de se défendre, après avoir monopolisé tous les moyens de réclame et la puissance de l'Etat, après avoir intimidé et même expulsé les correspondants de journaux étrangers, Hitler n'a pas réussi à convertir à son parti la moitié du peuple allemand.

Ces élections, faussées d'avance en sa faveur, lui donnent 17 millions de suffrages sur un peu moins de 40 millions. Il n'obtient la majorité à la raclette qu'avec le concours des trois millions de conservateurs impérialistes.

Les socialistes maintiennent leurs positions, avec 7 millions de voix, les catholiques également avec 4 millions et demi. Si les communistes perdent un million de voix, c'est qu'ils sont déjà hors la loi ou à peu près. Ils descendent un peu au-dessous des 5 millions, mais se maintiennent en Prusse, et tout particulièrement à Berlin.

Les quatre millions de voix gagnées par les nazis sont celle d'électeurs nouveaux, attirés par l'appel sentimental et persistant d'une propagande unique. Beaucoup d'Allemands aussi veulent voir ce qu'Hitler peut faire et pensent mieux éviter la guerre civile en donnant au parti le plus fort l'occasion d'employer le pouvoir qu'il était résolu à garder en tous cas.

Ceux qui ont entendu par radio le dernier discours du chancelier nazi à Koenigsberg, avec son accompagnement de cantiques, de cloches d'églises et de tambours militaires, ont reconnu sans peine une maladie qui n'est pas spécifiquement allemande.

Nous l'avons vu fleurir en Suisse depuis des mois. Elle consiste à traiter ses adversaires les plus démocratiques et les plus constitutionnels de "Landverraeter" (traîtres au pays), à faire appel à la violence et au sentiment patriotique pour écraser les ennemis de l'intérieur et intimider ceux de l'extérieur et à badigeonner de cette boue sanglante un Seigneur Dieu qu'on annexe à son parti en le coiffant d'un casque à pointe.

La moitié du peuple allemand n'a plus le droit d'être allemande ni de vivre. Pendant quatorze ans, elle n'a fait que trahir et humilier la patrie. Et maintenant Adolf Hitler est là pour effacer cette honte et ramener l'Allemagne vers la gloire, l'honneur et la prospérité.

Sur les hommes qui causé les ruines d'il y a quatorze ans et entraîné leur peuple dans la dernière aventure, pas un mot, sauf une protestation indignée contre le "mensonge des responsabilités de la guerre".

Pendant une heure et demie, dans toutes les rues des grandes et petites villes de Prusse, les haut-parleurs ont répandu cette éloquence crierde et larmoyante avec son appel à la force et son accompagnement de fanfare.

Hitler promet à ses concitoyens une Allemagne glorieuse et satisfaite comme si elle était toute seule au monde et tout ce qu'il offre comme moyen d'y arriver, c'est la suppression d'une moitié du peuple allemand par l'autre. C'est un programme vraiment trop maigre. Il a dû s'apercevoir avant-hier qu'il est même irréalisable. Il faut trouver autre chose.

Sans doute Hitler peut détruire énormément de choses pendant son passage au pouvoir, qu'il prolongera par l'intimidation. Il peut changer les couleurs du drapeau, rétablir le rouge, blanc, noir impérial au lieu du rouge, or, noir républicain.

Il peut détruire la Constitution de Weimar, obliger les tribunaux à se mettre à son service, supprimer la liberté de presse et de parole et même brouiller l'Allemagne avec tous ses voisins. De cette manière il aura effacé l'oeuvre des quatorze années de république; mais ce travail de pure démolition n'aura pas donné du travail aux chômeurs ni du pain aux affamés.

Son système d'entretenir des bandes armées en échange d'une maigre pitance rappelle un peu celui des empereurs romains de la décadence. Il peut occuper une partie de la jeunesse, mais pas résoudre le problème social d'une manière durable.

Quant à la situation internationale de l'Allemagne, elle est singulièrement affaiblie depuis quinze jours. L'Angleterre est très refroidie. La Russie, qui était la seule puissance liée par un accord diplomatique (le Traité de Rapallo) est complètement aliénée, alors qu'elle se rapproche de la France et de la Pologne.

Il ne reste que l'Italie, et l'expérience de 1915 a montré aux Allemands qu'il ne faut pas se faire trop d'illusions de ce côté-là. Nous voyons fort bien tout ce que les nazis peuvent accomplir en fait de casse en Europe comme en Allemagne. Mais c'est la partie constructive qui manque pour justifier ce grand enthousiasme.

Edm. P.

Billet quotidien: ALERTE AUX HEBREUX

L'avènement de Hitler et l'instauration de la terreur en Allemagne servent trop bien les intérêts des hobereaux capitalistes et des munitionnaires pour qu'on y voie autre chose qu'une diversion salutaire au maintien du régime. Comme chacun des "fuehrer" qui l'ont précédé, Hitler désigne à la vindicte publique un certain nombre de "responsables" de la crise actuelle. Ce sont d'abord les marxistes. Il paraît, à lire la presse hitlérienne et hugenbergeoise, que les marxistes ont provoqué le chômage, la misère, le marasme général des affaires germaniques.

Puis il y a les Juifs.

C'est contre les Juifs que les régimes politiques défaillants ont toujours tenté de tourner la colère populaire. Les exemples en abondent dans l'histoire de l'Europe. Le "peuple maudit de Dieu" a pleuré des larmes de sang à chacune des tragédies historiques qu'ont jouées les peuples occidentaux. Les véritables responsables des drames économiques ou politiques ont rejeté sur Israël tous les crimes dont ils s'étaient eux-mêmes rendus coupables. La méthode est commode et infaillible. Le ressentiment des peuples doit être apaisé. A certaines phases de notre évolution, il ne peut s'apaiser que dans le sang. Les citoyens d'un même pays hésitent à s'entre-déchirer, et la guerre civile ne se déchaîne qu'après d'atroces convulsions. Il est beaucoup plus facile d'accumuler sur la tête d'individus qui paraissent appartenir à une race étrangère des rancunes farouches et des haines sanguinaires. Les Juifs sont là pour servir d'holocaustes.

Le capitalisme aux abois ne pouvait manquer de recourir à ce suprême atout. La responsabilité des Juifs, voilà qui permet de satisfaire à la fois nos rancunes commerciales et nos haines sentimentales. Le chrétien accomplit oeuvre pie en détruisant la race maudite. Le commerçant fait une excellente affaire en supprimant un concurrent dangereux. La foi et l'intérêt bien compris se concilient dans le moment où un Hébreu est jeté aux bras de Jahvé. L'hitlérisme demeure donc parfaitement conséquent avec lui-même en poursuivant les Juifs. Ceux-ci, comme aux plus mauvais temps du tsarisme fuient le browning hitlérien ainsi qu'ils fuyaient le knout moscovite. On promène dans les rues de Berlin de pauvres hères aux cheveux crépus, tout comme la Sainte-Hermandad promenait dans Madrid les voleurs israéliens.

Et les Juifs, que l'on prétend si puissants, ne réagissent point. Leur puissance est donc toute fictive, et elle n'a fait que servir d'épouvantail. A ses crimes innombrables, le capitalisme occidental ajoute un crime nouveau, le plus honteux, le plus ignoble, puisqu'il lance contre des gens désarmés une plèbe avide de carnage.

Serions-nous, en Suisse, à l'abri de telles ignominies ? J'en doute. L'individu Oltramare, dont la valeur morale a été maintes fois appréciée, a trouvé ingénieux et rémunérateur de combattre les Juifs. Il n'a fait qu'une seule exception, en faveur de certain[]commerçant[] genevois, auquel il a donné, de manière suspecte, un brevet de patriotisme. Il s'est rencontré - la vie a de ces ironies - que ce seul Juif patriote a eu des comptes à rendre à la justice de son pays. L'action antisémite du sieur Oltramare, pour ridicule qu'elle ait paru, et pour singulier qu'en semblassent les mobiles, n'en a pas moins marqué une phase nouvelle de l'agitation réactionnaire en Suisse. Israël n'a qu'à bien se tenir. Le capitalisme helvétique n'hésitera point, le moment venu, à user des méthodes qu'emploie l'hitlérisme.

E.

p.1: Nos misérables fascistes à l'oeuvre suivant la méthode hitlérienne

On ne dira jamais assez à quel point les réactionnaires fascistes font actuellement cause commune dans tous les pays et cela avec des méthodes semblables partout.

L'individu Oltramare qui est allé chercher des ordres à Munich avant l'affaire sanglante du 9 novembre, poursuit son oeuvre diabolique dans les deux journaux "L'Action Nationale" et "Le Pilon". Les mensonges les plus grossiers ne l'effraient point, pas plus que son bras droit, le dessinateur chrétien-social Fontanet. Le but recherché par Oltramare actuellement est de faire croire que tous ceux qui vivent honnêtement et modestement au service de la classe ouvrière s'enrichissent à ses dépens.

C'est ainsi que dans le dernier "Pilon", il est en question en première page, par un dessin, et à l'intérieur par un texte signé de Georges Oltramare, des "automobiles" d'ouvriers ou contremaîtres qui se servent d'un véhicule à moteur valant quelques centaines et parfois quelques dizaines de francs. Les deux tristes sires qui signent ces dessins et écrits se servent de misères abattues sur la classe ouvrière par les effets du régime capitaliste pour exciter les plus basses jalousies et méfiance contre ceux des travailleurs qui, au prix d'un travail acharné et de privations nombreuses, peuvent encore se maintenir à flots. Pour mieux masquer leur jeu, Fontanet et Oltramare mêlent à leurs dessins et écrits quelques faits exacts, mais ne se rapportant point à des membres de notre parti. Ainsi les immeubles que possède l'hoirie Lévy.

Les fascistes genevois en veulent tout particulièrement à notre rédacteur en chef Léon Nicole, contre qui des enquêtes de plusieurs mois menées par les justices fédérale et cantonale genevoise ainsi que par une police que les scrupules n'étouffent pas, n'ont pu établir la moindre des capitulations dans le domaine du désintéressement matériel et de la probité professionnelle. Ne pouvant s'en prendre à Nicole lui-même, Oltramare et Fontanet voudraient faire croire que les deux enfants de notre rédacteur vivent dans l'opulence et la fainéantise. Pour la troisième fois les feuilles fascistes genevoises publie que Solange Nicole se livre au sport coûteux de l'équitation, alors que jamais elle n'a approché un cheval et que dès l'âge de quinze ans elle travaille comme toute jeune fille qui aura à pourvoir elle-même à son indépendance, à ses besoins durant son existence. Le fils Nicole n'est pas étudiant à Oxford, ainsi que le publie le "Pilon", mais il a passé quelques mois en Angleterre chez un militant du Parti socialiste indépendant pour se former intellectuellement et pour apprendre à connaître la langue anglaise et le mouvement politique des travailleurs anglais, connaissances qu'il entend mettre au service de la classe ouvrière.

L'instituteur Borel ne possède pas d'auto, mais il a des enfants à élever et des difficultés financières certaines à surmonter depuis que les fascistes genevois ont réussi à le priver d'un gagne-pain en échange duquel il donnait à la collectivité un dévouement et une science pédagogique mis au service des enfants du peuple et que ses adversaires les plus acharnés n'ont jamais osé lui contester.

Il faut être tombé au dernier degré de la malhonnêteté pour utiliser les mensonges de l'espèce dont se servent Oltramare et Fontanet dans le but de remonter les actions du fascisme genevois d'importation directe de Germanie.

[pas signé]

p.1: A Leningrad

- Un demi-million d'écoliers et de pionniers participeront cette année aux excursions organisées dans les environs par le Centre d'éducation politique.
- Le premier Institut pansoviétique contre la fièvre aphteuse vient d'être inauguré dans une des îles du lac Sémiyef; il est muni de tout l'outillage le plus moderne et dans des ateliers qui lui sont adjoints, on fabrique en quantités industrielles les médicaments et sérums propres à combattre ce fléau.
- Deux expositions ont été consacrées à Wagner à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa mort.
- La Centrale du livre se dispose à expédier dans la région 950,000 brochures relatives à l'agronomie technique, indiquant aux paysans les procédés les plus rationnels pour les semailles du printemps.,
- Dès le mois de mai, la liaison aérienne sera établie entre Leningrad et Stokholm; un service quotidien fonctionnera régulièrement entre ces deux villes.

[pas signé]

p.1: Fascisme et hitlérisme

Pour justifier leur partielle sympathie à l'endroit de ces deux mouvements, certains journaux bourgeois répètent à l'envi une formule singulièrement équivoque. Ce sont, disent-ils, les violences communistes qui appelèrent les réactions nécessaires.

Lorsqu'on étudie de près l'origine du fascisme, les constatations faites sont extraordinaires. Elles soulignent à la fois une erreur de nombreux socialistes et la duplicité impudente du chef du fascisme. Il est bon d'y revenir, car ce sont des points d'histoire volontairement entourés d'ombres épaisses.

Lorsque le fascisme s'affirma, en dehors de toute légalité, Giolitti, alors ministre, prévint le danger. Il s'approcha des socialistes et leur proposa de s'unir à lui pour vider l'abcès. Nos camarades italiens se divisèrent. Les uns, avec Turati, penchaient pour un appui au gouvernement dans le seul but de liquider énergiquement les fascios. Turati fut mis en minorité par la gauche, laquelle soutint la thèse qu'il n'appartenait pas aux socialistes de coopérer à une action répressive au nom de l'Etat bourgeois. Désormais, Mussolini eut la route libre. La faiblesse des ministères qui se succédèrent, faiblesse résultant d'une neutralité inopérante, prépara les voies à la marche sur Rome, à la répression atroce qui s'ensuivit et à l'instauration du régime nouveau. On peut aujourd'hui, sans blâmer quiconque, se demander si les camarades n'eussent pas été mieux inspirés en taisant des préoccupations dogmatiques devant la nécessaire action du salut de la démocratie, même bourgeoise. Ainsi, une fois de plus, s'avère efficace le bon sens qui invite les hommes politiques et les partis à couler leur action dans le cadre des nécessités du moment.

Mais il y a mieux. On parle beaucoup de l'occupation des usines et on attribue à ce fait le déclenchement de l'action libératoire du fascisme. Or, il serait temps, tout de même, de rappeler que Mussolini fut à la tête du mouvement d'occupation. Il en fut l'âme, l'inspirateur et le dirigeant.

Mussolini, dont les variations dans le domaine de la doctrine sont innombrables, redevint, après avoir été interventionniste et conséquemment étatiste, un doctrinaire anarchiste. En avril 1920, il écrivait dans le "Popolo d'Italia", les lignes suivantes:

"Je suis partisan de l'individu et je pars en campagne contre l'Etat. L'Etat, avec sa formidable machine bureaucratique, vous donne une sensation d'étouffement. Aujourd'hui l'Etat, Moloch aux faces épouvantables, voit tout, fait tout, contrôle tout, et fait tout de travers. Désastreux l'art d'Etat, désastreux [-euses] les écoles d'Etat, les postes d'Etat, la navigation d'Etat, les fournitures d'Etat. L'Etat est une machine effrayante qui avale les hommes vivants et rejette morts tels des numéros. A bas l'Etat sous toutes ses formes, et quelle que soit son incarnation. L'Etat d'hier, d'aujourd'hui et de demain, l'Etat bourgeois et l'Etat socialiste."

Ce n'est pas trop mal sous la plume de celui qui, deux ou trois ans plus tard, créait l'Etat-Moloch et subordonnait, à sa loi tyrannique, un peuple de 40 millions d'habitants.

L'occupation des usines débuta à Dalmine, province de Bergame, en mars 1919. Le 20 mars, s'adressant aux ouvriers de Dalmine, Mussolini leur tient le discours suivant:

"Vous n'avez pas encore fait la preuve, à cause de la brièveté du temps et des conditions existantes, créées par les industriels, de vos capacités à la gestion des affaires, mais vous avez fait acte de volonté et je vous dis que vous êtes sur la bonne voie, parce que vous vous êtes libérés de vos producteurs et que vous avez choisi les hommes qui vous dirigent et vous représentent au sein de vos organisations, et que vous avez confié à eux seuls la défense de vos droits. Je suis avec vous pour la défense de vos droits qui sont sacro-saints."

Quelques mois plus tard, Mussolini tourne court. Il tient un langage équivoque, considérant les dites occupations comme une erreur, mais on ne saisit pas le fond de sa pensée. Il semble regretter qu'il n'y ait pas eu de violences libératrices.

Car, il faut le noter, tous les publicistes bourgeois, notamment le comte de Sforza, déclarent que cette "occupation" se fit avec un minimum de désordres, ne justifiant nullement les répressions du fascisme, mêlé, lui, et hardiment, à cet épisode dont il se servit plus tard pour abattre le socialisme et la démocratie.

On sait le reste et comment, retombant sur ses pieds de dictateur, Mussolini s'imposa par la marche sur Rome et créa l'Etat nouveau, cabanon de grande envergure et vers lequel la bourgeoisie capitaliste tourne ses regards éperdus.

* * *

L'hitlérisme, à peu de choses près, s'inspire des mêmes doctrines et se justifie par les excès du "marxisme".

Ce sont là propos impudents pour qui sait combien furent légalitaires les socialistes allemands, légalitaires jusqu'à la paralysie de toutes les vertèbres. Quant aux communistes, on peut dire que, dans la rue, ils se colletèrent fréquemment avec les hitlériens, mais observèrent, dans leur activité de parti, les formes du parlementarisme et les moyens de lutte conformes aux libertés de l'Etat.

Non. Là n'est pas la raison. L'hitlérisme, à la fois antimarxiste et antijuif, n'est pas autre chose qu'une fièvre nationaliste conforme aux objectifs de la grosse industrie lourde et des revanchards, actionnaires des usines et des fabriques. Ici, un fait économique et social intervient et a, à mon sens, une importance considérable. Etant nationaliste, le Gouvernement allemand a besoin de ressources énormes. Or le peuple, la classe paysanne obérée, une partie importante de la bourgeoisie sont à sec. S'appuyer sur ces classes est une impossibilité absolue pour qui veut poursuivre une politique agressive. Seules les castes détentrices de la richesse sont à même de faire les avances nécessaires, placements, espèrent-elles, dont les intérêts seront sérieux. Fournissant l'argent, elles entendent que la politique du gouvernement soit la leur. Elles passent un contrat: à vous le pouvoir, ce dernier étant en service commandé. Il s'agit donc bien, en somme, d'une prise de possession d'une infime minorité de capitalistes mais qui, ajoutant à leurs programmes des buts flattant les instincts de violence de toute une population désaxée par la guerre - mort aux Juifs, mort aux socialistes, morts aux républicains, tous signataires du Traité de Versailles et soutiens de la Constitution de Weimar - ont réussi à créer une majorité, alors qu'il s'agit des intérêts d'une petite minorité audacieuse, impudente et dangereuse. Un tel phénomène ne peut se concevoir que dans un cadre exceptionnel. L'Allemagne, reprise par son orgueil, énervée par son chômage, lassée par certaines impuissances qui la décurent, se tourne avec passion vers quiconque lui promet ce que nul ne peut lui donner. La crise d'hystérie nationaliste en est à sa phase aiguë. Ce serait à désespérer de l'humanité que de la supposer durable. Mais son ampleur est fait pour nous imposer des réflexions. Jamais la nécessité d'une action forte, disciplinée dans une démocratie hardiment réformatrice, groupant, sur un plan élargi, le maximum de volontés, n'est apparue si impérieuse. Pourvu qu'il ne soit pas trop tard !

P. Golay

p.1: Les événements d'Allemagne. L'ARRIERE-PENSEE DE HITLER ET GOERING, (*De notre correspondant spécial.*)

La plupart des chefs suprêmes des troupes d'assaut ont été fusillés dans toutes les parties de l'Allemagne sur l'ordre direct de Hitler et de Goering. on a dû nommer comme chef d'état-major Lutze, un individu presque inconnu jusqu'ici parmi les sous-chefs nazis. Il semble qu'il ne reste pas au "Führer" beaucoup des anciens fidèles qui ont organisé le fascisme allemand à côté de Hitler depuis on premier putsch en 1923.

"Une conjuration antihitlérienne qui était en train d'éclater", déclare-t-on dans les milieux officiels. les conjurés auraient déjà donné l'ordre aux troupes d'assaut de s'emparer de la rue. "Hitler est contre nous, la Reichswehr est contre nous, descendez dans la rue" aurait été le mot d'ordre. Et comment Hitler et Goering réagissent-ils ? Ils font arrêter la plupart des généraux des troupes d'assaut à Munich et d'autres dans le Reich au même moment. Tout de suite après leur arrestation tous ces chefs sont fusillés. On parle officiellement de plusieurs suicides dans les prisons. Mais on se souvient trop des "suicides" dans les camps de concentration et de ceux des adversaires du régime actuel, qui furent "fusillés dans leur fuite", pour ne pas savoir de quoi il s'agit.

Pourquoi ces exécutions immédiates ?

Il y a des lois en Hitlérie qui prévoient déjà la peine capitale pour chaque tentative de haute trahison. Il y a même des tribunaux spéciaux ("Tribunal du peuple" à Berlin) qui auraient pu traiter et juger sur le champ chaque cas d'un "crime contre le peuple allemand". Au sein du Parti nazi il existe également une juridiction spéciale qui peut condamner les coupables sans aucun arrêt. Enfin, il y aurait eu la possibilité d'instituer, en cas d'une insurrection, des tribunaux militaires qui auraient pu juger, condamner à mort et faire exécuter les accusés dans les vingt-quatre heures. Toutes ces possibilités étaient ouvertes aux maîtres de puissance actuels. Mais au lieu de cela, les Hitler et Goering se sont servis d'autres méthodes. Ils ordonnent l'exécution immédiate de la plupart de leur sous-chefs, sans aucune délibération d'un tribunal quelconque tout en accompagnant ce sinistre spectacle par des communiqués de presse officiels et par des rapports détaillés radiodiffusés.

Pour comprendre ces méthodes, autant cruelles que surprenantes, il faut se demander quelles sont les raisons qui ont obligé les chefs nazis à agir d'une telle manière.

Quelle était la véritable situation avant cette soi-disant conjuration ?

D'abord il est certain que quelques-uns des chefs nazis étaient - par leur passé - un poids de la politique extérieure de l'Allemagne. A plusieurs reprises des milieux anglais et américains ont proposé au chancelier de se débarrasser de ces hommes qui étaient ou des homosexuels (Roehm) ou des meurtriers jugés par un tribunal (comme Heines et Killinger, meurtriers du ministre Rathenau). Dernièrement encore Mussolini aurait demandé au "Führer", à Venise, de se séparer de ces anciens amis.

En second lieu, il y a encore cette question de la politique étrangère: les troupes d'assaut ont empêché toute discussion sur les plaintes concernant le réarmement allemand. De l'autre côté, il aurait été impossible de dissoudre les S.A. par un simple décret, non seulement à cause des ambitions des généraux des troupes d'assaut (y compris le chef d'état-major) mais aussi à cause de l'indignation énorme qu'aurait causé une telle mesure chez les miliciens eux-mêmes. Enfin, il y a encore un troisième fait à constater [,] le danger d'une "révolution" des nazis désabusés. Evidemment, le mécontentement était fort dans les milieux des troupes d'assaut. Aucune des promesses qui furent données aux membres du parti et aux masses populaire n'a été tenue par le fascisme allemand. La situation économique empirait chaque jour.

Mais ce mécontentement, si général qu'il fût, n'était pas organisé. Les représentants des groupes mécontents n'avaient pas encore eu l'idée concrète de commencer cette révolution des nazis désabusés. Ainsi le danger d'une émeute de "gauche" n'était, en réalité, qu'un danger abstrait et futur.

C'est - d'après notre opinion - pour prévenir toute action possible du côté des éléments désabusés du Parti hitlérien et, en même temps, pour se débarrasser de tous ceux des sous-chefs nazis qui pesaient sur la politique étrangère de la dictature allemande que les Goering et Hitler ont pris l'offensive.

Mais pour se débarrasser des troupes d'assaut il faut avoir des prétextes. Et, encore une fois on se sert

des méthodes qui ont réussi avec l'incendie du Reichstag

Regardons de près le programme d'après lequel le "Führer" et ses complices ont agi. La presse parisienne en donne quelques détails: A[a]u cours de la semaine passée des lettres furent écrites et envoyées - à l'instigation de Goering - à tous les chefs dont on voulait s'emparer, en les appelant à une réunion importante à Munich. Pour leur faire croire qu'il pensait être encore en sûreté le "Führer" entreprenait un voyage d'inspection dans les camps de travail en Westphalie. Pendant la nuit du 29 au 30 juin Hitler se rend subitement en avion de Bonn à Munich pour faire arrêter tous les chefs réunis, en annonçant qu'il s'agissait d'une révolte et qu'il était forcé de réprimer, avec vigueur, cette insurrection. Ensuite,

tout se développe d'après un plan bien organisé

Toutes les mesures nécessaires sont déjà préparées comme à l'occasion de l'incendie du Reichstag: le reste des sous-chefs "compromis" qui vient d'arriver est arrêté en descendant des trains à la gare de Munich.

Tout de suite après l'arrestation, les frontières allemandes sont fermées non seulement pour le trafic des personnes mais aussi pour les téléphones et les télégrammes. Le général Goering (et non le ministre de la propagande Goebbels) donne les déclarations à la presse étrangère.

Le propagandiste Goebbels qui accompagnent le chancelier à son voyage d'"inspection" fait personnellement les rapports officiels pour le public. Et ces rapports constituent déjà, en eux, des preuves suffisantes pour notre thèse, que nous nous trouvons en face d'une deuxième grande provocation des maîtres de la dictature allemande qui ont voulu créer un prétexte pour se débarrasser des sous-chefs inopportuns et de la plupart des troupes d'assaut.

Ces rapports officiels sont - comme s'exprime la "Prawda" - "des documents historiques et leur auteur mérite l'immortalité. Leur rôle était de cacher le sens politiques des événements." Le communiqué officiel ne donne aucun détail sur la soi-disant conjuration des chefs infidèles qui menaçait d'éclater. Au lieu de cela on se contente de reprocher à ces individus le fait qu'ils étaient homosexuels (fait connu en Allemagne depuis 15 années). D'autre part on est obligé d'avouer que les conjurés se trouvaient, lors de leur arrestation, au lit ! Chose étrange: U[u]ne révolte est en train d'éclater, mais les conjurés principaux se trouvent au lit. Une heure après ils sont fusillés.

Y.A.

p.1: Les conséquences des événements d'Allemagne pour la classe ouvrière, par ***

Les événements du 30 juin se passèrent derrière le dos de la classe ouvrière allemande. Elle fut surprise et n'entra en aucun point en action. S'il fallait encore en [une] preuve de l'effondrement terrible subi par la classe ouvrière en Allemagne lors de la prise du pouvoir par Hitler, on n'aurait guère pu l'avoir plus convaincante que lors des derniers événements. Si l'on se représente pour instant que quelque chose de pareil se serait produit en Autriche, on se rend parfaitement compte que la classe ouvrière autrichienne se serait remuée. En Allemagne, il ne sont pas encore aussi loin ! La terreur fasciste qui sévit en Allemagne depuis plus de dix-huit mois a décimé la classe ouvrière allemande à un tel point qu'elle ne fut pas capable d'agir au moment où une clique fasciste démolit l'autre. Mais le 30 juin marque la date de début d'une nouvelle ère pour la classe ouvrière allemande. En assassinant les chefs S.A., le fascisme allemand a détruit sa propre base fondamentale. Les principes d'un travail illégal en sont grandement favorisées. Le régime hitlérien a essayé d'empêcher, par la terreur la plus brutale, tout travail illégal dirigé contre le système. Les peines d'emprisonnement les plus hautes attendaient celui qui voulait imprimer et distribuer un journal illégal, à moins que les ouvriers qui s'en chargeaient ne soient martyrisés jusqu'à la mort dans des camps de concentration. Tout attroupement de plus de trois personnes était déjà considéré comme louche. Des millions de gens n'appartenant pas directement au cadre du parti encourageaient cette terreur hitlérienne durant l'année 1933. Les classes moyennes citadines, les petits bourgeois, les fonctionnaires, les paysans, bref tous ceux qui espéraient du Troisième Reich une amélioration de leur existence se laissaient employer comme espions, comme indicateurs contre la classe ouvrière et son travail illégal. Il y avait des millions d'yeux qui voyaient, des millions d'oreilles qui écoutaient ce qui se disait et ce qui s'écrivait contre le régime hitlérien pour immédiatement le rapporter aux lieutenants d'Hitler. Cet état de chose changea cependant lors de l'hiver 1933-1934. Les paysans constataient que le troisième Reich ne les avait aidés en rien.

APRES LES SALAIRES DES OUVRIERS, CEUX DES FONCTIONNAIRES QUX-MEMES FURENT DUREMENT TOUCHES

La classe moyenne citadine tremblait de peur de voir arriver une nouvelle inflation qui enlèverait son dernier reste de fortune, enfin, le développement catastrophique de l'économie a donné ce premier résultat: guérir radicalement toutes les classes moyennes de leur enthousiasme primitif pour le troisième Reich. Même lorsqu'ils crient "Heil Hitler", ils sont bien refroidis, et s'il ne sont pas encore pour une démolition du régime, ils sont pour le moins "neutres".

De moins en moins, ils se laissent aller à servir d'indicateurs pour le fascisme en général et la "gestapo" de Goering en particulier.

Les événements du 30 juin n'ont fait qu'accentuer ce mouvement, aidés grandement du reste par une situation économique de plus en plus mauvaise. Pour la première fois depuis bien longtemps, le mois de mai vit retirer plus d'argent des caisses d'épargne qu'il n'en fut déposé. Les classes moyennes commencent se révolter, car elles craignent une nouvelle inflation, et elles ont peur de voir l'Allemagne manquer de matières premières. Leur neutralité bienveillante envers le régime hitlérien se transforme en une opposition, encore muette pour l'instant.

Le mécontentement, l'opposition et la haine grandissent sans arrêt dans les usines. Dans le temps, des fonctionnaires marxistes devaient faire attention lorsqu'ils prononçaient un mot contre le régime, de crainte d'être entendu par un indicateur.

Maintenant cette crainte n'existe plus. Comme suite directe de l'écrasement des S.A., on verra les conditions de vie empirer de jour en jour. Or, non seulement les anciens fonctionnaires marxistes seront touchés, mais également les ouvriers catholiques et même les anciens S.A. qui ont trouvé du travail dans ces usines.

Tous ces facteurs parlent en faveur d'un

ACCROISSEMENT D'UNE ACTION ILLEGALE

organisée des ouvriers allemands. Goering et sa "Gestapo" emploieront la terreur la plus terrible contre eux. Mais, au contraire de l'année 1933, cette terreur ne sera plus approuvée et soutenue par des millions de gens des classes moyennes, ni par des millions de membres des S.A. Le champ d'action de cette terreur sera limité à l'appareil de l'état et les hommes en dépendant directement. Le fascisme hitlérien tentera, selon l'exemple de la Russie tsariste, de remplacer les sympathies absentes de la population par une terreur systématique, par un développement de l'organisation de la police et des indicateurs. Mais à la longue il n'y gagnera rien, car c'est justement lui, le fascisme hitlérien qui déclarait toujours é nouveau à la vieille réaction allemande qu'il est impossible de diriger un peuple [à] la baïonnette et au canon, mais qu'il faut au contraire s'appuyer sur une masse de la population amis [...]. Ce qu'Hitler disait dans le temps aux réactionnaires se vérifiera pour lui-même: il ne pourra pas garder le pouvoir à la longue en n'étant appuyé que par l'organisation de l'Etat.

Mais

CE SERAIT UNE PROFONDE ERREUR

que d'admettre que la chute suivra rapidement ce premier ébranlement, cette première crise violente du régime. Le fascisme ne pourra être abattu que lorsque la classe ouvrière allemande aura retrouvé sa puissance d'action. La défaite fut cependant trop forte pour permettre le renouvellement d'un parti ouvrier en si peu de temps. Mais rien que le fait de voir le système fasciste renoncer à sa base (les masses) et être obligé de dévoiler de plus en plus sa fonction objective d'organe du capitalisme monopolisé (parce que les difficultés économiques augmentent sans cesse) crée des conditions infiniment plus favorables pour ce renouvellement.

Comme suite immédiat des événements du 30 juin, la situation en Sarre s'est rapidement transformée. Le régime hitlérien aura vraiment perdu énormément de son influence extérieure grâce à ce 30 juin. Son élan est brisé. Sa puissance, fascinante sur les foules incapables de juger en politique, es morte. Un front unique des partis communiste et socialiste s'est formé en Sarre, qui est conscient de cette première tâche à accomplir: infliger au régime hitlérien une défaite cuisante lors du plébiscite de janvier 1935.

En même temps,

L'ACTIVITE DE LA CLASSE OUVRIERE FRANÇAISE

croît sans arrêt. Elle a tiré les leçons des événements d'Allemagne. Elle sait qu'il faut combattre le fascisme avant qu'il n'arrive au pouvoir. Les Etats-Unis se joignent à la France. Pendant les dix premières années de la crise américaine, la classe ouvrière s'est laissé faire. Mais depuis mi-1932, les grèves succèdent aux grèves. Les syndicats américains gagnent toujours du terrain. Ce développement atteint depuis des décades en Europe, grâce à la création d'un propre Parti socialiste, va bientôt cesser d'être un désir en Amérique, et devenir une réalité.

Ainsi, cette vague de dépression qui a saisi toute la classe ouvrière du monde entier, après les événements d'Allemagne, puis après ceux d'Autriche, disparaît peu à peu maintenant.

De même que la victoire du fascisme en Allemagne consolide la position de la bourgeoisie du monde entier, la crise actuelle du fascisme allemand affaiblit la bourgeoisie internationale, c'est-à-dire la réaction. Il faudra encore un effort immense, très dur et aride pour que la classe ouvrière allemande retrouve sa puissance d'action et renverse le système de Hitler.

Mais un futur historien remarquera certainement que c'est le 30 juin qui indique le point de départ, la préface de cette époque à venir.

[pas signé]

Table des matières

4.6	L'Action Nationale 4 mars 1933.....	1
	p.2: Les élections allemandes.....	1
	H.S.	2
4.2	L'Action Nationale 11 mars 1933.....	3
	p.3: Le coup de balai.....	3
	Lucien CRAMER.....	3
4.3	L'Action Nationale 18 mars 1933.....	4
	p.2: Est-ce faire de l'antisémitisme?.....	4
	P.B.	5
4.5	L'Action Nationale 24 juin 1933.....	6
	p.3: Les "atrocités hitlériennes" et...les autres	6
	B.....	7
4.7	L'Action Nationale 7 juillet 1934.....	8
	p.1: L'Union Nationale et l'étranger	8
	Georges Oltramare.	8
5.7	La Bise 24 février 1933.....	9
	p.3: Une lettre d'Hitler (Adolphe) au Conseil d'Etat genevois	9
	[pas signé]	9
5.12	La Bise 6 octobre 1933	10
	p.4: A Genève. Une interview sensationnelle du Dr Goebbels.	10
	[pas signé]	10
5.11	La Bise 1er novembre 1933	11
	p.5: Renaissance d'une race. Le bon arien.....	11
	[pas signé]	11
1.3	Le Courrier de Genève 31 janvier 1933	12
	Bulletin: Hitler chancelier.....	12
	H.S.	12
1.4	Le Courrier de Genève 2 février 1933.....	13
	Bulletin: Le troisième Reich	13
	H.S.	13
1.5	Le Courrier de Genève 3 février 1933.....	14
	Bulletin: Le communisme allemand aux abois.....	14
	R.L.	14
1.6	Le Courrier de Genève 5 février 1933.....	15
	Bulletin: Sous la tutelle des francs-maçons.....	15
	H.S.	15
1.9	Le Courrier de Genève 17 février 1933.....	16
	p.1: Faillite du marxisme	16
	R.L.	17
1.10	Le Courrier de Genève 22 février 1933.....	18
	Bulletin: Hitler et l'opposition.....	18
	H.S.	18
1.11	Le Courrier de Genève 24 février 1933.....	19
	p.1: Position du Centre allemand	19
	R.L.	20
1.12	Le Courrier de Genève 1 ^{er} mars 1933	21
	Bulletin: Guerre civile ?.....	21
	H.S.	21
1.13	Le Courrier de Genève 5 mars 1933.....	22
	p.1: L'Allemagne exterminera-t-elle réellement le bolchévisme ?	22
	[pas signé]	22
1.20	Le Courrier de Genève 25 mars 1933.....	23
	Bulletin: Le programme de Hitler	23
	R.L.	23
1.21	Le Courrier de Genève 30 mars 1933.....	24
	Bulletin: L'antisémitisme hitlérien	24
	R.L.	24
1.22	Le Courrier de Genève 5 avril 1933	25
	Bulletin: Le judaïsme contre l'Allemagne ?	25
	R.L.	25
1.23	Le Courrier de Genève 14 avril 1933.....	26
	Bulletin: L'avenir du catholicisme en Allemagne.....	26
	R.L.	26

1.25	Le Courrier de Genève 27 avril 1933	27
	Editorial : Pauvre Hugenberg !	27
	R.L.	27
1.24	Le Courrier de Genève 29 avril 1933	28
	Bulletin: Les "fronts" nationalistes	28
	R.L.	28
3.4	Le Courrier de Genève 11 juillet 1933	29
	Bulletin: Vers l'apaisement ?	29
	R.L.	29
3.5	Le Courrier de Genève 16 juillet 1933	30
	Bulletin: L'évolution du régime hitlérien	30
	R.L.	30
3.6	Le Courrier de Genève 18 août 1933	31
	Bulletin: RACISME.....	31
	H.S.	31
3.15	Le Courrier de Genève 6 mai 1934	32
	Bulletin: Le Concordat autrichien.....	32
	H.S.	32
3.16	Le Courrier de Genève 9 mai 1934	33
	p.1: La lutte des Sans-Dieu en Allemagne	33
	<i>Dr Renée Warnery</i>	34
3.17	Le Courrier de Genève 27 mai 1934	35
	p.1: Les Juifs et nous.....	35
	R.L.	35
3.18	Le Courrier de Genève 10 juin 1934	36
	Bulletin: EVANGELISATEURS	36
	H.S.	36
3.19	Courrier de Genève 3 juillet 1934	37
	Bulletin: Où va le Troisième Reich ?	37
	R.L.	37
3.20	Courrier de Genève 4 juillet 1934	38
	Bulletin: Interprétations contradictoires.....	38
	R.L.	38
3.21	Courrier de Genève 8 juillet 1934	39
	Bulletin: L'assassinat de M.Klausener	39
	H.S.	39
3.22	Courrier de Genève 3 août 1934	40
	Bulletin: Hitler maître absolu.....	40
	H.S.	40
3.23	Courrier de Genève 7 août 1934	41
	Bulletin: Hitler s'explique	41
	R.L.	41
3.24	Courrier de Genève 25 août 1934	42
	Bulletin: Hitler a-t-il compris ?	42
	R.L.	42
4.15	Le Drapeau rouge 17 septembre 1932	43
	p.2: L'agonie de la République en Allemagne.....	43
	[<i>pas signé</i>]	43
4.16	Le Drapeau rouge 12 novembre 1932	44
	p.1: La grande victoire du parti communiste allemand	44
	[<i>pas signé</i>]	44
4.17	Le Drapeau rouge 4 février 1933	45
	p.1: Hitler au pouvoir ! Le parti communiste lance un appel à la grève générale	45
	[<i>pas signé</i>]	46
4.18	Le Drapeau rouge 11 février 1933	47
	p.1: La "peste brune" gouverne.....	47
	(T.)	48
4.20	Le Drapeau rouge 28 octobre 1933	49
	p.2: Sus aux boches !	49
	V.	49
4.23	Le Genevois 7 janvier 1933	50
	p.1 : Défense de l'organisme suisse. L'infiltration des barbares	50
	[<i>pas signé</i>]	50
4.26	Le Genevois 1 ^{er} avril 1933	51
	p.1 : Au centre de l'Europe. La terreur antisémite.....	51

		[pas signé]	52
4.28	Le Genevois 5 avril 1933		53
	p.2: La Suisse et les Nazis.....		53
		[pas signé]	53
4.29	Le Genevois 13 mai 1933.....		54
	p.1: Contre les extrémistes.....		54
	Fabre, Sonderegger [,] Géo et Cie		54
		[pas signé]	55
4.30	Le Genevois 20 mai 1933.....		56
	p.1: La situation en Allemagne		56
		[pas signé]	56
4.32, 4.33	Le Genevois 16 août 1933.....		57
	p.1 : Halte-là !		57
		[pas signé]	57
4.34	Le Genevois 19 août 1933.....		58
	p.2: La situation internationale.....		58
	<i>I.E.</i>		59
4.35, 4.36	Le Genevois 23 août 1933.....		60
	p.1-2: La Sarre et le national-socialisme		60
	<i>I.E.</i>		60
5.1	Le Genevois 6 septembre 1933		61
	Au sujet du XIX ^{me} Anniversaire de la déclaration de guerre.....		61
	<i>I.E.</i>		61
5.2, 5.3	Le Genevois 23 septembre 1933		62
	pp.1-2: Au Camp de Concentration de Dachau.....		62
	<i>P. Bise</i>		63
5.5	Le Genevois 30 décembre 1933		64
	p.7: L'année politique fédérale.....		64
	[pas signé]		64
6.20	Le Genevois 17 janvier 1934		65
	p.1 : Hitler et le Marxisme		65
	[pas signé]		65
6.21	Le Genevois 4 juillet 1934		66
	p.2 : L'ALLEMAGNE EN SANG. <u>Ce qu'admire Géo</u>		66
	[pas signé]		66
6.23	Le Genevois 21 juillet 1934		67
	p.2 : La convulsion allemande		67
	<i>ie</i>		68
6.22	Le Genevois 25 juillet 1934		69
	Editorial : Les chemises de couleur		69
	[pas signé]		69
6.24	Le Genevois 28 juillet 1934		70
	Editorial : La terreur germanique.....		70
	[pas signé]		70
6.25	Le Genevois 29 août 1934.....		71
	Editorial : Au pays des Nazis.....		71
	[pas signé]		71
6.12	Journal de Genève 31 janvier 1933		72
	Editorial : LA CHUTE DU GENERAL DE SCHLEICHER. <u>L'Allemagne à la croisée des chemins</u>		72
	<i>W.M.</i>		73
6.13 et 6.14	Journal de Genève 3 février 1933.....		74
	pp.1-2 : L'avènement de Hitler		74
	<i>E.K.</i>		75
6.16	Journal de Genève 5 février 1933.....		76
	Editorial : Nouvelles incertitudes allemandes.....		76
	<i>Wladimir d'Ormesson</i>		77
6.19	Journal de Genève 31 mars 1933		78
	p.1 : Nazis contre juifs.....		78
	<i>P.J.</i>		78
6.18	Journal de Genève 25 mars 1933		79
	Editorial : L'heure de M. Hitler		79
	<i>J.M.</i>		80
7.25	Journal de Genève 10 avril 1934.....		81
	p.1 : <u>Désarmement</u> , VERS LA REPRISE, P.-E. B.		81
	<i>P.-E. B.</i>		82

7.28	Journal de Genève 21 juin 1934.....	83
	p.1 : M. von Papen élève la voix, J.M.....	83
	J.M.	83
7.27	Journal de Genève 28 juin 1934.....	84
	p.1 : Nazisme et protestantisme, P.-E. B.....	84
	P.-E. B.....	84
2.5	Journal de Genève 2 juillet 1934.....	85
	Editorial: Hitler frappe.....	85
	P.-E. B.....	85
2.7	Journal de Genève 3 juillet 1934.....	86
	Editorial: Hitler et Roehm.....	86
	P.-E. B.....	87
2.9	Journal de Genève 4 juillet 1934.....	88
	Editorial: Dans les coulisses du drame allemand. Le massacre des prétoriens	88
	André Germain.....	89
2.12	Journal de Genève 7 juillet 1934.....	90
	Editorial: Hypothèses et pharisaïsme	90
	P.-E. B.....	91
2.13	Journal de Genève 12 juillet 1934.....	92
	Editorial: L'Italie et les événements d'Allemagne	92
	Th. V.....	93
2.15	Journal de Genève 15 juillet 1934.....	94
	Editorial: Plaidoyer.....	94
	P.-E. B.....	95
2.18	Journal de Genève 27 juillet 1934.....	96
	Editorial: La mort du chancelier Dollfuss	96
	P.-E. B.....	96
2.18	Journal de Genève 27 juillet 1934.....	97
	p.1: Il faut sauver l'Autriche.....	97
	R.P.	97
2.20	Journal de Genève 4 août 1934	98
	Editorial: Président et chancelier	98
	P.-E. B.....	99
2.22, 2.23	Journal de Genève 18 août 1934	100
	Editorial: Plébiscite et testament.....	100
	P.-E. B.....	100
2.29, 2.30	Journal de Genève 11 septembre 1934.....	101
	Impressions d'Allemagne Camps de travail I.....	101
	Albert Béguin.....	102
2.26, 2.27	Journal de Genève 13 septembre 1934.....	103
	p.1/2: Impressions d'Allemagne Camps de travail - II	103
	Albert Béguin.....	104
2.28	Journal de Genève 29 septembre 1934.....	105
	p.1: Dangereuse intolérance.....	105
	P.-E. B.....	105
7.23	La Liberté syndicale 23 mars 1934	106
	p.1 : Qui sauvera la France ?.....	106
	R. LEYVRAZ	106
7.13	La Lutte 6 juillet 1934.....	107
	p.1 : L'ébranlement du fascisme allemand.....	107
	[pas signé]	108
6.5	Le Moment 8 octobre 1933	109
	p.1 : Le « Moment » en Allemagne. Le régime des travaux forcés. (De notre envoyé spécial M. Michel Pierre)	109
	Michel Pierre.....	110
5.13	Le Peuple genevois 18 mars 1933	111
	Editorial: Un chemin dangereux	111
	André GUINAND.....	111
5.14	Le Peuple genevois 18 mars 1933	112
	p.3: POLITIQUE ETRANGERE. L'expansion hitlérienne et fasciste	112
	VIATOR.....	112
5.15, 5.16	Le Peuple genevois 22 avril 1933	113
	p.1: Le Moyen-Âge hitlérien.....	113
	VIATOR.....	113
5.18	Le Peuple genevois 17 juin 1933	114

	p.3: L'antisémitisme en Suisse allemande	114
	TEL.	114
5.23	Le Peuple genevois 8 juillet 1933	115
	p.2: POLITIQUE INTERNATIONALE. Le programme de Hitler s'affirme de plus en plus collectiviste-national	115
	TEL.	115
5.22	Le Peuple genevois 5 août 1933	116
	p.2 : POLITIQUE ETRANGERE. Le nouveau Concordat signé par le Vatican est-il une embûche hitlérienne ? Le Cardinal-Primat est prisonnier	116
	[pas signé]	116
5.21	Le Peuple genevois 2 septembre 1933	117
	p.2: POLITIQUE ETRANGERE. <u>L'Allemagne en démente</u>	117
	VIATOR.	117
5.20	Le Peuple genevois 23 septembre 1933	118
	p.3: Petites nouvelles de l'U.R.S.S.	118
	VALODIA.	118
5.19	Le Peuple genevois 4 novembre 1933	119
	p.2: CE QU'ADMIRE GEORGES OLTRAMARE. <u>Hitler fait la guerre aux enfants</u>	119
	[pas signé]	119
6.26	Le Peuple Genevois 14 avril 1934	120
	p.2 : DANS L'EMPIRE HITLERIEN. <u>Atrocités antisémites</u>	120
	[pas signé]	121
6.27	Le Peuple Genevois 12 mai 1934	122
	p.2 : JEUNESSE PROGRESSISTE RADICALE. <u>Dictature et Démocratie</u> . <u>CE QUE J'AI VU EN ALLEMAGNE</u> . <u>Conférence de M. Pierre Bise</u>	122
	V.G.	122
6.28	Le Peuple Genevois 7 juillet 1934	123
	p.3 : OU VA L'EUROPE ? <u>La terreur en Allemagne</u> . <u>Peut-on jouer impunément sur deux tableaux ?</u>	123
	V. G.	123
6.29	Le Peuple Genevois 11 août 1934	124
	p.1 : EN EUROPE CENTRALE. <u>Adolf Ier. Imperator</u>	124
	V.	124
6.32	Le Peuple Genevois 20 avril 1935	125
	p.1 : LE TEMPS PRESENT. <u>La victoire de Stresa</u>	125
	Fortuny	125
6.30 et 6.31	Le Peuple Genevois 25 mai 1935	126
	pp. 1-2 : LE DELIRE ALLEMAND. La guerre à toutes les Religions	126
	Viator	126
6.33	Le Peuple Genevois 21 septembre 1935	127
	p.1 : LE TEMPS PRESENT. <u>Vent d'orage...</u>	127
	JOANÈS.	127
7.17	Le Pilori 3 juin 1932	128
	p.5 : Gross et les valeurs spirituelles	128
	G. O.	129
4.12	Réaction 18 septembre 1935	130
	p.1: La honte blanche de la S.d.N trahit l'Europe au profit de la honte noire d'Afrique	130
	[pas signé]	131
6.8	La Suisse 2 mai 1933	132
	p.1 : Au jour le jour	132
	ZED.	132
7.7	La Suisse 2 juillet 1934	133
	p.1 : Le complot de Roehm	133
	René BAUME.	133
7.8	La Suisse 5 juillet 1934	134
	p.1 : La situation de Hitler	134
	René BAUME.	134
7.9	La Suisse 12 juillet 1934	135
	p.1 : Au jour le jour	135
	ZED	135
7.10	La Suisse 26 juillet 1934	136
	p.1 : L'assassinat de Dollfuss	136
	René BAUME.	136
7.11	La Suisse 27 juillet 1934	137
	p.1 : L'alarme autrichienne	137
	René BAUME.	137

7.12	La Suisse 3 août 1934.....	138
	p.1 : <u>En Allemagne</u> . Hitler. chef de l'Etat.....	138
	René BAUME.....	138
3.8	Le Travail 8 mars 1933	139
	p.1: <u>En Allemagne</u> . MOITIE CONTRE MOITIE.....	139
	Edm. P.....	139
3.11	Le Travail 18 mars 1933	140
	Billet quotidien: ALERTE AUX HEBREUX	140
	E.....	140
3.12	Le Travail 23 mars 1933	141
	p.1: Nos misérables fascistes à l'oeuvre suivant la méthode hitlérienne	141
	[pas signé]	141
	p.1: A Leningrad.....	141
	[pas signé]	141
3.14	Le Travail 28 mars 1933	142
	p.1: Fascisme et hitlérisme.....	142
	P. Golay	143
3.26	Le Travail 4 juillet 1934.....	144
	p.1: Les événements d'Allemagne. L'ARRIERE-PENSEE DE HITLER ET GOERING, (<i>De notre correspondant spécial.</i>)	144
	Y.A.....	145
3.31	Le Travail 24 juillet 1934.....	146
	p.1: Les conséquences des événements d'Allemagne pour la classe ouvrière, par ***	146
	[pas signé]	147
Allemagne	8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 36, 43, 44, 45, 46, 47, 49, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 58, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 76, 77, 78, 79, 80, 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 98, 100, 101, 103, 105, 109, 111, 112, 113, 114, 116, 117, 119, 120, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 130, 132, 139, 140, 143, 144, 145, 146, 147	
Autriche	32, 58, 60, 70, 86, 92, 96, 97, 112, 117, 122, 146, 147	
Barrès	13	
Bela Kun	22	
Brunning	43	
France	10, 15, 23, 49, 58, 60, 61, 62, 67, 70, 79, 86, 92, 111, 120, 125, 126, 130, 132, 139, 147	
Genève	10, 28, 36, 48, 51, 54, 56, 64, 66, 70, 72, 78, 79, 88, 90, 92, 94, 96, 97, 98, 100, 103, 105, 111, 112, 117, 122, 130, 132	
Goebbels	10, 60, 64, 67, 85, 87, 98, 100, 145	
Göring	12, 21, 22, 26, 67, 85, 86, 90, 98, 100, 112, 114, 144, 145, 146	
Grande-Bretagne	16, 23, 51, 53, 58, 61, 62, 79, 90, 91, 92, 94, 109, 122, 124, 125, 127, 139, 141	
guerre civile	14, 17, 21, 23, 49, 69, 104, 113, 130, 139, 140	
Hindenburg	11, 12, 13, 16, 18, 23, 43, 44, 45, 47, 72, 73, 74, 77, 85, 87, 88, 89, 90, 95, 98, 99, 113, 124	
Hitler	8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 45, 46, 47, 48, 53, 54, 56, 60, 63, 65, 66, 67, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 76, 77, 79, 80, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 97, 98, 99, 100, 103, 105, 111, 112, 113, 115, 117, 119, 123, 124, 126, 127, 130, 132, 139, 140, 144, 146, 147	
Hongrie	22, 58	
Hugenberg	12, 14, 17, 21, 23, 27, 30, 47, 74, 76, 77, 86	
Italie	14, 16, 26, 29, 30, 31, 32, 36, 45, 50, 51, 54, 58, 72, 78, 79, 92, 94, 96, 111, 113, 116, 120, 122, 124, 125, 127, 130, 139, 142	
Japon	127	
Juifs	9, 10, 24, 25, 28, 31, 35, 51, 52, 54, 56, 60, 62, 63, 78, 79, 86, 89, 92, 112, 114, 119, 120, 123, 126, 130, 132, 140, 143	
Lénine	14, 22, 30, 33, 113	
Marx	118, 130	
Mussolini	8, 14, 16, 23, 30, 31, 45, 53, 58, 69, 79, 90, 92, 98, 112, 113, 123, 124, 125, 127, 142, 144	
Nicole, L.	54, 111, 131, 141	
Oltramare	8, 28, 54, 55, 66, 119, 140, 141	
Papen (von)	12, 13, 16, 21, 22, 26, 43, 44, 45, 47, 66, 67, 72, 73, 74, 76, 77, 85, 87, 88, 89, 90, 94, 95, 116	
Pie XI	15, 33	
Rapallo	139	
réactionnaire	12, 17, 21, 44, 45, 46, 54, 93, 140, 141, 147	
Röhm	67, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 94, 109, 123, 144	
Roumanie	58, 79	
Serbie	15, 58, 86	

Société des Nations	58, 69, 78, 79, 80, 90, 125, 127, 130, 132
Staline	14, 30, 63, 111, 124
Strasser	16, 68, 74, 90
Suisse	10, 28, 44, 48, 49, 51, 52, 53, 54, 55, 57, 60, 64, 66, 69, 70, 97, 109, 111, 113, 114, 117, 122, 126, 130, 139, 140
Trotsky	14
URSS	14, 22, 50, 54, 56, 58, 61, 69, 78, 88, 90, 92, 111, 115, 118, 119, 122, 126, 127, 139, 146
Versailles	45, 58, 62, 64, 117, 125, 143